JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15. — Tél. : 306-51-00
Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

5^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

(Art. 133, 134, 135 et 137 du règlement.)

*Europe (achèvement de l'union européenne
et élaboration d'une constitution de l'Europe).*

4749. — 24 septembre 1973. — M. Daillet expose à M. le ministre des affaires étrangères que la conférence des chefs d'Etats et Gouvernements de la Communauté européenne qui s'est déroulée les 19 et 20 octobre 1972 à Paris avait fixé des objectifs précis et un calendrier en vue d'achever l'union européenne en 1980. Il lui demande de bien vouloir préciser : 1° quels sont, dans ce domaine, les résultats concrets qui ont suivi cette conférence ; 2° si le Gouvernement français est prêt à proposer au conseil des ministres de la Communauté d'inviter le Parlement européen à rédiger un projet de constitution européenne avec la collaboration des autres institutions européennes.

Agriculture (aggravation de la crise agricole).

4789. — 24 septembre 1973. — M. Rigout attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur l'aggravation de la crise agricole qui se manifeste notamment par : la baisse du prix de la viande à la production, alors que les prix au détail augmentent ; l'augmentation beaucoup plus importante des charges de production des agriculteurs que les revenus qu'ils perçoivent ; les graves difficultés d'approvisionnement du pays en aliments du bétail riches en protéines. Il lui demande s'il peut lui faire connaître, au cours d'un débat devant l'Assemblée nationale, la position du Gouvernement et les mesures qu'il entend prendre : 1° pour que les prix agricoles à la production soient garantis et qu'ils correspondent aux charges de production des agriculteurs sans que cette légitime et indispensable rémunération de leur travail se traduise par des hausses des prix alimentaires à la consommation ; 2° pour qu'il soit mis fin à la pénurie de certaines productions et que la politique agricole assure l'indépendance des approvisionnements du pays et que des mesures soient prises pour favoriser le développement de l'élevage ; 3° pour que soit mis en œuvre un plan de développement de la coopération entre tous les Etats d'Europe, organisant les échanges, régularisant les marchés et développant les productions dont l'Europe a besoin.

Industrie horlogère (Lip).

4790. — 24 septembre 1973. — **M. Caro** demande à **M. le Premier ministre** quels enseignements le Gouvernement compte tirer de l'affaire Lip. Il lui demande en particulier: 1° s'il ne pense pas qu'une réforme de la législation relative à la faillite, permettant de donner de plus larges garanties aux travailleurs, s'impose; 2° s'il n'estime pas que dans le cadre de la mise en application de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions, les problèmes posés par la garantie de l'emploi devraient faire partie de la compétence des conseils généraux.

Chili (absence de condamnation du coup d'Etat par le Gouvernement français).

4810. — 25 septembre 1973. — **M. Etienne Fajon** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il peut lui faire connaître les raisons pour lesquelles le Gouvernement français n'a pas condamné le coup d'Etat militaire perpétré au Chili en vue de renverser le pouvoir légitime issu de la volonté librement exprimée par le suffrage universel. Les auteurs du putsch qui a provoqué la mort tragique du Président de la République, **M. Salvador Allende**, d'un nombre encore inconnu de personnalités politiques, de travailleurs et de citoyens chiliens, ont eu recours à des méthodes criminelles. C'est par le bombardement des édifices publics, des sièges des partis politiques, des usines et des domiciles privés, ainsi que par des exécutions sommaires, que la sédition s'efforce de détruire les institutions chiliennes au profit d'un pouvoir sans base légale. L'émotion est si grande que, dans la plupart des pays, et notamment dans les pays voisins du nôtre, les gouvernements ont manifesté leur vive réprobation. Dès lors, l'attitude actuelle du Gouvernement compromet gravement le prestige de la France dans le monde et en particulier en Amérique latine, l'absence de toute protestation de sa part revenant à admettre que le suffrage universel, expression de la souveraineté nationale, peut être bafoué par la violence réactionnaire d'un quarteron de généraux.

Allocation de logement (réforme).

4830. — 25 septembre 1973. — **M. Charles Blignon** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** quelles mesures il compte prendre pour remédier au fonctionnement complètement défectueux de l'allocation logement, à ses complexités administratives sans fin, à ses tracasseries incessantes et à sa suppression à ceux qui en ont le plus besoin lorsqu'ils ont des retards de paiement.

Industrie horlogère (société Lip).

4870. — 26 septembre 1973. — **M. Lucas** demande à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour apporter à la crise que traverse actuellement la société Lip une solution conforme à l'intérêt national. C'est l'industrie horlogère qui, dans son ensemble, risquerait de disparaître si une issue satisfaisante à la situation actuelle n'était pas trouvée. Compte tenu du rôle joué par la micromécanique à Besançon et dans la Franche-Comté, c'est aussi l'équilibre d'une région entière qui se trouverait mis en cause. Les difficultés que rencontre cette entreprise, avec les conséquences qu'elles entraînent sur la sécurité de l'emploi, font qu'aucune solution satisfaisante ne peut être trouvée dans un démantèlement de l'ensemble actuel. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour le maintien en activité de tous les départements de cette entreprise et la garantie de l'emploi pour tous les salariés.

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

(Art. 133, 134, 136 et 137 du règlement.)

Guinée (pensions des anciens militaires et fonctionnaires français devenus Guinéens).

4811. — 25 septembre 1973. — **M. Fajon** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il peut lui indiquer: 1° depuis quand le paiement des pensions des anciens militaires et fonctionnaires français aujourd'hui de nationalité guinéenne et résidant en Guinée a-t-il été interrompu alors que les accords financiers de 1963 entre la France et la République de Guinée en avaient mis au point les modalités de paiement; 2° quelles sont les raisons de cette inscription; 3° quel est le montant ainsi cumulé de la dette à l'égard de la Guinée; 4° que compte faire le Gouvernement français pour mettre fin à cette situation anormale préjudiciable aux intérêts du peuple de Guinée et à l'autorité morale de la France.

Aéronautique (situation pesante et crainte de l'aérospatiale).

4818. — 25 septembre 1973. — **M. Carpentier** expose à **M. le ministre des transports** que les bruits les plus divers, trouvant leur source dans les déclarations de hautes personnalités de l'aérospatiale et de son homologue britannique, courent quant aux difficultés que cette industrie pourrait rencontrer dans les mois à venir, avec toutes les conséquences qui en découleraient nécessairement pour l'emploi. Cette incertitude suscite, chez les travailleurs, un malaise et une inquiétude légitime. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir faire une mise au point quant à cette situation et de préciser quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour assurer l'avenir de cette industrie nationale et, par là même, le plein emploi.

Service national (étudiants en médecine: stages dans les centres de secours aux blessés de la route).

4829. — 25 septembre 1973. — **M. Tissandier** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** s'il n'estime pas que, pour réduire sensiblement le nombre de ces blessés de la route qui succombent durant leur transport ou peu après leur hospitalisation faute d'avoir reçu, en temps opportun, les soins que nécessitait leur état, il serait désirable qu'en accord avec son collègue le ministre des armées, toutes mesures utiles soient prises pour que les étudiants en médecine aient la possibilité d'effectuer leur service militaire dans un centre spécialement équipé pour soigner les blessés de la route.

Institut Pasteur (situation financière).

4836. — 25 septembre 1973. — **M. Péronnet** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation de l'Institut Pasteur qui, compte tenu de sa situation financière, est dans l'obligation de procéder à des compressions de personnel, ce qui risque d'avoir des conséquences dommageables sur le développement de ses activités. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour venir en aide à cet organisme dont l'utilité publique n'est pas à démontrer et qui contribue largement à la renommée de la recherche scientifique française dans le monde.

Plan (révision des objectifs du VI^e Plan).

4837. — 25 septembre 1973. — **M. Mesmin** rappelle à **M. le Premier ministre** que dans son discours de présentation de la politique gouvernementale, qu'il a fait le 10 avril 1973, à l'Assemblée nationale, il avait envisagé une révision du VI^e Plan ou pour le moins de certains objectifs. Il lui demande de bien vouloir informer l'Assemblée nationale de l'évolution des travaux poursuivis en ce domaine.

Fonctionnaires (pouvoir d'achat).

4838. — 25 septembre 1973. — **M. Rossi** demande à **M. le Premier ministre (fonction publique)** quelles mesures il compte prendre pour assurer aux diverses catégories de personnels titulaires de la fonction publique et aux agents non titulaires de l'Etat une progression normale de leur pouvoir d'achat.

Assurance vieillesse (veuves: non-cumulés de droits personnels et de droits dérivés: assouplissement de cette règle).

4845. — 28 septembre 1973. — **M. Chaumont** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'en répondant récemment (question écrite n° 1410, *Journal officiel*, Débats A. N., n° 55 du 14 juillet 1973) à un parlementaire qui l'avait interrogé à ce sujet, il disait que le caractère rigoureux de la règle selon laquelle les droits personnels et les droits dérivés ne peuvent être cumulés n'avait pas échappé à l'attention du Gouvernement et que celui-ci était très soucieux, dans le cadre de sa politique de progrès social, d'apporter aux veuves une aide efficace. Il ajoutait que des études seraient poursuivies en vue d'opérer un choix entre les mesures susceptibles d'être envisagées compte tenu des possibilités financières pour améliorer cette situation. Il lui demande à quelles conclusions ont abouti ces études et quelles décisions sont susceptibles d'être prises dans un avenir proche afin que l'existence d'une pension personnelle pour une veuve n'entraîne pas la suppression du droit à une pension de réversion.

Emploi (région de Saint-Nazaire).

4846. — 26 septembre 1973. — M. Duroméa attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur la situation de l'emploi dans la région de Saint-Nazaire. Cette situation est particulièrement préoccupante du fait de la suppression récente de 700 emplois à Saint-Nazaire. Ce chiffre s'élève à un millier environ avec les communes avoisinantes. De ce fait, l'embauche des jeunes se trouve bloquée, tandis que nombre de travailleurs de petites entreprises sous-traitantes voient leur emploi menacé. Cet état de choses affecte une région qui se trouvait déjà dans une situation précaire et porte un nouveau coup à son potentiel industriel, risquant d'entraîner une grave régression économique. Il lui demande quelles mesures il envisage pour mettre fin à cette évolution néfaste pour les travailleurs et l'équilibre régional et garantir un niveau de l'emploi correspondant aux besoins de cette région.

*Sécurité sociale
(conditions de paiement des prestations).*

4886. — 27 septembre 1973. — M. Simon attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les multiples réclamations justifiées de nombreux usagers de la sécurité sociale. Malgré la bonne volonté du personnel les retards dans les paiements des prestations ainsi que la fermeture des guichets pendant la période des congés mettent les familles de ressources modestes dans une situation particulièrement difficile. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable de prendre toutes mesures utiles pour remédier à une telle situation.

QUESTIONS ÉCRITES

(Art. 139 et 133 du règlement.)

Article 139 du règlement :

« 1. Les questions écrites sont rédigées, notifiées et publiées dans les conditions fixées par l'article 133. En outre, elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ;

« 2. Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption ;

« 3. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ;

« 4. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ;

« 5. Dans le cas où la question écrite est transformée en question orale, celle-ci prend rang dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 133 ;

« 6. Font l'objet d'un rappel publié au Journal officiel les questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus aux alinéas 2, 3 et 4 du présent article ;

« 7. Le texte des questions écrites est reproduit dans les rappels. Il est communiqué aux auteurs des questions en même temps que le rappel leur est notifié. »

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

PREMIER MINISTRE*Femme (création d'un ministère de la femme et de la famille).*

4722. — 29 septembre 1973. — M. Pierre Bes expose à M. le Premier ministre qu'il est apparu clairement au cours de ces derniers mois que les administrations traditionnelles de l'Etat n'étaient pas préparées à appréhender dans leur complexité, et surtout dans leur esprit propre, les problèmes familiaux. Ceux-ci ne doivent pas s'envisager uniquement sous l'angle juridique ou sous l'angle médical ou sous l'angle administratif. Ils sont d'abord et avant tout des problèmes humains qui requièrent une sollici-

tude et une ouverture d'esprit particulières. Aussi le moment semble-t-il venu de créer en France, comme l'ont fait avec succès d'autres grands Etats, un ministère spécialisé qui pourrait être un ministère de la femme et de la famille et qui aurait à traiter tous les problèmes spécifiques de la mère de famille, de la mère célibataire et de la femme isolée. Il lui demande ses intentions en ce domaine.

*Armées (ministère).
Spécialiste de la défense nationale : définition.*

4751. — 29 septembre 1973. — M. Longueue, ayant appris que M. le Premier ministre déniait la qualité de « spécialiste de la défense nationale » à un homme politique qui fut à deux reprises président du conseil sous la IV^e République et, à ce titre, chargé de la « direction des forces armées » (art. 47 de la Constitution du 27 octobre 1946), qui par la suite fut associé comme ministre de plusieurs gouvernements de la V^e République à l'élaboration de la politique de défense, qu'il a soutenue de ses votes au Parlement, lui demande s'il peut lui indiquer : 1° quels sont les critères qui définissent selon lui le « spécialiste de la défense nationale » ; 2° quelle valeur il convient d'accorder, dans l'hypothèse où ils n'auraient pas été émis par des « spécialistes », aux votes parlementaires qui depuis 1960 ont approuvé la politique de défense dont a fait choix la V^e République.

*Etablissements scolaires (C. E. S. de Maizières-lès-Metz [Moselle] :
nationalisation en 1974).*

4768. — 29 septembre 1973. — M. Depletri expose à M. le Premier ministre que le 21 juillet dernier, dans une question écrite n° 3564, il lui avait posé une question concernant la nationalisation de C. E. S. pour des municipalités de Moselle et de Meurthe-et-Moselle ayant perdu d'importantes ressources fiscales du fait de fermeture de mines de fer et d'usines sidérurgiques. Il lui donnait l'exemple de Moyeuve-Grande (57250). Le 1^{er} septembre était parue au Journal officiel la réponse à la question posée et dans cette réponse, il est dit textuellement : « Mais les modalités qui présideront au choix des collèges d'enseignement secondaire qui, dans le cadre de ce programme, pourront être nationalisés dès 1974 ne sont pas encore arrêtées. Il n'est donc pas possible actuellement de préciser si le collège d'enseignement secondaire de Moyeuve-Grande pourra effectivement être retenu au titre du prochain programme. » Or, au cours de son allocution le dimanche 9 septembre à l'occasion de l'inauguration d'un monument aux morts à Maizières-lès-Metz, M. le Premier ministre a prononcé cette phrase : « Comme vous le savez, un gros effort a été consenti en Moselle puisqu'en 1972, cinq d'entre eux ont été nationalisés et que onze autres le seront en 1973. Cet effort sera poursuivi en 1974 et je suis heureux de vous donner l'assurance que votre C. E. S. sera nationalisé au titre de l'année prochaine. » (Voir journal *Républicain Lorrain* du 11 septembre 1973, 19^e édition.) Il lui demande qui a raison, est-ce la réponse à la question écrite qui dit que le programme de nationalisation des C. E. S. de 1974 n'est pas arrêté ou M. le Premier ministre qui dit dans une localité de Moselle : « Vous serez nationalisés en 1974. »

*Mineurs (travailleurs de la mine :
revendications des retraités et des invalides).*

4770. — 29 septembre 1973. — M. Depletri attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation des travailleurs du sous-sol retraités et invalides. La dégradation des retraites minières s'accroît d'année en année. Du 1^{er} janvier 1970 au 31 décembre 1972, le retard était de 4,18 p. 100 par rapport aux salaires miniers calculables des charbonnages, de 8,22 p. 100 par rapport à l'évolution des retraites du régime général. Cette situation est aggravée par la mise en cause des avantages en nature. Les indemnités compensatrices sont nettement insuffisantes pour pouvoir jouer le rôle qui leur était dévolu. Elles représentent à peine 50 p. 100 de la valeur d'un loyer H. L. M. et 30 à 40 p. 100 seulement de la valeur des produits nécessaires au chauffage. Il en résulte une régression importante du pouvoir d'achat des mineurs retraités. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire les revendications motivées des intéressés, particulièrement : 1° la revalorisation des retraites de la caisse autonome nationale et une véritable indexation pour mettre fin à la dégradation de ces retraites ; 2° la garantie du droit à un logement décent et au chauffage gratuit. L'extension de ce droit aux pensionnés et invalides généraux de la C. A. N. La revalorisation des

indemnités compensatrices; 3° la pension de reversion à 60 p. 100 de la pension vieillesse du mari pour les veuves; 4° le compte double des périodes de guerre, captivité, internement et déportation pour le calcul des droits à la retraite; 5° le maintien des allocations d'orphelins et d'enfants à charge servies par la C. A. N. jusqu'à l'âge de dix-huit ans pour les enfants en apprentissage et vingt ans pour ceux qui poursuivent leurs études; 6° l'aménagement de la fiscalité en faveur des retraités.

Aéronautique (crise d'une société de sous-traitance).

4777. — 29 septembre 1973. — **M. Ducoloné** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les graves menaces qui pèsent sur la société Hurel-Dubois du fait de la crise que traverse l'industrie aéronautique française qui se répercute également sur les sociétés de sous-traitance. Le plan de charge de cette société se situait en 1971 à plus de 130.000 heures productives mensuelles, elle comptait 924 salariés. Pour les trois derniers mois de 1973 les heures productives se situent à 35.000 heures par mois. Cette baisse du plan de charge a vu le renvoi progressif des 200 travailleurs intérimaires et le non-remplacement du personnel Hurel-Dubois parlant à la retraite ou démissionnaire. A la fin de septembre l'effectif de la société sera d'environ 690 personnes. L'horaire hebdomadaire de travail est ramené progressivement à 40 heures, la plus grande partie n'étant pas compensée. La direction envisage également le déclassement d'agents de maîtrise et de techniciens et le renvoi de 20 membres du personnel en leur proposant des emplois dans d'autres entreprises. Afin de préserver le potentiel industriel de la société Hurel-Dubois et pour que les salariés ne soient pas pénalisés, il demande quelles mesures il compte prendre pour que soit assuré le plein emploi dans la société Hurel-Dubois.

Rapatriés (indemnisation: information des demandeurs quant au sort qui est fait à leur dossier).

4781. — 29 septembre 1973. — **M. Marlo Benard** rappelle à **M. le Premier ministre** que les Français rapatriés qui demandent à être indemnisés des biens dont ils ont été dépossédés outre-mer doivent adresser leur demande au centre départemental de « l'agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer » ou, à défaut, à la préfecture de leur résidence. L'instruction de la demande est faite par l'A. N. I. F. O. M. selon un ordre de priorité qui doit tenir compte des moyens de subsistance, de l'âge, des charges familiales et de l'état physique des intéressés; cet ordre est établi par une commission paritaire départementale. Il apparaîtrait normal que les rapatriés ayant déposé un dossier de demande d'indemnisation soient tenus informés des conclusions de l'A. N. I. F. O. M. au terme de l'instruction de leur dossier. Or, lorsqu'une décision de rejet est prise, le demandeur n'en est pas informé et il peut supposer qu'il y a un retard dans l'instruction de sa demande alors qu'en réalité une décision négative a déjà été prise. Les préfets des départements, après transmission de dossiers à l'A. N. I. F. O. M. dans l'ordre déterminé par les commissions départementales responsables ne sont pas davantage informés des décisions prises. Il en est de même en ce qui concerne les avances sur indemnisations. Une telle procédure est regrettable, même si elle est la conséquence du traitement des dossiers par l'informatique. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin que les préfets et, surtout, les demandeurs soient avisés des décisions prises à propos des dossiers d'indemnisation.

Société faisant appel à l'épargne (procès de ses dirigeants; non-versement au dossier de rapports du parquet et du ministère des finances).

4817. — 29 septembre 1973. — **M. Paul Laurent** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur le fait que, de la publication de certaines informations le ressort: 1° qu'en septembre 1968 une enquête ouverte par le parquet sur les activités d'une société financière eut pour conclusion deux rapports, l'un du 3 décembre 1969, l'autre du 9 janvier 1970, ce qui prouve qu'à ce moment les dirigeants de ladite société étaient en quelque sorte placés sous surveillance; 2° qu'en date du 9 mars 1970, le ministre de l'économie et des finances était au courant de la situation alarmante de la société concernée, considérée par deux experts du ministère comme appelant « d'urgentes explications »; 3° que, malgré cet avertissement, le ministère tarda beaucoup à demander ces « explications » pourtant considérées comme « urgentes » laissant tranquillement les dirigeants de cette société continuer à drainer les avoirs de nombreux

épargnants; 4° que les deux rapports du 3 décembre 1969 et du 9 janvier 1970 ainsi que le rapport du 9 mars 1970, ne figurent pas parmi les pièces dont a à connaître le tribunal de grande instance de Paris devant qui vont comparaître les dirigeants de cette société; 5° que l'absence de ces pièces donne l'impression qu'elle tend à dégager la responsabilité du ministère des finances dans la poursuite, durant une certaine période, d'opérations d'une nature telle qu'elles sont soumises à l'appréciation du tribunal. Il lui demande en conséquence si, en vertu du principe de l'égalité de tous les Français devant la loi, il ne devrait pas intervenir pour que ces rapports, mettant en cause des responsabilités ministérielles, prennent place dans l'inventaire des pièces établies à l'intention du tribunal, de telle manière que ceux qui ont laissé faire le mal ne puissent pas être considérés comme dégagés de toute responsabilité.

Régions (comités économiques et sociaux: représentation des agriculteurs).

4827. — 29 septembre 1973. — **M. Péronnet** demande à **M. le Premier ministre** s'il n'estime pas utile de revoir la composition des futurs comités économiques et sociaux appelés à siéger dans les assemblées régionales de façon à accorder aux activités agricoles une représentation plus importante, ces activités étant en effet, dans le projet actuel, nettement défavorisées par rapport aux autres secteurs économiques en ce qui concerne la répartition des sièges.

Chili (reconnaissance officielle par la France de la junte chilienne).

4849. — 29 septembre 1973. — **M. Fajon** expose à **M. le Premier ministre** que l'annonce de la décision du gouvernement français de répondre favorablement à la demande de reconnaissance officielle présentée par la junte factieuse chilienne, portée au pouvoir par le sanglant coup d'Etat, a été apprise avec stupeur et indignation par notre peuple. Alors que par millions les travailleurs et démocrates français manifestent leur solidarité à la lutte du peuple chilien, victime des arrestations et massacres de généraux félons et de leurs soutiens Nord-américains, et qu'ils demandent au gouvernement français de condamner le coup d'Etat, comme l'ont fait tant de gouvernements en Europe et dans le monde, la décision précipitée ainsi annoncée, quel que soient les prétextes avancés, constitue en fait un acte de soutien à la junte chilienne; elle ne peut, en effet, que soulever la colère légitime de notre peuple. De plus, cette décision porte un coup au prestige de la France dans le monde, et notamment à travers toute l'Amérique latine où notre pays est considéré comme le pays de la Révolution de 1789, de la Commune de Paris et de la Résistance, et non comme le soutien des pouvoirs militaristes et terroristes aux ordres d'intérêts étrangers à leurs peuples. Interprète des sentiments profonds du peuple français, il lui demande s'il entend revenir sur la scandaleuse décision annoncée et quelles mesures il compte enfin prendre pour reconstruire le bras des bourreaux et aider le peuple chilien en lutte contre la répression barbare qui s'abat sur lui.

Pays non alignés (position de la France relative au colonialisme et aux essais nucléaires).

4851. — 29 septembre 1973. — **M. Le Foll** expose à **M. le Premier ministre** que la quatrième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger au début de septembre 1973, a publié une déclaration dans laquelle la politique de la France est concernée, en particulier: « la conférence considère qu'il est urgent de mettre fin à la présence coloniale au Sahara dit espagnol, à la Somalie dite française (Djibouti), aux îles Comores et aux îles Seychelles » (point 47). La France entend-elle répondre à cette alléguée pour ce qui est des deux colonies françaises citées et dans quels délais. « La conférence invite tous les gouvernements des pays participants à la conférence sur la sécurité et la coopération européennes à condamner le colonialisme du Portugal (...) et à ne pas permettre au Portugal, qui poursuit des guerres coloniales en Afrique, de trouver une protection dans le renforcement de la sécurité et de la coopération européennes » (point 47). Le gouvernement français entend-il répondre à cette invitation. « La conférence souligne la nécessité de mettre fin à la domination coloniale là où elle subsiste encore en Amérique latine » (point 49). La France se sent-elle concernée par cette nécessité. « La conférence demande la suspension des essais nucléaires français qui sont programmés et exécutés à Mururoa » (point 70). Comment le gouvernement français réagira-t-il devant cette exigence légitime et unanime. Il lui demande si le gouverne-

ment français a l'intention de répondre autrement que par le silence à ces quatre questions. Il exprime son espoir que ce dernier ne considérera pas comme « une ingérence dans les affaires intérieures de la France » selon la formule consacrée, la volonté clairement exprimée de pays représentant la majorité de l'humanité.

Région (réforme régionale : conditions de sa mise en place).

4871. — 29 septembre 1973. — M. Stehlin attire l'attention de M. le Premier ministre sur les craintes qu'inspirent les conditions dans lesquelles s'opère la réforme régionale. Il demande : 1° pourquoi, au lieu de constituer une véritable création pour répondre à l'exigence nouvelle d'une « structure d'aménagement », faisant cruellement défaut au pays et retardant son développement et son équilibre, on a simplement repris les circonscriptions administratives datant de vingt ans, et non conçues à cet effet ; 2° quelles modifications ont été envisagées par les conseils généraux, en application de l'article 2 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972, dans quelles conditions elles ont été étudiées, et pour quelle raison aucune d'elles n'a abouti, pour mettre fin à des situations aberrantes, notamment celles des grands estuaires, pôles de développement privilégiés par la nature et cependant bordés par des régions différentes ; 3° pour quelles raisons aucune étude n'a jamais été faite pour déterminer la véritable raison d'être des régions, l'aménagement et, en conséquence, leur donner une constitution géographique appropriée, comportant, notamment, la taille, l'étoffe et les ressources physiques nécessaires pour avoir des moyens et disposer des possibilités propres de développement, afin de ne pas être des unités assistées, perpétuant le déséquilibre Paris-Provence ; 4° si des régions trop nombreuses, trop petites, dont plusieurs sont apparemment non viables, ne vont pas être une cause de distorsions et donc de tensions économiques et d'inflation, comme viennent de le montrer des études étrangères récentes, avec comme conséquence, de placer ainsi la France dans une situation défavorable eu égard au rôle qu'elles sont appelées à jouer dans le contexte européen ; 5° si le commissariat au Plan n'utilise d'ailleurs pas, pour ces études de planification, un nombre inférieur de régions ; 6° si une véritable structure d'aménagement n'aurait pas dû comporter une liaison avec le niveau supra-communal, pour assurer la cohérence du tout, et s'il n'y aurait pas lieu d'établir et de rendre public un tableau d'ensemble des unités supra-communales, celles-ci semblant se constituer dans l'anarchie du coup par coup, sans aucun souci des interactions et de l'équilibre général ; 7° s'il n'y aurait pas lieu de procéder, enfin, à cette étude d'ensemble et à cette remodelation, que permet l'article 2 de la loi, avant d'entrer en vigueur, plutôt que d'avoir à le refaire après, avec toutes les difficultés et tous les troubles qu'entraînerait cette action, pourtant nécessaire et sans doute inévitable, et à cet effet, au besoin, reporter la date d'application comme cela d'ailleurs a déjà eu lieu une première fois ; 8° si, étant donné l'importance de la véritable novation que constitue une pareille remodelation d'une image du pays, datant de près de deux siècles, il ne conviendrait pas que le Parlement ait à en connaître avant de donner un nouveau visage à la France.

FUNCTION PUBLIQUE

Fonctionnaires (travail à mi-temps).

4744. — 29 septembre 1973. — M. Frêche appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique) sur le problème des fonctionnaires bénéficiant du travail à mi-temps, en raison de l'âge de leurs enfants (moins de douze ans), dans le cadre du décret n° 70-1271 du 2 décembre 1970. Or au-delà de cet âge beaucoup d'enfants sont encore dans des collèges, lycées, ou tout autre établissement d'enseignement avec les mêmes impératifs d'horaires qu'à l'école primaire. La situation est même parfois plus délicate à cause des transports que nécessite le moins grand nombre d'établissements du second degré. Plusieurs formules sont souhaitables : on peut imaginer de remplacer « moins de douze ans » par « avoir un enfant d'âge scolaire ». Si une étude approfondie rend techniquement cette solution difficilement réalisable, la mention « enfant de moins de dix-huit ans » paraîtrait raisonnable. Il faut ajouter que dans le secondaire les enfants ont des horaires parfois moins bien étalés chronologiquement que dans le primaire : ainsi des cours peuvent ne pas avoir lieu pendant des après-midi et des matinées. La présence d'un parent et plus particulièrement de la mère est alors plus que jamais nécessaire à l'heure où les enfants se forment et ont besoin d'être guidés dans leur apprentissage de l'âge adulte. Il lui demande s'il peut lui indiquer quelles dispositions il compte prendre dans ce sens.

Fonctionnaires (insuffisance des rémunérations des attachés d'administration).

4799. — 29 septembre 1973. — M. Lecanuet attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique) sur le découragement qui s'empare de certains jeunes gens, fonctionnaires de l'Etat, appartenant au cadre A, qui constatent que leur situation est nettement défavorisée par rapport à celle de certaines catégories de contractuels, ou d'ouvriers d'Etat. Il lui demande s'il n'est pas envisagé de revaloriser de façon toute spéciale les traitements des jeunes fonctionnaires de la catégorie A, et notamment ceux des jeunes attachés d'administration qui se trouvent actuellement au même niveau, en matière indiciaire, que certains personnels ouvriers alors qu'ils assument des responsabilités beaucoup plus larges.

Rapatriés (fonctionnaires rapatriés d'Afrique du Nord : avancement de l'âge de la retraite).

4857. — 29 septembre 1973. — M. Schloesing demande à M. le Premier ministre (fonction publique) s'il ne serait pas possible de prévoir un régime de retraite anticipée, selon certaines modalités à définir, en faveur des fonctionnaires et agents des collectivités publiques rapatriés d'Afrique du Nord, qui ont été reclassés dans les administrations métropolitaines et qui, comptant un nombre appréciable d'années, en raison de leur temps de services militaires, de leurs campagnes militaires et de la durée de leurs services hors d'Europe, seraient désireux de cesser leur activité avant d'avoir atteint l'âge prévu par le code des pensions civiles et militaires de retraite, étant rappelé que ceux d'entre eux qui n'appartenaient pas à la catégorie A n'ont pas pu obtenir un congé spécial avec soldes.

Fonctionnaires (traitements).

4860. — 29 septembre 1973. — M. Naveau indique à M. le Premier ministre (fonction publique) que la hausse des prix constatée en 1973 et qui a dépassé toutes les prévisions, et notamment celles sur lesquelles était fondée la loi de finances pour 1973, a entraîné de graves difficultés pour les fonctionnaires dont les traitements ont enregistré de nouveaux retards. Dans ces conditions il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que s'ouvrent sans tarder de véritables négociations dans la fonction publique, et pour que les fonctionnaires bénéficient en priorité des plus-values fiscales enregistrées du fait de cette hausse des prix, et dont le montant permet de satisfaire très largement les revendications des intéressés.

Fonctionnaires (revendications des agents non titulaires).

4876. — 29 septembre 1973. — M. Barrot demande à M. le Premier ministre (fonction publique) les mesures qu'il entend prendre pour faire bénéficier les agents non titulaires des services de l'Etat des mesures de revalorisation qui ont été, à juste titre, décidées en faveur du secteur public. Il souligne, en particulier, la nécessité de faire bénéficier ces agents non titulaires chargés des missions des services publics, des mesures de revalorisation prises en faveur des catégories C et D. En effet, s'agissant de tâches d'exécution la rémunération de base des agents non titulaires devrait être la même que celle qui est accordée aux agents titulaires de mêmes grade, niveau et ancienneté. En outre, il lui demande s'il entend répondre favorablement à la demande de négociation avec les organisations syndicales représentatives sur les problèmes concernant le régime social et les niveaux indiciaires de ces agents non titulaires.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Equipe sportive (constructeurs agréés de piscines et gymnases).

4795. — 29 septembre 1973. — M. Muller expose à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) qu'au cours des années écoulées, l'administration a délivré à plusieurs entreprises des agréments pour des projets types de piscines, ainsi que pour diverses constructions sportives, et a organisé plusieurs concours d'architecture dont certaines entreprises ou certains hommes de l'art ont été lauréats. Lesdites entreprises ont le plus souvent engagé de gros frais d'études pour ces consultations et ont acquis une certaine spécialisation qui

leur permet d'apporter, compte tenu de la complexité des travaux nécessaires pour ces réalisations, les garanties techniques indispensables, tant aux services du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports et aux loisirs qui subventionnent les communes, qu'aux communes elles-mêmes. Il lui demande quelles raisons ont prévalu auprès de certaines directions départementales de la jeunesse, des sports et des loisirs pour les inciter à donner un avis favorable à la désignation, comme constructeur d'un complexe sportif comprenant une piscine couverte et un gymnase, d'une entreprise de travaux publics n'ayant bénéficié jusqu'à présent d'aucun agrément et ne pouvant présenter aucune référence concernant des réalisations semblables, alors que toutes les entreprises consultées disposant tant d'agréments que de références parfois nombreuses ont été évincées. Le critère du coût de l'opération n'ayant pas été retenu, il convient de se demander si une telle décision correspond à une nouvelle orientation du secrétariat d'Etat. Dans le cas contraire, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin qu'il soit tenu compte des garanties offertes aux communes par les entreprises spécialisées et des prix les plus étudiés, lors de l'attribution des travaux de ce genre bénéficiant de subventions d'Etat.

AFFAIRES CULTURELLES

*Sites (protection des)
(centre d'art contemporain : absence d'architecture).*

4853. — 29 septembre 1973. — M. Boudon expose à M. le ministre des affaires culturelles que l'architecture comme les autres arts est un moyen de communication entre les hommes ; il suffit de voir en cette saison les étrangers de langues diversées et de cultures différentes venir écouter le message que dégagent nos beaux monuments parisiens. Il s'étonne qu'aux abords du Louvre et de Notre-Dame M. le ministre des affaires culturelles ait pu donner son aval à un projet de centre d'art contemporain dont le choix a été officiellement fait sur l'absence d'architecture à un tel point qu'il a pu être qualifié de véritable silo à voitures. Il pense que remplacer le message architectural par de la propagande audiovisuelle est un retour à des conceptions totalitaires tristement célèbres et lui demande s'il peut lui préciser le détail et la chronologie des avis que les services compétents de son ministère ont été appelés à donner préalablement au lancement du chantier.

AFFAIRES ETRANGERES

Tchad (relations franco-tchadiennes).

4753. — 29 septembre 1973. — M. Soustelle demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il ne juge pas opportun de fournir au Parlement, dès la reprise de ses travaux, quelques éclaircissements sur les déclarations surprenantes du chef de l'Etat tchadien relatives aux relations franco-tchadiennes et mettant en cause un haut fonctionnaire français ainsi que sur le rôle des éléments militaires français qui se trouvent encore au Tchad.

Madagascar (protection des biens et intérêts des Français).

4754. — 29 septembre 1973. — M. Péronnet demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il peut lui faire connaître les mesures qu'il a prises ou qu'il compte prendre en vue d'assurer la protection légitime des biens et intérêts des Français de Madagascar.

Chili (poursuite des relations diplomatiques normales : raisons).

4755. — 29 septembre 1973. — M. Le Foll demande à M. le ministre des affaires étrangères comment il peut justifier la décision de poursuivre des relations diplomatiques normales avec les militaires qui ont pris le pouvoir illégalement au Chili. Alors qu'au Cambodge le Gouvernement français refuse de reconnaître le Gouvernement révolutionnaire d'unité nationale du Kampuchéa, sous le prétexte fallacieux qu'il n'assurerait pas le contrôle effectif du pays, il apporte son soutien, au Chili, à une junte qui n'assure son pouvoir sur certaines zones que par le massacre et les exécutions sommaires et qui n'exerce aucune autorité sur le reste du pays. L'empressement avec lequel le ministre a accédé à la demande des assassins de Salvador Allende s'explique-t-il par la volonté de s'assurer les bonnes grâces d'éventuels clients des industries françaises d'armement.

Calamités (aide au Pakistan à la suite des inondations).

4802. — 29 septembre 1973. — M. Stehlin, se référant à sa question écrite n° 4422 (*Journal officiel*, Débats A.N. du 8 septembre 1973) relative à l'institution d'une organisation de secours immédiats, expose à M. le ministre des affaires étrangères qu'en prenant connaissance des déclarations officielles du Gouvernement pakistanais relatives à l'évaluation des dégâts consécutifs aux inondations qui se sont produites le mois dernier dans les provinces du Pendjab et du Sind il a notamment remarqué que le Gouvernement pakistanais faisait appel à la solidarité internationale pour l'aider à apporter les secours indispensables aux 8 millions de victimes actuellement recensées. Il lui demande : 1° si le Gouvernement français envisage, dans un souci humanitaire, de répondre à l'appel du Gouvernement pakistanais ; 2° s'il a l'intention de répondre favorablement à la suggestion qui a fait l'objet de la question écrite n° 4922 concernant la création, sur l'initiative de la France, d'un organisme mondial de secours immédiats.

Coopérants (en Louisiane : titres requis, droits et devoirs).

4819. — 29 septembre 1973. — M. Guérin demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il peut lui faire connaître les conditions auxquelles sont soumis les coopérants français en Louisiane : titres requis pour pouvoir prétendre à ces fonctions, droits et devoirs qui y sont attachés.

*Pays non alignés (reconnaissance par la France
des gouvernements légitimes du Sud-Viet-Nam et du Cambodge).*

4850. — 29 septembre 1973. — M. Le Foll expose à M. le ministre des affaires étrangères que la quatrième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui vient de se tenir à Alger, a publié une déclaration dans laquelle on peut remarquer que le Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Viet-Nam est reconnu comme « le représentant authentique et unique de la population du Sud-Viet-Nam » (point 35). Par ailleurs, la déclaration proclame également « que le seul gouvernement légitime et légal du Cambodge est le G. R. U. N. C., présidé par le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat » (point 38). Il lui demande si le gouvernement français a l'intention de mettre fin aux relations scandaleuses et privilégiées qu'il entretient avec les administrations de Saigon et de Pnomh-Penh se mettant ainsi en accord avec la position affirmée par des pays qui constituent la majorité de l'humanité.

*Droits de l'homme
(intervention auprès des autorités chiliennes en vue de leur respect).*

4881. — 29 septembre 1973. — M. Chaumont, constatant la multiplication des atteintes à la dignité humaine et aux libertés dans de nombreux pays, en particulier en Union soviétique et au Chili, demande à M. le ministre des affaires étrangères quelles démarches il compte entreprendre auprès des Etats concernés. S'agissant plus particulièrement du Chili, il aimerait savoir si, compte tenu, d'une part, des informations publiées dans la presse française concernant le nombre de morts, les conditions d'arrestation et de détention de nombreuses personnalités chiliennes et, d'autre part, de l'influence morale dont jouit la France en Amérique latine, il n'entend pas intervenir auprès des autorités chiliennes pour que soient garanties les libertés fondamentales et respectés les droits de l'homme.

Culture (librairie française de Rome « Liffra »).

4884. — 29 septembre 1973. — M. Péronnet rappelle à M. le ministre des affaires étrangères que la librairie française de Rome « Liffra » a dû cesser son activité en juillet 1973. Il lui demande pour quelles raisons cette entreprise, qui a constitué pendant de nombreuses années un utile instrument de diffusion de la culture française dans la capitale italienne, n'a pu bénéficier d'une subvention suffisante pour en assurer la survie.

AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

*Santé scolaire (Infirmières : création de postes
dans les établissements d'enseignement agricole).*

4730. — 29 septembre 1973. — M. Capdeville expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural qu'une circulaire en date du 13 janvier 1973 EEt/ENS n° 2492 schématise

dans le temps le service hebdomadaire des infirmières affectées dans les établissements d'enseignement dépendant de son ministère. Il lui demande quelles décisions il compte prendre pour que le nombre des créations de postes soit, au moins, proportionnel au nombre d'établissements existants.

*Habitat rural (département de la Sarthe :
subvention exceptionnelle).*

4784. — 29 septembre 1973. — M. Chaumont appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur la situation extrêmement grave dans laquelle se trouve le département de la Sarthe pour ce qui concerne les subventions pour l'amélioration de l'habitat rural. Devant l'insuffisance des crédits, la direction départementale de l'agriculture se trouve dans l'obligation de subventionner les dossiers avec trois années de retard, ce qui est inadmissible. Pour normaliser au plus vite cette situation afin que l'habitat rural de la Sarthe puisse être amélioré, il lui demande s'il n'estime pas indispensable d'accorder une subvention exceptionnelle au département.

Accidents du travail (insuffisance du taux de la rente attribuée à un ouvrier agricole victime d'une fracture de l'épaule).

4788. — 29 septembre 1973. — M. Terrenoire expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural la situation d'un ouvrier agricole âgé de soixante-deux ans qui, à la suite d'un accident du travail ayant entraîné une fracture de l'épaule, se trouve dans l'incapacité de reprendre son activité antérieure et se voit accorder une rente d'un montant dérisoire (1 franc par jour, environ). L'intéressé n'a pratiquement aucune possibilité, étant donné son âge et les séquelles de sa fracture, de retrouver un emploi ni de vivre avec la rente qui lui est accordée. La faiblesse du montant de celle-ci s'explique par le mode de calcul qui fait intervenir le taux d'incapacité (relativement faible, bien que cette incapacité ne lui permette plus d'exercer sa profession d'ouvrier agricole) et le montant du salaire antérieur d'un montant peu élevé. La contestation du montant du taux d'incapacité fixé ne donnerait très probablement pas de résultat significatif et exigerait une procédure longue et relativement coûteuse. L'intéressé ne peut pas non plus bénéficier de la liquidation de sa pension de vieillesse pour inaptitude, ce qui lui permettrait de percevoir, dès à présent, sa pension au taux qu'il aurait obtenu à soixante-cinq ans. En effet, son accident n'a pas entraîné une incapacité de travail de 50 p. 100 médicalement constatée l'empêchant de poursuivre son activité sans nuire gravement à sa santé, comme le veut la réglementation en vigueur. Des situations de ce genre sont fréquentes et font apparaître des insuffisances qui subsistent dans nos régimes de protection sociale. Il lui demande si des études sont en cours pour remédier à des cas semblables à celui qu'il vient de lui exposer.

Lait et produits laitiers (non-péréquation du prix du lait entre les différentes régions de France).

4826. — 29 septembre 1973. — M. Darinot appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur le vœu adopté le 15 juin 1973 par la chambre départementale d'agriculture de la Manche. Il lui fait observer que les intéressés signalent que le département de la Manche est opposé à toute péréquation du prix du lait entre les différentes régions de France et s'inquiète de la création d'un office du lait dont le résultat risquerait de réduire l'étendue des débouchés, et porterait ainsi atteinte à la spécialisation laitière ainsi qu'à la rentabilité des investissements. La chambre d'agriculture a donc demandé qu'un organisme interprofessionnel soit constitué, dont l'objet serait d'organiser grâce à une taxe parafiscale la publicité relative à la consommation des produits laitiers, et notamment du beurre. Il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à ce vœu.

Elevage (arrêt d'activité du centre d'insémination artificielle « L'Amélioratrice » de Noyelles-sur-Escaut.)

4828. — 29 septembre 1973. — M. Naveau signale à l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural le grave mécontentement des éleveurs de race bovine du Nord et du Pas-de-Calais à l'annonce de l'arrêt d'activité du centre d'insémination artificielle « L'Amélioratrice » de Noyelle-sur-Escaut, auquel ils étaient affiliés. Il constate que la Conseil d'Etat, le 17 juin 1973, a annulé purement et simplement le jugement rendu par le tribunal administratif de Lille, qui avait ordonné le transfert

à exécution de la décision du ministre de l'agriculture du 11 mai 1971 et de l'arrêté de la même autorité du 14 mai 1971, refusant à la Société l'Amélioratrice la mise en place de la semence bovine récoltée, par elle dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, sans qu'il soit tenu compte à aucun moment de l'intérêt des éleveurs adhérents. Il considère que la Société l'Amélioratrice a particulièrement bien rempli son rôle dans l'amélioration génétique du cheptel et ne peut être condamnée à disparaître sous prétexte qu'elle a refusé le protocole d'accord qui lui était proposé par l'union régionale des coopératives d'élevage et d'insémination artificielle du Nord de la France (U. R. C. E. I. A.) et qu'aucune zone de mise en place de la semence ne lui a été attribuée. Il constate une fois de plus que la liberté syndicale, si souvent réclamée par les organisations professionnelles, est bafouée par ses proches. Il lui rappelle que si la Société l'Amélioratrice n'a effectué que 20.000 à 25.000 inséminations, soit 20 à 25 p. 100 des inséminations dans la région, elle l'a fait dans les conditions les meilleures à la fois de réussite et de prix de revient pour la plus grande satisfaction de ses adhérents. Il lui demande en conséquence, afin d'éviter les inconvénients survenus pour une affaire identique dans le département de la Vienne, s'il peut : 1° revoir les dispositions de l'article 5 de la loi du 28 décembre 1966 sur l'élevage (quatrième alinéa) qui dit : « chaque centre de mise en place de la semence dessert une zone à l'intérieur de laquelle il est seul habilité à intervenir », ce qui supprime la concurrence et correspond à l'octroi d'un privilège qui n'a rien à voir avec l'amélioration de la génétique; 2° prendre en considération les attendus et les considérants du tribunal administratif de Lille dont n'a tenu aucun compte le Conseil d'Etat; 3° mettre en œuvre tout dispositif permettant de sauver les intérêts des adhérents de la Société l'Amélioratrice et de ses inséminateurs licenciés brutalement de leurs fonctions.

Assurance maladie (participation des organismes mutualistes à la gestion des régimes obligatoires : insuffisance de la dotation de gestion).

4839. — 29 septembre 1973. — M. Ansquer appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur les problèmes posés par la participation des organismes mutualistes à la gestion des divers régimes obligatoires d'assurance maladie, et notamment pour le compte de l'A. M. E. X. A. Il lui fait observer que depuis plusieurs années, dans tous les régimes, cette participation entraîne pour les groupements mutualistes de très lourds déficits en raison de l'insuffisance des dotations de gestion qui leur sont accordées. Pour couvrir ces déficits, ces organismes se trouvent dans l'obligation de recourir à des solutions irrégulières, telles que des prélèvements sur les cotisations proprement mutualistes, et même à recourir à des emprunts. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier aux graves difficultés résultant de cette insuffisance de dotation de gestion.

Foyers ruraux (aide accrue de l'Etat).

4865. — 29 septembre 1973. — M. Joanne expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que l'animation socio-éducative du milieu rural est étroitement liée à l'implantation des foyers ruraux dont le financement doit être envisagé selon des critères permettant aux collectivités locales, même les plus petites, de supporter des charges en rapport avec les possibilités de leur population. Ces foyers ruraux ont un rôle irremplaçable pour la sensibilisation des populations aux actions de développement telles que la défense de l'environnement, l'amélioration de l'habitat et l'évolution du tourisme rural. Compte tenu des charges financières importantes acceptées par les communes et les conseils généraux dans les domaines des équipements, du fonctionnement et de l'animation, il lui demande s'il n'estime pas devoir : 1° augmenter la subvention de fonctionnement attribuée à la fédération nationale des foyers ruraux; 2° accorder des crédits plus importants pour la formation des animateurs; 3° créer une subvention spécialement affectée au recrutement et à l'emploi de personnel socio-éducatif pour des actions pilotes d'animation de secteur.

**AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
EQUIPEMENT, LOGEMENT ET TOURISME**

Lotissements

(procédure simplifiée : partages en moins de quatre lots).

4721. — 29 septembre 1973. — M. Cornet demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme s'il ne lui paraît pas souhaitable d'affiner la

notion de lotissements dits simplifiés introduite par l'article 7 du décret n° 59-138 du 28 juillet 1959 et visant les lotissements qui ne comportent pas d'équipements collectifs ou l'institution de servitudes d'intérêt général, en y intégrant des précisions concernant le nombre de lots que peut comporter l'opération. Il lui demande, en particulier, dans quelle mesure il ne serait pas possible de faire bénéficier de la procédure simplifiée de demande d'autorisation de lotissement les partages en un nombre de lots inférieur à quatre.

*Environnement (Mondeville [Calvados],
périphérique de Caen : nuisances).*

4740. — 29 septembre 1973. — M. Mexandeau expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme les inquiétudes des habitants de Mondeville (Calvados) face à la réalisation prochaine du boulevard périphérique de l'agglomération caennaise pour le tronçon qui va d'Herouville-Saint-Clair à la nationale 13. S'il était construit selon le tracé prévu, ce boulevard, véritable bretelle d'autoroute, passant en étranger au cœur de la cité, couperait celle-ci en deux et porterait gravement préjudice à un nombre important de ses habitants. Deux résidences, la résidence Victor-Hugo et la résidence du Parc, vont subir les effets du voisinage immédiat (quelques mètres) de cette voie promise à une circulation intense : pollution de l'air, bruit continu, insécurité. Ces mêmes perturbations frapperont les enfants qui fréquentent un groupe scolaire dont la cour sera rognée ou surplombée par le périphérique. Il s'étonne qu'on ait pu : 1° adopter en 1962 un projet aussi nuisible ; 2° accorder des permis de construire pour plusieurs immeubles, et notamment pour la résidence Victor-Hugo, après l'adoption de ce tracé ; 3° tenir apparemment pour nulles les démarches effectuées depuis l'établissement du projet par des particuliers, des parents d'élèves et par la municipalité de Mondeville. Il lui demande s'il peut lui indiquer les mesures qu'il compte prendre : 1° pour que soient examinées d'urgence les possibilités d'un infléchissement du tracé ; 2° pour garantir aux enfants des conditions de salubrité, de sécurité et de silence compatibles avec une vie scolaire normale ; 3° pour que le massacre d'arbres prévu soit limité au maximum et qu'un écran végétal soit recréé là où il peut l'être ; 4° pour que des mesures d'indemnisation et de relogement soient prévues avant même que les travaux soient entrepris.

*Aérodromes
(projet d'extension de l'aérodrome de Caen-Carpiquet).*

4743. — 29 septembre 1973. — M. Mexandeau attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur les inquiétudes des habitants et des élus des communes riveraines de l'aérodrome de Caen-Carpiquet à la suite de l'établissement d'un projet d'extension de cet aérodrome. Ce projet prévoirait notamment : l'allongement de la piste principale de 1.600 mètres à 2.400 mètres ; le passage de la catégorie C (avions de tourisme) à la catégorie B (avions moyens courriers et cargos) ; pour 1985 un avion toutes les cinq minutes entre 6 heures et 23 heures chaque jour. Un tel projet transformant le modeste aérodrome de Carpiquet en un aéroport important que jouxtera bientôt l'agglomération caennaise suscite de légitimes inquiétudes dans la population qui redoute les servitudes et les nuisances consécutives à une telle extension. Il lui demande s'il n'estime pas devoir reconsidérer ce projet, dont la nécessité n'est nullement évidente, afin que les conditions de vie et l'environnement de la population concernée soient totalement préservés.

*Construction (immeubles collectifs vendus en l'état futur
d'achèvement : protection des intérêts des copropriétaires).*

4750. — 29 septembre 1973. — M. Coulais expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que dans l'état actuel de la législation, un immeuble collectif, vendu en l'état futur d'achèvement, ne peut valablement être réceptionné par les copropriétaires que dans ses parties privatives. En effet, rarement les copropriétaires ont eu connaissance des plans et devis concernant les communes et notamment certaines installations comme le chauffage, l'arrivée et l'évacuation des eaux. A cet égard, il demande au ministre de lui indiquer quelles mesures il envisage de prendre afin d'éviter que les copropriétaires ne soient lésés dans leurs intérêts à la suite de défaillances techniques ou professionnelles au stade de l'exécution des travaux.

Autoroute (Nancy—Dijon : urgence de sa réalisation).

4759. — 29 septembre 1973. — M. Coulais signale à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que l'autoroute Nancy—Dijon, dont la création est vitale pour la Lorraine, ne fait pas partie des nombreuses autoroutes programmées ou concédées. Il lui demande si, afin d'accélérer la mise en œuvre de cette autoroute Nancy—Dijon, une convention de concession avec une société d'autoroutes ne pourrait pas être étudiée et conclue, cette convention étant assortie d'un calendrier d'exécution.

Construction (Villejuif : logement social).

4773. — 29 septembre 1973. — M. Marchais attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur les conséquences d'une politique du logement qui entraîne le retard et la limitation des projets publics susceptibles de répondre aux besoins de la population, mais qui accorde les plus grandes facilités pour la réalisation des programmes réalisés par les sociétés immobilières privées. Ainsi, dans la commune de Villejuif, qui compte actuellement 2.000 mal logés, la proportion de logements sociaux construits annuellement est tombée de 80 p. 100 à 28 p. 100 en dix ans. Par exemple, le projet d'aménagement de la zone des Hautes-Bruyères permettrait de résoudre une grande partie des problèmes du logement et de l'emploi et constitue un élément majeur de la structuration de cette ville. Bien qu'approuvé par le département, bien que l'architecte soit officiellement désigné, ce projet attend une réponse du préfet de la région parisienne depuis près de dix mois. Par contre, une filiale immobilière de la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Cogedim, a obtenu du préfet du Val-de-Marne un permis de construire 496 logements avec une importante surdensité. Ce projet, d'une part, n'est pas conforme au plan d'urbanisme jusqu'ici applicable ; mais, d'autre part, comme viennent de le montrer les études du plan d'occupation des sols, il remettrait en cause l'équilibre et le cadre de la vie de toute la partie Sud de la ville s'il devait se réaliser. Il lui demande donc : 1° si ces différentes mesures ne sont pas en contradiction avec la nécessité d'une politique de logement social dans notre pays ; 2° si la décision unilatérale du préfet du Val-de-Marne sur cet important projet de la Cogedim, prise en pleine période de prescription et d'étude du plan d'occupation des sols, à la veille de la réunion officielle du groupe de travail, ne constitue pas, selon lui, une atteinte au principe, clairement exprimé dans la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967, de l'élaboration conjointe des plans d'urbanisme entre les communes et les services de l'Etat. En conséquence, il lui demande s'il entend faire procéder au retrait de l'arrêté préfectoral de délivrance du permis de construire.

*Sécurité sociale (transfert à Montreuil-sous-Bois
des bureaux de l'U. R. S. S. A. F. de Paris).*

4814. — 29 septembre 1973. — M. Flizblin expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme : que les 2.600 employés et cadres de l'U. R. S. S. A. F. de Paris manifestent une très grande émotion en raison de la menace de transfert à Marnes-la-Vallée qui pèse sur certains services de cet organisme de la sécurité sociale. Les locaux de l'U. R. S. S. A. F. dispersés dans trois lieux différents, sont insuffisants, vétustes et inadaptés. Le personnel, dont les conditions de travail pâtissent de cette situation, comprend parfaitement la nécessité d'une implantation dans des bâtiments modernes et mieux adaptés. Aussi a-t-il appris avec satisfaction la décision unanime du conseil d'administration du 19 septembre 1973 de transférer l'organisme à Montreuil-sous-Bois, confirmant ainsi sa position antérieure du 21 novembre 1971. Tous les problèmes liés à la réalisation de ce projet, approuvé à l'origine par les ministères concernés ont depuis été résolus par la municipalité, en accord avec la direction de l'U. R. S. S. A. F. Mais l'engagement définitif de cette affaire se heurte à la commission d'agrément pour les surfaces de bureau, qui ne s'est toujours pas prononcée sur le dossier. Il s'avère que la cause de ces attermolements réside dans l'opposition de la commission d'aménagement du territoire qui tente d'imposer une solution du type Marnes-la-Vallée. Le personnel, composé en majorité de femmes dont de nombreuses mères de famille, constate qu'on envisage ainsi de déplacer son lieu de travail en un endroit éloigné qu'aucun transport en commun ne dessert, sans tenir aucun compte des multiples inconvénients qui en résulteraient pour lui. Avec tous ses syndicats (employés et cadres) il est unanimement opposé à cette solution et manifeste son étonnement que les pouvoirs publics, qui préconisent l'implantation d'emplois de bureau à l'est de la capitale,

puissent s'opposer au transfert à Montreuil. Soldaire du personnel de l'U. R. S. S. A. F., il lui demande donc: 1° s'il ne lui semblerait pas plus opportun d'inciter les sociétés privées, qui créent actuellement à Paris des dizaines de milliers d'emplois de bureau, à s'installer dans les villes nouvelles, plutôt que d'y faire transférer ces employés d'organismes sociaux déjà existants; 2° quelles mesures il compte prendre pour que l'U. R. S. S. A. F. de Paris obtienne tous les agréments nécessaires à son implantation à Montreuil-sous-Bois.

*Aménagement du territoire
(perspectives urbaines et industrielles de la ville du Creusot).*

4822. — 29 septembre 1973. — M. Pierre Joxe demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme: 1° quelles sont les perspectives urbaines et industrielles de la ville du Creusot; 2° quelles mesures sont prévues pour arrêter la destruction des espaces boisés de la ville, dont 30 hectares ont disparu au cours de ces dix dernières années; 3° quelles sont les dispositions permettant d'associer la population à la définition des projets d'urbanisme et d'aménagement concernant l'agglomération et ses environs.

H. L. M. (programme à loyer réduit : surloyer).

4833. — 29 septembre 1973. — M. Boyer expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme qu'en application de l'article 6 de l'arrêté du 24 décembre 1969 l'occupant d'un logement P.L.R. a été assujéti à un surloyer, motif pris que ses ressources dépassaient le plafond autorisé par les textes en vigueur. Il lui signale que l'intéressé a recueilli à son foyer depuis plusieurs années sa belle-mère infirme, âgée, et ne disposant que de ressources fort minimes; il lui demande s'il n'estime pas que la réglementation actuelle devrait être modifiée par la prise en considération de l'ensemble des revenus des personnes occupant le logement, ce qui permettrait à l'intéressé de ne pas être assujéti au paiement d'un surloyer injustifiable sur le plan social.

*Permis de conduire
(délai de validité de l'admissibilité aux épreuves au code).*

4841. — 29 septembre 1973. — M. Ansquer rappelle à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que jusqu'au 15 février 1973, les délais d'ajournement des candidats au permis de conduire étaient réglementés par l'arrêté ministériel du 24 décembre 1971. En vertu de cet arrêté, les candidats ayant obtenu un résultat favorable à l'épreuve de code de la route conservaient le bénéfice de leur admissibilité à cette épreuve pour cinq épreuves pratiques, c'est-à-dire de conduite, et à la condition qu'un délai supérieur à un an ne soit pas écoulé depuis leur admissibilité. Ce délai d'un an permettait aux candidats de se présenter à l'épreuve de conduite pendant tout ce délai quelles que puissent être les raisons pour en bénéficier: meilleure préparation à l'examen de conduite, absences pendant des vacances, poursuite d'études, maladie, difficultés financières ou autres, etc. Or, un arrêté du 1^{er} février 1973 est venu modifier d'une manière très importante ce délai puisque cet arrêté dit que les candidats ayant obtenu un résultat favorable à l'épreuve de code ne conservent leur admissibilité que pour cinq épreuves de conduite et à condition qu'un délai supérieur à cinq mois ne se soit pas écoulé depuis l'obtention de leur admissibilité au code. Ces nouvelles dispositions sont extrêmement regrettables car, malgré le travail, les compétences et le dévouement des inspecteurs du service national des examens du permis de conduire, étant donné le grand nombre de candidats et le temps que les inspecteurs doivent leur consacrer, tant pour les examens de code que pour les examens de conduite, les candidats, même ceux qui ne sont ajournés que deux fois à l'examen de conduite, ne se trouvent plus dans le délai de cinq mois depuis leur admissibilité au code et perdent, de ce fait, cette admissibilité et leurs droits d'examen. Les nouvelles mesures causent donc un préjudice très sérieux aux candidats au permis de conduire, c'est pourquoi il lui demande s'il envisage de faire rétablir le délai d'un an pour la durée de la valeur de l'admissibilité.

Sites (protection des) (centre d'art contemporain : permis de construire).

4854. — 29 septembre 1973. — M. Boudon expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que l'architecture comme les autres arts est un moyen de communication entre les hommes; il suffit de voir les étrangers

de langues diverses et de cultures différentes venir en cette saison écouter le message que dégagent nos beaux bâtiments parisiens. Il s'étonne qu'aux abords du Louvre et de Notre-Dame M. le ministre de l'équipement ait pu donner son aval à un projet de centre d'art contemporain dont le choix a été officiellement fait sur l'absence d'architecture à un tel point qu'il a pu être qualifié de véritable silo à voitures. Il pense que remplacer le message architectural par de la propagande audiovisuelle est un retour à des conceptions tristement célèbres. Il lui demande de lui préciser le détail et la chronologie des autorisations données par son département qui ont permis que ce chantier soit ouvert dès l'été 1972 alors que le permis de construire ne semble avoir été donné que le 18 mai 1973. Il souhaiterait connaître la raison de cette précipitation.

*Sites (protection des)
(centre international de commerce de Paris : localisation).*

4873. — 29 septembre 1973. — M. Stehlin attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur les craintes que suscite dans l'opinion publique nationale et internationale la localisation, en plein centre historique de Paris, d'un « centre international de commerce » dont rien ne semble pouvoir justifier l'édification en un pareil endroit. Il demande: 1° à être informé des raisons pour lesquelles le « grand » centre international d'affaires de Paris étant prévu, à juste titre, dans le secteur à rénover totalement des gares du Nord et de l'Est, un centre international du commerce peut en être dissocié et projeté isolément ailleurs; 2° pourquoi, le projet de schéma directeur affirmant qu'une des données essentielles de l'aménagement est de ne plus accepter de concentration de bureaux au centre, une réalisation aussi contraire aux principes officiellement proclamés serait autorisée, créant ainsi un bloc énorme sans animation la nuit, motif pour lequel a été refusé le transfert, qui avait été demandé en cet endroit, du ministère des finances; 3° s'il y aurait ainsi deux poids et deux mesures, ne jouant favorablement que pour les intérêts privés; 4° s'il est rationnel d'entreprendre la création d'un centre international du commerce « moderne », à l'intérieur d'un espace strictement limité et sans possibilité d'extension, sachant que celui de Bruxelles, à l'échelle de la Belgique, est à l'étroit déjà, malgré une surface 7 fois supérieure. Dans ces conditions, comment pourrait être mis fin à l'achat des immeubles voisins, à leur transformation en bureaux, à la spéculation foncière et, par là même, à la destruction d'un quartier historique; 5° s'il ne conviendrait pas de placer immédiatement en « secteur sauvegardé », d'une part, la rue Saint-Honoré, un des plus anciens axes de Paris, les rues des Prouvaires et de l'Arbre-Sec, d'autre part, les rues au nord de Saint-Eustache, ainsi que l'ensemble rue de la Ferronnerie, rue et place Sainte-Opportune, la rue Saint-Denis, la rue Quincampoix et la rue de la Verrerie, pour constituer les éléments d'un plan du patrimoine conçu comme un ensemble; 6° si un volume aussi important qu'une masse de 40.000 mètres carrés de bureaux, obéissant à des impératifs fonctionnels, avec leurs rangées de fenêtres standard, construites par un seul promoteur et s'apparentant ainsi aux « grands ensembles », peut prendre place en plein cœur d'un entourage aussi prestigieux sans le détruire; 7° si, au moment où le projet de schéma directeur déplore le manque d'espaces publics dans les premier, second et quatrième arrondissements, il peut être envisagé d'aliéner, même sous forme de concession à bail, une partie du domaine d'une propriété publique; 8° si, du point de vue de la circulation, surtout aux heures d'entrée et de sortie de 40.000 mètres carrés de bureaux, il ne se produira pas les mêmes inconvénients que ceux apparaissant à Malne-Montparnasse; 9° si tout cela ne provient pas du manque de plan d'ensemble, et notamment de « schéma de secteur », avec la conséquence grave de rendre impossible toute véritable restructuration du centre de Paris, allant jusqu'à la Seine toute proche; 10° si le lancement d'une telle opération, en l'absence de plan « d'occupation des sols » et même de « schéma directeur » le prévoyant expressément, n'est pas contraire à la loi foncière, que le ministre est chargé de faire respecter.

*Sites (protection des)
(centre international d'art : façade rue du Renard).*

4874. — 29 septembre 1973. — M. Stehlin demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme quelles mesures pourraient être prises, en ce qui concerne le centre international d'art en construction sur le plateau Beaubourg, pour que la façade du bord de la rue du Renard ne montre pas, sur toute la hauteur et sur 150 mètres de long, aussi bien aux habitants d'en face qu'aux passants, et notamment aux touristes venant du « secteur sauvegardé du Marais » l'imitrophe, tout l'appareil fonctionnel, tuyaux et machineries de toute sorte, concentrés sur le côté arrière.

Sites (protection des)
(centre international d'art de Paris: localisation).

4375. — 29 septembre 1973. — **M. Stehlin** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur la crainte ressentie par l'opinion publique nationale et internationale à la suite de la prise de conscience de la destruction de l'échelle des espaces historiques de Paris par la tour Maine-Montparnasse, de voir un fait analogue se reproduire au cœur même de la capitale. Il demande : 1° si cela ne va pas résulter, sur le plateau Beaubourg, d'un dépassement par le centre international d'art de près de 50 p. 100, sinon même plus, avec les excroissances, par rapport à la hauteur moyenne du voisinage, inscrivant ainsi dans le ciel, à proximité de la nef de Saint-Eustache et à 700 mètres de celle de Notre-Dame, et contre le « secteur sauvegardé du Marais », un bloc écrasant, quasi rectangulaire, de 42 mètres de haut sur 150 mètres de long et 50 mètres de large ; 2° si la possibilité a été donnée aux Parisiens de se rendre compte de ce que représente cette « sortie » d'échelle, en comparant cette poussée à 42 mètres, exactement la même que celle de l'arête faîtière de la nef de Notre-Dame toute proche (mais il s'agit pour cette dernière de l'étroite ligne atteinte par la rencontre des pentes d'ardoises partant de la corniche située à 32 mètres, un V renversé, et non un parallélépipède massif) ; 3° si, en conséquence, une dépense considérable pour constituer un apport culturel peut porter atteinte à un témoignage culturel parmi les plus anciens et les plus précieux que puisse offrir Paris, celui de sa cathédrale ; 4° si cette dérogation, permettant de monter à 42 mètres, sans compter les nombreuses excroissances « fonctionnelles », cages d'ascenseurs et autres, élevant leur silhouette disgracieuse au-dessus du bâtiment, est conciliable avec la communication du 21 juin 1973 du préfet au conseil de Paris, intitulée « Protection générale du site de Paris. — Limitation des hauteurs de construction », dans laquelle est affirmée la volonté d'une « protection absolue du centre historique », en fonction d'un plan soumis au conseil et déterminant les différentes « zones de plafond », notamment, pour la zone centrale, 25 mètres au lieu de 31 mètres dans le règlement en vigueur ; 5° comment, dans ces conditions, l'Etat pourra faire respecter ses normes s'il donne lui-même l'exemple de les violer ; 6° quel est le « coefficient d'occupation du sol » (C. O. S.), calculé sur les espaces non couverts en permanence à la circulation publique, au taux normal de 3 mètres d'écart entre niveaux ; 7° si l'Etat ne doit pas donner l'exemple de ne pas bourrer, comme le font les promoteurs, le terrain d'une manière excessive et si le comportement normal et la solution conforme à l'intérêt général ne serait pas : a) soit de se procurer plus d'espace au sol, ce qui a déjà été fait en déplaçant une école, mais présente un inconvénient, car 157 mètres de long sur 50 mètres de large, en bâtiment uniquement « fonctionnel », ferait trop ressembler aux « grands ensembles » aujourd'hui officiellement réprouvés ; b) soit plutôt de renoncer à accumuler trop d'éléments divers, musées, expositions, ateliers, bibliothèques, centre musical, etc., sur une surface au sol insuffisante, et en placer certains ailleurs.

Incendie (dangers de l'emploi de polystyrène expansé).

4380. — 29 septembre 1973. — **M. Boscher** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur les dangers que représente l'emploi du polystyrène expansé pour le calorifugeage de nombreux bâtiments publics ou privés. Il lui rappelle notamment la haute toxicité des gaz dégagés par le polystyrène en cas de combustion et lui demande s'il n'entend pas réglementer l'emploi de ce matériau afin d'éviter que se reproduisent des drames tels que ceux du C. E. S. Edouard-Pailleron ou du dancing le « Cinq-Sept ».

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Anciens combattants (ministère)
(budget pour 1974: plan quadriennal).

4724. — 29 septembre 1973. — **M. Paul Duraffour** signale à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** l'inquiétude profonde qui s'est emparée des anciens combattants à la constatation que le projet de budget pour 1974 s'élaborait sans qu'il paraisse qu'il soit tenu compte de leurs légitimes revendications. Dès avant les élections législatives les associations regroupées au sein de l'U. F. A. C. avaient établi un projet de plan quadriennal d'amélioration des situations des pensionnés, en particulier des plus défavorisés. Ce plan, qui avait été approuvé par la plupart des formations politiques, portait notamment sur : le rétablissement du rapport constant sur les bases qui auraient dû résulter des réformes de carrière intervenues dans les catégories C et D de la fonction publique ; le rétablissement de la retraite du combattant pour toutes

les générations au taux d'indice 33 ; la fixation à la moitié de la pension du mutilé à 100 p. 100 de la pension de veuve ; la majoration des pensions d'ascendants pour les porter au tiers de la pension de l'invalidé à 100 p. 100 ; le rétablissement de la proportionnalité des pensions de 10 à 85 p. 100. Il semble que ces propositions, qui avaient déjà fait l'objet d'un engagement de principe du Parlement lors du vote de l'article 55 de la loi de finances pour 1962, seraient rejetées par les responsables financiers comme trop onéreuses. Il lui demande en conséquence ; 1° pour quelles raisons ce plan ne pourrait pas faire l'objet d'une étude réaliste et objective de ses services ; 2° si, pour éclairer les discussions budgétaires, il peut lui indiquer : a) le nombre des bénéficiaires possibles de chacune des mesures ci-dessus, fin 1973, et le taux moyen de l'évolution des catégories au cours des dix dernières années ; b) le coût en année pleine, comme si le plan était réalisé, de chacune des mesures en cause au prix du point atteint le 1^{er} octobre 1973.

Anciens combattants (ministère)
(projet de budget pour 1974: plan quadriennal).

4746. — 29 septembre 1973. — **M. Hausherr** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** si, à l'occasion de l'établissement du projet de loi de finances pour 1974, le Gouvernement n'a pas l'intention de donner satisfaction à l'une des revendications essentielles des associations d'anciens combattants et victimes de guerre en prévoyant l'établissement d'un plan quadriennal destiné à permettre la réalisation, par étapes raisonnables, et avec la garantie de la loi, des diverses mesures réclamées par l'ensemble du monde combattant : l'ajustement de l'indice de référence utilisé pour l'application du rapport constant, de manière à permettre que soit résorbé, en quatre années, l'écart de 40 points d'indice net qui existera au 1^{er} janvier 1974 entre les fonctionnaires et les pensionnés de guerre, et de rétablir ainsi la parité rompue en 1962 et 1970, l'établissement de l'égalité de la retraite du combattant entre les différentes générations du feu, de telle sorte qu'à la fin de la période d'application du plan, la retraite soit uniformément fixée, pour tous les titulaires de la carte du combattant en âge de la recevoir, à 33 points d'indice ; augmentation du taux indiciaire de la pension d'ascendant qui devrait être porté, dès le 1^{er} janvier 1974, au tiers de la pension d'invalidé à 100 p. 100 ; rétablissement de la proportionnalité qui existait à l'origine entre les pensions allant de 10 à 100 p. 100 d'invalidité.

ARMEES

Transports aériens (collision aérienne de Nantes le 5 mars 1973: responsabilité de la catastrophe).

4747. — 29 septembre 1973. — **M. Phlibert** rappelle à **M. le ministre des armées** qu'avant la collision aérienne survenue près de Nantes le 5 mars 1973 durant le plan Clément Marot, il avait déclaré en tant que ministre des transports que la responsabilité de cette catastrophe qui fit soixante-huit morts incombait au commandant de bord de l'avion. Il lui demande s'il est en mesure de confirmer ses déclarations de l'époque et, dans l'affirmative, de bien vouloir lui préciser si des poursuites ont été engagées contre la compagnie responsable.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre
(militaires de carrières: taux du grade).

4796. — 29 septembre 1973. — **M. Médecin** attire l'attention de **M. le ministre des armées** sur la situation défavorisée dans laquelle sont maintenus depuis plus de dix ans les militaires de carrière admis à la retraite pour infirmités imputables au service antérieurement au 3 août 1962 et leurs ayants cause qui n'ont pu jusqu'à présent obtenir l'application en leur faveur des dispositions de l'article 6 de la loi n° 62-673 du 31 juillet 1962 relatif à l'attribution d'une pension d'invalidité au taux du grade. Cette discrimination, établie en 1962 entre deux catégories d'invalides en fonction de l'âge d'admission à la retraite, cause un grave préjudice à plus de 100.000 familles. A plusieurs reprises, le Gouvernement a manifesté l'intention de rechercher la possibilité d'une extension progressive des dispositions en cause à de nouvelles catégories de bénéficiaires, en procédant par étapes. La solution à prévoir pourrait s'inspirer de celle qui a été adoptée pour la mise à parité des pensions des déportés politiques avec celles des déportés résistants, c'est-à-dire le redressement des pensions des ayants droit et des ayants cause pourrait s'échelonner sur quatre années. Il lui demande si le Gouvernement n'a pas l'intention de prévoir, dans le projet de loi de finances pour 1974, les crédits nécessaires pour réaliser une première étape dans la voie d'un règlement équitable de ce problème.

COMMERCE ET ARTISANAT

Assurance maladie.

(cotisations des non-salariés non agricoles retraités : suppression).

4757. — 29 septembre 1973. — **M. Coulais** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** si dans son programme d'harmonisation progressive, en matière de sécurité sociale, du régime des commerçants et artisans avec celui du régime général, il a prévu une date pour la suppression de la cotisation d'assurance maladie à laquelle sont assujettis précisément les commerçants et artisans retraités non actifs. Il lui demande, en outre, s'il n'envisage pas une accélération de cette mesure en faveur des retraités non actifs, handicapés physiques.

Commerçants et artisans âgés (mesures spéciales d'aide : déblocage des fonds).

4783. — 29 septembre 1973. — **M. Chaumont** rappelle à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** qu'un arrêté du 13 juillet 1973, publié au *Journal officiel* du 24 juillet, a approuvé les règles générales applicables aux décisions d'attribution des aides sur fonds sociaux fixées par la commission nationale d'aide aux commerçants et artisans âgés. Il semble que, malgré cette approbation, les fonds correspondants aux aides prévues n'ont pas encore été mis à la disposition des caisses chargées d'assurer l'application des dispositions de la loi du 13 juillet 1972. Il lui demande quand les dispositions nécessaires seront prises afin que les commerçants et artisans âgés, bénéficiaires des mesures en cause, puissent percevoir les aides auxquelles ils peuvent prétendre.

Commerçants et artisans âgés : aide spéciale compensatrice (commerçants en grains).

4797. — 29 septembre 1973. — **M. Jean Briane** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** le cas d'un commerçant qui possède deux magasins de grains et issues dont il assure l'exploitation, en collaboration avec sa femme et son fils. Etant âgé, et dans l'impossibilité de travailler, à la suite d'une grave opération, l'intéressé désire céder l'un des magasins à son fils et procéder à la mise en vente de l'autre magasin. Mais étant donné la situation de ce dernier, il est à penser qu'il trouvera très difficilement à vendre le fonds. Il lui demande si, dans ces conditions, et bien que le fils doive continuer l'exploitation de l'un des fonds de commerce, l'intéressé peut éventuellement prétendre au bénéfice de l'aide spéciale compensatrice instituée par la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 s'il remplit par ailleurs les conditions d'âge, de ressources et de durée d'activité fixées par ladite loi.

Commerçants et artisans âgés (mesures spéciales d'aide ; lourdeur de la taxe de solidarité pour les négociants en grain).

4840. — 29 septembre 1973. — **M. Ansquer** rappelle à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 a prévu que le financement de l'aide apportée à certaines catégories de commerçants et artisans âgés était assuré pour partie par une taxe d'entraide ne pouvant excéder 0,3 p. 1000 du chiffre d'affaires réalisé. Cette taxe, dont le taux a été fixé à 0,3 p. 1000 est exigible en un seul versement annuel. Sans remettre en cause la solidarité professionnelle et interprofessionnelle permettant de dégager les ressources nécessaires à cette aide, il lui expose que cette cotisation représente une charge importante pour certains commerces dont le chiffre d'affaires est souvent élevé sans qu'il y ait pour autant une forte marge bénéficiaire. Tel est le cas en ce qui concerne les négociants en grains, graines, engrais et produits connexes. Ces professions sont assimilées à des commerces de gros, bien qu'il n'y ait aucune commune mesure en ce qui concerne leur marge avec d'autres professions industrielles et des commerces de détail en particulier, dont les marges sont beaucoup plus confortables. L'inégalité est d'autant plus frappante que les coopératives ne sont pas assujetties à cet impôt de solidarité. Il lui demande si pour certains commerces une répartition plus équitable de cette taxe ne pourrait être envisagée en lui appliquant un pourcentage dégressif ou un plafonnement.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Légion étrangère (implantation en Guyane).

4877. — 29 septembre 1973. — **M. Odru** demande à **M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer** s'il peut lui indiquer s'il est vrai, comme en font état de nombreuses protestations d'élus et d'associations de Guyane, que l'implantation de la légion étrangère

dans ce département n'a donné lieu à aucune consultation du conseil général. Une telle attitude du Gouvernement ne pourrait que justifier l'inquiétude qui règne à ce sujet en Guyane. Elle constitue, en elle-même, une violation du décret du 26 avril 1960 prévoyant que l'avis préalable du conseil général est obligatoire pour toute décision touchant à l'organisation administrative d'un D. O. M. Elle est de plus interprétée comme un renforcement de l'appareil répressif face aux revendications légitimes de la population sur le plan économique et social et pour le droit à l'autodétermination.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Emploi (entreprise de Thaon-les-Vosges [88] : menaces de fermeture).

4766. — 29 septembre 1973. — **M. Depietri** expose à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** qu'une importante société de matériel électrique située à Thaon-les-Vosges (88) menace de déposer son bilan et que de ce fait plus de cent personnes risquent d'être sans emploi. La situation économique du département des Vosges est déjà très précaire du fait de la suppression de nombreux emplois dans les filatures de ce département. La fermeture de cette société aggraverait encore la situation. Il lui demande ce qu'il compte faire afin que cette société puisse continuer à travailler et maintienne l'emploi des cent personnes menacées de licenciement.

Emploi (entreprise de Monthairons [55] : fermeture).

4767. — 29 septembre 1973. — **M. Depietri** expose à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** qu'une importante fabrique de meubles située à Monthairons (55) vient de déposer son bilan et que de ce fait 125 personnes, dont 64 femmes, sont menacées de chômage. Cette entreprise, spécialisée dans la fabrication de sièges de style et de salons rustiques, était, paraît-il, une affaire très saine ; elle fabriquait mensuellement entre 600 et 1.000 salons complets. Personne ne comprend la raison de son dépôt de bilan mais 125 personnes sont menacées de chômage. Le problème de l'emploi dans le département de la Meuse étant très préoccupant, la fermeture de cette entreprise causerait encore de graves préjudices. Il lui demande ce qu'il compte faire pour exiger le maintien de cette société en activité ainsi que l'emploi de l'ensemble du personnel.

Mines et carrières (utilisation du gisement de kaolin du canton de Mercœur [Corrèze]).

4815. — 29 septembre 1973. — **M. Pranchère** signale à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** l'existence de kaolin dans des communes du canton de Mercœur (Corrèze), notamment Saint-Julien-le-Pélerin. Compte tenu des nécessités de créer des emplois nouveaux dans cette région, l'intérêt serait grand si les gisements permettaient d'envisager une exploitation industrielle dans le domaine de la céramique par exemple. La production importante d'énergie industrielle dans la région d'Argentat devrait être un élément décisif facilitant une utilisation du kaolin à proximité de cette source d'énergie, qui entre pour une grande part dans la fabrication de la céramique. En conséquence, il lui demande : 1° quels sont les résultats des recherches, si elles ont été entreprises ; 2° quelles possibilités d'utilisation industrielle du kaolin dans le secteur d'Argentat, Mercœur, pourraient être envisagées au cas où les recherches seraient positives.

ECONOMIE ET FINANCES

Emprunt d'Etat 7 p. 100 1973 (mauvaise tenue du cours).

4726. — 29 septembre 1973. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si, informé de la mauvaise tenue du cours du dernier emprunt d'Etat (7 p. 100 1973), il ne serait pas à même d'apaiser l'inquiétude des souscripteurs en précisant quelles sont, selon le Gouvernement, les raisons qui expliquent la décote de plus de 5 p. 100 de ce titre. Pense-t-il que ceel est la conséquence de la croissance des taux d'intérêt des obligations récemment placées par le secteur privé (9,50 p. 100) et par les organismes d'Etat (9,30 p. 100) ou ne pense-t-il pas que la cause explicative serait plutôt dans la menace de progressivité fiscale qui résulterait de la suppression du « prélèvement libératoire de 25 p. 100 » dont il a été fait état à plusieurs reprises.

Emprunts (collectivités locales).

4731. — 29 septembre 1973. — **M. Alain Vivien** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il n'estime pas opportun d'autoriser les collectivités locales à contracter des emprunts, en l'absence de toute subvention d'Etat, auprès de la caisse des dépôts et consignations dès lors que les opérations nécessitant cet emprunt ont reçu une subvention du conseil général du département.

Sécurité sociale militaire (remboursement aux retraités des cotisations indûment perçues).

4737. — 29 septembre 1973. — **M. Alduy** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le Conseil d'Etat a annulé par un arrêt du 7 juillet 1972 le décret du 2 janvier 1969 élevant de 1 p. 100 la cotisation de la sécurité sociale aux seuls retraités militaires. Au 1^{er} août 1973 le remboursement des sommes indûment perçues du fait de l'annulation du décret n'étant pas encore intervenu, il lui demande quelles sont les raisons de ce retard et à quelle date ce remboursement interviendra.

Rentes viagères (revalorisation).

4763. — 29 septembre 1973. — **M. Couvais** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les personnes disposant de revenus fixes, et plus particulièrement les personnes âgées, sont les principales victimes de l'inflation. Il souligne la nécessité pour le Gouvernement de revaloriser très sensiblement les rentes viagères servies par l'Etat, dans le budget de 1974, et demande, en vue de la discussion budgétaire, quelles mesures sont envisagées par le Gouvernement dans ce but.

Fiscalité immobilière (plus-value d'un immeuble devenu terrain à bâtir).

4782. — 29 septembre 1973. — **M. Bizet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de la législation et de la réglementation en vigueur (B. O. D. G. I.-S. C. 2.70) l'acquéreur d'une maison d'habitation en bon état d'entretien, n'ayant pas pris dans l'acte de vente l'engagement de ne pas démolir et qui effectue pourtant ultérieurement cette démolition, suivie d'une nouvelle construction, se trouve alors assujéti à la T. V. A., si ces opérations ont lieu dans le délai de prescription. Dans ces conditions le vendeur de ce bien ne peut échapper à l'imposition de la plus-value qu'en apportant la preuve que le changement d'affectation conféré par l'acquéreur n'était pas prévisible au moment de la cession. Il lui demande à connaître les éléments retenus par l'administration fiscale comme apportant la preuve prévue ci-dessus.

Boulangers (création d'une coisse nationale de reconversion de la boulangerie).

4787. — 29 septembre 1973. — **M. Le Combe** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les difficultés que connaît un nombre important de petits boulangers. Il apparaît indispensable que des mesures soient prises en faveur de ces boulangeries marginales. La profession en est parfaitement consciente et a suggéré que des mesures soient prises à ce sujet, mesures auxquelles elle était prête à participer financièrement. Une étude très importante a été faite pour établir les statuts d'une caisse nationale de reconversion de la boulangerie, laquelle serait en particulier alimentée par une cotisation obligatoire d'un franc par quintal due par les employeurs de farine panifiable. Les statuts de cette caisse sont à l'étude depuis de nombreux mois, mais jusqu'à présent aucune décision n'a été prise et la taxe parafiscale prévue n'a pas été mise en place. Il est pourtant évident que ces dispositions permettraient d'effectuer en quelques années l'indispensable travail d'assainissement de cette profession. Il lui demande s'il peut lui faire connaître sa position à ce sujet et souhaiterait savoir quand prendront effet effectivement les dispositions qui viennent d'être rappelés.

Médecins conventionnés exerçant dans des établissements conventionnés sous le régime du tiers payant (régime fiscal).

4793. — 29 septembre 1973. — **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si sa réponse à la question écrite n° 2938 du 28 juin 1973 (*Journal officiel*, A.N. du 11 août

1973) est applicable aux praticiens conventionnés exerçant en établissements de soins également conventionnés, sous le régime du « tiers payant », système largement répandu et cependant non évoqué dans le rapport du conseil des Impôts auquel il se réfère. En effet, les honoraires de ces praticiens sont connus à 100 p. 100 (et non à 90 p. 100) et ne comportent « ni courtages ni rémunérations accessoires ». Ils devraient donc pouvoir être assimilés à ceux des courtiers d'assurance dont le régime fiscal a été fixé par la loi n° 72-946 du 19 octobre 1972, en vertu de la formule « à revenu égal, impôt égal ».

Construction

(taux des prêts aux emprunteurs de condition modeste).

4800. — 29 septembre 1973. — **M. Kiffer** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la contradiction que l'on décele actuellement entre la politique gouvernementale d'incitation au développement de la construction de pavillons individuels et certaines réalités de la conjoncture économique défavorables à une telle politique. D'une part, en effet, dès le milieu du mois de juin 1973, les crédits prévus pour le paiement des primes à la construction dans le département de la Moselle étaient épuisés. D'autre part, le taux d'escompte de la Banque de France ayant été porté à 11 p. 100 — ce qui est un taux record — les prêts consentis aux candidats à la construction deviennent inaccessibles, notamment pour les familles ayant des revenus modestes. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager un taux préférentiel des prêts en faveur des candidats à la construction dont les ressources seraient inférieures à un certain plafond à déterminer.

Impôt sur le revenu

(honoraires accessoires des salariés ou retraités déclarés à la source).

4803. — 29 septembre 1973. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les honoraires accessoires des salariés ou retraités, lorsqu'ils sont déclarés à la source, provoquent une série d'interventions du contribuable, qui pourraient être facilement allégées. En effet, au reçu de la déclaration annuelle du contribuable, l'administration lui adresse un imprimé spécial qui n'est pas délivré dans les mairies. Cet imprimé doit être retourné rempli à l'inspecteur, qui doit fixer le revenu imposable puis le notifier en demandant au contribuable s'il a des observations à présenter. Il demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** pourquoi ces honoraires bruts déclarés (même s'ils le sont au titre des professions non commerciales) ne pourraient-ils pas bénéficier des abattements et des formalités de déclaration prévus pour les salariés puisqu'ils sont déclarés à la source.

Contribution foncière des propriétés non bâties (étangs des Dombes [Ain]).

4804. — 29 septembre 1973. — **M. de la Verpillière** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la révision des évaluations foncières des propriétés non bâties concernant les étangs des Dombes, région naturelle du département de l'Ain. Il lui rappelle que de toute ancienneté la propriété de ces étangs est démembrée entre deux catégories de droits immobiliers: la première, attributaire du droit d'évolage — c'est-à-dire la possibilité d'inonder, pendant deux années consécutives, des surfaces de terre en procédant à la fermeture volontaire d'une digue de retenue des eaux afin d'y élever diverses variétés de poissons; la deuxième, attributaire du droit d'assec — c'est-à-dire la possibilité, pendant la troisième année, de se livrer à la culture des céréales et à l'élevage d'animaux de ferme sur les terrains asséchés. Depuis que le cadastre existe en Dombes, il comprend plusieurs désignations suivant les diverses situations des propriétaires de l'étang. Evolage et assec ont des revenus cadastraux différents: lorsque le sol et l'eau appartiennent à un seul propriétaire: cette surface est libellée étang; lorsque le sol et l'eau appartiennent à des propriétaires différents: le sol est libellé « assec », et l'eau « évolage ». En général, le revenu cadastral d'un étang se monte à 60 francs l'hectare. Le propriétaire de l'assec ne tirant un revenu qu'un an sur trois, son revenu cadastral est de 20 francs. Pour celui jouissant de l'évolage deux ans sur trois, le revenu cadastral est de 40 francs. La situation de chaque propriétaire est ainsi parfaitement définie en nature et en valeur. Comme l'étang ne peut avoir deux fois sa surface, les revenus cadastraux des propriétaires de l'évolage sont inscrits en rouge au cadastre, pour une surface proportionnelle à leur part d'évolage: un quart, un tiers, etc. Il lui précise que l'administration, pour des motifs de documentation mécanographique en

cours de constitution, a l'intention de faire figurer sur un compte unique les parcelles sur lesquelles des droits d'évologie et d'assez sont détenus par des propriétaires différents, ce qui entraînera automatiquement dans l'immédiat, pour certains des intéressés, le paiement d'un impôt sur des parcelles dont ils ne tirent aucun revenu puisqu'ils n'ont aucun droit sur elles, et dans l'avenir d'inextricables difficultés en cas de changement de propriétaire. Il lui demande s'il n'estime pas dans ces conditions qu'il serait désirable de maintenir pour la région des étangs des Dombes les anciennes règles administratives qui respectaient les usages locaux datant de l'an 980, à propos desquelles ni les propriétaires ni l'administration n'avaient jusqu'ici élevé d'objections.

Pensions de retraite militaires (militaires dégagés des cadres : cumul de leur pension et d'une autre rémunération).

4809. — 29 septembre 1973. — **M. Stehlin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation au regard des règles de cumul d'une pension et d'une rémunération d'activité, définies par l'article 16 du décret du 29 octobre 1936 modifié par l'article 51 de la loi de finances n° 63-156 du 23 octobre 1963, des personnels militaires admis à la retraite au titre du dégellement des cadres prévue par l'article 53 de la loi de finances n° 71-1061 du 29 décembre 1971. Etant donné qu'il s'agit d'officiers qui se trouvent obligatoirement à plus de quatre ans de la limite d'âge de leur grade lors du dégellement des cadres, toute activité nouvelle qu'ils pourraient reprendre dans l'une des collectivités visées à l'article 1^{er} du décret du 29 octobre 1936 modifié par l'article 51 de la loi de finances du 23 février 1963 leur est interdite sous peine de suspension du versement de leur pension jusqu'à ce qu'ils aient atteint la limite d'âge de leur grade. Il lui demande s'il n'estime pas que, conformément à ce qui a déjà fait en faveur d'autres catégories de personnels (éducation nationale, Sogima, etc.), il ne serait pas possible d'insérer dans le projet de loi de finances pour 1974 une disposition en vertu de laquelle, pour l'application des dispositions de l'article 16 du décret du 29 octobre 1936 susvisé, les officiers des différents corps bénéficiaires de l'article 53 de la loi du 29 décembre 1971 seraient considérés comme ayant atteint la limite d'âge du grade auquel ils ont été admis au bénéfice d'une pension de retraite.

Petites entreprises (allègement de leurs charges sociales).

4831. — 29 septembre 1973. — **M. Boyer** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les graves difficultés financières que connaissent de nombreuses petites entreprises patronales et lui demande s'il ne pourrait décider la constitution d'un groupe d'étude comprenant des représentants des organisations syndicales qualifiées et des membres de son administration et qui aurait pour but de suggérer des mesures tendant à alléger sensiblement le poids si lourd que représente la part patronale des charges sociales.

Épargne-logement (déduction du revenu imposable des intérêts acquis sur les comptes d'épargne-crédit).

4832. — 29 septembre 1973. — **M. Boyer** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les titulaires de comptes d'épargne-crédit qui ont transféré leurs fonds sur un compte d'épargne-logement sont autorisés à déduire de leurs revenus imposables une somme égale à dix fois le total des intérêts acquis sur leur compte d'épargne-crédit, l'épargne déduite devant être supérieure à 10 p. 100 du revenu net global déclaré avant application de cette déduction. La création de l'épargne-crédit remontant à 1959, il lui souligne que depuis cette date les revenus des épargnants ont évolué en fonction du coût de la vie, l'épargne investie restant identique et se trouvant de ce fait dans la majorité des cas inférieure à 10 p. 100 du revenu, si bien que les intéressés ne peuvent déduire leur épargne. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire soit de ramener dans une plus juste proportion le pourcentage entre le revenu déclaré et l'épargne-crédit investie susceptible d'être déduite, soit de supprimer ce pourcentage qui ne correspond plus à la situation économique et financière actuelle.

Rapatriés (indemnisation : nombre de dossiers déposés et liquidés).

4835. — 29 septembre 1973. — **M. Schloesing** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il lui a demandé (question écrite n° 25740 parue au Journal officiel du 26 août 1972) quel est le nombre des dossiers déposés par les bénéficiaires de

la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 relative à une contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France; quel est le nombre des dossiers examinés et le nombre des dossiers liquidés au 1^{er} août 1972, ventilés par départements. Il lui demande s'il peut lui préciser également le montant moyen de l'indemnisation accordée par département et l'indemnisation réelle après déduction des indemnités particulières, des subventions complémentaires de reclassement et autres déductions prévues par la loi du 15 juillet 1970. Que le 1^{er} décembre 1972 le ministre a bien voulu apporter un début de réponse: « L'agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer affecte actuellement tous ses moyens en personnel, y compris les renforts récemment mis à sa disposition, à la liquidation des dossiers déposés par les bénéficiaires de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 et à la mise en œuvre de la procédure d'avance sur indemnisation décidée par le Gouvernement. Pour procéder à la fin du troisième trimestre 1972 à des travaux détaillés de centralisation et d'analyse statistiques, au niveau départemental, l'agence aurait été contrainte de confier cette tâche à des agents expérimentés ce qui aurait eu pour conséquence immédiate de ralentir le rythme actuel d'examen des dossiers. Il a donc paru préférable, dans l'intérêt même de nos compatriotes rapatriés, de reporter l'établissement de ces statistiques à la fin du quatrième trimestre, époque où ce travail est normalement effectué dans le cadre du bilan annuel de l'activité de l'agence. Les résultats ne manqueront pas d'être portés à la connaissance de l'honorable parlementaire dès qu'ils auront été centralisés. » Il lui demande s'il peut lui communiquer les renseignements demandés il y a plus d'un an.

Taxe sur les salaires (exonération des ateliers artisanaux employant des handicapés physiques).

4855. — 29 septembre 1973. — **M. Lecanuet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si, pour faciliter le reclassement professionnel et la réintégration sociale des handicapés physiques, il ne serait pas possible d'accorder aux ateliers artisanaux de fabrication de poteries et autres articles employant uniquement des handicapés une exonération de la taxe sur les salaires.

Impôt sur le revenu (retréité : abattement de 10 p. 100).

4859. — 29 septembre 1973. — **M. Cazenave** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les contribuables retraités ne peuvent plus déduire de frais professionnels du montant de leurs revenus et, en considération du fait que les intéressés supportent des frais particuliers inhérents à leur âge et à leur état de santé — dépenses médicales et pharmaceutiques, charges supplémentaires d'éclairage et de chauffage notamment — lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable que ces contribuables puissent bénéficier d'un abattement supplémentaire de 10 p. 100, ce qui les mettrait à parité de régime fiscal avec les contribuables exerçant une activité professionnelle.

Assurances automobiles (véhicules de forte cylindrée).

4863. — 29 septembre 1973. — **M. Forni** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il n'envisage pas une diminution de la prime d'assurance des véhicules de forte cylindrée, compte tenu de la nouvelle réglementation en matière de circulation routière et de la diminution des risques afférents à ce type de véhicules.

Conservation des hypothèques (crédits-baux immobiliers d'une durée supérieure à douze ans).

4868. — 29 septembre 1973. — **M. Dominati** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le décret n° 72-665 du 4 juillet 1972, relatif notamment à la publicité des opérations de crédit-bail en matière immobilière, stipule que ces contrats, selon les dispositions qu'ils comportent, sont soumis ou admis à la publicité à la conservation des hypothèques suivant les modalités fixées pour les contrats de même nature régis par les articles 28 et 37 du décret du 4 janvier 1955. Or, l'article 28 de ce dernier texte prévoit la publication obligatoire des baux de plus de douze années. La taxe hypothécaire étant perçue sur le montant cumulé des loyers, ce qui entraîne une taxe de publicité foncière souvent très élevée lorsque l'opération est importante, il semble que dans la pratique certains notaires acceptent de se faire dispenser par leurs clients

de la publication de ces contrats, et ce, malgré les dispositions impératives de l'article 32 du décret du 4 janvier 1955 prescrivant la publication de tels actes indépendamment de la volonté des parties. Il lui demande donc s'il peut lui faire connaître les conséquences fiscales, tant pour les contractants que pour le notaire, de la non-publication à la conservation des hypothèques des crédits-baux d'une durée supérieure à douze années.

*Agents commerciaux
(régime fiscal-vignette automobile).*

4869. — 29 septembre 1973. — **M. Lafay** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la rigueur des dispositions fiscales auxquelles sont assujettis les agents commerciaux. Bien que ceux-ci exercent leurs activités professionnelles dans des conditions analogues à celles des voyageurs, représentants et placiers, ils ne bénéficient d'aucune des mesures qui exonèrent ces derniers de la patente et de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur et qui leur accordent, pour la détermination du montant de leurs revenus imposables, en sus de la déduction normale de 10 p. 100 et de l'abattement de 20 p. 100, une déduction exceptionnelle de 30 p. 100 pour frais professionnels. La discrimination dont font l'objet sur ce dernier point les agents commerciaux est particulièrement sévère car les intéressés perçoivent des commissions dont les montants sont intégralement déclarés aux services fiscaux par leurs commettants. L'administration peut avoir, de la sorte, une connaissance suffisamment exacte de ces ressources pour que les agents commerciaux soient autorisés à pratiquer, lors de leurs déclarations annuelles de revenus, les déductions et abattements qui sont accordés à l'ensemble des salariés et qui ont été étendues par la loi n° 72-946 du 19 octobre 1972 aux agents généraux d'assurances ainsi qu'à leurs sous-agents. Il lui demande s'il envisage de prendre dans un avenir rapproché des initiatives à cet effet. Il souhaiterait également savoir si la prochaine réforme du régime de la patente sera mise à profit pour soustraire les agents commerciaux à cette contribution et si le libellé de l'article 019 de l'annexe II du code général des impôts est susceptible d'être modifié afin que ces agents soient, comme les représentants de commerce, dispensés du paiement de la vignette automobile.

Alcools (fiscalité ; harmonisation européenne).

4872. — 29 septembre 1973. — **M. de Montesquiou** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les graves problèmes de concurrence internationale qui se posent aux producteurs français de boissons, à la suite de l'élargissement de la Communauté économique européenne, et dans la perspective des négociations douanières internationales du G. A. T. T. L'importance des échanges internationaux sur les eaux de vie, alcools et toutes boissons spiritueuses et l'accroissement de la concurrence internationale devraient inciter le Gouvernement à renoncer à considérer ces produits comme susceptibles de fournir au budget des « recettes de poche ». Il lui demande, en conséquence : 1° s'il n'estime pas raisonnable de faire étudier le niveau maximum de taxation de ces boissons compatible avec la nécessité de préserver la capacité de concurrence des producteurs nationaux ; 2° s'il ne juge pas le moment venu pour le Gouvernement de prendre nettement position en faveur d'une harmonisation européenne des structures de la fiscalité indirecte des alcools dans le cadre de l'union économique et monétaire.

Expropriation (réforme de l'imposition des plus-values foncières en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique).

4882. — 29 septembre 1973. — **M. Crespin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la taxation des plus-values foncières qui frappe les particuliers qui, contre leur gré, sont contraints à des cessions par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique. Il lui fait valoir que les textes actuellement en vigueur placent les expropriés dans une situation analogue à celle des spéculateurs et qu'ils les pénalisent en frappant une indemnité d'expropriation qui est pourtant calculée d'une manière rigoureuse à l'occasion d'une opération qu'ils n'ont pas provoquée. Il lui expose à cet égard que les propriétaires d'un quartier d'une ville doivent être expropriés afin que soit réalisé un espace vert sur l'emplacement de leurs propriétés. Il lui demande s'il entend modifier les textes législatifs relatifs à la fixation des plus-values foncières dans des situations de ce genre afin que de tels propriétaires ne subissent pas une pénalisation abusive à l'occasion d'une expropriation qui les placera d'ailleurs dans une situation difficile. Il apparaît d'ailleurs qu'un propriétaire d'immeubles depuis plus de cinq ans peut être imposé sur la plus-value si l'organisme expropriant a l'intention de

raser lesdits immeubles et, de ce fait, les transformer en terrain à bâtir. Une telle disposition constitue une anomalie extrêmement regrettable puisque bien que le propriétaire soit contraint et forcé, il est rendu responsable de la destination des lieux dont il est dépourvu.

Commerçants (alourdissement de la fiscalité ; blocage des prix).

4888. — 29 septembre 1973. — **M. Soustelle** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le cas d'un petit commerçant lyonnais dont les impôts ont augmenté, en dix ans, de 34 p. 100, et singulièrement de 12 p. 100 entre 1972 et 1973. Dans le même temps, ce commerçant se voit interdire par le service des prix, sous peine de sanctions sévères, d'augmenter ses prix de plus de 4 p. 100. L'intéressé se trouve, de ce fait, dans l'impossibilité de payer ses cotisations dans les délais exigés par le fisc, et encourt des pénalités substantielles. N'existe-t-il pas une contradiction entre l'aggravation constante de la pression fiscale au détriment des petits commerçants et l'interdiction faite à ceux-ci de récupérer au moins partiellement ces charges, contradiction qui réduit inéluctablement cette catégorie sociale à la misère et à la disparition.

EDUCATION NATIONALE

Santé scolaire (infirmières : création de postes dans les établissements publics d'enseignement).

4729. — 29 septembre 1973. — **M. Capdeville** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** : un arrêté en date du 18 avril 1947 (B. O. E. N. n° 13 du 1^{er} mai 1947) ainsi qu'un arrêté en date du 14 mai 1972 (B. O. E. N. n° 25 du 18 juin 1962) fixent les normes des créations de postes d'infirmière diplômée d'Etat dans les établissements publics d'enseignement. Une circulaire du 22 février 1973 (B. O. E. N. n° 10 du 8 mars 1973) réduit l'horaire hebdomadaire des infirmières de cent vingt-quatre heures à quarante-trois heures et cinq nuits de garde, ce dernier texte, ainsi que l'ouverture ou la nationalisation d'établissements scolaires nouveaux impliquent obligatoirement des créations de postes d'infirmière ce qui n'est pas systématiquement le cas (exemple : lycée technique de Montpellier, quatre mille élèves environ dont mille deux cents internes, n'a qu'une infirmière diplômée d'Etat alors que les textes existants en justifieraient cinq). Il lui demande quelles décisions il compte prendre pour qu'un nombre plus important de postes d'infirmière diplômée d'Etat soit attribué.

Instituteurs (P. E. G. C. : reclassement indiciaire).

4735. — 29 septembre 1973. — **M. Poperen** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation inchangée des P. E. G. C. en ce qui concerne leur reclassement indiciaire. Depuis juin 1972, toutes les organisations syndicales intéressées ont pourtant largement informé les responsables de l'injustice croissante de cette situation. En effet, la parité qui existait jusqu'alors avec les personnels de direction des C. E. T. n'est plus respectée depuis plus d'un an. En conséquence, il lui demande s'il lui est possible de prendre une position nette sur les points en litige, soit : 1° la transformation de l'indemnité forfaitaire de 1.800 francs en 25 points indiciaires ; 2° l'octroi des mêmes avantages déjà obtenus par leurs collègues instituteurs.

*Instituteurs
(instituteurs remplaçants et normaliens de la Drôme : emploi).*

4739. — 29 septembre 1973. — **M. Henri Michel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation particulièrement grave des jeunes instituteurs remplaçants et normaliens dans le département de la Drôme. En effet, faute de postes budgétaires, une vingtaine de normaliens et cinquante-cinq instituteurs remplaçants qui remplissent toutes les conditions pour être délégués stagiaires puis titularisés, ne pourront l'être. En outre, une trentaine d'instituteurs remplaçants première et deuxième année sont en surnombre, et l'administration départementale a posé aux services compétents la question de savoir comment ils doivent être employés. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que dès la prochaine rentrée, un nombre suffisant de postes budgétaires permette d'employer tous les instituteurs de ce département.

Etablissements scolaires (allocation scolaire : taux).

4745. — 29 septembre 1973. — **M. Cornet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'insuffisance de l'allocation scolaire qui, fixée à 39 francs par an et par élève, n'a pas connu d'augmentation substantielle depuis 1965. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable d'envisager une réévaluation de cette allocation qui permettrait au fonds scolaire départemental de mieux assurer sa mission en matière d'équipement scolaire.

Ecoles primaires

(réouverture officielle de l'école de Saint-Privat-de-Champclos [Gard]).

4774. — 29 septembre 1973. — **M. Roucaute** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** les conditions dans lesquelles s'est effectuée la rentrée scolaire dans la commune de Saint-Privat-de-Champclos (Gard). Bien que douze enfants d'âge scolaire résident dans la commune, l'école publique a été fermée par décision académique, à partir de cette année. Avec l'appui de l'association des parents d'élèves et du conseil municipal qui a voté les crédits pour le fonctionnement de la classe, l'école a été ouverte le 13 septembre dernier, un jeune normalien ayant été engagé pour assurer les cours et la surveillance des élèves. Les douze enfants étaient présents à la rentrée. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour normaliser la rentrée scolaire dans la commune de Saint-Privat-de-Champclos et reconsidérer la décision de fermeture officielle de son école publique.

Etablissements universitaires

(Université Paris-I - Tolbiac : équipements sociaux).

4778. — 29 septembre 1973. — **Mme Moreau** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation de l'Université Paris-I-Tolbiac dont l'ouverture est prévue pour le 22 octobre. Devant accueillir 6.700 étudiants, celle-ci est totalement dépourvue de tout aménagement à caractère social. Aucun système de restauration n'est prévu, aussi bien pour les étudiants que pour le personnel. Il n'y a pas non plus de crèche, ni de salles de franchises. Elle lui demande ce qu'il compte faire pour que les conditions d'accueil de ces étudiants soient ce qu'ils sont en droit d'attendre d'une construction universitaire conçue de nos jours, en particulier pour qu'existe un minimum d'équipements sociaux.

Enseignement privé (difficultés financières).

4780. — 29 septembre 1973. — **M. Boyer** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les sérieuses difficultés financières que rencontre l'enseignement privé, et lui demande s'il n'estime pas indispensable de prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour assurer l'application pratique de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 qui intéresse 90.000 maîtres contractuels ou agréés, rétablir l'allocation scolaire dont se trouvent privées les familles d'un million d'élèves sous contrat simple et supprimer toute discrimination à l'égard des 800.000 familles de l'enseignement privé en ce qui concerne les bourses, le transport et les fournitures scolaires.

Constructions scolaires (implantation d'un C.E.T. dans le secteur Chauny-Tergnier-La Fère).

4812. — 29 septembre 1973. — **M. Renard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les besoins urgents que connaît le secteur Chauny-Tergnier-La Fère dans le domaine de l'enseignement technique. On peut évaluer approximativement à 550 le nombre des élèves qui devrait être dirigé vers un C.E.T. pour l'année 1973, en considération de la population scolaire de Chauny-Tergnier-La Fère-Saint-Gobain-Falvy-le-Martel et Coucy-le-Château. L'implantation de C.E.T. dans cette région permettrait de faire face au développement économique et par là même, alderait l'emploi industriel à croître d'une manière plus satisfaisante. L'implantation de C.E.T. permettrait de former et de préparer des jeunes à des postes d'ouvriers qualifiés, faciliterait l'implantation d'industries nouvelles, serait utile à la formation permanente et au recyclage d'une main-d'œuvre qualifiée. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'une implantation de C.E.T. soit effectivement réalisée à Chauny et à Tergnier et ce dans les délais les plus courts.

Constructions scolaires (financement des travaux de mise en conformité avec le règlement de sécurité).

4713. — 29 septembre 1973. — **M. Ballanger** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation qui est faite actuellement aux communes pour le financement des travaux de mise en conformité avec le règlement de sécurité des locaux scolaires, tant du premier que du deuxième degré. Il lui rappelle que, saisi par l'association des maires de l'arrondissement du Raincy (Seine-Saint-Denis) de ce problème en mai dernier, il avait répondu, d'une part, que « la réglementation actuelle ne permet pas d'allouer de subvention aux communes pour les établissements scolaires du premier degré, dont elles sont seules propriétaires, et dont elles assurent les charges de réparation et d'entretien », d'autre part « que les travaux d'adaptation qui se révéleraient nécessaires dans les établissements du second degré doivent être pris en charge en commun par l'Etat et les collectivités locales suivant le pourcentage adopté pour le financement des travaux dits déconcentrés ». Il lui demande s'il ne considère pas cette situation comme anormale étant donné qu'en ce qui concerne, d'une part, les établissements du premier degré ces derniers sont construits suivant des normes strictes fixées par ses services et dont l'observation est impérative pour obtenir le financement de l'Etat. Il semblerait, en conséquence, logique d'attendre que l'Etat participe au même taux qu'à la construction initiale aux travaux d'adaptation nécessaires pour la mise en conformité au règlement de sécurité. D'autre part, en ce qui concerne les établissements du second degré dont la réalisation est elle aussi soumise à des normes impératives fixées par les services du ministère de l'éducation nationale, il apparaît anormal que les travaux de mise en conformité soient financés selon les barèmes des travaux dits « déconcentrés », c'est-à-dire en laissant environ 50 p. 100 à la charge de la commune, alors que cette charge est de l'ordre de 15 p. 100 pour les constructions initiales. Il lui demande donc s'il n'envisage pas rapidement de modifier les textes en vigueur pour mettre fin à cette injustice.

Bibliothèques (situation critique des bibliothèques universitaires).

4824. — 29 septembre 1973. — **M. Alduy** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** la situation critique des bibliothèques universitaires. Depuis 1969, les crédits de fonctionnement de ces bibliothèques ont progressé de 20,5 p. 100 alors que ceux de l'enseignement supérieur ont progressé de 82,27 p. 100. Les effectifs du personnel ont progressé de 51 p. 100, ceux de l'enseignement supérieur de 84,7 p. 100. En 1968, les bibliothèques universitaires consacraient en moyenne 34 francs par étudiant à leurs achats de livres et 32 francs seulement en 1972. En 1972, les crédits d'équipement étaient de 54,5 millions, ils sont de 32,5 millions seulement pour 1973. Cette situation est si grave, par manque de personnel et de crédits, que ces bibliothèques en arrivent à des situations absurdes au regard de l'essence même de leur mission : arrêt des commandes de livres, suppression massive d'abonnements, impossibilité de faire fonctionner les locaux nouvellement construits. Pour assurer le sauvetage de ces bibliothèques universitaires, il faudrait : pour 1974, la création de 300 postes nouveaux et un nouveau supplément de 15 millions de francs ; à partir de 1975, l'application progressive des normes recommandées par les rapporteurs des commissions du VI^e Plan. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre afin d'atteindre ces objectifs.

Transports scolaires (frais de transport hebdomadaire des internes).

4834. — 29 septembre 1973. — **M. Bertrand Denis** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la plupart des établissements scolaires permettent à leurs élèves internes de quitter le samedi pour revenir le lundi matin, que, de ce fait, les enfants qui restent à l'internat sont très isolés et que les familles sont heureuses de retrouver leurs enfants à l'occasion du dimanche. Or il se trouve que ces transports hebdomadaires pour les internes sont une source de dépense importante. Ainsi, pour un chef-lieu de canton de la Mayenne, la dépense hebdomadaire représente 65 francs par enfant pour se rendre au lycée technique de Laval. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que les parents d'élèves internes soient aidés pour le transport hebdomadaire de leurs enfants, qui représente une dépense très souvent supérieure au montant de la bourse scolaire dont ils bénéficient alors que, par ailleurs, ils doivent faire face à de nombreuses autres dépenses pour leurs enfants.

Ecoles maternelles et primaires (décharges de service des directeurs : Seine-Saint-Denis).

4848. — 29 septembre 1973. — M. Odru attire une nouvelle fois l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la nécessité de maintenir les normes de décharge de direction qui, de 1970 à 1972, étaient attribuées aux directrices et directeurs des écoles maternelles et primaires du département de la Seine-Saint-Denis. Les raisons qui avaient, ces années-là, présidé à l'attribution de ces normes n'ont pas disparu, bien au contraire. Dans les établissements scolaires concernés, trop nombreux sont les enseignants sans formation professionnelle et qui ont besoin d'une aide pédagogique de leur directeur. L'importance de la population ouvrière de la Seine-Saint-Denis fait que les contacts entre parents et chefs d'établissement sont à la fois nécessaires et de longue durée. Le nombre élevé d'enfants d'immigrés accueillis dans les écoles (jusqu'à 60 p. 100 des effectifs dans certaines classes) impose aux directrices et directeurs des entretiens et des aides pratiques aux parents de ces enfants qui prennent une part considérable de leur temps. Il lui demande s'il ne compte pas revenir, dans l'intérêt commun des enfants, des parents et des enseignants, à l'application des normes de décharge de direction qui étaient en application de 1970 à 1972 dans la Seine-Saint-Denis.

Bourses et allocations d'études (enfants de travailleurs immigrés).

4878. — 29 septembre 1973. — Mme Constans indique à M. le ministre de l'éducation nationale qu'elle apprécie positivement la décision d'étendre aux élèves étrangers résidant en France le bénéfice des bourses nationales d'études du second degré. Il lui paraît toutefois que la fixation au 8 octobre 1973 du délai de rigueur pour le dépôt des demandes ne laisse qu'un très court délai pour l'information des familles immigrées et risque de ce fait d'écartier nombre d'entre-elles du bénéfice de cette mesure. La prolongation du délai de dépôt des demandes jusqu'à la fin du mois d'octobre réduirait fortement ce risque et permettrait en outre de contrôler l'application correcte de la circulaire n° 73.367 du 13 septembre 1973 dans les établissements scolaires. En conséquence, elle lui demande s'il n'entend pas prendre une décision en ce sens.

INFORMATION

O. R. T. F. (château et parc de Beuregard à Hérouville (Calvados)) : sort de cette propriété.

4741. — 29 septembre 1973. — M. Mexandeau attire l'attention de M. le ministre de l'information sur le sort du château et du parc de Bauregard à Hérouville (Calvados), propriété de l'O. R. T. F. qui y a investi des sommes importantes pour sa transformation en centre de vacances. Selon certaines informations le comité d'entreprise aurait donné son accord à la vente de cet ensemble remarquable à un promoteur immobilier. D'autres informations font état d'un projet de construction d'une caserne de C. R. S. Or, l'immeuble de Bauregard pourrait accueillir : 1° tout ou partie des installations de la station de télévision régionale de Saint-Contest, aujourd'hui à l'étroit ; 2° une station radiophonique car Caen, à l'exemple de certaines villes moyennes comme Cherbourg, mérite de disposer d'une telle station de radio. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour la réalisation de ces derniers projets en vue d'une meilleure information de la population bas-normande et de l'amélioration des conditions de travail du personnel.

O. R. T. F. (redevance de télévision : exemption des personnes âgées).

4764. — 29 septembre 1973. — M. Coulais expose à M. le ministre de l'information que les exemptions de redevance de télévision pour les personnes âgées ne sont possibles que sous des conditions très strictes de ressources minima. Il lui demande s'il ne paraît pas utile de reviser les bases d'exonération, ce qui constituerait, sans aucun doute, un élément apprécié de la politique du Gouvernement en faveur de personnes âgées.

INTERIEUR

Stationnement (médecins : parking gratuit).

4750. — 29 septembre 1973. — Au cours des récents débats intervenus au conseil de Paris sur l'aggravation du problème du stationnement dans Paris pour les médecins, en raison de l'installation

du stationnement payant, M. le préfet de police a indiqué qu'il serait possible de délivrer aux médecins une carte spéciale qui leur permettrait d'être dispensés d'alimenter les parcmètres, et que le problème devrait être examiné à l'échelon national pour qu'une solution commune à toutes les grandes villes de France soit adoptée. M. le préfet de police a indiqué qu'il attendait des directives gouvernementales. M. Frédéric-Dupont, soucieux des difficultés de circulation et de stationnement dans Paris pour les médecins qui se voient très souvent retardés dans leur mission, demande à M. le ministre de l'intérieur quand il compte prendre les mesures permettant aux médecins de toutes les villes de France où le stationnement payant est réalisé de stationner et de circuler dans des conditions plus rapides.

Amicale des Algériens en Europe - Mouvement des travailleurs arabes (statut et capacité de ces organisations).

4752. — 29 septembre 1973. — M. Soustelle demande à M. le ministre de l'intérieur : 1° quel est exactement, au regard de la loi française, le statut des organisations dites « Amicale des Algériens en Europe » et « Mouvement des travailleurs arabes » ; 2° si ces organisations sont autorisées à mener une action politique en France.

Elections (vote par correspondance : possibilité donnée à toute personne absente de son domicile le jour d'un scrutin).

4760. — 29 septembre 1973. — M. Coulais expose à M. le ministre de l'intérieur que des élections municipales partielles ont eu lieu à Jarville, en Meurthe-et-Moselle, les 29 juillet et 5 août 1973, soit en pleine période de vacances. De ce fait, de nombreux électeurs n'ont pu accomplir leur devoir électoral, faute de pouvoir voter par correspondance puisque l'absence pour congés payés n'est pas prévue par le code électoral. Des absences pour les mêmes causes, lors des prochaines élections cantonales, peuvent entraîner également des abstentions involontaires. Aussi, il demande s'il ne serait pas utile de reviser le code électoral afin d'élargir les possibilités de vote par correspondance en les ouvrant à toute personne absente de son domicile le jour d'un scrutin.

Communes (personnels : indemnités de fonctions).

4820. — 29 septembre 1973. — M. Lafay expose à M. le ministre de l'intérieur qu'en application de l'article 87 du code de l'administration communale les indemnités accordées aux titulaires de certaines communes municipales sont calculées par référence aux indices de l'échelle des traitements des personnels civils et militaires de l'Etat. Il lui demande pour quelles raisons le dernier texte intervenu en la matière (décret n° 73-858 du 6 septembre 1973) fait référence aux indices nets — alors que ceux-ci ont été supprimés par le décret n° 55-866 du 30 juin 1955 — et ne mentionne pas les indices majorés qui ont été institués par le décret n° 72-908 du 6 octobre 1972 et en fonction desquels sont calculés, depuis le 1^{er} octobre 1972, les traitements de la fonction publique.

Permis de conduire (suspension momentanée : procédure de dépôt et de restitution du permis).

4842. — 29 septembre 1973. — M. Richard expose à M. le ministre de l'intérieur que la mesure de suspension du permis de conduire prend effet au jour de la notification prévue par l'article L. 19 du code de la route qui conclut, en pratique, avec le retrait effectif de ce titre auquel procèdent les services de police ou de gendarmerie (cf. arrêts Cour de cassation, chambre criminelle du 19 octobre 1967, 1^{re} chambre civile du 5 juin 1971 et réponse du ministre de la justice à une question écrite (Journal officiel du 13 janvier 1968). Compte tenu de ce qui précède, il lui demande si : 1° un automobiliste objet d'une mesure de suspension de la validité de son permis de conduire pour une durée d'un mois, a la possibilité, avant d'avoir reçu notification officielle de l'arrêt émanant de l'autorité administrative : a) de remettre directement à celle-ci son permis ; b) d'en obtenir restitution auprès de l'autorité administrative à l'expiration du délai de suspension ; c) de se voir notifier ultérieurement par les services de police ou de gendarmerie l'arrêt de suspension pris postérieurement par l'autorité administrative, les phases de dépôt et de restitution n'étant déroulées antérieurement sans l'intervention du service notificateur habituel ; 2° dans l'affirmative, la référence des textes réglementaires permettant d'accorder des tolérances de cette espèce et les cas auxquels cette réglementation dérogatoire est, le cas échéant, applicable.

Police (reversement dans leur corps urbain d'origine des fonctionnaires de la tenue détachés dans des services autres que ceux de la sécurité publique).

4844. — 29 septembre 1973. — M. Richard expose à M. le ministre de l'intérieur qu'en vertu d'une circulaire émanant de la direction centrale de la sécurité publique de son département, tous les fonctionnaires de la tenue, détachés dans des services autres que ceux de la sécurité publique, devaient être reversés dans leur corps urbain d'origine avant le 1^{er} juillet 1972. Il demande s'il peut lui faire connaître : 1^o la raison d'être de cette circulaire qui n'a pas été mise en application, faute d'effectifs, alors qu'elle visait essentiellement les fonctionnaires détachés comme indiqué ci-dessus et non ceux affectés à des tâches administratives actuellement encore dévolues aux commissariats de police urbaine (délivrance des cartes nationales d'identité et des passeports, service des étrangers et des objets trouvés, greffe du ministère public près le tribunal de police) ; 2^o s'il est normal que l'administration maintienne le détachement auprès d'une antenne R. G. d'un fonctionnaire de la tenue affecté à ce service depuis plusieurs années, alors qu'elle a procédé à son remplacement par un agent de bureau temporaire. Cette mesure qui devait entraîner automatiquement sa réintégration à son corps urbain d'origine, n'a cependant pas été prise, le retour de l'intéressé à son corps urbain — bien que déficitaire en effectif — ne présentant aucun intérêt pour le service.

Crimes (lutte contre les agressions racistes).

4852. — 29 septembre 1973. — M. Le Foll demande à M. le ministre de l'intérieur s'il est exact qu'aucun des auteurs des agressions racistes qui ont coûté la vie à vingt et un travailleurs algériens après la « crise pétrolière » de 1971 n'ont été retrouvés. En sera-t-il de même pour les onze tués depuis les incidents qui ont suivi la mort d'un tramot à Marseille. Dans l'affirmative, il voudrait savoir si cette impuissance de la police doit être attribuée à l'incompétence de certains services ou s'il existe des liens entre certains groupes fascistes et des partis de la majorité qui aboutiraient à paralyser son action.

Police municipale (situation judiciaire et statutaire des personnels).

4862. — 29 septembre 1973. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation des agents de la police municipale au regard des avantages judiciaires et statutaires consentis aux agents de la police d'Etat. Il lui fait observer qu'à la suite d'une question écrite posée le 7 février 1970 par M. Privat, député des Bouches-du-Rhône, une enquête a été lancée par circulaire n° 70-138 du 1^{er} mars 1970 afin d'étudier les attributions exactes des agents de la police municipale. Or, à ce jour, les résultats de cette enquête dont il avait souligné la nécessité dans sa réponse à la question écrite précitée, le 28 mars 1970, n'ont toujours pas été rendus publics, de sorte qu'aucune mesure n'est encore intervenue en faveur des intéressés. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1^o quels sont les résultats de cette enquête ; 2^o quelles mesures il compte prendre afin de donner satisfaction aux agents de la police municipale chaque fois qu'ils exercent des fonctions comparables à celles des agents de la police d'Etat.

JUSTICE

Nantissement (outillage et matériel d'équipement).

4723. — 29 septembre 1973. — M. Massot rappelle à M. le ministre de la justice que, aux termes de l'article 3 de la loi du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, il est prévu que le nantissement devra être conclu dans les deux mois de la livraison du matériel sur les lieux où il doit être installé. Conformément à cette disposition, au cas de convention de succession entre deux personnes exerçant une profession libérale avec cession d'un matériel, ce dernier ne sera nanti que s'il y a transport dans un local distinct de celui où exerçait le cédant. Par contre, il n'en sera pas ainsi si le successeur exerce dans le même local. Il demande s'il ne lui apparaît pas nécessaire de modifier l'article 3 de la loi du 18 janvier 1951 et de prévoir, par exemple, la conclusion du nantissement deux mois après la signature de l'acte de vente ou la date prévue pour le transfert de propriété.

Baux commerciaux (renouvellement d'un bail).

4742. — 29 septembre 1973. — M. Mexandeau expose à M. le ministre de la justice que le décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 a prévu des règles précises en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal — spécialement en ce qui concerne les baux venant à échéance avant le 1^{er} janvier 1975. Il lui demande si dans le cas d'un bail arrivant à échéance en décembre 1973 le bailleur, lors du renouvellement, peut — alors qu'il n'existe aucune « modification notable » des éléments caractéristiques de la valeur locative — tirer argument de la seule rédaction nouvelle de l'article 23-I du décret du 30 septembre 1953, dernier alinéa, pour réclamer que la partie habitation soit appréciée à part des locaux commerciaux et par comparaison avec des locaux d'habitation analogues faisant l'objet d'une location nouvelle — ce qui entraînerait un dépassement du plafond prévu par l'article 7 du même décret.

Ministère public (indépendance à l'égard des plaideurs : plainte en diffamation contre des candidats communistes aux élections législatives).

4775. — 29 septembre 1973. — M. Bardol appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur les faits suivants : au cours de la campagne pour les élections législatives 1973, le candidat U. D. R. de la première circonscription de Boulogne-sur-Mer, M. Meaux, a cité directement devant le tribunal correctionnel les deux candidats communistes dans les deux circonscriptions de la ville, MM. Bardol et Bailleu, pour diffamation. Il demandait leur condamnation en raison d'un article dont ils n'étaient pas les auteurs, paru dans le journal *Liberté*, dont ils n'assurent pas la publication. Le tribunal de Boulogne a acquitté MM. Bardol et Bailleu, ainsi que le directeur de la publication du journal *Liberté*, le terme « falsificateur », seul visé, ne pouvant être retenu à lui seul comme diffamatoire. Il a condamné M. Meaux à des dommages-intérêts envers MM. Bardol et Bailleu, abusivement cités. M. Meaux a interjeté appel. Le parquet ne s'étant pas joint à cet appel, le procès revenait devant la cour de Douai, sur les seuls intérêts civils. M. le procureur général de cette cour, a usé alors de la prérogative exceptionnelle d'interjeter appel à titre personnel, pour demander une condamnation pénale, requise à l'audience par son représentant. Il est ainsi intervenu dans une polémique électorale en faveur de l'une des parties, qui se trouve être le secrétaire de la fédération U. D. R. du Pas-de-Calais, alors qu'il est de principe que le parquet n'est au service d'aucun intérêt particulier. Son intervention peut paraître d'autant plus insolite qu'il est juge de l'opportunité des poursuites et que celles-ci sont dirigées notamment contre M. Bardol, ancien sénateur et aujourd'hui député du Pas-de-Calais. Il lui demande s'il ne croit pas devoir rappeler aux membres du ministère public, et en particulier à Douai, les principes de leur indépendance à l'égard des plaideurs, quels qu'ils soient, fussent-ils membres du parti au pouvoir.

Crimes et délits (sanctions en cas de non-dénonciation : personnes astreintes au secret professionnel).

4791. — 29 septembre 1973. — M. Lafay expose à M. le ministre de la justice que l'article 100 du code pénal, qui fait obligation, sous peine de sanctions extrêmement lourdes, à toute personne ayant connaissance de crimes, de trahison, d'espionnage, ou de toute autre activité susceptible de nuire à la défense nationale, d'en faire immédiatement la déclaration aux autorités militaires, administratives ou judiciaires, ne concerne pas les personnes astreintes au secret professionnel en vertu de l'article 378 du code déjà cité. Ces mêmes personnes ne sont, par contre, pas soustraites aux effets des articles 62 et 63 du code pénal, qui punissent la non-dénonciation d'un crime tenté ou consommé et le fait de n'avoir pas empêché un crime ou un délit contre l'intégrité corporelle. D'éléments pratiques du droit se sont étonnés de la rigueur avec laquelle ces dernières dispositions traitent les personnes astreintes au secret professionnel, d'autant que les délits réprimés par les articles 62 et 63 présentent un caractère de gravité bien moindre que celui des agissements visés par l'article 100, ainsi que l'atteste d'ailleurs la nature des peines encourues dans l'un et l'autre cas. Il lui demande si le fait que les articles 62 et 63 du code pénal ne comportent pas de disposition excluant, à l'instar de l'article 100, de leur champ d'application les personnes astreintes au secret professionnel résulte d'une omission — à laquelle il y aurait alors lieu de remédier — ou procède d'une volonté délibérée dont les mobiles mériteraient d'être explicités.

*Education surveillée**(centre d'observation et de prévention de Villeneuve-d'Ascq).*

4808. — 29 septembre 1973. — **M. Arthur Cornette** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation du centre d'observation et de prévention de l'éducation surveillée de Villeneuve-d'Ascq. En effet, ce centre, de construction récente, dispose de 120 places. Au cours de la dernière année scolaire, il n'accueillait que 40 élèves, par manque de personnel. Ainsi, 80 adolescents, qui pourraient bénéficier de mesures de réinsertion dans la vie sociale, se retrouvent systématiquement en prison parce que les emplois nécessaires à l'éducation surveillée ne sont pas créés en nombre suffisant. Le VI^e Plan prévoyait 6.000 emplois nouveaux. Or, 200 à 300 sont créés annuellement. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette situation et si, en particulier, l'envisage de créer les postes nécessaires au C. O. P. E. S. de Villeneuve-d'Ascq.

Médecins (requis par les services de la gendarmerie : garantie de l'Etat en cas d'accident).

4856. — 29 septembre 1973. — **M. Dalliet** demande à **M. le ministre de la justice** si les médecins requis par les services de la gendarmerie pour procéder à des prises de sang et à des examens soit des accidentés de la route, soit des individus suspects de délit ou de crime, et qui remplissent ainsi des fonctions n'entrant pas dans le cadre normal d'exercice de la médecine, bénéficient d'une garantie de l'Etat dans le cas où ils sont victimes d'un accident dans l'accomplissement de leur mission, étant fait observer que, dans certains départements, une telle garantie est prévue en faveur des médecins vaccinateurs.

Vois (motion du syndicat de la magistrature).

4879. — 29 septembre 1973. — **M. de Bénouville** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur l'étonnante motion votée par le V^e congrès du syndicat de la magistrature, qui serait passée inaperçue si un journal de Nice ne l'avait mise en lumière. D'après ces fonctionnaires payés pour appliquer la loi, les vols à l'étalage ne troublent pas l'ordre public et l'on ne devrait plus laisser les grands magasins disposer des moyens répressifs de la puissance publique. Pour ces curieux magistrats, l'étalage des articles est une provocation et un encouragement au vol qui, commis dans ces conditions, n'en serait plus un et ne devrait plus être sanctionné que comme une contravention. Sans doute le syndicat de la magistrature a-t-il confondu le public français et celui des pays communistes qui pourrait perdre la tête devant notre niveau de vie. Cette conception pourrait être facilement étendue aux vols dans les musées où les œuvres coûteuses sont amoncelées, dans les bijouxeries où des pièces de valeur sont visibles, dans les quartiers résidentiels qui peuvent exciter l'envie, et même au vol des voitures, dont la succession ininterrompue le long de nos trottoirs est peut-être aussi une provocation. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher les magistrats d'encourager les voleurs et pour défendre ainsi les commerçants, grands ou petits.

PROTECTION DE LA NATURE ET ENVIRONNEMENT

Bruit (passage du boulevard Périphérique au milieu de H. L. M.).

4776. — 29 septembre 1973. — **M. Dalbecq** rappelle à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** que, le 28 juillet 1973, il lui faisait parvenir une question écrite n° 3715 ayant trait aux travaux à effectuer sur la partie du boulevard Périphérique située entre les portes de Bagnolet et des Lilas, afin de pouvoir assurer une vie normale aux riverains de celui-ci. Il apprend avec étonnement que le ministre n'a pas daigné répondre à cette question malgré l'urgence du problème posé. Il lui signale que l'émotion soulevée par ce douloureux problème a fait que 400 chefs de foyer (soit 98 p. 100 de ceux qui ont été contactés) ont signé une pétition que leur présentaient les communistes de ces immeubles et qui a été remise au directeur de l'aménagement du conseil de Paris par **M. Jacques Risse**. Le mécontentement des habitants de ces immeubles est d'autant plus grand que beaucoup d'entre eux avaient cru de bonne foi en la déclaration du ministre que certains journaux parisiens reproduisirent le 9 février 1972, stipulant qu'il ferait en sorte que les nuisances créées par le périphérique passant au milieu d'un groupe H. L. M. rue de Naisy-le-Sec et rue Léon-Fraplé soient supprimées par la couverture du périphérique avant la fin 1973, les travaux devant débiter en 1972. L'inquiétude des riverains est

fondée, car jusqu'à ce jour, rien n'est venu confirmer la promesse du ministre. Se faisant donc leur interprète, il lui demande s'il entend faire en sorte que les travaux puissent commencer dans les plus brefs délais, car les riverains ne pourront supporter longtemps encore une telle situation.

Bruit (des véhicules automobiles : sanctions en cas d'excès).

4794. — 29 septembre 1973. — **M. Kiffer** attire l'attention de **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** sur la non-application généralisée de l'arrêté du 13 avril 1972 relatif au bruit des véhicules automobiles. Cet arrêté détermine le niveau sonore maximum toléré pour chaque véhicule automobile et cyclomoteur. Or, il est incontestable que, sur-tout en ce qui concerne les cyclomoteurs, des infractions à cet arrêté sont constatées quotidiennement et qu'il n'existe aucun moyen pratique d'en assurer l'application. Ni les agents de la force publique, ni la gendarmerie ne sont en possession d'appareils techniques leur permettant de mesurer le nombre de décibels émis par chaque véhicule. Leur seul moyen de contrôle actuel est leur propre appareil auditif et lorsqu'ils soupçonnent un excès de bruit, ils accordent un délai de quinze jours au contrevenant pour se présenter au contrôle du service des mines. L'intéressé dispose ainsi du temps nécessaire pour faire apposer sur son véhicule un dispositif provisoire destiné à en limiter le bruit, quitte à enlever ce dispositif après le contrôle. A chaque inspection officielle, il peut alors présenter un certificat de conformité. Par ailleurs, l'arrêté du 13 avril 1972 ne prévoit aucune sanction susceptible d'être infligée au contrevenant. Il lui demande : 1° quelles sont les personnes chargées officiellement de contrôler le bruit produit par les automobiles et cyclomoteurs à la sortie d'usine. Quelles sont les personnes chargées de vérifier la conformité des cyclomoteurs avec l'arrêté précité, étant donné que de nombreux véhicules automobiles et cyclomoteurs neufs produisent un bruit excédant largement le nombre de décibels toléré par la réglementation ; 2° quelles dispositions pratiques il envisage de prendre pour faire effectivement appliquer l'arrêté du 13 avril 1972 et s'il envisage pas de prévoir une nouvelle disposition précisant les sanctions qui doivent être infligées aux contrevenants.

Protection de la nature (débroussaillage).

4805. — 29 septembre 1973. — **M. Cornet**, constatant qu'en tissu rural la disparition des petites exploitations agricoles équivaut à la disparition des gardiens traditionnels de l'environnement et du cadre naturel, demande à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** quelles mesures il compte prendre pour assurer la conservation de ce milieu dégradé par l'envahissement des broussailles depuis que le débroussaillage indispensable n'est plus effectué par ses artisans habituels.

Cours d'eau

(pollution de la Dordogne dans sa traversée d'Argentat).

4814. — 29 septembre 1973. — **M. Pranchère** fait part à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** de l'état important de pollution de la rivière la Dordogne dans la traversée de la ville d'Argentat (Corrèze). Cette rivière comblait jadis les plaisirs des yeux et de la pêche des nombreux touristes et habitants. Elle est devenue un cloaque du fait semble-t-il du débit insuffisant de lachage des eaux par les barrages d'E. D. F. et de l'absence de réalisation de l'assainissement de la ville d'Argentat. Un dragage du lit de la Dordogne en aval du pont pourrait permettre à la fois de rétablir le courant et la création d'un double chemin de rive agréable aux promeneurs et pêcheurs. Il lui demande s'il n'entend pas prendre les mesures appropriées qui s'imposent pour redonner à la Dordogne dans la traversée d'Argentat sa beauté d'antan.

Aérodromes

(délimitation des zones A, B et C autour des aérodromes).

4823. — 29 septembre 1973. — **M. Raymond** demande à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** : 1° sur quelles bases scientifiques sont établies les délimitations des zones A, B et C autour des aérodromes, et pour quelles raisons les travaux sur lesquels reposent ces délimitations ne sont pas publiés comme c'est le cas à l'étranger ; 2° quelles sont les personnes constituant les commissions chargées d'établir ces délimitations, sur quels critères elles sont désignées, et par qui ; 3° quelle est la

participation des riverains (personnes et collectivités locales) dans les décisions portant sur l'élaboration des tracés délimitant ces zones A, B et C ; 4° quelle a été l'évolution du niveau de bruit à Orly pour chacune des zones A, B et C depuis la délimitation de ces zones ; 5° par quel système de mesures sur le terrain a été appréciée cette évolution ; 6° quels seront les niveaux de bruit prévisibles autour de l'aérodrome de Roissy-en-France, pour chacune des zones A, B et C au début de l'exploitation de cet aéroport et quelle évolution est prévue dans les cinq années suivantes.

Pollution (retombées de l'usine de la société Penarroya à Noyelles-Godault, Pas-de-Calais).

4847. — 29 septembre 1973. — **M. Legrand** attire l'attention de **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** sur les graves conséquences des retombées de l'usine de la société Penarroya à Noyelles-Godault (Pas-de-Calais). Ces retombées sont particulièrement dangereuses sur les communes de Courcelles-lès-Lens, Evin-Malmaison et Noyelles-Godault (Pas-de-Calais). En certaines périodes, elles ont été également constatées dans les communes de Dourges et Lefores (Pas-de-Calais) ainsi qu'à Ostricourt (Nord). Pour la seule commune d'Evin-Malmaison, les cultivateurs ont subi depuis un certain nombre d'années la perte de 100 bovins et chevaux. L'examen d'une bête, morte en 1972, relève des teneurs importantes de plomb, de mercure, de zinc et de cadmium. Une analyse du laboratoire municipal de Paris avait déjà, il y a quelques années, tiré la conclusion suivante : « Il ne fait pas de doute que l'animal a dû succomber à une intoxication aigue par le plomb provenant de l'alimentation. Tous les échantillons examinés renferment des proportions anormales de plomb, celles-ci sont particulièrement élevées dans les feuilles de betteraves et surtout dans les feuilles de choux. De telles teneurs paraissent susceptibles de provoquer des intoxications. » Les retombées de matières nocives ont été particulièrement importantes puisqu'il a été relevé, par exemple, à Evin-Malmaison, une retombée de 8,78 milligrammes de plomb par mètre carré et par jour. En juillet et en août dernier, des retombées d'acides ont fortement endommagé les légumes et fruits de jardins dans les communes citées. Il est bien certain que ces nuisances portent atteinte à la santé des 1.400 salariés de l'usine, des populations importantes de ces communes, à la vie des bêtes, à la terre et à la nature. En conséquence, il lui demande : 1° s'il ne juge pas nécessaire de prendre d'urgence des mesures pour supprimer ces nuisances ; 2° d'examiner, en accord avec les services de santé, la possibilité d'organiser des examens médicaux dans les localités particulièrement touchées par ces retombées ; 3° d'intervenir auprès de cette société pour qu'elle indemnise rapidement les habitants et les communes des dommages causés par ces nuisances.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Téléphone

(avances remboursables sur les abonnements téléphoniques).

4765. — 29 septembre 1973. — **M. Couleis** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** les difficultés que rencontrent des personnes ou des associations pour acquitter l'avance qui leur est demandée avant de bénéficier d'une installation téléphonique ; c'est en particulier le cas pour des artisans ou commerçants qui s'installent, des associations sans but lucratif. Il demande si cette mesure temporaire et exceptionnelle d'avance ne pourrait pas être désormais supprimée ou réduite, puisque des moyens financiers plus élevés sont affectés aux télécommunications.

Postes et télécommunications

(personnel : reclassement indiciaire du personnel des lignes).

4772 — 29 septembre 1973. — **M. Lucas** fait part à **M. le ministre des postes et télécommunications** de son étonnement devant la réponse qu'il a faite à la question d'un parlementaire concernant le déclassement du personnel des services des lignes des P. T. T. (question écrite n° 1083 du 10 mai 1973, réponse du 13 juin). Cette réponse indique que ce personnel « n'a pas subi de déclassement hiérarchique au cours des dernières années ». Une telle affirmation n'est pas conforme à la réalité. En effet, il suffit de comparer les traitements et indices du personnel des lignes avec ceux de leurs homologues de la fonction publique pour constater le déclassement très sensible de toutes les catégories de ce personnel, depuis l'agent technique jusqu'au chef de chantier, par rapport au rang qu'elles occupent dans la fonction publique en 1956, 1946 et 1948. Ce déclassement a d'ailleurs été reconnu officiellement en juin 1968 et une commission fut alors créée afin d'étudier la possibilité de rétablir les parités. Les conclusions de cette commission n'ont jamais

été appliquées. Enfin, les transformations d'emploi dont fait état la réponse ne constituent qu'une mesure partielle très insuffisante qui laisse 17.000 agents à l'écart de toute amélioration indiciaire. Il lui demande s'il entend ouvrir, dans les meilleurs délais, des négociations avec les organisations syndicales représentatives dans le dessein de rétablir les parités établies en 1948, comme l'engagement en avait été pris en juin 1968, et entreprendre le reclassement indiciaire de toutes les catégories de personnel des lignes, ainsi que la transformation des emplois d'auxiliaires en emplois de titulaires.

Postes et télécommunications

(personnel : accès à l'emploi de maître ouvrier d'Etat).

4887. — 29 septembre 1973. — **M. Soustelle** demande à **M. le ministre des postes et télécommunications** si un ouvrier d'Etat de 3^e catégorie dans la spécialité « Préposé aux magasins » peut accéder à l'emploi de maître ouvrier d'Etat par la voie du tableau d'avancement.

SANTE PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE

Maladies professionnelles (voir la liste de ces maladies).

4725. — 29 septembre 1973. — **M. Care** signale à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le caractère anachronique et incomplet de la liste des maladies professionnelles permettant l'ouverture du droit à invalidité. Certaines maladies propres à des professions spécifiques sont totalement ignorées. C'est ainsi, par exemple, que les musiciens artistes, en raison de la technique particulière d'utilisation de leur instrument, souffrent en grand nombre d'arthrose cervicale. Ils sont en conséquence, soit obligés de renoncer à jouer en orchestre, soit conduits à abandonner les postes de premier rang des formations auxquelles ils appartiennent. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas opportun, dans le cadre de l'amélioration de la protection sociale annoncée par le Gouvernement, de faire procéder à une refonte de l'ensemble des textes concernant les maladies professionnelles et en particulier d'étudier celles qui atteignent des métiers trop souvent ignorés comme celui de musicien professionnel.

Médecine (enseignement) :

certificat d'études spéciales de chirurgie générale.

4728. — 29 septembre 1973. — **M. Soustelle** fait observer à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que les arrêtés du 7 septembre 1967 et du 2 avril 1971 modifiant les dispositions de l'arrêté du 25 avril 1961 relatif au certificat d'études spéciales de chirurgie générale stipulent que seuls sont admis à s'inscrire en vue du certificat d'études spéciales de chirurgie générale les internes nommés au concours des centres hospitaliers universitaires sous réserve qu'ils accomplissent quatre années d'internat dont trois dans des services de chirurgie, plus deux années d'études dans une unité d'enseignement et de recherche de médecine dont la seconde doit être postérieure à l'internat. Il lui rappelle d'autre part que la législation relative aux centres hospitaliers universitaires et à l'internat permet à un interne de changer de centre hospitalier universitaire à condition d'être admis au concours du nouveau centre hospitalier universitaire auquel il désire s'inscrire. (Décret n° 65-809 du 18 septembre 1965, art. 1.0.) Il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1° si la validation de la première année d'études dans une université d'enseignement et de recherche prévue par l'arrêté du 2 avril 1971 pour l'obtention du certificat d'études spéciales de chirurgie générale reste acquise en cas de changement d'unité d'enseignement et de recherche ; 2° si le temps passé dans le premier centre hospitalier universitaire s'ajoute à celui du second centre pour arriver au total des quatre années d'internat exigées pour ce certificat.

Santé scolaire (rattachement au ministère de l'éducation nationale du service de santé scolaire).

4732. — 29 septembre 1973. — **M. Capdeville** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** quelles sont ses intentions sur le retour du service de santé scolaire au sein du ministère de l'éducation nationale.

Santé scolaire

(infirmières : augmentation du nombre des postes mis au concours).

4733. — 29 septembre 1973. — **M. Capdeville** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que les instructions générales n° 106 du 12 juin 1969 prévoient une organi-

sation rationnelle des services de santé scolaire et supposaient une augmentation considérable du nombre des postes d'infirmières diplômées d'Etat; une note ministérielle en date du 21 février 1973 n° DGS 136/PME 2 ne prévoit que le recrutement d'un personnel à la vacation pour « améliorer le service et rénover les méthodes ». Il lui demande s'il n'estime pas devoir reporter l'effort consenti en faveur d'un personnel vacataire ou contractuel sur l'augmentation du nombre des postes d'infirmières diplômées d'Etat mis au concours annuel.

Médecins inspecteurs de la santé
(commission d'intégration des médecins du corps provisoire).

4736. — 29 septembre 1973. — M. Jesson expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le décret n° 73-417 du 27 mars 1973 prévoit en son article 21 qu'une commission spéciale dresse, dans la limite des effectifs budgétaires prévus pour chacun des grades du corps des médecins inspecteurs de la santé, la liste des médecins du corps provisoire susceptibles d'être intégrés respectivement dans ces grades. La composition de cette commission a été fixée par arrêté du 10 mai 1973. Il lui demande, en conséquence, s'il peut lui indiquer: 1° à quelle date cette commission s'est réunie; 2° si les listes prévues à l'article 21 du décret du 27 mars 1973 ont été établies; 3° quand ces listes seront rendues publiques; 4° la date à laquelle la situation de ces médecins sera enfin réglée.

Crèches (aides maternelles sans diplôme).

4738. — 29 septembre 1973. — M. Labarrère appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation de certaines aides maternelles qui ne possèdent pas le C. A. P. d'aide maternelle, mais qui ont une longue expérience dans ce domaine. En effet, certaines personnes exercent des fonctions d'aide maternelle dans une crèche parfois depuis plus de quinze ans, et initient les aides maternelles débutantes. Il apparaît par conséquent assez curieux que ces aides expérimentées, mais sans diplôme, ne puissent pas présenter le certificat d'auxiliaire de puériculture car elles ne remplissent pas certaines conditions. Les critères d'aptitudes dépendent en effet des services du ministère de la santé publique, l'éducation nationale délivrant simplement le C. A. P. d'aide maternelle aux candidates ayant satisfait aux épreuves de l'examen. Il lui demande en conséquence s'il n'existe pas une possibilité de reconnaître une équivalence du C. A. P. d'aide maternelle aux personnes qui exercent cette profession depuis au moins dix ans.

Allocation supplémentaire du F. N. S.
(plafond de ressources: rentes d'accidents du travail).

4740. — 29 septembre 1973. — M. Capdeville expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'il n'est pas normal d'inclure les rentes « Accidents de travail » dans le revenu des candidats au bénéfice de l'allocation supplémentaire. Il serait équitable de considérer cette ressource comme la réparation d'un préjudice. Compte tenu de l'augmentation du coût de la vie, il lui demande s'il ne juge pas utile d'augmenter le plafond autorisé applicable dans le calcul pour l'octroi de l'allocation supplémentaire.

Accidents du travail
(pensions des veuves de mutilés: mariage postérieur à l'accident).

4756. — 29 septembre 1973. — M. Coulais rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que plus de 100.000 accidentés du travail ont affectés d'une incapacité permanente, dont 25 p. 100 sont représentés par des mutilations plus ou moins graves. Il lui expose également que, dans la grande majorité des cas, l'assistante du mutilé est son épouse et qu'en cas de décès du mutilé sa veuve ne peut recevoir une pension — égale à 30 p. 100 du salaire de la victime — qu'à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident et que le décès soit reconnu directement imputable aux conséquences de l'accident. Il attire son attention sur l'injustice qui consiste à priver de pension une veuve de mutilé pour la raison que le mariage était intervenu postérieurement à l'accident et lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation inéquitable.

Assurance maladie
(indemnités journalières: calcul sur les salaires réels).

4761. — 29 septembre 1973. — M. Coulais expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale l'injustice que ressentent les salariés d'un certain nombre d'entreprises vis-à-vis de l'indemnité journalière qui leur est versée en cas de maladie, lorsque cette indemnité ne peut être reajustée en fonction des augmentations de salaires intervenues. Il lui demande s'il ne lui paraît pas nécessaire de reviser le code de la sécurité sociale pour que les indemnités journalières, en cas de maladie, soient automatiquement calculées sur les salaires réels, que ceux-ci résultent ou non de conventions collectives.

Aide sociale (répartition des subventions de l'Etat
entre les départements: révision des critères).

4762. — 29 septembre 1973. — M. Coulais attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le fait que les critères de répartition des subventions d'aide sociale aux départements n'ont pas été révisés depuis longtemps. Il souligne que cette absence de révision est la cause d'injustices notées, du fait que la situation financière de nombreux départements s'est considérablement modifiée. Il signale en particulier que le département de Meurthe-et-Moselle est l'un des départements qui reçoit les taux les plus faibles de subventions de l'Etat pour ses dépenses d'aide sociale, et le département de Lorraine qui reçoit la contribution la plus faible, alors que sa situation financière s'est alourdie de nombreuses charges, et s'est détériorée par suite de fermeture d'entreprises ou de réduction d'affectifs dans d'autres; il lui demande quelles mesures le Gouvernement a prévu de prendre pour procéder à une révision et à la remise en ordre que l'équité rend nécessaires.

Allocation de logement (attribution aux travailleurs étrangers
ayant la charge de leur famille dans leur pays d'origine).

4766. — 29 septembre 1973. — M. Herzog expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les travailleurs étrangers immigrés séparés de leur famille ont à charge, en plus du loyer du logement occupé par leur famille, dans leur pays d'origine, un second loyer correspondant à leur logement en qualité de travailleurs isolés. Généralement, ces travailleurs s'efforcent de faire parvenir la plus grande partie de leur salaire à leur famille. Pour cela ils acceptent souvent de se loger dans des taudis à bas prix plutôt que dans un foyer-hôtel dont le loyer actuel est de l'ordre de 200 francs par mois. L'allocation logement attribuée en particulier par la loi du 16 juillet 1971 aux jeunes travailleurs de moins de vingt-cinq ans, par exemple à ceux qui résident en foyer de jeunes travailleurs ou louent un appartement de type F 1 correspondant aux conditions légales de salubrité, devrait pouvoir être étendue aux travailleurs immigrés ayant charge de famille. Une telle mesure atténuerait la charge du loyer en foyer-hôtel, les rendant plus accessibles. De même elle rendrait plus accessible le marché immobilier et localif et inciterait les travailleurs déplacés à rechercher un habitat normal et intégré à la population locale, ce qui allégerait d'autant les charges imposées par la création de foyers-hôtels. Enfin, elle libérerait certains travailleurs déplacés, qui logés par leur entreprise, sont trop dépendants de celle-ci. Elle entraînerait enfin la disparition des « marchands de sommeil ». Il lui demande s'il envisage une modification de la loi du 16 juillet 1971 qui tiendrait compte des suggestions qui viennent d'être exposées.

Assurance-invalidité (calcul des pensions pour inaptitude au travail
sur la base de 50 p. 100 du salaire moyen).

4772. — 29 septembre 1973. — M. Cabanel expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'à compter du 1^{er} janvier 1975, les pensions pour inaptitude au travail seront calculées sur la base de 50 p. 100 du salaire annuel moyen, alors que celles liquidées antérieurement au 1^{er} janvier 1972 l'ont été sur le taux de 40 p. 100. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de prendre toutes dispositions utiles pour faire bénéficier les anciennes pensions du régime applicable aux nouvelles.

Assurance invalidité (calcul des pensions pour inaptitude au travail
sur la base de 50 p. 100 du salaire moyen).

4801. — 29 septembre 1973. — M. Lecanuet expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le décret n° 61-272 du 28 mars 1961 majorant le montant de certaines pensions d'inva-

lité n'est pas applicable aux assurés dont la pension a été liquidée antérieurement au 1^{er} janvier 1961. Il lui demande s'il ne serait pas possible de prévoir une disposition spéciale permettant de supprimer la discrimination qui a été ainsi établie entre deux catégories d'invalides, au détriment des plus anciens pensionnés, en accordant aux invalides du deuxième et du troisième groupe le taux de 50 p. 100 du salaire annuel moyen de base, quelle que soit la date à laquelle leur pension a été liquidée.

Vaccination (remboursement du vaccin antigrippal).

4806. — 29 septembre 1973. — **M. Longueque** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** si le non-remboursement des vaccins antigrippaux par la sécurité sociale n'est pas en contradiction avec la déclaration qu'il a faite le 14 septembre dernier concernant les vaccinations et dans laquelle il considérait qu'elles représentent « une des meilleures formes de l'assurance maladie et certainement l'une des moins coûteuses ».

Vaccinations (harmonisation des législations européennes).

4807. — 29 septembre 1973. — **M. Lepage** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** : 1° que la plupart des pays du Marché commun n'exigent de leur population qu'une seule vaccination (antivaricelle) ; 2° que les Pays-Bas reconnaissent, dans le domaine des vaccinations, l'objection de conscience ; 3° que l'Angleterre ne connaît aucune obligation vaccinale depuis 1949 et déconseille la vaccination antivariolique de masse depuis 1971 ; 4° que la France connaît à ce jour cinq obligations vaccinales. Il lui demande : sur quelles bases il pense qu'une harmonisation des législations pourra se faire en matière vaccinale ; si le renforcement des sanctions à l'encontre des réfractaires aux vaccinations (décret n° 75-502) ne va pas constituer un obstacle supplémentaire à cette harmonisation.

Assurance maladie (transfert d'un malade d'un hôpital psychiatrique dans une maison de retraite).

4821. — 29 septembre 1973. — **M. Labarrère** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur les difficultés rencontrées pour assurer le transfert des malades stabilisés d'un hôpital psychiatrique dans une maison de retraite ou un hospice. Il lui fait observer, en effet, que les malades transférés perdent le bénéfice de la sécurité sociale tandis que l'administration appréhende leurs ressources en compensation de leurs frais d'hébergement. Il existe donc une différence considérable entre la situation de l'assuré social pris en charge à 100 p. 100 en hôpital psychiatrique et celle de l'hospitalisé qui part en hospice ou en maison de retraite. Dès lors, il est très difficile aux hôpitaux psychiatriques de pratiquer une politique de dégagement pourtant souhaitée par la plupart de leurs conseils d'administration. Dans ces conditions il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier dans les meilleurs délais aux difficultés ci-dessus signalées.

Equipement sanitaire (création ou extension de cliniques privées).

4825. — 29 septembre 1973. — **M. Sénés** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que plusieurs membres de la commission régionale de l'hospitalisation ont appelé son attention sur l'absence de coordination entre la procédure d'octroi de permis de construire et celle de l'autorisation de création ou d'extension des cliniques privées. A plusieurs reprises il a été constaté que des permis de construire avaient été accordés et, par suite, les travaux entrepris, alors que la commission régionale n'avait pas encore émis son avis. Des avis défavorables ont été émis alors que les constructions ou extensions étaient très avancées. Cela constitue un moyen de pression inadmissible soit sur les membres de la commission régionale, soit sur ceux de la commission nationale. Il lui demande ce qu'il compte faire pour régler ce grave problème.

Accidents du travail (candidats aux fonctions d'agent enquêteur en matière d'accident du travail).

4843. — 29 septembre 1973. — **M. Richard** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** : 1° que le soin d'instruire les dossiers des candidats aux fonctions d'agent enquêteur en matière d'accidents du travail, incombe aux directeurs régionaux de la sécurité sociale ; 2° qu'aux termes de l'article 45 du décret du 31 décembre 1946 modifié, relatif à l'application du livre IV du code de la sécurité sociale, le directeur régional « peut inviter les préfets et les maires à lui fournir tous renseignements qu'il juge utiles sur les candidats ». Il demande de lui faire connaître : 1° si l'enquête — ordonnée par le préfet à la demande du directeur régio-

nal — effectuée par les services de police ou de gendarmerie sur la conduite, la moralité, la réputation et les différents lieux de résidence du candidat, ne lui paraît pas superflue et vexatoire à la fois lorsqu'elle concerne des fonctionnaires issus des corps de la police ou de la gendarmerie nationale qui : a) ayant atteint la limite d'âge ont fait valoir leurs droits à la retraite ; b) totalisent plus de trente années de fidèles et loyaux services civils et militaires envers l'Etat et offrent, de ce fait, toutes garanties morales et autres requises ; c) n'ont pas démérité tout au long de leur carrière, généralement couronnée par l'honorariat dans le grade qui leur a été conféré lors de l'admission à la retraite ; d) ont fourni un dossier complet, permettant, d'une part, au directeur régional de s'assurer qu'ils possèdent les aptitudes et la compétence nécessaires et présentent les garanties voulues, et comprenant, d'autre part, une déclaration sur l'honneur du candidat certifiant qu'il est à même d'exercer l'activité envisagée, qu'il dispose du temps nécessaire pour procéder aux enquêtes dans les délais prévus et qu'il n'existe enfin aucune incompatibilité entre leur activité éventuelle ou, le cas échéant, celle du conjoint (par exemple activité commerciale) et les fonctions d'agent enquêteur ; 2° si ladite enquête ne pourrait pas, dans l'avenir, être supprimée pour ces catégories de fonctionnaires retraités.

Sécurité sociale (exonération des cotisations dues par les ateliers artisanaux employant des handicapés physiques).

4858. — 29 septembre 1973. — **M. Lecanuet** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** si, pour faciliter le reclassement professionnel et la réintégration sociale des handicapés physiques il ne serait pas possible d'accorder aux ateliers artisanaux de fabrication de poteries et autres articles employant uniquement des handicapés physiques une exonération des cotisations dues par eux aux caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales.

Maisons de retraite mutualistes (remboursement des prêts à la construction : jurée de l'amortissement).

4864. — 29 septembre 1973. — **Mme Thome-Patenôtre** signale à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que la plupart des associations ou groupements mutualistes qui ont fait construire des maisons de retraite pour leurs propres adhérents, admettent cependant, dans leur établissement, des personnes bénéficiant de l'aide sociale aux personnes âgées. La plupart de ces groupements, qui poursuivent un but à caractère non lucratif, ont dû contracter des emprunts soit auprès du Crédit foncier de France, soit au Comptoir des entrepreneurs et des divers organismes spécialisés dans les prêts à la construction pour réaliser leur but. En règle générale, les prêts qui leur ont été consentis, sont remboursables en vingt ans au minimum. Ces établissements sanitaires doivent donc prévoir dans leur projet de budget, une dépense égale au versement qu'ils doivent effectuer chaque année aux organismes prêteurs susvisés. Or, dans certains départements, les services préfectoraux contestent cette manière de voir, au motif que dans le secteur sanitaire public, les amortissements sont étalés sur cinquante années environ. Il serait regrettable que ces groupements qui, je le rappelle, poursuivent un but non lucratif et apportent, en quelque sorte, leur concours au service public hospitalier pour lui permettre de satisfaire les besoins qui sont immenses, soient amenés à ne plus admettre dans leur établissement des pensionnaires bénéficiaires de l'aide sociale. Elle lui demande de bien vouloir faire connaître s'il existe des textes réglant la question et, dans la négative, si la position de ces associations ou groupements mutualistes, lui paraît susceptible d'être prise en considération.

Hôpitaux (personnel) : revendications.

4866. — 29 septembre 1973. — **M. Joanne** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur les conditions difficiles dans lesquelles les personnels des établissements hospitaliers exercent leur métier avec un dévouement et une compétence unanimement reconnus. Il lui rappelle que les intéressés présentent depuis de nombreuses années des revendications justifiées relatives à leur reclassement, à la situation des auxiliaires, à la non-application de la loi sur la formation continue et au fonctionnement du conseil supérieur de la fonction hospitalière. Il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1° quand seront appliquées aux personnels hospitaliers les dispositions de la loi relative à la formation permanente ; 2° les raisons pour lesquelles n'a pas été reconsidéré le régime indemnitaire imposé à ces personnels, qu'il s'agisse de l'indemnité pour travail intensif de nuit, de l'indemnité pour travail les dimanches et jours fériés ou de toutes autres indemnités dont les taux sont souvent dérisoires et les modalités d'attribution compliquées ; 3° comment sont attribués les sièges de

représentants du personnel ou conseil supérieur de la fonction hospitalière et dans quelle mesure il est tenu compte des avis de cet organisme dans l'élaboration des diverses circulaires ministérielles ; 4° les mesures qu'il envisage de prendre pour réduire le nombre des effectifs auxiliaires et augmenter celui des écoles de personnels paramédicaux.

Etablissements scolaires (conseils des établissements d'enseignement secondaire : bénéfice de la législation sur les accidents du travail pour les membres bénévoles).

4847. — 29 septembre 1973. — M. Lafay signale à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les membres bénévoles des conseils des établissements d'enseignement secondaire ne sont pas, en l'état actuel des textes, couverts dans leurs fonctions par la législation relative aux accidents du travail. Il semble que cette lacune pourrait être palliée par un additif au décret n° 63-380 du 8 avril 1963 qui fixe, conformément au sixième alinéa de l'article L. 416 du code de la sécurité sociale, la liste des organismes dont les membres bénévoles bénéficient de la législation sur les accidents du travail. Il désirerait savoir s'il est envisagé de pourvoir dans ce sens un aménagement de la réglementation.

Assurance vieillesse (attribution d'une pension de réversion au conjoint survivant titulaire d'un avantage vieillesse personnel).

4883. — 29 septembre 1973. — M. Fanton rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que son prédécesseur, en réponse à une question écrite (n° 27398, Journal officiel, Débats Assemblée nationale n° 10 du 10 mars 1973), faisait état de ce que le Gouvernement avait conscience du caractère rigoureux de la règle ne permettant pas au conjoint survivant titulaire d'un avantage de vieillesse personnel au titre de la sécurité sociale, de bénéficier d'une pension de réversion. Il ajoutait que dans le cadre de la politique de progrès social poursuivie, des études étaient menées en vue d'opérer un choix entre les mesures susceptibles d'être envisagées. Il lui demande si ces études ont abouti et, dans l'affirmative, la solution qui a pu être dégagée afin qu'une suite favorable soit donnée aux légitimes revendications des intéressés.

Assurance vieillesse (pension de réversion du chef du premier mari).

4885. — 29 septembre 1973. — M. Dominetti attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le caractère insolite de la décision de refus opposée à Mme veuve L., née R., domiciliée 139, rue d'Aboukir, et libellée comme suit : « selon les Instructions ministérielles du 3 août 1964, les droits d'une veuve à un avantage de réversion du chef de son premier mari ne peuvent être reconnus que si son second mari a été lui-même tributaire du régime des salariés ». Dans l'hypothèse considérée, la durée du second mariage n'avait pas excédé quatre mois. L'intervenant souhaiterait que lui soit précisée la nature du lien de cause à effet qui existerait entre les situations juridiques des premier et second maris. Il lui rappelle que le premier mariage avait, dans l'hypothèse considérée, une durée de trente-huit années, et le second, comme il a été dit plus haut, de quatre mois. L'intervenant observe, toute révérence gardée, que le second mariage, en tous ses effets, a été véritablement maléfique pour la veuve. Si l'on peut accepter la condition d'une durée maximale du second mariage, on imagine mal l'obligation d'une similitude des situations sociales des deux époux successifs.

TRANSPORTS

S. N. C. F. (conférences régionales d'usagers).

4727. — 29 septembre 1973. — M. Longueue rappelle à M. le ministre des transports sa question du 28 juin 1973 à laquelle il a été répondu par une insertion au Journal officiel du 1^{er} septembre 1973. Il lui demandait dans sa question n° 2940 s'il n'estimait pas souhaitable que la S. N. C. F., mettant à profit la récente régionalisation de ses services, établisse une véritable concertation avec les usagers du réseau ferré en organisant des conférences régionales d'usagers comme l'a fait depuis longtemps les services des postes et télécommunications et ceux d'Electricité et Gaz de France. Il ressort de la réponse que la question n'a pas été comprise ou qu'elle n'a pas été étudiée car il apparaît particulièrement surprenant que le ministre considère le problème réglé par un arrêté de 1943 dont la date n'est pas précisée (sans doute celui du 20 avril 1943) et qui chargeait les offices des transports et des P. T. T. d'une compétence régionale en la matière. Cette réponse ne tient pas compte : 1° de la régionalisation récente des services de la S. N. C. F. ; 2° de la loi du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions ; 3° enfin, se réfère à un arrêté pris par des ministres du

Gouvernement de Vichy, à une époque où la France était sous l'occupation ennemie et où toute représentation nationale ou locale par voie d'élection avait été supprimée. Une telle référence à une sombre époque de notre histoire heureusement révolue, où la concertation n'était ni organisée ni possible, est surprenante. En conséquence, il recourelle sa question en lui demandant s'il n'envisage pas d'instituer des conférences régionales d'usagers de la S. N. C. F. telles qu'elles sont organisées pour Electricité de France et Gaz de France par le décret n° 57-863 du 31 juillet 1957 modifié par le décret n° 70-853 du 16 septembre 1970, les nominations des membres effectuées rationnellement par les préfets de région, conformément aux instructions et directives de M. le ministre du développement industriel et scientifique, et le fonctionnement de ces organismes paraissant donner toute satisfaction tant aux grands services nationaux qu'elles concernent qu'aux populations représentées.

S. N. C. F. (fermeture de lignes dans la région nantaise).

4771. — 29 septembre 1973. — M. Jans attire l'attention de M. le ministre des transports sur les fermetures de lignes de chemin de fer qui affectent la région nantaise. La fermeture de la gare de Saint-André-des-Eaux prévue pour le 30 septembre 1973 et l'annonce de la suppression des lignes La Baule—Guérande et Saint-Nazaire—Le Gâvre, provoquent le plus vif mécontentement chez les cheminots concernés qui ont déjà été durement touchés par les précédents « programmes de réorganisation ». La substitution de liaisons routières ne saurait, par ailleurs, répondre aux besoins des usagers et à ce qu'ils sont en droit d'attendre d'un service public de transports. Il lui demande s'il envisage de revoir la décision de fermeture des lignes mentionnées et de modifier les orientations d'une politique de transport qui va à l'encontre du développement économique et social de cette région, ainsi que des intérêts des cheminots et de la population.

S. N. C. F. (fermeture de lignes dans la région du Doubs).

4779. — 29 septembre 1973. — M. Depietri attire l'attention de M. le ministre des transports sur les vives protestations que suscitent les propositions, faites par la direction de la S. N. C. F., de fermetures de lignes de chemin de fer dans la région du Doubs. Ces propositions concernent notamment : la suppression totale du service omnibus voyageurs entre Pontarlier et Mouchard avec substitution routière ; la suppression partielle avec substitution routière du service omnibus voyageurs entre Dôle et Mouchard ; la suppression pure et simple sans substitution de deux autorails entre Pontarlier et Mouchard. De plus, des pourparlers sont en cours avec les autorités suisses en vue de fermer le poste frontière du Locle. Cette décision entraînera la fermeture de la ligne voyageurs Valdahon—Morteau et l'exploitation en trafic restreint de la même ligne pour les marchandises, ainsi que la fermeture des lignes Pontarlier—Gilley et Morteau—Le Locle. Ces mesures, qui s'inscrivent dans une politique de démantèlement du service public de la S. N. C. F. au mépris de l'intérêt des usagers, aggraveraient encore, si elles étaient appliquées, la situation de sous-développement économique de cette région. D'autre part, l'intensification de la circulation qui résulterait des substitutions routières viendrait augmenter les dangers de la circulation dans un secteur où la neige et le froid rendent difficilement praticable pendant une grande partie de l'année un réseau routier insuffisamment adapté. Il lui demande donc s'il n'entend pas intervenir auprès de la direction de la S. N. C. F. pour que les lignes susnommées soient maintenues en activité normale.

S. N. C. F.

(transports des animaux vivants ; envois de pigeons voyageurs).

4798. — 29 septembre 1973. — M. Brun attire l'attention de M. le ministre des transports sur le fait que, depuis le 1^{er} avril 1972, « les animaux vivants et denrées périssables ne sont plus acceptés en messageries, faute pour le service national des messageries (Sernam) de pouvoir leur garantir pendant la totalité de l'exécution du contrat de transport les soins requis » (article 3 des conditions générales du tarif messageries). Il en résulte que les sociétés colombophiles expédiant des paniers de pigeons voyageurs doivent effectuer, désormais, leurs envois aux conditions du tarif des colis express, ce qui les oblige à supporter des tarifs très majorés et obérant considérablement leurs finances, les mettant pratiquement dans l'obligation de renoncer aux compétitions. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de prévoir la prise en charge par les finances publiques de la perte de recettes qui découlerait pour le service des messageries d'un retour aux dispositions antérieures, ou si, pour le moins, il ne pourrait être envisagé, en liaison avec M. le ministre des armées, l'octroi de subventions spéciales de transport aux sociétés colombophiles pour leur permettre de poursuivre normalement leurs activités.

S. N. C. F. (réduction sur les tarifs voyageurs : familles étrangères résidant en France).

4861. — 29 septembre 1973. — M. Arthur Cornette attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des familles étrangères résidant en France, qui ne peuvent bénéficier d'une réduction sur les tarifs voyageurs du réseau ferré général. Il lui demande s'il n'est pas possible qu'une décision intervienne afin d'étendre le champ d'application de ce tarif, à caractère social, en faveur des étrangers résidant en France.

TRAVAIL EMPLOI ET POPULATION

Bourses de promotion professionnelle et de conversion (rétablissement des bourses pour les formations aux professions sociales, éducatives et para-médicales).

4734. — 29 septembre 1973. — M. Popereau appelle l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur les récentes décisions de suspendre pour une année les bourses de promotion professionnelle et de conversion pour les formations aux professions sociales, éducatives et para-médicales devant débiter en septembre 1973. Cette décision a, semble-t-il, pour objet de compenser les dépassements dans le quota d'attribution des bourses constatés pour l'année 1972-1973. Il semblerait plus conforme à l'esprit de la loi de faire correspondre le nombre des bourses au nombre des demandes plutôt que de réduire le nombre des bénéficiaires au faible niveau des crédits prévus à cet effet. En conséquence, il lui demande s'il ne serait pas possible, étant donné que la plupart des candidats susceptibles de bénéficier de ces bourses ont déjà pris les dispositions pour suivre les cours de formation pour l'année à venir, de rétablir les bourses prévues pour la rentrée de septembre 1973, et s'il n'estime pas devoir supprimer pour l'avenir cette incertitude permanente concernant le maintien ou la suppression de ces bourses afin que soit respecté le droit des travailleurs à la formation professionnelle tel qu'il découle du texte même de la loi.

Emploi (entreprise de Monthairons [55] : fermeture).

4769. — 29 septembre 1973. — M. Gilbert Schwartz attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur le fait qu'une usine de meubles de style a pris la décision de fermer ses portes et de licencier 125 ouvriers; que dans l'état actuel des discussions, le rachat de l'usine entraînerait la suppression de la moitié des effectifs puisque 55 ouvriers seulement seraient réembauchés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour: le réembauchage de tous les ouvriers licenciés; l'application des propositions syndicales, à savoir: la suppression du travail à la tâche; semaine de quarante heures sans diminution de salaire; préretraite à cinquante-huit ans et soixante ans pour les ouvriers qui le désireraient.

Travail (hygiène et sécurité: aération des locaux; niveau sonore).

4785. — 29 septembre 1973. — M. Fenton appelle l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur les modalités d'application de l'article 5 du décret du 10 juillet 1913 concernant les mesures générales de protection et de salubrité. Aux termes de cet article, les locaux fermés affectés au travail et non situés au sous-sol doivent être munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobile donnant directement sur le dehors. Ces prescriptions impliquent qu'une dérogation doit être demandée systématiquement lorsque les locaux sont destinés à être aveugles parce que situés en partie centrale du bâtiment ou équipés de châssis fixes et, partant, d'être ventilés mécaniquement, comme c'est déjà le cas dans la plupart des bâtiments climatisés, les techniques modernes conduisant en effet à construire des bâtiments le plus étanche possible pour limiter les introductions d'air parasite et lutter contre le bruit. Il apparaît donc que l'article en cause soit à modifier pour éviter de devoir recourir à une dérogation permettant d'appliquer des méthodes de construction appelées à se généraliser tous les jours davantage. Par ailleurs, le décret n° 69-348 du 12 avril 1969 fait obligation aux chefs d'établissement de maintenir l'intensité des bruits supportés par les travailleurs à un niveau compatible avec leur santé. Or aucun texte ne paraît avoir précisé le seuil au-delà duquel les travailleurs ne sont plus protégés. Seul, un document émanant de la commission d'étude du bruit et transmis au ministère de la santé publique paraît avoir abordé ce problème mais en limitant la diffusion de cette étude à une « recommandation » pouvant être donnée par ce département ministériel. Afin de rendre efficace le décret du 12 avril 1969 et permettre aux techniciens de procéder à des installations adéquates, il lui demande s'il entend faire définir les courbes limites de niveau sonore à ne pas dépasser sur les lieux de travail.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Rapatriés (indemnisation des rapatriés âgés).

419. — 26 avril 1973. — M. Bastide expose à M. le Premier ministre qu'il n'a pas fait allusion dans sa présentation de programme de gouvernement à la situation des rapatriés d'Afrique du Nord dont l'âge et les conditions modestes rendent particulièrement urgent le règlement définitif des indemnisations auxquelles ils ont droit. Il s'agit pourtant d'accomplir, en leur faveur un devoir de solidarité et d'équité. Il importe que ce problème douloureux trouve une solution rapide. Il lui demande quelle politique le Gouvernement entend suivre en matière d'indemnisation des rapatriés.

Réponse. — Le Gouvernement a déjà eu plusieurs occasions de s'exprimer sur le problème des rapatriés et d'exposer au Parlement la politique qu'il suit à l'égard de cette catégorie de Français. Il entend tout d'abord poursuivre, dans les meilleures conditions, l'application de la loi du 15 juillet 1970. A cet effet, les moyens en personnel comme en matériel de l'agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer ont été très sensiblement augmentés pour permettre d'accroître le rythme de liquidation des dossiers d'indemnisation et de respecter ainsi les engagements pris à l'égard du Parlement lors des débats qui ont conduit au vote de cette loi. D'autre part, sur le plan pratique, des instructions ont été données à tous les services pour que prévaille une interprétation libérale de cette loi chaque fois que cela est possible. Toutefois, conscient que cette indemnisation serait répartie sur plusieurs années, le Gouvernement a voulu venir immédiatement en aide, aux rapatriés âgés ou à ceux qui éprouvaient des difficultés particulières. C'est à cet effet qu'a été mise au point une procédure d'avance sur indemnisation. Cette avance a permis, dans des délais particulièrement brefs et sans qu'aucune sujétion administrative nouvelle ne soit imposée aux intéressés, de liquider déjà 50.000 dossiers. Enfin, dépassant le problème de l'indemnisation, le Gouvernement a voulu, par diverses mesures, venir en aide aux différentes catégories de rapatriés. C'est ainsi que des décisions ont été prises pour améliorer le régime des retraites complémentaires, élargir encore les effets de la loi d'amnistie, changer la situation des agriculteurs, celle des musulmans français. Cet ensemble de dispositions indique clairement que la politique poursuivie est conforme à la volonté d'apaisement et de réintégration dans la communauté nationale qui inspire l'action gouvernementale.

Formation professionnelle (situation des stagiaires).

1322. — 17 mai 1973. — M. Nilles attire l'attention de M. le Premier ministre sur quelques-uns des problèmes qui apparaissent à l'application de la loi du 16 juillet 1971, relatifs à la formation professionnelle continue: 1° la rémunération des stages de promotion professionnelle, fixée par décret n° 71-980, n'a pas été revalorisée depuis le 1^{er} janvier 1972; 2° faute de disposition légale d'application, aucun stagiaire ne peut actuellement bénéficier des prêts d'Etat prévus par la loi (titre IV, art. 23); 3° le régime particulier des stagiaires en matière de protection sociale laisse ces derniers pratiquement sans ressources en cas d'accidents du travail, puisque le décret n° 73-45 du 5 janvier 1973 ne fixe que les indemnités en cas de maladie. Il lui demande quelles sont les dispositions envisagées pour remédier à une situation qui cause un grave préjudice à l'ensemble des stagiaires de la formation professionnelle continue.

Réponse. — L'honorable parlementaire a appelé l'attention du Gouvernement sur la situation difficile des stagiaires fréquentant des stages de promotion professionnelle, en l'absence de réévaluation depuis le 1^{er} janvier 1972 du montant des indemnités de promotion fixé par le décret n° 71-980 du 10 décembre 1971, et faute de publication d'un texte réglementaire précisant, conformément à l'article 23 de la loi du 16 juillet 1971, les conditions dans lesquelles les stagiaires peuvent bénéficier de prêts de l'Etat. Il a notamment rappelé, qu'aux termes de l'article 30 de la loi du 16 juillet 1971, les indemnités de promotion doivent être fixées chaque année compte tenu du plafond de la sécurité sociale, que le rapport entre ces indemnités et ce plafond s'est sensiblement dégradé. En réalité, l'indemnité mensuelle au niveau 1/11, qui était de 1.250 francs en 1969 en vertu du décret du 14 juin 1969, pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1968, a été relevée par deux fois à 1.350 francs en 1970-1971, et à 1.430 francs en 1972. Elle sera portée à 1.600 francs

à compter du 1^{er} juillet 1973. Les autres indemnités, aux niveaux III et IV, seront également relevées de 1.230 francs à 1.350 francs, et de 1.030 francs à 1.150 francs. D'autre part, l'évolution du plafond de la sécurité sociale ne constitue qu'un des éléments susceptibles d'être pris en compte pour la fixation des indemnités en cause. Enfin, c'est effectivement l'objet de l'article 23 de la loi du 16 juillet 1971 que de mettre à la disposition des stagiaires un système de prêts leur permettant de maintenir, pendant leur période de formation, le niveau de vie de leur famille, malgré la perte de ressources occasionnées par l'interruption de leur activité professionnelle. Mais la mise en œuvre d'un tel système doit tenir compte du caractère social, et pas exclusivement économique, des prêts envisagés. Il convient par conséquent de prévoir simultanément des mécanismes susceptibles d'abaisser le coût du crédit, d'en étaler et d'en garantir le remboursement. Tel a été l'objet des études menées jusqu'à présent et qui devraient permettre de publier prochainement le décret prévu par la loi.

Formation professionnelle (rémunération des stagiaires, prêts, accidents du travail).

1334. — 17 mai 1973. — M. Jans expose à M. le Premier ministre que l'application de la loi du 16 juillet 1971 régissant la formation professionnelle continue soulève quelques problèmes, à savoir : 1^o que la rémunération des stages définis par le décret n° 71-980 du 10 décembre 1971 fixant les modalités d'application du titre VI de la présente loi, relatif aux aides financières accordées aux stagiaires, n'a pas été revalorisée depuis le 1^{er} janvier 1972 en l'absence de dispositions légales d'indexation. Un projet de décret fixant de nouvelles rémunérations a été proposé par les services du ministère du travail et ceux du secrétariat interministériel de la formation professionnelle, mais ce projet resterait bloqué depuis cette date au ministère des finances ; 2^o le même titre VI de la loi du 16 juillet 1971 précise dans son article 23 que les stagiaires peuvent bénéficier de prêts de l'Etat. Or, il semblerait qu'aucun stagiaire ne puisse obtenir lesdits prêts, faute de dispositions légales d'application. Si certains prêts ont pu être obtenus, c'est auprès d'établissements bancaires privés, donc à des taux d'intérêt élevés ; 3^o le décret n° 73-45 du 5 janvier 1973 ne fixe que les indemnités en cas de maladie alors qu'en l'absence de dispositions en matière de protection sociale, les stagiaires sont laissés pratiquement sans ressources dans les cas d'accidents du travail. En conséquence, il lui demande s'il compte prendre des mesures pour : 1^o que la rémunération soit revalorisée avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1972 et indexée ; 2^o que les prêts soient effectivement accordés par l'Etat à de faibles taux d'intérêt ; 3^o qu'une législation prévoit une couverture sociale « normale » en cas d'accident du travail.

Réponse. — L'honorable parlementaire a appelé l'attention du Gouvernement sur le défaut d'indexation des rémunérations versées aux stagiaires de formation professionnelle et « basée sur la moyenne des salaires perçus pendant les trois derniers mois d'activité », ainsi que sur l'absence d'évolution de ces rémunérations depuis le 1^{er} janvier 1972. Elle a également rappelé qu'un décret, qui n'est pas encore paru, devait définir les modalités selon lesquelles les stagiaires de formation professionnelle peuvent bénéficier de prêts accordés par l'Etat ou par des organismes agréés ; elle a indiqué, enfin, que si un décret du 5 janvier 1973 « a bien défini la protection sociale à laquelle donne droit une maladie contractée pendant la durée du stage de formation professionnelle continue, ce texte a omis de garantir les stagiaires en cas d'accident de travail ». Ces remarques appellent plusieurs clarifications : a) les rémunérations versées aux stagiaires de formation professionnelle sont, selon qu'il s'agit de rémunérations de promotion ou de rémunération de conversion, fondées sur un forfait, lequel évolue, en vertu de l'article 30 de la loi du 16 juillet 1971, « comme tenu du plafond de la sécurité sociale » ou sur la dernière rémunération d'activité, laquelle ne fait l'objet d'aucune indexation, sauf pour les travailleurs handicapés, lorsque l'interruption du travail est antérieure de plus d'un an à l'entrée en stage. S'agissant des rémunérations de promotion, l'indemnité mensuelle, au niveau I/II, qui était de 1.250 francs en 1969, en vertu du décret du 14 juin 1969 pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1968, a été relevée par deux fois à 1.350 francs en 1970-1971, et à 1.430 francs en 1970. Elle sera incessamment portée à 1.600 francs, avec effet au 1^{er} juillet 1973. Les autres indemnités seront également relevées de 1.230 francs à 1.350 francs et de 1.030 à 1.150 francs. D'autre part, l'évolution du plafond de la sécurité sociale ne constitue qu'un des éléments susceptibles d'être pris en compte pour la fixation des indemnités en cause. S'agissant des rémunérations de conversion, les stages sont normalement d'une durée de quatre à six mois, et cette durée a été plafonnée, par l'article 3-1^o du décret n° 71-980 du 10 décembre 1971, à 1.200 heures, ceci explique qu'il n'a pas été prévu de revalorisation des indemnités en cours de stage. Ce point a été longuement précisé par

la réponse à la question écrite n° 1065 du 10 mai 1973 ; b) c'est effectivement l'objet de l'article 23 de la loi du 16 juillet 1971 que de mettre à la disposition des stagiaires un système de prêts leur permettant de maintenir, pendant leur période de formation, le niveau de vie de leur famille, malgré la perte de ressources à laquelle les expose, dans certains cas, l'interruption de leur activité professionnelle. Mais la mise en œuvre d'un tel système doit tenir compte du caractère social, et pas exclusivement économique, des prêts envisagés, il faut donc simultanément abaisser le coût du crédit, en étaler et en garantir le remboursement. Des études ont été menées sur ce point et devraient permettre de publier prochainement le décret prévu par la loi ; c) le problème de la couverture sociale des salariés en formation met en cause des données différentes suivant la situation juridique des salariés considérés. La couverture sociale des travailleurs rémunérés par l'Etat est assurée, dans les conditions prévues par la loi du 16 juillet 1971 et le décret du 5 janvier 1973 a simplement eu pour objet de garantir un niveau de prestations qui ne soit pas influencé par le faible niveau des cotisations versées par l'Etat au titre des rémunérations de stage, en application du décret n° 69-605 du 14 juin 1969. Dans l'hypothèse où le travailleur en formation n'est rémunéré ni par l'Etat, ni par son entreprise, se pose non seulement le problème de la couverture en matière d'accident du travail, mais encore en matière de maladie et de prestations familiales. Deux séries de modifications sont envisagées, en vue de trouver une solution à ces difficultés, lesquelles se limitent au demeurant, en ce qui concerne les accidents du travail, aux stagiaires n'ayant pas la qualité de stagiaires de réadaptation et fréquentant des établissements autres que les établissements d'enseignement public, les établissements privés d'enseignement technique sous la tutelle de l'éducation nationale, l'A.F.P.A. ou des centres conventionnés par l'Etat ; ces stagiaires sont en effet, d'ores et déjà, normalement couverts.

Rapatriés (aide aux rapatriés de plus de soixante ans sans emploi).

1894. — 31 mai 1973. — M. Alduy rappelle à M. le Premier ministre que des mesures visant à instituer une aide à partir de soixante ans, pour les rapatriés n'ayant pas trouvé d'emploi, avaient été prévues. Il lui demande à quelle date un projet en ce sens sera déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Réponse. — L'aide aux rapatriés âgés de plus de soixante ans à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire est déjà entrée en application depuis le mois de mars 1973 sous forme de l'octroi sur indemnisation d'un montant maximum de 5.000 francs dont le mandatement sera achevé en ce qui concerne cette tranche d'âge au cours des tous prochains mois. S'agissant de personnes âgées il n'est pas apparu équitable au Gouvernement de subordonner l'aide publique à la volonté ou la possibilité pour l'intéressé de trouver un emploi.

Formation professionnelle (centre d'études supérieures industrielles de Saint-Michel-sur-Orge - 91).

2560. — 20 juin 1973. — M. Boscher expose à M. le Premier ministre trois problèmes soulevés par l'application de la loi du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle au centre d'études supérieures industrielles de Saint-Michel-sur-Orge (91). Il apparaît tout d'abord que la rémunération des stages de « formation professionnelle détiée par la loi du 16 juillet 1971 et fixée par le décret n° 71-980 du 10 décembre 1971 n'a pas été revalorisée depuis le 1^{er} janvier 1972 et cela en l'absence de dispositions légales. Par ailleurs le titre VI de la loi précise dans son article 23 que les stagiaires peuvent bénéficier de prêts de l'Etat. Or il semble qu'aucun stagiaire du centre d'études supérieures industrielles de Saint-Michel-sur-Orge n'ait pu obtenir de prêts de l'Etat faute de dispositions légales d'application. Enfin, le régime de protection sociale des stagiaires en formation continue laisse ces derniers pratiquement sans ressources en cas d'accident du travail, le décret n° 73-45 du 5 janvier 1973 ne fixant que des indemnités en cas de maladie. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre concrètement sur le plan législatif et réglementaire pour que ces trois problèmes trouvent une solution juste.

Réponse. — L'honorable parlementaire a appelé l'attention du Gouvernement sur la situation difficile des stagiaires fréquentant des stages de promotion professionnelle, en l'absence de réévaluation depuis le 1^{er} janvier 1972 du montant des indemnités de promotion fixé par le décret n° 71-980 du 10 décembre 1971, et faute de publication d'un texte réglementaire précisant, conformément à l'article 23 de la loi du 16 juillet 1971, les conditions dans lesquelles les stagiaires

peuvent bénéficier de prêts de l'Etat. Il a notamment rappelé, qu'aux termes de l'article 30 de la loi du 16 juillet 1971, les indemnités de promotion doivent être fixées chaque année compte tenu du plafond de la sécurité sociale, que le rapport entre ces indemnités et ce plafond s'est sensiblement dégradé. En réalité, l'indemnité mensuelle au niveau I/II, qui était de 1.250 francs en 1969 en vertu du décret du 14 juin 1969, pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1968, a été relevée par deux fois à 1.350 francs en 1970-1971, et à 1.430 francs en 1972. Elle sera portée à 1.600 francs à compter du 1^{er} juillet 1973. Les autres indemnités, aux niveaux III et IV, seront également relevées de 1.230 francs, à 1.350 francs, et de 1.030 francs à 1.150 francs. D'autre part, l'évolution du plafond de la sécurité sociale ne constitue qu'un des éléments susceptibles d'être pris en compte pour la fixation des indemnités en cause. Enfin, c'est effectivement l'objet de l'article 23 de la loi du 16 juillet 1971 que de mettre à la disposition des stagiaires un système de prêts leur permettant de maintenir, pendant leur période de formation, le niveau de vie de leur famille, malgré la perte de ressources occasionnée par l'interruption de leur activité professionnelle. Mais la mise en œuvre d'un tel système doit tenir compte du caractère social, et pas exclusivement économique, des prêts envisagés. Il convient par conséquent de prévoir simultanément des mécanismes susceptibles d'abaisser le coût du crédit, d'en étaler et d'en garantir le remboursement. Tel a été l'objet des études menées jusqu'à présent et qui devraient permettre de publier prochainement le décret prévu par la loi.

Rapatriés (maintien du bureau de Montpellier de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer).

3837. — 28 juillet 1973. — M. Sénés expose à M. le Premier ministre qu'il a été saisi par des membres du personnel du bureau de Montpellier de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer qui craignent en fonction d'informations recueillies, que le bureau de Montpellier soit supprimé. Il lui précise par ailleurs qu'étant donné le grand nombre de dossiers à liquider, l'importance de la population rapatriée résidant dans la région de Montpellier, la commodité de l'existence de ce bureau pour cette population, la nécessité d'une véritable politique de décentralisation, l'implantation de ce bureau à Montpellier est particulièrement judicieuse. Il lui demande de lui faire connaître si ces informations sont sérieuses et si cette suppression est véritablement envisagée.

Réponse. — Il n'a été question à aucun moment de supprimer le bureau de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer implanté en 1971 à Montpellier. Les inquiétudes de certains membres du personnel de ce bureau dont l'honorable parlementaire se fait l'interprète, ne sont pas fondées et contredites d'ailleurs par les décisions du directeur général de l'Agence d'augmenter les effectifs de ce bureau à deux reprises depuis le début de l'année.

FONCTION PUBLIQUE

Fonctionnaires (respect de l'accord du 19 janvier 1973).

3312. — 14 juillet 1973. — M. Haesebroeck appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique) sur les engagements pris par le Gouvernement le 19 janvier 1973 dans le cadre de l'accord salarial avec les organisations syndicales signataires, c'est-à-dire : 1^o attribution d'une rémunération nette correspondant au minimum garanti, soit 1.000 francs dans la première zone, au 1^{er} janvier 1973 ; 2^o dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 26 décembre 1964 relative aux pensions civiles et militaires de retraite en vue d'établir la réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire décédée au bénéfice de ses enfants mineurs ou du mari survivant ; 3^o dépôt pour le 1^{er} octobre 1973 des conclusions d'une étude concertée au sujet de l'article 10 qui concerne la durée du travail. Il lui demande quelles sont les dispositions qui ont été prises ou sur le point de l'être par le Gouvernement pour respecter dans le délai prévu les engagements pris lors de cet accord salarial. Il lui demande quelles suites il compte réserver à ces revendications pleinement justifiées par la crise que traverse actuellement la fonction publique.

Réponse. — Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre informe l'honorable parlementaire que le décret n^o 73-388 du 29 juin 1973 accorde aux fonctionnaires, à compter du 1^{er} janvier 1973, un minimum garanti après un mois de service correspondant à la rémunération afférente à l'indice majoré 157. Compte tenu des diverses augmentations prévues dans la convention salariale au titre de 1973, cette rémunération atteint 1.000 francs nets dans la première zone d'indemnité de résidence au 1^{er} janvier, dans la deuxième zone au 1^{er} juin, ce résultat devant être obtenu dans les

deux dernières zones respectivement au 1^{er} octobre et au 1^{er} décembre. En ce qui concerne la réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire, un projet de loi a été approuvé lors du conseil des ministres du 27 juin dernier et a été déposé au Parlement le 30 juin. Ce projet de loi devrait être discuté lors de la prochaine session. Quant à la durée hebdomadaire de travail dans les services de l'Etat, elle fait l'objet, depuis 1968, aux termes de négociations menées par le Gouvernement avec les organisations syndicales, de réductions successives. Ainsi, la durée hebdomadaire de travail du personnel de bureau est passée de quarante-cinq heures à quarante-trois heures et celle du personnel dit de service de quarante-huit à quarante-cinq heures trente. Une nouvelle réduction d'une demi-heure de la durée hebdomadaire de travail interviendra à compter du 1^{er} octobre 1973. D'autre part, la concertation prévue avec les organisations syndicales sur les problèmes posés par la réduction des horaires de travail aura lieu au cours du mois de septembre.

Fonctionnaires (respect de l'accord du 19 janvier 1973).

3314. — 14 juillet 1973. — M. Le Sénéchal appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique) sur les revendications présentées par le Cartel Force ouvrière de la fonction publique à la suite de son assemblée générale du 14 juin 1973. Il lui fait observer que les intéressés ont demandé : 1^o que le Gouvernement respecte l'accord du 19 janvier 1973 qui prévoit l'octroi d'un minimum de rémunération mensuelle nette de 1.000 francs à partir du 1^{er} janvier 1973, le dépôt et le vote rapide d'un projet de loi portant réversion de la pension de la femme fonctionnaire sur le mari, et l'ouverture de négociations sur le retour aux quarante heures ; 2^o la suppression de l'auxiliarat et la titularisation des contractuels, vacataires, intérimaires conformément aux conclusions de la commission Masselin ; 3^o la consultation des organisations syndicales sur les orientations du budget de 1974. Il lui demande quelles suites il compte réserver à ces revendications pleinement justifiées par la crise que traverse actuellement la fonction publique.

Réponse. — Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre informe l'honorable parlementaire que le décret n^o 73-388 du 29 juin 1973 accorde aux fonctionnaires, à compter du 1^{er} janvier 1973, un minimum garanti après un mois de service correspondant à la rémunération afférente à l'indice majoré 157. Compte tenu des diverses augmentations prévues dans la convention salariale au titre de 1973, cette rémunération a atteint 1.000 francs nets dans la première zone d'indemnité de résidence au 1^{er} janvier, dans la deuxième zone au 1^{er} juin, ce résultat devant être obtenu dans les deux dernières zones respectivement au 1^{er} octobre et au 1^{er} décembre. En ce qui concerne la réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire, un projet de loi a été approuvé lors du conseil des ministres du 27 juin dernier et a été déposé au Parlement le 30 juin. Ce projet de loi devrait être discuté lors de la prochaine session. Quant à la durée hebdomadaire de travail dans les services de l'Etat, elle fait l'objet, depuis 1968, aux termes de négociations menées par le Gouvernement avec les organisations syndicales, de réductions successives. Ainsi la durée hebdomadaire de travail du personnel de bureau est passée de quarante-cinq heures à quarante-trois heures et celle du personnel dit de service de quarante-huit à quarante-cinq heures trente. Une nouvelle réduction d'une demi-heure de la durée hebdomadaire de travail interviendra à compter du 1^{er} octobre 1973. D'autre part, la concertation prévue avec les organisations syndicales sur les problèmes posés par la réduction des horaires de travail aura lieu au cours du mois de septembre. Par ailleurs, la situation des agents non titulaires employés par l'Etat fait l'objet d'une enquête auprès des différents ministères en vue d'actualiser les données relatives à l'emploi de ces agents qu'ils soient contractuels, auxiliaires ou vacataires et d'étudier les possibilités d'évolution de leur situation. Enfin, le Gouvernement se propose, comme les années précédentes, de réunir les organisations syndicales afin de réaliser un accord sur les mesures relatives aux rémunérations des fonctionnaires pour l'année 1974.

Fonctionnaires (blocage temporaire des traitements hors échelle).

1444. — 18 mai 1973. — M. François Bénard expose à M. le Premier ministre (fonction publique) que l'allusion dans la récente déclaration ministérielle à un blocage temporaire des traitements hors échelle de la fonction publique avait suscité une certaine émotion parmi les hauts fonctionnaires. Les intéressés font valoir que leurs rémunérations sont déjà inférieures à celles de catégories professionnelles de niveau de qualification et de responsabilité comparables dans les secteurs privés et nationalisés et que la plupart d'entre eux ne perçoivent, en dehors de leur traitement mensuel, aucun autre avantage (treizième voire quatorzième mois, intéressement ou avantage en nature). En outre, par rapport aux autres catégories de fonc-

tionnaires, ils sont plus lourdement imposés et exclus de la plupart des prestations sociales (salaire unique, allocation de logement, bourses, etc.), si bien que l'éventail de leurs revenus est encore moins ouvert que celui des rémunérations. Enfin, leurs pensions de retraite sont soumises à l'écrêtement alors que la retenue de 6 p. 100 portait sur l'intégralité du traitement d'activité. Il lui demande quelles sont ses intentions à ce sujet.

Réponse. — Aucune disposition n'a été envisagée pour bloquer la rémunération des fonctionnaires classés hors échelle. Le régime fiscal auquel sont soumis les hauts fonctionnaires est identique au régime général des impôts sur le revenu payés par l'ensemble des salariés. De même, dans la mesure où les rémunérations des hauts fonctionnaires dépassent les plafonds de ressources imposés, pour bénéficier d'un certain nombre de prestations sociales (salaire unique majoré, allocations de logement, bourses, etc.) il est normal que celles-ci ne leur soient pas octroyées. Enfin, l'écrêtement des pensions de retraite peut être assimilé aux plafonds qui sont imposés aux retraites complémentaires dans les régimes de retraites des cadres. Par contre, il est exact que la hiérarchie des salaires dans l'administration a eu tendance à se resserrer. Selon le rapport de M. Missoffe, établi au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973, l'écart entre les rémunérations extrêmes de la fonction publique était au 1^{er} octobre 1972 de 10,55 p. 100. Il est certain que depuis 1968, le Gouvernement a favorisé un relèvement accéléré des bas traitements, notamment du minimum garanti de rémunération, et la mise en place de réformes catégorielles au niveau des catégories C et D. Il s'est toutefois efforcé de faire en sorte que dans le cadre d'une politique d'ensemble des rémunérations, les traitements des fonctionnaires occupant un rang élevé dans la hiérarchie connaissent une progression régulière et convenable.

*Fonctionnaires secrétaires d'administration
(revision de leur échelle indiciaire).*

4335. — 1^{er} septembre 1973. — M. Ansquer appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique) sur la situation des agents appartenant au corps d'extinction des secrétaires d'administration. Alors que le classement indiciaire du corps auquel ils appartiennent a été progressivement atteint par les autres corps de la catégorie B, la propre échelle indiciaire des secrétaires d'administration n'a pas été révisée à ce jour. Il lui demande s'il n'estime pas équitable, en vue de compenser partiellement les préjudices de carrière subis par les fonctionnaires concernés, d'envisager un reclassement et une normalisation de l'échelle indiciaire propre à ce corps. Cette action serait, d'ailleurs, conforme à l'avis émis par le conseil supérieur de la fonction publique et tendant à étendre aux secrétaires d'administration la décision de reclassement indiciaire adoptée au bénéfice du corps, également en voie d'extinction, des agents supérieurs.

Réponse. — Les corps de secrétaires d'administration ont été placés en voie d'extinction par le décret n° 55-1649 du 16 décembre 1955 et leur classement indiciaire a été fixé par le décret n° 62-1276 du 31 octobre 1962 : classe principale 405-420 nets ; hors classe 375-390 nets ; classe normale 185-360 nets. L'indice maximum de ces différentes classes correspond à celui des grades des corps de la catégorie B dotés de la carrière type. C'est la raison pour laquelle il a été décidé que les secrétaires d'administration bénéficieraient des améliorations accordées au classement des corps dotés de la carrière type de la catégorie B et dans des conditions équivalentes. Les mesures prises en faveur des agents supérieurs des administrations centrales, en raison de leur caractère fonctionnel, ne sont pas susceptibles d'extension.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

*Education physique et sportive
(prix des licences de l'association sportive scolaire et universitaire.)*

3081. — 1^{er} juillet 1973. — M. Hage demande à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) s'il ne croit pas que l'augmentation du prix des licences A.S.S.U. va créer un nouvel obstacle à l'adhésion d'un plus grand nombre de lycéens, qu'il a par ailleurs souhaitée, et si, en tout état de cause, cette augmentation du prix des licences s'accompagnera d'une augmentation substantielle de la subvention allouée par l'Etat à cet organisme ?

Réponse. — L'augmentation de deux francs du prix annuel de la licence « A.S.S.U. » ne doit pas, contrairement aux craintes exprimées par l'honorable parlementaire, faire obstacle à l'augmentation du nombre de licenciés à cet organisme ; elle doit au

contraire y aider. En effet, depuis trois années, l'essentiel de l'augmentation de la subvention de l'Etat à l'association du sport scolaire et universitaire a été utilisée au bénéfice des actions d'animation : augmentation du nombre de sports dont la pratique est offerte aux scolaires et aux universitaires, accroissement du nombre des compétitions, actions en faveur de la masse et des catégories Jeunes. Grâce aux crédits supplémentaires apportés par l'augmentation de la licence, il sera possible d'étendre l'organisation des compétitions de masse à la catégorie des Benjamins et d'intéresser ainsi 150 à 200.000 jeunes scolaires de plus. En outre, l'augmentation de la subvention de l'Etat en 1974 permettra d'améliorer les moyens de fonctionnement des secrétariats départementaux et régionaux de l'A.S.S.U. Il convient, enfin, de signaler que les nouveaux prix de six francs pour la licence masse et de dix francs pour la licence traditionnelle restent largement inférieurs aux cotisations perçues par tout autre organisme sportif.

*Sports (situation de l'enseignement sportif
au collège d'enseignement technique de Dugny (93)).*

4294. — 1^{er} septembre 1973. — M. Nilles attire l'attention de M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) sur la situation de l'enseignement technique de Dugny (93). Jusqu'à la fin de l'année scolaire 1971-1972, l'enseignement physique et sportif était assuré dans cet établissement par des professeurs auxiliaires de la ville de Paris. En 1972-1973, le poste d'éducation physique et sportive a été supprimé, bien que les effectifs de l'établissement n'aient subi aucune variation. Aucune nomination d'enseignants n'étant envisagée pour la rentrée 1973, les 350 élèves de cet établissement se verront donc privés de toute pratique de l'éducation physique et sportive. Il lui demande s'il entend remédier pour la rentrée 1973 à une situation peu compatible avec les déclarations d'intention du Gouvernement de pratiquer une véritable politique de développement du sport à l'école.

Réponse. — Le C. E. T. de Dugny (93) ne subira pas de préjudice, à la rentrée 1973, du fait de la suppression des postes de maîtres auxiliaires de la ville de Paris qui jusqu'ici assuraient l'enseignement de l'éducation physique et sportive. En effet, la création d'un poste de professeur d'E. P. S. est prévue à compter du 15 septembre 1973 dans cet établissement et ce poste sera pourvu dès la rentrée par un enseignant titulaire.

AFFAIRES ETRANGERES

Droits de l'homme (Maroc).

2012. — 6 juin 1973. — M. Savary demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il n'estime pas nécessaire, à l'occasion de sa prochaine visite à Rabat, de traduire l'inquiétude de l'opinion française devant les atteintes aux droits de l'homme qui se développent au Maroc.

Réponse. — Un des premiers déplacements à l'étranger du ministre des affaires étrangères a été en effet consacré au Maroc, pays avec lequel la France entretient des relations multiples et étroites. Le ministre des affaires étrangères s'est entretenu avec ses interlocuteurs et, en premier lieu, avec Sa Majesté le roi de l'ensemble de ces relations, concernant aussi nos compatriotes installés dans ce pays et qui contribuent à son activité. Le dialogue entre les deux pays s'est poursuivi utilement avec la récente visite en France du ministre des affaires étrangères marocain. M. Savary qui a eu de grandes responsabilités et dont l'expérience est connue dans le domaine international, particulièrement en ce qui concerne le Maroc, sait que l'inquiétude qu'il évoque y est connue et comprendra certainement que ce n'est pas en s'immiscant de la façon qu'il indique dans les affaires intérieures d'un pays qui pourrait être utilement servie la cause qu'il évoque.

*Français d'outre-mer (indemnisation des biens spoliés :
Madagascar).*

2903. — 28 juin 1973. — M. Fontaine signale à M. le ministre des affaires étrangères qu'en réponse à ses questions écrites n° 22912 du 8 mars 1972 et n° 28675 du 24 octobre 1972 concernant l'indemnisation des biens spoliés des rapatriés et des Français d'outre-mer, il lui avait indiqué au Journal officiel des 10 mai 1972 et 5 décembre 1972, fascicule des Débats parlementaires, que pour les Français dépossédés des Etats africains et malgache, leurs cas ne relevaient pas tous du domaine de la loi du 15 juillet 1970 et que nos ambassadeurs étaient invités à effectuer des démarches

en vue d'obtenir un règlement équitable. Il lui demande dans ces conditions où en sont ces affaires, principalement pour les biens des Français à Madagascar.

Réponse. — Si l'on excepte la Guinée, les cas des Français déposés de leurs biens par les autorités des pays africains restent peu nombreux et les ambassadeurs intéressés ont été invités à poursuivre leurs efforts en vue du règlement à l'amiable de ce contentieux. S'agissant de Madagascar, les autorités locales n'ont pas appliqué des mesures générales entraînant pour nos compatriotes la perte de leurs biens. Toutefois, certaines dispositions réglementaires pourraient placer les Français dans l'impossibilité d'exploiter certaines concessions agricoles ou entreprises industrielles. L'application de ces mesures fait actuellement l'objet de discussions entre les intéressés et les autorités malgaches. Ces affaires sont suivies attentivement par notre ambassade à Madagascar.

Enseignants (coopérants : intégration en qualité d'adjoint d'enseignement).

3041. — 30 juin 1973. — **M. Jean Briane** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que, le 23 février 1973, dans une circulaire n° 293/COOP, le conseiller culturel au Maroc informait les professeurs français en service au titre de la coopération que, pour bénéficier d'une intégration en qualité d'adjoint d'enseignement, il était nécessaire d'avoir exercé depuis deux ans au moins des fonctions d'enseignement et, à titre civil. Le 9 avril 1973, dans une nouvelle circulaire n° 7144/SCC/COOP le conseiller culturel, se référant à la circulaire ministérielle n° 5/SC/ge du 12 mars 1973, indiquait que, pour bénéficier de ladite intégration, il faudrait désormais justifier de quatre années de service à temps complet à titre civil. Les personnes qui ont déposé un dossier de candidature dans l'intervalle de ces deux circulaires ont ainsi été entraînées à des dépenses qui peuvent être parfaitement inutiles, puisque les conditions exigées ont été modifiées. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable qu'il soit tenu compte de ces circonstances particulières lors de l'examen des dossiers des intéressés.

Réponse. — Chaque année une circulaire est adressée à l'ensemble des postes diplomatiques afin que les candidats à une intégration en qualité d'adjoint d'enseignement puissent constituer un dossier réglementaire. Le rassemblement de toutes les pièces exigées nécessitant un assez long délai, il est conseillé aux services culturels d'informer le plus tôt possible, et en tenant compte des directives des années précédentes, les personnels non titulaires des possibilités d'intégration dans les cadres de l'éducation nationale qui leur sont offertes. Le ministère de l'éducation nationale a été amené en fonction de considérations tenant à la situation des cadres et des catégories de personnels concernés, à modifier la durée des services exigés pour être intégré. Or, conformément au principe posé par la loi du 5 avril 1937, les mêmes règles que celles valables pour la France doivent être appliquées au personnel exerçant à l'étranger. C'est pour cette raison qu'il n'apparaît pas possible de suivre la suggestion exprimée et de prendre en considération les dossiers des candidats ne remplissant pas les conditions de services exigées.

Faim (aide à l'Afrique).

3140. — 1^{er} juillet 1973. — **M. Barrot** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** : 1° s'il a été envisagé de réunir un comité de coordination interministériel, pour organiser les secours aux pays d'Afrique menacés par la famine; 2° s'il n'envisage pas de créer un comité national susceptible de sensibiliser nos concitoyens à ce très grave problème qui affecte nos amis africains; 3° s'il peut faire le point sur les moyens de transports que la France a pu mettre à la disposition de ces pays, afin d'assurer le ravitaillement des populations affamées.

Réponse. — 1° Par décision du Président de la République en conseil des ministres, la coordination interministérielle concernant l'aide publique aux pays du Sahel frappés par la sécheresse a été confiée au secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (coopération). Celui-ci a été en outre chargé de coordonner les opérations menées par les organismes privés français. Plusieurs réunions groupant les représentants des grandes organisations caritatives, ou autres, ont été à cet effet tenues au secrétariat d'Etat au cours des derniers mois, pendant lesquelles de nombreuses opérations conjointes ont été décidées et réalisées; 2° la création d'un comité national, qui aurait notamment pour mission d'informer l'opinion publique française et de la sensibiliser aux problèmes qui se posent aujourd'hui aux pays sahélliens, a été effectivement envisagée par le Gouvernement français. M. le professeur Robert Debré, membre

de l'Institut, a bien voulu accepter de présider ce comité qui sera créé incessamment; 3° dès le mois d'avril 1973, le Gouvernement français a proposé à chacun des Etats du Sahel de mettre à sa disposition deux avions militaires pour assurer les transports intérieurs de vivres avant la prochaine saison des pluies (au total douze avions Transall ou Nord 2501), et a fait savoir au Gouvernement du Sénégal, de Haute-Volta et du Niger qu'il était disposé à faire intervenir les camions de l'armée française basés en Afrique. L'utilisation de ces moyens de transport a été jusqu'à ce jour réalisée de la façon suivante: au Niger, deux transall en mission du 14 au 29 mai (250 tonnes transportées) et huit camions de la base militaire française pendant deux mois et demi à compter du 20 juin; au Mali, deux Nord 2501 du 28 mai au 11 juin (280 tonnes transportées) et prêt de 30 camions de l'armée française; en Haute-Volta, deux Nord du 28 mai au 11 juin et du 14 au 30 juin, ainsi que trente camions militaires assurant l'acheminement des aides d'Abidjan à Ouagadougou; au Tchad, deux Nord du 21 juin au 5 juillet et un C. 130 pendant trois semaines; au Sénégal, 10 camions de la base française pendant un mois à compter du 15 juin et deux avions à utiliser à la demande des autorités sénégalaises; en Mauritanie, deux avions à compter du 9 juillet pendant un mois. Les dépenses afférentes aux opérations de transport s'élevant à ce jour à 7 millions de francs.

Faim (pays du tiers monde touchés par la sécheresse).

3648. — 28 juillet 1973. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre des affaires étrangères**: 1° s'il peut établir un résumé d'ensemble de l'aide apportée par la France aux pays du tiers monde touchés actuellement par la sécheresse; 2° s'il peut préciser la forme de cette aide, comment elle s'est établie, et comment elle se développera; 3° s'il est en mesure de faire connaître, en outre, ce que chaque pays concerné a reçu de l'action communautaire européenne, et des autres organismes internationaux.

Réponse. — 1° La France apporte son aide aux six Etats du Sahel actuellement touchés par la sécheresse: le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, la Haute-Volta, le Niger et le Tchad. Cette aide a revêtu un caractère d'urgence en raison de la gravité des conditions climatiques de cette année, mais elle se superpose à l'aide apportée à ces pays depuis de longues années dans le cadre de la coopération franco-africaine; 2° l'aide apportée par la France aux pays du Sahel victimes de la sécheresse a revêtu les formes suivantes: a) fourniture de 35.000 tonnes de céréales, frais de transport payés jusqu'aux capitales, dont 10.000 tonnes de sorgho et de farine au Mali; 8.000 tonnes de maïs et de blé au Sénégal; 5.000 tonnes de blé à la Haute-Volta; 5.000 tonnes de blé au Tchad; 4.000 tonnes de sorgho et de blé à la Mauritanie; 3.000 tonnes de blé au Niger. Ces aides représentent un total de 37 millions de francs dont 13 millions pour les frais de transport; b) mise à la disposition de moyens de transports à l'intérieur de chacun des Etats: au Niger: deux avions Transall pendant quinze jours et huit camions militaires pendant deux mois et demi; au Mali: deux avions Nord 2501 pendant un mois et prêt de trente camions de l'armée française; en Haute-Mauritanie: deux avions Nord pendant un mois et demi et trente camions militaires français pendant deux mois; en Haute-Volta: deux avions Nord du 28 mai au 11 juin et du 14 au 30 juin, ainsi que trente camions militaires assurant l'acheminement des aides d'Abidjan à Ouagadougou; au Tchad: deux avions Nord et un avion Transall pendant trois semaines; au Sénégal: dix camions de la base française pendant un mois et deux avions à utiliser à la demande des autorités sénégalaises; en Mauritanie: deux avions Nord pendant un mois. Les dépenses afférentes à cette opération s'élèvent actuellement à 7 millions de francs. L'aide apportée par la France s'effectue à la demande des Etats africains concernés; 3° un tableau récapitulatif de l'aide reçue par chacun des Etats du Sahel est annexé à la présente réponse. Il est important de noter que la France a apporté une contribution importante par l'intermédiaire de la Communauté économique européenne. En effet, outre sa participation aux fournitures communautaires de céréales (49.500 tonnes) et de lait en poudre, la France a participé au programme exceptionnel de février 1973 mis sur pied par le fonds européen de développement (sur un total de 10,6 millions de francs, la part française a représenté 3,5 millions de francs). A l'heure actuelle, les efforts de la Communauté internationale ont certainement permis d'éviter le pire. En effet, le total des aides livrées, ajouté aux achats effectués par les Etats concernés eux-mêmes (soit 600.000 tonnes environ) devrait permettre de couvrir les besoins alimentaires immédiats. Il est certain, cependant, que des problèmes surgiront à nouveau à l'automne. Pour répondre aux demandes des Etats africains, le Gouvernement français a d'ores et déjà promis de livrer 35.000 tonnes supplémentaires de céréales. Il est également décidé de poursuivre l'aide apportée en moyens de transport, notamment par la fourniture de huit camions au Niger et par le prêt à la Haute-Volta de deux Nord pendant quatre semaines.

Aides alimentaires accordées aux pays du Sahel situation connue au 30 mai 1973.

(En tonnes.)

DONATEURS	BÉNÉFICIAIRES						
	Sénégal.	Mauritanie.	Mali.	Haute-Volta.	Niger.	Tchad.	
Etats-Unis	107.100	25.000	»	25.000	20.850	36.250	»
C. E. E. (1) aide communautaire.....	93.000	13.500	5.000	37.000	10.000	14.500	13.000
P. A. M.	52.500	5.000	17.000	10.000	4.000	10.000	6.500
France	35.000	8.000	4.000	10.000	5.000	3.000	5.000
Chine	30.000	»	5.000	25.000	»	»	»
Canada	28.000	5.000	5.000	5.000	5.000	6.000	»
R. F. A.	22.500	»	6.000	8.500	3.000	5.000	»
U. R. S. S.	10.000	»	»	10.000	»	»	»
Nouvelles dotations des Etats membres de la C. E. E. (Dont France 35.000).	69.750	22.250	10.000	15.000	7.000	10.500	5.000
Divers	27.000	11.500	15.500	»	»	»	»
Total des aides.....	472.850	90.250	67.500	145.500	54.850	85.250	29.500
Besoins exprimés.							
Au 24 mars 1973.....	»	60.000	50.000	230.000	30 à 40.000	100.000	50.000
Au 8 mai 1973.....	»	60.000	75.000	260.000	40.000	100.000	50.000
Au 30 mai 1973.....	»	130.000	75.000	260.000	103.000	100.000	50.000

(1) C. E. E.: 93.000 tonnes, dont 44.500 tonnes déjà accordées et 48.500 tonnes sur la prochaine campagne.

Traités et conventions (respect des accords d'Evian).

3650. — 28 juillet 1973. — M. Stehlin expose à M. le ministre des affaires étrangères qu'il approuve pleinement les questions posées par son collègue, M. Jacques Soustelle, au sujet des relations entre la France et l'Algérie. Les rapports ne pourront être considérés comme normaux que du jour où, notamment, les engagements pris à l'égard des ressortissants français, qui ont dû quitter l'Algérie, auront été tenus. Il s'étonne que la diplomatie française se montre si pointilleuse sur certains traités et se désintéresse aussi totalement d'autres accords, tels ceux signés à Evian. Rien de nouveau ne devrait pouvoir être conclu entre la France et l'Algérie sans le préalable du respect et de l'application scrupuleuse des conventions existantes.

Réponse. — L'honorable parlementaire s'est inquiété des incidences de l'évolution des rapports entre la France et l'Algérie sur les intérêts de nos compatriotes qui ont quitté ce pays depuis l'accession de celui-ci à l'indépendance. Le Gouvernement a toujours soutenu auprès des Etats étrangers, et notamment de l'Algérie, les droits de ses ressortissants à être indemnisés pour la perte des biens dont ils ont été dépossédés, soit par suite de nationalisations, soit par déclaration de vacance. Le Premier ministre et le ministre des affaires étrangères n'ont pas manqué, à l'occasion de leurs entretiens avec M. Bouteflika, de marquer à leur interlocuteur l'importance qu'attache le Gouvernement français à l'indemnisation des biens français en Algérie. Ils ont souligné, à cette occasion, que les initiatives qui seraient prises dans ce domaine par le Gouvernement algérien favoriseraient à l'évidence les relations de coopération entre l'Algérie et la France. D'ores et déjà, le Gouvernement algérien a entrepris le déblocage partiel de certains comptes « départ définitif ».

Traités et conventions (convention d'extradition entre la France et la Belgique).

3767. — 28 juillet 1973. — M. Longuequeue rappelle à M. le ministre des affaires étrangères qu'au cours de la discussion devant l'Assemblée nationale du projet de loi autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la République française et la Belgique signée à Bruxelles le 24 février 1972, le rapporteur de ce projet avait fait remarquer que les dispositions des articles 18 et 19 de la convention n'étaient pas entièrement compatibles avec le droit interne français. Cette observation a été reconnue exacte par le ministre de la justice en fonction à l'époque, qui représentait le Gouvernement dans la discussion: « Incontestablement... on note une légère nuance entre les dispositions de la convention et le droit français ». (Journal officiel, Assemblée nationale, 1^{re} séance du 13 décembre 1972, p. 8110, 2^e colonne). Le rapporteur s'étant borné à poser le problème, le représentant du Gouvernement n'ayant pas été plus explicite que dans le passage cité ci-dessus sur le risque de contrariété entre la convention et notre droit interne, et l'exposé des motifs du projet de loi, en vertu du

partil pris de laconisme qui caractérise ce genre de texte n'en disant pas plus, il lui demande s'il peut exposer avec précision en quoi consiste « la légère nuance » dont a fait état M. le ministre de la justice.

Réponse. — S'agissant de l'éventualité de l'imputation de la durée de la détention subie à l'étranger à titre extraditionnel sur la durée de la peine à subir en France, il convient de distinguer les deux hypothèses visées d'une part, à l'article 18 et, d'autre part, à l'article 19 de la convention d'extradition entre la France et la Belgique signée le 24 février 1972. Dans le premier cas, les dispositions de l'article 18, paragraphe 3, ne sont pas de nature à déroger à la législation française puisqu'elles se limitent à imposer à chaque partie contractante d'informer l'autre partie contractante de la durée de la détention subie en vue de l'extradition. Il y a lieu toutefois d'observer qu'un projet de loi modifiant certaines dispositions pénales et de procédure pénale a été déposé le 23 août 1973 sur le bureau de l'Assemblée nationale. Ce projet comporte un article 3 dont l'objet est d'ajouter à l'article 24 du code pénal un alinéa relatif à la période d'incarcération subie hors de France sur demande d'extradition de manière à ce que cette période soit déduite de plein droit de la durée de la peine qu'aura prononcée le jugement ou l'arrêt de condamnation. Ce projet de loi répond aux préoccupations exprimées par le rapporteur de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale au cours de la séance du 13 décembre 1972. Quant à l'article 19, paragraphe 3, de la convention d'extradition franco-belge, il stipule l'imputation éventuelle de la détention subie en Belgique par un individu qui, purgeant une peine de prison en France, aurait été remis, à titre temporaire, aux autorités belges, sur leur demande, dans les conditions prévues par l'article 19, paragraphe 2, de la convention, en raison de circonstances exceptionnelles, par exemple en vue de son audition dans une affaire différente de celle qui a entraîné sa condamnation sur notre territoire. Ce cas, d'ailleurs très rare, n'est pas expressément prévu par notre droit interne. Mais bien entendu, ce serait alors la convention franco-belge, dont la ratification a été autorisée par le Parlement, qui s'appliquerait.

Transports aériens (lutte contre la piraterie aérienne).

3819. — 28 juillet 1973. — M. Péronnet demande à M. le ministre des affaires étrangères si le Gouvernement, après avoir procédé le 18 septembre 1972, à la ratification de la Convention de La Haye pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, à l'intention ou non, à la suite du récent détournement du Boeing japonais, d'adhérer à la convention de Montréal pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de l'aviation civile. Il lui demande en outre s'il peut faire le point des mesures prises par la France en vue de réprimer toutes les atteintes à la sécurité de l'aviation civile.

Réponse. — La France dispose dans sa législation interne des moyens juridiques pour s'opposer, en coopération avec d'autres Etats, à des actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation

civile, tels que le récent détournement du Boeing japonais. Sur un plan plus général, les principales mesures prises par la France en vue de réprimer les atteintes à la sécurité de l'aviation civile, notamment la ratification de la Convention de La Haye le 15 septembre 1972, ont déjà été énumérées dans la réponse à la question n° 1137, posée le 11 mai 1973 par l'honorable député. De même, il lui a été précisé que l'éventualité d'une adhésion de la France à la convention de Montréal pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de l'aviation civile faisait l'objet d'études au sein des différents ministères concernés. Depuis lors, la France, qui prend une part active aux travaux de l'assemblée extraordinaire de l'O. A. C. I. et de la conférence de droit aérien, qui se tiennent simultanément à Rome depuis le 28 août et se poursuivront jusqu'au 21 septembre, a présenté, conjointement avec le Royaume-Uni et la Suisse un projet d'amendement à la Convention de Chicago, Charte de l'O. A. C. I.; celui-ci prévoit d'y incorporer certaines dispositions de la Convention de La Haye et de la convention de Montréal.

Algérie (Français disparus).

4134. — 25 août 1973. — M. Chassagne expose à M. le ministre des affaires étrangères la situation dramatique dans laquelle se trouvent les familles des personnes portées disparues avant et même après l'indépendance de l'Algérie. 3.500 à 4.000 cas sont ainsi signalés à son attention pour lesquels le Gouvernement algérien ne fournit aucune indication. Il en résulte pour les familles des disparus des non-règlements de succession ou des impossibilités de mariage ou de remariage. Il lui demande si à la suite du récent voyage de M. Bouteflika il ne serait pas possible de régler définitivement cette affaire que l'on ne peut faire indéfiniment.

Réponse. — Les enquêtes approfondies effectuées entre 1962 et 1965, avec l'aide de la Croix-Rouge française en particulier, en vue de retrouver la trace de nos compatriotes disparus en Algérie sont demeurées sans résultat en ce qui concerne un grand nombre d'entre eux. Tout donne malheureusement à penser que ceux-ci sont décédés. Si des indices nouveaux et précis étaient portés à la connaissance des autorités françaises, celles-ci ne manqueraient pas, bien entendu, de reprendre les recherches, mais il n'en a jamais été ainsi jusqu'à présent. Une telle situation a certes des conséquences infiniment douloureuses pour les familles éprouvées mais il serait cruel de leur donner des illusions qui en fin de compte aggraveraient leur peine. En ce qui concerne les répercussions en matière d'état civil et patrimoniale, les familles des disparus peuvent requérir une déclaration judiciaire de décès. Si elles estiment pour des raisons hautement respectables devoir plutôt demander un jugement d'absence, il peut être pris certaines mesures d'administration ou d'envoi en possession provisoire des biens de l'absent. Ces questions relèvent, comme le sait l'honorable parlementaire, de l'appréciation souveraine des tribunaux.

Cérémonies publiques (célébration de l'anniversaire des accords de Munich: leçons de l'histoire).

4139. — 25 août 1973. — M. Hamel demande à M. le ministre des affaires étrangères si l'affaiblissement d'une fraction de l'opinion publique demandant la réduction de notre effort de défense nationale malgré le développement continu des forces militaires de l'U. R. S. S. ne devrait pas inciter le Gouvernement à célébrer avec solennité le trente-cinquième anniversaire des accords de Munich afin de rappeler à ceux qui l'oublient les leçons tragiques de l'histoire.

Réponse. — Le ministre des affaires étrangères partage tout à fait l'avis de l'honorable parlementaire sur les dangers qui menaceraient si une partie de l'opinion publique française devait se désintéresser de notre politique de défense nationale. Il sait que M. Hamel a été attentif au discours qu'il a prononcé le 19 juin 1973 devant l'Assemblée nationale, dans lequel il insiste sur la nécessité absolue de poursuivre l'effort dans lequel la France s'est engagée pour assurer sa défense. Il y a lieu cependant de craindre qu'une célébration solennelle du trente-cinquième anniversaire des accords de Munich ne soit mal interprétée, et l'ambiguïté qui s'attacherait inévitablement à une telle entreprise risquerait d'aller à l'encontre du but poursuivi par M. Hamel.

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Pollution (des produits de la mer par le mercure).

1277. — 16 mai 1973. — M. Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur une enquête effectuée par une revue de consommateurs au sujet de la pollution des moules par le mercure. Les accidents survenus au Japon et en Irak ont démontré les dangers de certains dérivés du mercure pour l'organisme humain. C'est ainsi qu'à Minamata (Japon) cent onze per-

sonnes sont mortes, victimes de dérivés du mercure déversés par une usine de matières plastiques, concentrés par le poisson et finalement absorbés par les êtres humains. L'organisation mondiale de la santé a fixé à cet égard certains taux de tolérance maximale. L'enquête effectuée par la revue susmentionnée tend à prouver que la pollution par le mercure affecte une grande partie des moutes vendues sur les marchés français, notamment les moules de provenance hollandaise et britannique. Les auteurs de l'enquête rappellent que, chaque année, 37.000 tonnes de moules hollandaises sont vendues en France, soit un tiers de la production des Pays-Bas; or, l'estuaire de l'Emme et le golfe du Dollart sont particulièrement pollués par les usines Akzo. Il lui demande s'il peut: 1° lui préciser la réglementation française actuelle relative à la pollution des produits de la mer par le mercure; 2° lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour renforcer la réglementation relative aux produits maritimes d'importation et pour en assurer l'application effective; 3° lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour garantir l'information précise et claire des détaillants et des consommateurs sur la provenance des produits de la mer; 4° lui indiquer, de façon générale, quelles mesures il compte prendre pour contribuer à la défense de la production française de moules en la protégeant de la pollution par le mercure, ainsi que de toutes autres pollutions d'origine industrielle, en particulier celles qui proviennent de métaux lourds.

Réponse. — La pollution éventuelle des produits de la mer par le mercure a fait l'objet de contrôles attentifs en France depuis plusieurs années par les divers services administratifs intéressés. En réponse aux questions posées, il peut être indiqué que: 1° s'il n'y a pas de réglementation spécifique relative aux teneurs en mercure susceptibles d'être présentes dans les produits de la mer, cependant, conformément à un avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, en date du 9 mai 1972, les services de contrôle n'admettent sur le marché que les produits dont la teneur ne dépasse pas 0,5 mg/kg en mercure, avec une tolérance de 0,7 mg/kg pour les gros poissons du type thons, squales. En cas de dépassement, les produits ne sont pas mis en circulation; 2° les produits de la mer à l'importation sont soumis au contrôle de la direction des services vétérinaires. En ce qui concerne les huîtres, moules et autres coquillages destinés à être consommés à l'état vivant, il appartient à l'Institut scientifique et technique de pêches maritimes d'agréer les services de contrôle dans les pays étrangers expéditeurs. Le décret n° 71-636 du 21 juillet 1971 relatif à l'inspection sanitaire permettrait de prendre des mesures spéciales sur les teneurs maximales en mercure mais actuellement les instructions données aux laboratoires de contrôle apparaissent suffisantes. Dans le cadre de la commission des communautés européennes une réunion a eu lieu à Luxembourg du 3 au 5 juillet 1973 avec pour thème: « les problèmes posés par la contamination de l'homme et de son milieu par le mercure et le cadmium ». Un bilan européen a été réalisé à partir de 25.000 dosages de mercure et de cadmium. Le problème n'est pas aussi alarmant qu'on le pensait il y a un ou deux ans au niveau des océans pour le mercure. Malgré le nombre des communications présentées, les membres de ce groupe de travail ont dû constater les nombreuses lacunes existant dans le domaine des effets sur l'homme, particulièrement en matière de toxicité à long terme. Il ne fut donc pas possible de proposer une teneur maximale en mercure. La teneur de 0,5 mg/kg, admise provisoirement en France, doit être considérée comme un niveau d'investigation permettant de déclencher une alerte sur le plan écologique; 3° par application du décret du 20 août 1939 (art. 17) relatif à la salubrité des huîtres, moules et autres coquillages, le mot « importation » doit être inscrit en rouge sur l'étiquette de salubrité attachée aux paniers ou sacs de coquillages importés; 4° des mesures faites par les laboratoires, il ressort que la concentration de mercure dans des poissons d'origine, d'espèce et de taille très variées est inférieure aux normes actuellement admises dans la plupart des cas. Bien que des poissons de certains secteurs présentent des teneurs élevées qui traduisent une pollution locale. Ces poissons ne sont pas livrés à la consommation. Pour qu'il y ait un risque d'intoxication, il faudrait que les denrées d'origine marine aient une teneur en mercure nettement plus élevée que celle communément constatée et que la consommation ait eu lieu pendant un long délai, conditions non réalisées en France. Les intoxications qui ont eu lieu à Minamata au Japon ont eu pour cause des teneurs en mercure variant de 10 à 30 mg/kg dans un complexe géographique très particulier qui ne se retrouve ni en France, ni dans aucun des pays qui approvisionnent nos marchés: alimentation des populations locales essentiellement à base de poissons; présence d'une baie pratiquement fermée où les renouvellements de l'eau se faisaient mal; existence d'une zone très industrialisée où les rejets de mercure étaient importants.

Courses de taureaux (Argenteuil).

2281. — 9 juin 1973. — M. Krleg signale à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural qu'une course de taureaux a eu lieu le dimanche 27 mai à Argenteuil, sans mise à mort, mais avec pose de banderilles et de cocardes. Ce spectacle donné devant plus de trois mille spectateurs dans une région de France où il ne constitue en aucun cas une tradition a paru inadmissible à bien

des personnes. Il risque de se reproduire dans d'autres villes de la région parisienne puisque la troupe qui le présente a des demandes de diverses municipalités jusqu'au mois de septembre. Une telle pratique ne saurait être admise et c'est la raison pour laquelle il lui demande que les mesures nécessaires soient prises pour qu'il y soit mis fin.

Réponse. — Les courses de taureaux sont des spectacles soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 dont l'application est du domaine de la compétence de M. le ministre de l'éducation nationale, de M. le garde des sceaux, ministre de la justice et de M. le ministre de l'intérieur. Dans l'état actuel de la législation, les courses de taureaux ne peuvent être autorisées que lorsque la sécurité des spectateurs est assurée. Par ailleurs, dans les communes où une tradition locale ininterrompue n'existe pas, il n'est pas permis de procéder à une corrida « intégrale » avec picadors, pose de banderilles et mise à mort. Il apparaît donc que, dans ces communes, seules les manifestations où sont utilisées des cocardes, dont la pose s'opère par attaches élastiques sur les cornes, et des banderilles de simulation non traumatisantes avec ventouses de fixation peuvent bénéficier de l'autorisation préalable à laquelle elles sont assujetties. Toutefois, le déroulement des manifestations autorisées reste sous la surveillance des autorités ayant pouvoirs de police, qui sont chargées de constater les infractions éventuelles aux différents textes relatifs à la protection des animaux. Les organisateurs qui ne respecteraient pas ces dispositions s'exposeraient à des poursuites judiciaires, en application des articles 453 et R. 38 (12°) du code pénal, la qualification des faits incriminés, actes de cruauté ou mauvais traitements, étant laissée à l'appréciation souveraine des tribunaux. Les conditions dans lesquelles une course de taureaux, avec pose de banderilles et de cocardes, a pu se dérouler à Argenteuil le 27 mai 1973, font actuellement l'objet d'une enquête demandée par M. le ministre de l'intérieur auprès de M. le préfet du Val-d'Oise.

Chambres d'agriculture

(personnel : bénéfice de l'allocation complémentaire de chômage).

2408. — 15 juin 1973. — M. Malsonnat expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural qu'il serait souhaitable de modifier l'article 21 de l'ordonnance du 13 juillet 1967 et le décret du 16 décembre 1968, article 13, de telle sorte que les chambres d'agriculture puissent cotiser à Coopagri pour leur personnel. Considérant que le statut des chambres d'agriculture ne permet pas d'assurer à leur personnel une sécurité d'emploi comparable à celle de la fonction publique, il lui demande quelles modifications seront apportées afin de permettre au personnel en question de bénéficier de l'allocation complémentaire de chômage.

Réponse. — Aux termes de l'article 21 de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 relative aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi, les agents civils non fonctionnaires des établissements publics administratifs peuvent bénéficier d'une allocation pour perte d'emploi servie par l'organisme employeur. Cette disposition est reprise, en ce qui concerne le personnel administratif des chambres d'agriculture, par l'article 27 du statut homologué le 20 mars 1972, article dont le dernier alinéa est ainsi rédigé : « En cas de licenciement, les agents titulaires ont droit à une allocation pour perte d'emploi servie par l'organisme employeur dans les conditions fixées par l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 et ses textes d'application ». Les dispositions actuellement en vigueur ne permettent pas, ainsi que le rappelle l'honorable parlementaire, aux chambres d'agriculture d'adhérer pour le personnel de leurs établissements et services d'utilité agricole à l'association Coopagri. La loi n° 72-1207 du 23 décembre 1972, qui a prévu la possibilité pour les chambres de commerce et d'industrie d'adhérer au régime d'assurance chômage pour les salariés non statutaires de leurs services à caractère industriel et commercial ne s'applique pas, en effet, aux chambres d'agriculture. Une proposition de loi comportant, en ce qui concerne ces dernières compagnies, des dispositions identiques à celles qui figurent dans la loi du 23 décembre 1972 précitée a été déposée récemment sur le bureau de l'Assemblée nationale (document n° 596). Le ministre de l'agriculture et du développement rural ne voit pas d'objection à l'extension envisagée.

Formation professionnelle (stagiaires de l'institut national de promotion supérieure agricole de Dijon).

2594. — 20 juin 1973. — M. Brochard expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que les indemnités attribuées aux stagiaires de l'agriculture en formation professionnelle à l'institut national de promotion supérieure agricole de Dijon n'ont pas été réajustées comme le prévoyait l'article 30 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 en fonction de l'évolution du plafond des cotisations de la sécurité sociale. Ce plafond ayant été relevé de 11 p. 100 au 1^{er} janvier 1973, il lui demande s'il peut faire procéder à la réévaluation de cette indemnité avec effet rétroactif à compter de cette date.

Réponse. — Les indemnités mensuelles prévues à l'article 30 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 au bénéfice des travailleurs suivant un stage de promotion professionnelle viennent d'être revalorisées par le décret n° 73-824 du 10 août 1973 relatif à la rémunération des stagiaires de formation professionnelle, publié au *Journal officiel* du 19 août 1973. Ces indemnités sont portées, à compter du 1^{er} juillet 1973 à 1.600 francs au niveau I/11; 1.350 francs au niveau III; 1.150 francs au niveau IV.

Chambres d'agriculture (personnel : allocation complémentaire de chômage).

2704. — 22 juin 1973. — M. Mermaz indique à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural qu'au cours de sa session ordinaire du 21 mai 1973, la chambre d'agriculture de l'Isère a étudié les conditions d'emploi de son personnel et ce celui des chambres d'agriculture des autres départements. Il lui fait observer à ce sujet que les personnels en cause ne bénéficient pas de la sécurité d'emploi comparable à celle de la fonction publique bien qu'ils appartiennent à un établissement public chargé d'une mission de service public. Aussi la chambre d'agriculture de l'Isère a demandé que l'article 21 de l'ordonnance du 13 juillet 1967, et l'article 13 du décret du 13 décembre 1972 soient modifiés afin que les chambres d'agriculture soient autorisées à cotiser à Coopagri pour leur personnel, de sorte que celui-ci ait droit à l'allocation complémentaire de chômage. Il lui demande quelle suite il pense réserver à cette délibération dont les motivations sont parfaitement justifiées.

Réponse. — Aux termes de l'article 21 de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 relative aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi les agents civils non fonctionnaires des établissements publics administratifs peuvent bénéficier d'une allocation pour perte d'emploi servie par l'organisme employeur. Cette disposition est reprise, en ce qui concerne le personnel administratif des chambres d'agriculture, par l'article 27 du statut homologué le 20 mars 1972, article dont le dernier alinéa est ainsi rédigé : « En cas de licenciement, les agents titulaires ont droit à une allocation pour perte d'emploi servie par l'organisme employeur dans les conditions fixées par l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 et ses textes d'application ». Les dispositions actuellement en vigueur ne permettent pas, ainsi que le rappelle l'honorable parlementaire, aux chambres d'agriculture d'adhérer pour le personnel de leurs établissements et services d'utilité agricole à l'association Coopagri. La loi n° 72-1207 du 23 décembre 1972, qui a prévu la possibilité pour les chambres de commerce et d'industrie d'adhérer au régime d'assurance chômage pour les salariés non statutaires de leurs services à caractère industriel et commercial ne s'applique pas, en effet, aux chambres d'agriculture. Une proposition de loi comportant, en ce qui concerne ces dernières compagnies, des dispositions identiques à celles qui figurent dans la loi du 23 décembre 1972 précitée, a été déposée récemment sur le bureau de l'Assemblée nationale (document n° 596). Le ministre de l'agriculture et du développement rural ne voit pas d'objection à l'extension envisagée.

I. V. D. (Indemnité d'attente : décès du bénéficiaire.)

3402. — 14 juillet 1973. — M. Cointat pose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural la question suivante au sujet de la pré-I. V. D. : un propriétaire exploitant bénéficiaire, depuis 1971, de la pré-I. V. D. soit 1.500 francs par an. Il a signé un contrat de location de sa ferme à partir de 1976 à un couple de jeunes agriculteurs, qui ont pris leurs dispositions à cet effet. Ce propriétaire vient de mourir. Sa veuve âgée de cinquante et un ans, avec cinq enfants, n'a plus droit à rien et, en 1976, elle devra laisser son exploitation alors que n'ayant pas cinquante ans elle ne pourra prétendre à aucune aide publique. Il lui sera impossible de vivre avec la modeste ressource locative d'une petite propriété. Il lui demande comment peut se résoudre ce problème : réversion sur la veuve des 1.500 francs, prorogation du contrat de location, ou reprise de la ferme.

Réponse. — Le décret n° 69-332 du 11 avril 1969 instituant l'indemnité d'attente prévoit, en son article 8, que si le bénéficiaire de cet avantage vient à décéder avant d'avoir obtenu l'I. V. D., l'indemnité d'attente ne peut être attribuée à son conjoint que si celui-ci remplit les conditions pour y prétendre personnellement. Mais cet avantage n'est pas réversible. Dans le cas évoqué par l'honorable parlementaire, la veuve de l'exploitant ne pourrait prétendre à l'indemnité d'attente à titre personnel lorsqu'elle atteindra cinquante-cinq ans que si elle était en mesure, jusqu'à cet âge au moins, de poursuivre l'exploitation de son mari. Or ce dernier avait conclu un bail devant prendre effet en 1976. L'intéressée devrait alors demander au fermier de consentir au report de la date d'effet de ce bail jusqu'en 1977, époque à laquelle elle aura atteint cinquante-cinq ans et pourra obtenir une attestation provisoire de l'I. V. D. garantissant une demande de l'indemnité d'attente. Bien entendu, si le futur fermier allait jusqu'à consentir à l'annulation de son contrat à effet différé, la veuve de l'exploitant pourrait alors

poursuivre elle-même la mise en valeur de l'exploitation jusqu'à son 60^e anniversaire, date à laquelle elle aurait droit à l'I. V. D. non complétement de traite à titre personnel, en cas de cession de ses terres. Une refonte de l'ensemble des dispositions réglementaires relatives à l'attribution de l'indemnité d'attente est actuellement à l'étude, en liaison avec les projets d'aménagement de la réglementation de l'I. V. D. Des études ont été entreprises afin de modifier, à cette occasion et dans un sens favorable aux intéressés, les dispositions relatives aux veuves d'exploitants bénéficiaires de l'indemnité d'attente.

Fonctionnaires (durée du travail : fonctionnaires et agents des écoles vétérinaires de Maisons-Alfort).

3546. — 21 juillet 1973. — **M. Brugno** expose à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que lors des négociations du mois de juin 1968 concernant la répartition de la semaine de travail, le Gouvernement s'était déclaré favorable au principe de la généralisation de la semaine de cinq jours dont bénéficient depuis de nombreuses années les agents des administrations centrales. Or si certaines administrations ont effectivement appliqué depuis la date précitée le régime de la semaine de cinq jours, il n'en a pas été de même dans les écoles vétérinaires de Maisons-Alfort et de Toulouse, ce qui ne va pas sans susciter un profond mécontentement parmi le personnel qui effectue scrupuleusement les quarante-quatre heures de travail hebdomadaires. Il lui demande : 1^o les raisons pour lesquelles les agents en fonction dans les écoles vétérinaires n'ont pas bénéficié à ce jour d'un horaire de travail aménagé sur cinq journées par semaine ; 2^o s'il n'estime pas nécessaire dans un souci d'équité et compte tenu des difficultés propres aux grandes villes (éloignement du domicile du lieu de travail, insuffisance dans les transports), d'accorder aux fonctionnaires et agents des écoles vétérinaires les mêmes avantages qu'à leurs collègues des autres administrations.

Réponse. — Le caractère complexe du fonctionnement des écoles nationales vétérinaires rend difficile l'organisation d'une semaine de cinq jours de travail par suppression des activités du samedi matin. En effet, ces établissements qu'il s'agisse de l'école d'Aitort, de celle de Lyon ou de celle de Toulouse, dans leur mission d'enseignement et de recherche, sont amenés à organiser des services de consultation, dont la clientèle se compose pour l'essentiel de salariés libres le samedi matin, et des services de soins et d'hospitalisation qui ont des servitudes propres et majorent de façon importante les besoins de temps de travail. Il n'en demeure pas moins que, dans la mesure où cela ne porte pas préjudice à la bonne marche des écoles nationales vétérinaires, un effort a été entrepris pour y améliorer les conditions de travail.

Formation professionnelle (stagiaires de l'Institut national de la promotion supérieure agricole : indemnité de perte de salaire).

4037. — 11 août 1973. — **M. Gilbert Faure** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur l'inquiétude légitime des stagiaires en promotion professionnelle à l'Institut national de la promotion supérieure agricole de Dijon, dont le réajustement de l'indemnité mensuelle de perte de salaire n'a pas été effectué au 1^{er} janvier 1973 comme le prévoit la loi du 16 juillet 1971. Cette indemnité a pour but de compenser la perte de salaire acceptée afin d'améliorer leur formation professionnelle. Or l'article 30 de la loi précitée prévoit que « le montant de cette indemnité, qui varie selon le niveau de la formation reçue, est fixé chaque année compte tenu de l'évolution du plafond des cotisations de la sécurité sociale ». Ce plafond a été relevé le 1^{er} janvier 1973 de 1.830 à 2.040 francs, soit plus de 11 p. 100. Or l'indemnité actuellement perçue par les stagiaires n'a pas été relevée depuis le décret du 10 décembre 1971. De plus, cette indemnité mensuelle a constamment pris du retard par rapport à l'évolution du plafond des cotisations de la sécurité sociale. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le décret de réajustement paraisse dans les plus brefs délais et pour que le retard entre le montant de l'indemnité et le montant du plafond des cotisations aille en diminuant.

Réponse. — Les indemnités mensuelles prévues à l'article 30 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 au bénéfice des travailleurs suivant un stage de promotion professionnelle viennent d'être revalorisées par le décret n° 73-824 du 10 août 1973 relatif à la rémunération des stagiaires de formation professionnelle, publié au Journal officiel du 19 août 1973. Ces indemnités sont portées, à compter du 1^{er} juillet 1973 à 1.600 francs au niveau I/II ; à 1.350 francs au niveau III ; à 1.150 francs au niveau IV.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, EQUIPEMENT, LOGEMENT ET TOURISME

Aménagement du territoire (Cévennes : spéculation sur les terres).

3271. — 14 juillet 1973. — **M. Millet** expose à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** la situation anormale en ce qui concerne la vente des

propriétés dans la région des Cévennes : en l'absence de toute réglementation, il apparaît qu'il s'effectue une spéculation sur la terre, en particulier pour le compte d'un certain nombre de promoteurs étrangers. Il en résulte de sérieux dangers en ce qui concerne la préservation des sites cévenols. Il en résulte également des difficultés aggravées pour les exploitants familiaux de cette région qui ne peuvent plus accéder, en vue de l'agrandissement, aux terres disponibles. Or, la modernisation de leurs exploitations, rendue nécessaire par l'évolution économique et technique, exige la possibilité d'une extension pour un certain nombre d'entre eux. Il lui demande quelle mesure il compte prendre pour mettre un terme à des opérations qui compromettent la vie économique d'une région déjà tant menacée par ailleurs.

Réponse. — Le marché foncier dans les Cévennes connaît actuellement des achats importants mais localisés. Dans le Gard, des promoteurs étrangers, belges notamment, cherchent à réaliser des lotissements, en particulier autour de Saint-Jean-du-Gard. En Lozère, en revanche, selon la S. A. F. E. R. elle-même, aucun domaine agricole ne semble avoir été acquis par des étrangers dans cet objectif. A cette demande, s'ajoute l'achat de parcelles de faible superficie effectué par de nombreux particuliers en vue d'y construire une résidence secondaire. Ces acquisitions portent sur des terrains de qualité agricole médiocre ou nulle, à proximité des villages et sont surtout le fait de ressortissants français. En raison de la nature des terrains achetés, et en raison aussi de l'exode rural qui s'est produit depuis plusieurs décennies, entraînant l'abandon de la culture de surfaces importantes, il ne semble pas que ce mouvement — qui ne peut d'ailleurs créer une activité non négligeable — constitue un véritable obstacle à l'extension des exploitations agricoles. Le ministère de l'agriculture qui a été saisi répondra plus précisément sur ce point, lié notamment à l'exercice par les S. A. F. E. R. de leur droit de préemption. La préservation des sites pose plus de problèmes et a entraîné un certain nombre de mesures. D'une manière générale, chaque demande de permis de construire ou d'autorisation de lotir est instruite dans les conditions réglementaires et donne lieu, éventuellement, à la consultation du ministère chargé de la protection de la nature et de l'environnement. Lorsque cette instruction peut s'appuyer sur les dispositions d'un plan d'urbanisme approuvé, la préservation est assurée de la manière la plus efficace. Ces plans d'occupation des sols sont peu nombreux. Il est vrai, dans les petites localités et il conviendrait que les communes qui cherchent à protéger leur territoire demandent leur élaboration. Pour la zone périphérique du parc national des Cévennes, un urbaniste a été spécialement désigné pour aider les communes à mettre au point leurs plans d'occupation des sols. En outre, un atelier d'assistance architecturale est en cours de création qui, dans cette zone, conseillera les entrepreneurs à l'occasion des projets de construction. Quant au parc national lui-même, il constitue pour la partie la plus prestigieuse des Cévennes, la protection la plus efficace puisque toute construction de lotissements ou de résidences secondaires y est interdite. En même temps, l'établissement public chargé de la gestion de ce parc poursuit une politique active d'aide aux agriculteurs de la zone-parc afin qu'ils puissent s'y maintenir.

ARMÉES

Écoutes téléphoniques (fonctionnaires du groupement interministériel de contrôle travaillant au fort de Bicêtre).

3224. — 7 juillet 1973. — **M. Marchais** demande à **M. le ministre des armées** s'il est exact que, dans les locaux du fort de Bicêtre, au Kremlin-Bicêtre, sont recueillies et traitées des informations provenant de tables d'écoutes téléphoniques branchées sur le réseau. Les seules écoutes autorisées par la loi étant celles ordonnées sur commission rogatoire par un juge d'instruction, il lui demande quelle est la nature exacte de l'activité des fonctionnaires du groupement interministériel de contrôle (G. I. C.) qui travaillent dans ce fort, en direction de quel elle s'exerce et quel est le texte de loi qui l'autorise.

Réponse. — L'information sur laquelle se fonde l'honorable parlementaire pour poser sa question est dénuée de tout fondement. Aucun fonctionnaire du groupement interministériel de contrôle n'est employé au fort de Bicêtre, au Kremlin-Bicêtre.

Aéronautique

(menaces pesant sur l'aérospatiale dans la région parisienne).

3745. — 28 juillet 1973. — **M. Barbet** attire l'attention de **M. le ministre des armées** sur la situation des établissements de la S.N.I. Aéropatiale dans la région parisienne. La fermeture de l'usine de Courbevoie, annoncée pour la fin de l'année 1973 et le transfert de ses activités aux Mureaux et en Aquitaine ne se justifient par aucun impératif technique ni de charges de travail. Elle laissera sans emploi un grand nombre de travailleurs contraints de refuser des propositions de reclassement inacceptables quant au lieu et aux conditions de travail. La liquidation de cette usine

constitue une grave atteinte aux nationalisations et un scandale aux yeux des contribuables qui en ont payé les installations représentant des investissements très importants. De son côté la direction des études Paris (D.E.P.) de Châtillon a informé son personnel de la « nécessité » d'une réduction minimum d'un tiers de ses effectifs pouvant aller jusqu'à deux tiers. En fait, faute d'un plan de charges optimum, elle est menacée de fermeture à court terme, fermeture qui priverait près de 400 travailleurs de leur activité ou les contraindrait à des mutations préjudiciables à leur santé, leur famille et leur avenir. Il lui demande s'il entend, avec le Gouvernement, mettre fin à l'entreprise de démantèlement des établissements de la S.N.I.A.S. de la région parisienne et s'engager résolument dans le soutien de l'aérospatiale afin de maintenir sur place l'emploi des techniciens et ouvriers hautement qualifiés qui se livrent à l'étude de techniques de pointe.

Réponse. — Les raisons du transfert et du regroupement d'activités aux Mureaux, en Aquitaine et à Cannes et de la fermeture de l'usine de Courbevoie, qui entrent dans le plan de restructuration de la Société nationale industrie aérospatiale, conçu dès 1969, ont été à plusieurs reprises exposées devant le Parlement. Loix de porter atteinte au potentiel de la société, cette opération a pour objet d'augmenter sa compétitivité et son efficacité, en permettant par des regroupements appropriés, d'aborder dans de meilleures conditions tant techniques qu'économiques, les problèmes toujours plus complexes traités par la société. Il est d'ailleurs à signaler que les dépenses entraînées par cette restructuration sont pratiquement compensées par l'aliénation des terrains et installations de l'usine de Courbevoie. Des mesures concrètes ont été prises pour assurer le reclassement des personnels : plus de 1.400 propositions de reclassement ont été présentées aux personnels, des possibilités de formation professionnelle ont été offertes. De ce fait, les effectifs se sont réduits, par le jeu des affectations en Aquitaine, aux Mureaux et à Cannes, ainsi que par les reclassements dans d'autres établissements de la société ou dans l'industrie aéronautique, à 110 personnes environ, pour lesquelles continuent à jouer les dispositions mises en œuvre (action de l'annexe de l'Agence nationale pour l'emploi spécialement créée à cet effet, congés-formation, pré-retraites, etc.). En ce qui concerne la direction des études Paris (D.E.P.) de Châtillon, son effectif actuel est d'environ 450 personnes. Compte tenu des départs à la retraite, des départs en congé de pré-retraite, des mutations dans d'autres établissements, cet effectif décroîtra pour atteindre 380 personnes environ à la fin de 1973. Bien qu'une adaptation des effectifs de cette direction des études Paris au plan de charges optimum soit encore nécessaire, cette direction n'est pas menacée de fermeture. Le Gouvernement a clairement démontré par son action passée et actuelle, sa ferme volonté de soutenir l'industrie aérospatiale. Mais toutes les mesures prises seraient inefficaces sans l'effort de restructuration entrepris par la S.N.I.A.S. qui doit regrouper ses activités sur un nombre de centres plus limité et mieux adaptés à ses besoins.

Militaires (revalorisation des échelons indiciaires des sous-officiers classés à l'échelle de solde n° 3).

4336. — 1^{er} septembre 1973. — **M. Ansquer** appelle l'attention de **M. le ministre des armées** sur le fait que les dispositions du décret n° 73-213 du 28 février 1973 portant revalorisation des échelons indiciaires s'appliquent en ce qui concerne les sous-officiers aux seuls officiers mariniers et sous-officiers brevetés supérieurs, c'est-à-dire seulement à ceux d'entre eux classés à l'échelle de solde n° 4. Les officiers mariniers et sous-officiers classés à l'échelle de solde n° 3 sont en conséquence écartés de cette revalorisation. Or, ceux-ci sont le plus souvent des militaires admis à la retraite avant l'institution des échelles de solde et qui n'ont pas eu la possibilité, de ce fait, d'accéder à l'échelle de solde n° 4. Compte tenu de la disproportion injustifiée qui devient de plus en plus marquée entre ces deux échelles de solde, il lui demande s'il n'estime pas équitable de prendre des mesures au bénéfice des officiers mariniers et sous-officiers classés à l'échelle n° 3 afin que ces derniers soient également compris dans la réforme des traitements des fonctionnaires civils et militaires de la catégorie B qui vient d'être mise en application.

Réponse. — En l'absence d'un classement juridique des militaires analogue à celui des fonctionnaires civils qui sont statutairement classés en quatre catégories (A, B, C, D) en fonction du niveau du recrutement, il est apparu que seule une assimilation aux niveaux indiciaires pouvait être retenue pour appliquer aux militaires le principe de la parité affirmé par l'article 19 du statut général des militaires. La transposition aux militaires des mesures de relèvement indiciaire accordées aux fonctionnaires de la catégorie B a été effectuée selon cette règle et il est précisé qu'ainsi, parmi les sous-officiers, seuls ceux classés aux derniers échelons de l'échelle de solde n° 4 pouvaient bénéficier de la mesure. D'autre part, en ce qui concerne la situation des militaires retraités avant l'institution des échelles de solde, auxquels s'intéresse l'honorable parlementaire, il est indiqué qu'une commission a été créée au sein du ministère

des armées pour étudier à nouveau ce problème ; mais il ne peut pas être préjugé des mesures qui pourraient être éventuellement retenues pour améliorer la situation des sous-officiers en cause.

Pensions de réversion (situation des veuves de militaires ne pouvant prétendre à cette pension).

4375. — 1^{er} septembre 1973. — **M. Alain Terrenoire** expose à **M. le ministre des armées** la situation des veuves de militaires qui ne peuvent prétendre à une pension de réversion du fait que leurs conjoints décédés avant la date de mise en application de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite, ne bénéficiaient pas d'une pension d'ancienneté. L'article 11 de la loi précitée a certes prévu l'attribution d'une allocation annuelle aux veuves intéressées, mais son montant est tel qu'il ne permet pas à celles-ci de vivre décemment. Il lui demande si le principe de non-rétroactivité des lois peut encore être invoqué lorsqu'il a pour effet de maintenir des situations particulièrement pénibles et si des dispositions ne peuvent, en conséquence, être envisagées pour que les femmes qui ont eu le malheur de devenir veuves avant le 1^{er} décembre 1964 puissent bénéficier des nouvelles dispositions relatives aux titulaires de pensions proportionnelles ou, à tout le moins, voient le montant de l'allocation annuelle qu'elles perçoivent substantiellement majoré.

Réponse. — L'article 11 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite a effectivement permis, sous certaines conditions, de faire bénéficier d'une allocation annuelle les veuves de militaires et de fonctionnaires civils qui lors du décès de leur mari, antérieur au 1^{er} décembre 1964, ne remplissaient pas les conditions exigées pour obtenir une pension de réversion. Les allocations annuelles sont calculées à raison de 1,50 p. 100 du traitement brut afférent à l'indice 100 par année de service effectif accompli par le mari sans qu'elles puissent excéder 50 p. 100 de la pension de ce dernier. La substitution progressive de l'indice 123 nouveau majoré à l'ancien indice 100 pour le calcul de ladite allocation avait permis une revalorisation importante de cette allocation au cours des dernières années. Sensible cependant à la situation des intéressées, le Gouvernement a consenti un nouvel effort en leur faveur. En effet, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 73-586 du 29 juin 1973, l'indice 133 a été substitué à l'indice 123 à compter du 1^{er} janvier 1973. Il en résulte que l'allocation annuelle servie à ces veuves a été majorée de + 19,89 p. 100 entre le 1^{er} juin 1972 et le 1^{er} juin 1973. Ces différentes mesures, bien que de portée limitée, n'en ont pas moins contribué à améliorer la situation des veuves sans aucun droit à pension jusque-là au titre de la législation des pensions de retraite.

COMMERCE ET ARTISANAT

Commerce de détail (développement excessif des grandes surfaces dans l'Essonne).

1982. — 6 juin 1973. — **M. Juquin** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que les grandes surfaces, hypermarchés, supermarchés et autres formes, connaissent, dans le département de l'Essonne, un développement extrêmement rapide. Nombre d'entre elles sont autorisées à s'établir sans l'accord, voire contre l'avis des municipalités intéressées et de leurs habitants. S'il est vrai que l'expansion démographique du département appelle un essor général du commerce, force est de constater que l'administration préfectorale oriente ce développement vers l'implantation des grandes surfaces et qu'en de nombreux cas le petit et le moyen commerces, loin de bénéficier de l'apport de population, voient leur chiffre d'affaires diminuer. Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour reviser les procédures de décision relatives à l'établissement des grandes surfaces, de sorte qu'il soit tenu compte de l'avis des municipalités et associations de commerçants et de consommateurs ; 2° quelles mesures il compte prendre pour développer, dans le département de l'Essonne, le petit et le moyen commerces, éventuellement groupés dans des centres commerciaux ou sous telle autre forme qui les favorise avec l'accord des intéressés eux-mêmes ; 3° s'il ne juge pas indispensable de supprimer les privilèges fiscaux et les autres avantages dont bénéficient les grandes surfaces et de créer les moyens qui permettront aux commerçants indépendants de moderniser leurs installations.

Réponse. — Il est exact que les grandes surfaces de vente connaissent dans le département de l'Essonne un développement rapide. Après le département du Nord qui compte quatorze hypermarchés, c'est en effet l'Essonne qui arrive au second rang des huit hypermarchés. Afin d'éviter qu'une croissance désordonnée de formes nouvelles de distribution ne provoque en amont l'écroulement de la petite entreprise et en aval le gaspillage des équipements commerciaux, le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale le 15 juin 1973, a proposé de nouvelles orientations visant : à améliorer la composition et à accroître la compétence des commissions départementales d'urbanisme commercial. En effet, ces commissions seront composées,

d'une part, de représentants des activités commerciales et artisanales, d'autre part, de représentants des consommateurs. En outre, pour l'examen de chaque demande, elles seront complétées par des représentants des communes intéressées dont le rôle de la commune d'implantation. Les commissions ainsi constituées pourront désormais statuer sur les demandes d'autorisation qui leur seront présentées; à ouvrir aux commerçants indépendants et artisans dynamiques les voies du développement et de la modernisation par l'amélioration des moyens de financement mis à leur disposition, notamment en cas de première installation, de conversion d'activité ou d'opérations groupées. Sur le plan fiscal, la situation des commerçants indépendants fait l'objet d'une attention particulière: le régime du forfait a été aménagé, un système simplifié d'imposition au bénéfice réel a été créé, la croissance des patentes a été modérée pour les petits commerces et les droits d'enregistrement sur les mutations de fonds de commerce ont été abaissés. De plus, le Gouvernement s'est engagé à déposer, avant le 1^{er} novembre 1973, un projet de loi portant réforme de la contribution des patentes.

Commerçants et artisans (taxe traditionnelle: exclusion des commerces spécialisés de son champ d'application).

2428. — 15 juin 1973. — M. Denvers rappelle à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que la loi du 13 juillet 1972, qui a institué l'aide compensatrice en faveur des commerçants et artisans âgés, a organisé le financement de cette aide en créant deux taxes dont l'une, dite « taxe additionnelle » est assise sur la surface des locaux destinés à la vente au détail lorsque cette surface est supérieure à 400 mètres carrés. La loi prévoit un taux d'imposition progressif en fonction du chiffre d'affaires au mètre carré, ainsi que des réductions de taux en faveur des activités pour lesquelles les superficies de vente sont anormalement élevées, telles que par exemple la vente des meubles ou des machines agricoles. Une telle disposition n'est pas satisfaisante. En effet, si le but de la loi a été de faire supporter une partie du financement de l'aide compensatrice par les entreprises commerciales polyvalentes dite « grandes surfaces », il semble anormal de leur assimiler les entreprises spécialisées dans la vente d'un produit ou d'une catégorie de produits nécessitant par leur nature des surfaces commerciales élevées. Tel est le cas, prévu par la loi, du négoce des meubles, des machines agricoles ou des automobiles d'occasion, mais la situation est identique pour d'autres commerces tels que celui des caravanes, des bateaux de plaisance, de certains matériels de sport ou de loisirs, etc., sans qu'il soit possible d'en établir sans risque d'omission une liste limitative. Il lui demande en conséquence s'il n'envisage pas de proposer une modification de la loi du 13 juillet 1972, en vue de supprimer cette pénalisation injustifiée et de placer purement et simplement les commerces spécialisés en dehors du champ d'application de la taxe.

Réponse. — Le législateur n'a pas voulu limiter l'application de la taxe additionnelle aux seules grandes surfaces polyvalentes. Des réductions de taux ont été prévues en faveur des entreprises qui utilisent des surfaces de vente anormalement élevées (il faut rappeler cependant que seules les surfaces couvertes sont imposées alors que les surfaces de plein air participent également au chiffre d'affaires), mais il ne semble pas possible de placer les commerces spécialisés en dehors du champ d'application de la loi du 13 juillet 1972. Toutefois ce problème doit faire incessamment l'objet d'un examen exhaustif de la part des ministères de l'économie et des finances, de la santé publique et de la sécurité sociale et de mon département.

Commerçants (aide spéciale compensatrice: commerçants de nationalité italienne).

3371. — 14 juillet 1973. — M. Boyer demande à M. le ministre du commerce et de l'artisanat si les dispositions de l'article 21 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 relative à l'aide spéciale compensatrice sont applicables aux commerçants de nationalité italienne résidant en France depuis plus de cinquante ans.

Réponse. — L'article 21 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés stipule que les étrangers peuvent bénéficier de ces dispositions « ... sous réserve de la signature de conventions internationales de réciprocité ». Il n'existe actuellement pas d'accord expressément conclu pour rendre applicable cette loi aux ressortissants italiens. Toutefois, le ministre des affaires étrangères a été interrogé pour savoir si des conventions de caractère général entre la France et certains pays étrangers doivent être regardées soit comme remplissant la condition prévue à l'article 21, soit comme ouvrant de plein droit aux ressortissants de ces pays le bénéfice de ces aides.

Commerçants et artisans (représentation des mouvements de défense dans les chambres de commerce et d'industrie et les chambres de métiers).

3462. — 21 juillet 1973. — M. Loo indique à M. le ministre du commerce et de l'artisanat qu'il a dû être saisi d'une lettre en date du 16 mai 1973 par laquelle le président du mouvement de défense sociale des commerçants et artisans de Marseille proteste contre la représentation accordée à ce mouvement dans les chambres de commerce et d'industrie et dans les chambres de métiers. Dans ces conditions, et compte tenu des arguments sérieux invoqués par le président de cette organisation, il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à cette demande.

Réponse. — La démarche du mouvement de défense sociale des commerçants et artisans des Bouches-du-Rhône, évoquée par l'honorable parlementaire, a d'autant plus retenu l'attention du ministre du commerce et de l'artisanat qu'à cette date, une série de mesures répondant très précisément aux préoccupations exprimées par les adhérents de cet organisme était en cours d'élaboration. Assurer dans les assemblées des chambres de commerce et d'industrie une représentation complète et équitable des activités commerciales, industrielles et de services est en effet un objectif auquel le ministre du commerce et de l'artisanat s'est particulièrement attaché comme en témoigne l'intervention du décret n° 73-867 du 6 septembre 1973, relatif à la composition des chambres de commerce et d'industrie, paru au Journal officiel du 8 septembre 1973. Ce texte fixe le cadre dans lequel s'applique la règle selon laquelle les sièges de l'assemblée sont répartis entre les trois groupes, « commerce », « industrie », « services », en fonction de leur importance économique respective dans la circonscription, déterminée à l'aide des indices suivants: population active et capacité contributive. Aucun des groupes ne peut disposer d'une représentation supérieure à la moitié du nombre des sièges de la chambre de commerce et d'industrie et d'autre part, des subdivisions permettent de distinguer les petites et moyennes entreprises, identifiées par le nombre de leurs salariés, peuvent être créées dans chacun des groupes. Ces subdivisions bénéficient alors d'un nombre de sièges au moins égal: à 12 p. 100 de l'effectif total de l'assemblée dans le groupe « commerce », 12 p. 100 dans le groupe « industrie » et 6 p. 100 dans le groupe « services ». La détermination de ces seuils a donc pour effet en l'occurrence de réserver 30 p. 100 des sièges aux entreprises de petite taille. Ces dispositions doivent être assorties de mesures complémentaires tendant à faciliter l'exercice du droit de vote et la présentation de candidatures à ces élections. Un arrêté sera prochainement publié aux fins de préciser les modalités selon lesquelles l'électeur pourra exercer l'option dont il dispose désormais entre vote physique, comme par le passé, et vote par correspondance. Cette dernière procédure a été organisée avec le double souci de garantir la sincérité des opérations électorales et de faciliter l'accomplissement du devoir électoral. Enfin, le remboursement des frais de propagande électorale engagés par les candidats, à l'instar de la pratique suivie en matière d'élections politiques, doit encourager la présentation des candidatures, dans le climat d'égalité que souhaiterait voir instaurer le président du mouvement de défense sociale des commerçants et artisans des Bouches-du-Rhône. Ces mesures qui prendront effet à l'occasion des prochaines élections consulaires, fixées au 11 février 1974, s'inscrivent donc dans la ligne des réformes demandées par cet organisme.

Commerçants et artisans âgés (taxe d'entraide versée par certaines entreprises: plafonnement).

3505. — 21 juillet 1973. — M. Caro expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que la taxe d'entraide mise à la charge des entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 500.000 francs, en application de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972, représente une charge très lourde dans certaines professions qui ont un chiffre d'affaires très important et une marge relativement faible. Il lui demande si, pour de telles entreprises, il ne serait pas possible d'envisager des dispositions analogues à celles qui ont été prévues pour les entreprises de commerce international fonctionnant avec une marge brute particulièrement réduite, soit en appliquant au chiffre d'affaires un pourcentage dégressif avec plafonnement, soit en prenant pour base le montant du bénéfice retenu pour la détermination de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux.

Réponse. — Une réduction du taux de la taxe d'entraide instituée par la loi du 13 juillet 1972 pour financer les aides en faveur des commerçants et artisans âgés n'a été prévue que pour les entreprises de commerce international fonctionnant avec une marge particulièrement réduite. La requête présentée par l'honorable parlementaire, à la demande des représentants de certaines professions qui ont un chiffre d'affaires très important et une marge bénéficiaire relativement faible, ne pourrait recevoir satisfaction que par une modification des textes législatifs ayant institué cette taxe

et la contribution sociale de solidarité. Cependant, pour pouvoir procéder à l'examen de cette requête, il serait nécessaire que chaque profession intéressée fournisse une étude approfondie sur les conditions financières de l'exercice de la profession considérée et sur l'incidence de la taxe à son taux actuel, afin de permettre d'apprécier si des exceptions doivent être proposées, malgré la réduction des moyens de financement des aides aux commerçants et artisans âgés qu'elles entraînent. En tout état de cause, la taxe d'entraide n'étant qu'une fraction minoritaire de la contribution sociale de solidarité, toute demande de réduction devrait être également instruite par le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale et par le ministre de l'économie et des finances.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Epargne-logement
(extension aux départements et territoires d'outre-mer).

592. — 27 avril 1973. — M. Ansquer rappelle à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer que la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965 instituant un régime d'épargne-logement et les textes d'application de cette loi (décrets n° 1230 et 1231 du 24 décembre 1969 et arrêtés du même jour) ne sont pas applicables dans les territoires d'outre-mer. Il lui demande que des mesures soient prises en vue de l'extension aux territoires d'outre-mer des textes en cause.

Réponse. — Un projet de loi relatif à l'extension du régime d'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et dépendances avait été proposé lors de la précédente législature. Après le débat devant l'Assemblée nationale et compte tenu des modifications apportées par celle-ci au texte du Gouvernement, il est apparu souhaitable d'étudier l'extension éventuelle de ces dispositions aux autres territoires d'outre-mer. Cet examen complémentaire est actuellement en cours, et le Parlement devrait pouvoir être saisi rapidement d'un nouveau projet répondant aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

Départements et territoires d'outre-mer : investissements réalisés en application de l'article 233 bis H du C. G. I.

4020. — 11 août 1973. — M. Fontaine demande à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer de lui faire connaître quel est le bilan de l'application de l'article 9 de la loi n° 71-1025 du 24 décembre 1971 devenu l'article 233 bis H du code général des impôts concernant les investissements dans les départements d'outre-mer des B. I. C. réalisés dans les départements de la France métropolitaine.

Réponse. — Les résultats actuels de l'application de l'article 9 de la loi n° 71-1025 du 24 décembre 1971 sont les suivants :

ANNÉES	NOMBRE de demandes.	MONTANT des agréments demandés.	MONTANT des agréments accordés.
1972	1	1.500.000	1.500.000
1973	4	3.570.000	1.785.000
		14.000.000	14.000.000
		14.000.000	14.000.000
		7.857.000	7.857.000
Total	5	40.927.000	39.142.000

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Mines et carrières (permis de recherche et d'exploitation de minéral de fer accordés dans les départements et territoires d'outre-mer).

3660. — 28 juillet 1973. — M. Barthe demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique la liste des permis de recherche, concessions et permis d'exploitation de minéral de fer accordés dans les départements et territoires d'outre-mer, et, le cas échéant, au profit de quelles personnes physiques ou morales.

Réponse. — Les permis de recherche, concessions et permis d'exploitation de minéral de fer accordés dans les départements et territoires d'outre-mer sont précisés dans le tableau ci-dessous. En dehors des soixante-deux concessions minières énumérées dans ce tableau et situées principalement dans le Sud du territoire ou aux Iles Belep, il n'existe actuellement aucun autre titre minier en vigueur valable pour le fer.

ANNEXE

Liste des concessions minières en vigueur en Nouvelle-Calédonie valables pour fer.

NUMÉROS d'ordre.	PROPRIÉTAIRE	LISTE DES CONCESSIONS avec leur superficie en hectares.
	A. — Groupe Société Le Nickel :	
1	a) S. L. N.	Antoine (150,33). La Forêt blanche (131,71). Port boisé (92,75). Remplacée n° 1 (89,72). Saint-Abel (100,12). Village (99,87). Vulcain A (2.414,14). Vulcain B (27,30). Vulcain C (28).
2	b) Société minière calédonienne.	Asashi (144).
3	c) Société calédonienne du chrome.	Belep 3 (645). Ev 6 (239). Ouala (66,60). Rozières (81).
4	d) Société Le Chrome.	Recherches (106,45). Atow extension (163,09). Baie Nord 1 (604,10). Baie Nord 2 (566,40). Baie Nord 3 (231,50). Baie Nord 4 (573,25).
	B. — Groupe Ballande :	
5	a) Société des Etablissements Ballande.	A. F. C. 13 (307,11). Belle Asaghi n° 1 (400). Belle Asaghi n° 2 (259,41).
6	b) Société Le Cobalt calédonien.	Colombe 7 (33,49).
7	c) Société des mines de la Tontouta.	G. B. 3 (64). G. B. 4 (63,15).
8	C. — B. R. G. M.	A. M. 50 (341,10). A. M. 52 (154,30). A. M. 54 (256). A. M. 55 (112,50). A. M. 56 (170). A. M. 57 (112,50). A. M. 58 (214). A. M. 60 (243). B. M. 102 (49,66).
9	D. — Etat français (titres amodiés au B. R. G. M.).	A. S. n° 1 (625). A. S. n° 2 (529). A. S. n° 3 (506,25). A. S. n° 4 (89,58). A. S. n° 5 (191,75). A. S. n° 6 (144). A. S. n° 7 (890,29). A. S. n° 8 (48,40). Cascade (680,75). Christmas (193,80). Fer (1.857,14). Fer extension (360,06). Fer extension 2 (1.899,86).
10	E. — Société La Tiebagh...	Yvon (439,35).
11	F. — The New Caledonian Corporation.	Invasion 3 (525). Invasion 4 (633,81). Invasion 5 (960,59). Invasion 6 (586,23). Invasion 7 (249,84).
	G. — Divers :	
12	a) M. André Mouledous.	B. E. E. (562,49). H. P. R. 2 (225). H. P. R. 3 (470,55). H. P. R. 4 (91,37).
13	b) M. René de Rouvray.	N. H. 8 (51,58). N. H. 9 (171,74).
14	c) M. Adolphe Mathelon.	Plerrette extension (47,62).
15	d) MM. Jacques Lafleur et Jacques Mouron.	Robert (725,48).

Electronique (association de l'ex-département calcul du C.E.A. avec la Sogeti).

4055. — 11 août 1973. — M. Baillet attire l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur les graves conséquences de l'association de la C.I.S.I., ex-département calcul du C.E.A. avec le groupe privé Sogeti. Par cette association où la C.I.S.I. se trouve minoritaire, l'énorme potentiel de calcul dont disposait le C.E.A., grâce aux crédits publics, se trouve livré aux intérêts privés cosmopolites. Il s'agit là d'une nouvelle et grave étape du démantèlement et de la privation du C.E.A., dont l'on peut attendre de fâcheuses répercussions sur la recherche fondamentale, notamment la physique fondamentale et l'électronucléaire, et sur la situation des travailleurs du C.E.A. A terme, c'est l'indépendance nationale qui est mise en cause par cette politique d'abandon de secteurs de pointe essentiels pour l'avenir. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas revenir sur sa décision d'autoriser cette association contraire à l'intérêt des chercheurs et à l'intérêt national.

Réponse. — L'opération qui a été réalisée début juillet par une filiale du commissariat à l'énergie atomique, la Compagnie internationale des services en Informatique (C.I.S.I.), consisté pour celle-ci, en une prise de participation au niveau de 34 p. 100 dans le capital du groupe de sociétés de services en informatique Sogeti (société pour la gestion de l'entreprise et le traitement de l'information). Il n'y a pas de prise de participation de Sogeti dans le capital de la C.I.S.I., qui reste donc une société parfaitement indépendante et entièrement à capitaux publics. Cette opération ne saurait donc avoir aucune conséquence sur la recherche fondamentale, ni sur l'électronucléaire. Par ailleurs, la C.I.S.I. et la Sogeti ont convenu d'harmoniser leurs politiques de développement, ce qui devrait permettre une croissance plus rapide de la filiale du commissariat à l'énergie atomique et procurer à ses agents des possibilités de développement de carrière d'autant plus intéressantes.

ECONOMIE ET FINANCES

Industrie de la chaussure (licenciements : fabrique de chaussures de Romans contrôlée par une société américaine).

3045. — 20 juin 1973. — M. Filloud expose à M. le ministre de l'économie et des finances les faits suivants : une fabrique de chaussures de Romans (26) a fait l'objet en 1968 d'une prise de participation majoritaire à son capital social du groupe américain Genesco. A l'époque, la commission des investissements étrangers, instituée par le ministère de l'économie et des finances, avait donné son accord à cette opération sous réserve de la garantie des emplois dans l'entreprise. Il faut constater aujourd'hui que cette clause n'a pas été respectée par les nouveaux dirigeants de la société. Après avoir réduit les effectifs de leur personnel d'environ 300 unités au cours de ces dernières années, la direction du groupe vient d'annoncer le licenciement collectif d'une centaine de salariés de l'usine de Romans. Il lui demande : 1° comment il entend faire respecter l'engagement de maintien des emplois pris lors de la signature de la convention par le groupe financier américain qui contrôle désormais l'entreprise ; 2° en attendant qu'il soit statué sur ce point, quelles instructions il compte donner aux services départementaux du travail et de la main-d'œuvre afin que le licenciement envisagé ne soit pas autorisé.

Réponse. — La majorité du capital de la Société des chaussures Séducta-Charles Jourdan et fils a été acquise en 1969 par la Société américaine Genesco Apparel Inc. La demande présentée à cette époque par la société étrangère au ministère de l'économie et des finances était expliquée notamment par la nécessité pour l'entreprise Jourdan d'accroître ses exportations et par l'alde que la Société Genesco déclarait pouvoir lui apporter pour le développement de ses ventes aux Etats-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne. La Société Jourdan connaissait en effet de sérieuses difficultés en raison de la baisse de ses ventes en France. L'intervention de la société américaine s'est traduite par une amélioration des résultats de l'entreprise pendant deux ans. Ces résultats se sont à nouveau dégradés depuis 1971, en raison notamment de l'évolution générale du marché de la chaussure de luxe. C'est dans ces conditions que les Etablissements Charles Jourdan ont envisagé, en juillet dernier, de procéder à une réduction du personnel portant sur quatre-vingt-quatre personnes. Depuis lors, cependant, l'entreprise a élaboré un plan de reconversion destiné à développer ses activités dans le domaine des articles chaussants bon marché, et à réduire autant que possible le nombre des licenciements qui n'ont été autorisés par la direction départementale de la main-d'œuvre qu'à concurrence d'une dizaine de personnes.

Industrie de la chaussure (fermeture d'une usine de chaussures de Romans contrôlée par un groupe allemand).

3046. — 30 juin 1973. — M. Filloud expose à M. le ministre de l'économie et des finances les faits suivants : la direction du groupe allemand Salamander vient d'annoncer sa décision de fermer l'usine de chaussures qu'elle exploite depuis plus de cinq ans à Romans. Cette entreprise emploie actuellement 300 salariés environ, compte tenu des licenciements intervenus au cours de la dernière période, notamment du licenciement collectif d'une cinquantaine de travailleurs décidé le mois dernier. Il lui demande : 1° si, lorsque la convention de rachat par le groupe Salamander a été autorisée par ses services, une clause de garantie de l'emploi dans l'entreprise avait été prévue ; 2° dans quelles conditions peut être envisagée l'intervention de l'institut de développement industriel pour assurer le maintien en activité de cette unité de production.

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire répondaient au souci de rechercher une solution au problème de l'emploi résultant des difficultés éprouvées par les établissements Arnoux-Salamander à Romans. Comme le sait l'honorable parlementaire, le plan de reconversion élaboré par la fédération nationale de l'industrie de la chaussure, et qui a fait l'objet d'un accord des représentants du personnel le 22 août 1973, devrait permettre d'assurer la poursuite des activités de l'unité de production. Ce plan comporte la création par la profession d'une société de gérance dont le capital est constitué en majeure partie par un prélèvement sur les fonds provenant de la taxe parafiscale de la chaussure. Cette société de gérance assurera le maintien du niveau de l'emploi en réembauchant l'intégralité du personnel de l'entreprise.

Succession (règlements d'impôts sur le revenu à la charge des héritiers).

3244. — 14 juillet 1973. — M. Cressard expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'à l'occasion de la liquidation d'une succession un notaire n'a pas été informé de l'existence d'impôts sur le revenu qui restaient à régler par le de cujus. De ce fait, cette cotisation d'impôt n'a pu être incluse dans le passif de la succession. Le partage ayant été effectué entre les héritiers, la direction départementale des services fiscaux demande à l'un d'eux, qui a hérité du quart de la succession, de payer la totalité de l'impôt. En réponse à une demande d'explication de l'intéressé il lui a été répondu qu'il devait payer la totalité de la somme due et qu'il devait réclamer aux autres cohéritiers leur part respective. Cette pratique revient à faire jouer à un simple particulier le rôle de collecteur d'impôts, ce qui apparaît comme parfaitement anormal. Il lui demande en vertu de quel texte les services fiscaux peuvent adresser une telle demande à cet héritier. Il souhaiterait également savoir si la personne en cause peut seulement payer sa part de l'impôt sans risquer d'être pénalisée pour retard de paiement. Il lui demande enfin, au cas où la procédure suivie par l'administration serait régulière, s'il entend prendre des mesures pour faire cesser une pratique qui constitue une incontestable anomalie.

Réponse. — En vertu des dispositions de l'article 1682 du code général des impôts, « le rôle, régulièrement mis en recouvrement, est exécutoire non seulement contre le contribuable qui y est inscrit, mais contre ses représentants ou ayants cause ». Le comptable du Trésor chargé du recouvrement peut donc se retourner contre les héritiers ; il dispose à cet égard de deux possibilités d'action, l'une générale et personnelle tirée du code civil, l'autre particulière et réelle tirée du code général des impôts. Selon l'article 870 du code civil, « les cohéritiers contribuent entre eux au paiement des dettes et charges de la succession, chacun dans la proportion de ce qu'il y prend ». Par conséquent, lorsque le partage a été consommé entre les héritiers, et qu'une dette successorale a été omise, le créancier ne peut agir contre les cohéritiers qu'en proportion de la part reçue par chacun d'eux. A cet égard, le Trésor public est soumis aux mêmes règles que les créanciers privés et il en résulte qu'il doit diviser ses poursuites. Mais le compte des dettes également, d'après les dispositions de l'article 1920 du code général des impôts, d'un privilège qui s'exerce pendant une période de deux ans sur les meubles et effets mobiliers appartenant aux redevables en quelque lieu qu'ils se trouvent. En vertu de ce privilège, le Trésor peut exercer ses droits sur les biens successoraux acquis par les héritiers, même après l'achèvement des opérations du partage, et pour tenir compte de la part reçue par chacun dans la succession. En effet, la personne poursuivie n'est plus alors considérée comme le véritable titulaire du privilège du

Trésor. En ce qui concerne la majoration de 10 p. 100, elle est appliquée automatiquement à la date légale d'échéance, quelle que soit la situation particulière du débiteur. Toutefois, ce dernier peut en demander la remise gracieuse en fournissant au comptable chargé du recouvrement les justifications du retard constaté. La question posée évoque une situation particulière sur laquelle l'honorable parlementaire pourrait obtenir des précisions complémentaires, en fournissant à l'administration le nom et l'adresse de la personne concernée, ainsi que son lieu d'imposition.

EDUCATION NATIONALE

Santé scolaire

(rattachement du service au ministère de l'éducation nationale).

618. — 27 avril 1973. — M. Laurissegues appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation créée par l'affectation d'office, après la réforme administrative de 1964, du service de santé publique. Il ne lui semble pas que le ministère employeur soit à même de pouvoir évaluer les besoins des élèves. En effet, la spécificité du service de santé scolaire exige que les mêmes directives, les mêmes informations soient reçues du ministère responsable de l'éducation, de l'observation et de l'orientation continue. L'équipe éducative, dont le personnel de santé scolaire fait partie, n'a aucun intérêt à être composée de personnes relevant de deux ministères. Convaincu qu'un service social et de santé scolaire ne peut remplir pleinement sa mission que dans le cadre d'une réelle politique de prévention, il lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à cette situation et s'il n'estime pas indispensable que les personnels des établissements scolaires et universitaires dépendent du ministère de l'éducation nationale.

Réponse. — Le ministère de l'éducation nationale ne se désintéresse pas du fonctionnement du service de santé scolaire, bien que celui-ci ait été rattaché au ministère de la santé publique et de la sécurité sociale, en application de la réforme administrative de 1964. Des études approfondies sont actuellement en cours au plan interministériel, à la demande du Premier ministre, en vue de trouver des solutions aux difficultés de la médecine scolaire. Le ministère de l'éducation nationale attache naturellement le plus grand intérêt à ces études, en raison de l'importance de la médecine scolaire dans le fonctionnement de l'institution scolaire.

Orientation scolaire (conseillers d'orientation anciens enseignants).

1904. — 31 mai 1973. — M. Frèche appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des anciens enseignants (instituteurs ou P.E.G.C.) devenus conseillers d'orientation. Ces fonctionnaires, après réussite aux examens et concours, ont été intégrés dans leur nouveau corps à l'échelon doté d'un indice égal (ou à défaut immédiatement supérieur) donc pratiquement sans aucun avantage et en perdant toutes les indemnités perçues antérieurement. Par suite de la revalorisation des corps de catégorie B, leurs anciens collègues restés enseignants perçoivent des traitements supérieurs de 3.000 francs à 4.000 francs par an (différence facilement vérifiable). Or, et sans qu'il y soit fait à aucun moment référence aux indices de fin de carrière, les textes en vigueur stipulent que lors d'un changement de corps, un fonctionnaire ne peut percevoir un traitement inférieur à celui qui lui serait versé dans son corps d'origine. Il lui demande s'il peut lui indiquer : 1° pourquoi la réglementation appliquée dans tous les corps de la fonction publique ne l'est pas pour ces personnels ; 2° les conseillers souhaitant réintégrer leurs corps respectifs d'origine ayant vu leurs demandes repoussées (étant stagiaires ces retours étaient autorisés mais lors de leur titularisation ils ont rompu avec leur corps d'origine) peuvent-ils être autorisés à se représenter aux concours de recrutement (C. A. P. C. E. G. ou C. A. P. d'instituteur) bien qu'étant titulaires de ces diplômes et que ceux-ci n'aient pas été annulés. Ils redeviendraient ainsi enseignants stagiaires et leur démission deviendrait effective lors de leur titularisation (comme pour tous les changements de corps) ; 3° ou alors, en raison du non-respect des textes en vigueur en matière de rémunération, et étant titulaires des examens précités, peuvent-ils être autorisés à titre exceptionnel à retourner dans leurs corps d'origine sur simple demande de leur part (des « capésiens » ou « agrégés » titularisés dans des corps extérieurs à l'E.N. ont obtenu de telles autorisations).

Réponse. — Sauf dispositions statutaires contraires, les fonctionnaires accédant à un autre corps sont nommés à l'échelon de début de ce corps. Dans le cas d'espèce, le décret du 6 avril 1956 prévoyait que les conseillers d'orientation professionnelle (aujourd'hui conseillers d'orientation régis par le décret n° 72-310 du 21 avril 1972) qui avaient déjà la qualité de fonctionnaire étaient nommés

à l'échelon doté d'un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient précédemment. Par ailleurs, il est de règle constante que les régimes indemnitaires, qui ont un caractère spécifique, n'entrent pas en ligne de compte pour le reclassement en cas de changement de corps. Il n'est donc pas exact que la réglementation en vigueur dans la fonction publique n'ait pas été appliquée aux conseillers d'orientation issus d'un corps enseignant. On ne saurait enfin remettre en cause l'appartenance à un corps du fait d'une revalorisation indiciaire intervenue dans un ancien corps postérieurement à la date à laquelle tout lien a été rompu avec ce dernier. Pour les raisons qui précèdent, il n'apparaît pas possible, sans porter gravement atteinte au principe des situations acquises, de reconsidérer la situation des intéressés. Ces derniers, en effet, n'ont pas fait l'objet d'un traitement particulier et bénéficient dans leur nouveau corps de possibilités de carrière élargies puisque, il convient de le rappeler, ils accèdent au classement indiciaire 280-525 net (540 en classe exceptionnelle).

Constructions scolaires (adjonction de classes à un bâtiment existant).

4144. — 25 août 1973. — M. Kiffer attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la pratique qui tend à vouloir distinguer une adjonction d'une ou plusieurs classes à un groupe scolaire déjà existant, par rapport à la création d'une ou plusieurs classes séparées d'un bâtiment existant. En effet, dans les deux cas, les dépenses sont pratiquement identiques, alors que les collectivités voient leur subvention diminuée de trois quarts dans le premier cas. Si les municipalités décident de pratiquer l'adjonction des classes à un bâtiment existant, c'est à la suite d'un manque de terrain, et afin d'éviter toute nouvelle acquisition qui ajouterait aux difficultés financières des collectivités locales. Cette sorte d'injustice étant pour la plupart du temps imputée à des municipalités rurales, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour supprimer cette distinction entre une adjonction et une création séparée, pour établir une situation équitable.

Réponse. — Il est porté à la connaissance de l'honorable parlementaire que l'arrêté modifié du 31 décembre 1963 sur les conditions d'application du décret n° 63-1374 du 31 décembre 1963 relatif aux modalités d'attribution des subventions de l'Etat pour l'équipement scolaire du premier degré prévoit pour les constructions complètes l'attribution par l'Etat à la collectivité locale d'une subvention forfaitaire par classes variant de 70.800 francs à 103.000 francs selon la zone d'implantation de l'école, la nature (maternelle ou élémentaire) de celle-ci et le nombre de classes qu'elle comporte. Pour les travaux d'adjonction à des bâtiments anciens, la subvention forfaitaire par classe varie de 36.800 francs à 40.000 francs selon la zone d'implantation de l'école dont il s'agit. La subvention de l'Etat pour les dépenses d'équipement scolaire intéressant les écoles publiques maternelles et élémentaires tient compte des dépenses d'acquisition immobilière, des dépenses de construction, y compris les honoraires d'architecte et des dépenses de premier équipement en matériel des classes et de leurs annexes. Dans le cas d'un agrandissement d'école, la subvention prévue pour les constructions complètes (de 70.800 à 103.000 francs par classe) ne peut être attribué que si les nouvelles classes à construire ont une implantation distincte du bâtiment déjà existant et nécessitent un apport de terrain de la part de la collectivité locale et les travaux annexes (tels que viabilisation, installations des sanitaires, etc.) entrant dans la composition d'une classe nouvelle complète. Cette procédure ne devrait pas être remise en question dans un proche avenir.

Service de santé scolaire (fonctionnement, perspectives).

4259. — 1^{er} septembre 1973. — M. Mermaz appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation du service de santé scolaire. Il constate que la médecine scolaire se dégrade, du fait d'un recrutement insuffisant : on recense actuellement 833 médecins titulaires ou contractuels pour 1.058 postes budgétaires. Ces 833 médecins ont la charge de 12 millions d'élèves (ce qui donne un médecin pour 15.000 élèves, les normes de 1969, un médecin pour 6.000 élèves, sont loin d'être respectées). Un enfant sur deux bénéficie d'une protection. Il relève que les mesures envisagées ne sont que des rajustements. Il lui demande s'il est prévu de régler les problèmes de fond de la médecine scolaire, c'est-à-dire de définir sa fonction et, en particulier, si elle ne devrait pas se préoccuper également des questions d'orientation et d'adaptation scolaire en liaison avec les conseillers d'orientation scolaire et professionnelle.

Réponse. — L'ensemble des questions soulevées fait l'objet d'un examen interministériel approfondi à la demande du Premier

ministre. Le ministère de l'éducation nationale attache le plus grand intérêt à ces études, compte tenu de l'importance de la médecine scolaire dans le fonctionnement de l'institution scolaire.

INFORMATION

Vin (publicité à la télévision).

2986. — 29 juin 1973. — M. Henri Michel attire l'attention de M. le ministre de l'information sur le fait qu'actuellement, les vignons de notre pays ne peuvent participer à la publicité à la télévision, à une époque où celle-ci joue un rôle important. Il s'élève contre cette interdiction qui ne permet pas à cette catégorie de producteurs de mettre en valeur et faire connaître la qualité de leur production. Il lui demande s'il n'envisage pas dans un avenir immédiat de revoir cette décision et réparer ainsi un préjudice fait à l'encontre des vigneron.

Réponse. — En vertu de textes datant de 1969, l'O. R. T. F. ne peut en effet diffuser aucune publicité en faveur des boissons alcoolisées. Il convient de remarquer que cette interdiction vise l'ensemble des boissons alcoolisées et des boissons gazeuses et pas seulement le vin, qu'il soit d'origine française ou étrangère. Il demeure que l'O. R. T. F. est loin de méconnaître l'importance économique que présente la production viticole de notre pays. Aussi ne manque-t-il pas, en dehors de toute publicité, de rendre régulièrement compte dans les émissions d'information régionales et nationales des divers aspects de l'activité viticole de la France soit au cours d'émissions économiques soit par des reportages spéciaux sur les régions de production et de commercialisation des vins. En outre, il s'efforce dans divers magazines d'apporter aux viticulteurs des conseils techniques appréciés.

INTERIEUR

Pont (sur la Maronne, près d'Argentat (Corrèze)).

696. — 3 mai 1973. — M. Pranchère expose à M. le ministre de l'intérieur la nécessité de procéder au désenclavement d'une partie du canton de Mercœur (Corrèze) et notamment des communes de Mercœur, Reygades et La Chapelle-Saint-Géraud. En effet les camions et tracteurs semi-remorqués d'une charge maximum de 12 tonnes, y compris le poids du véhicule, ne peuvent à partir de La Chapelle-Saint-Géraud emprunter la route départementale n° 33 pour se rendre à Argentat vu l'insuffisance du pont qui enjambe la Maronne. De ce fait, ces véhicules doivent rejoindre Argentat par la départementale 41 et la route nationale 120 ce qui augmente de deux fois la distance à parcourir. Les conséquences négatives qui en découlent ajoutent aux difficultés rencontrées dans ce canton pour maintenir l'activité agricole, artisanale et commerciale. Il lui demande s'il n'entend pas prendre des mesures spéciales, en liaison par exemple avec des opérations d'amélioration routière dans le cadre de rénovation rurale, pour désenclaver la partie indiquée du canton de Mercœur en faisant reconstruire le pont sur la Maronne situé sur la route départementale n° 33 à proximité d'Argentat.

Réponse. — L'obstacle que représente pour l'écoulement du trafic, la charge limite imposée au pont de Basteyroux n'a pas échappé à l'attention du conseil général, en raison de l'intérêt que présente le chemin départemental 33 qui relie Argentat à la commune de Mercœur. La limitation du tonnage à 12 tonnes oblige les véhicules lourds à emprunter des itinéraires qui accroissent sensiblement leur parcours. L'insuffisance du gabarit de ce pont constitue une gêne certaine pour les exploitants forestiers de la région ; de même les transporteurs chargés du ramassage scolaire subissent un léger allongement du temps de parcours. La reconstruction de cet ouvrage n'a toutefois pu être retenue jusqu'à présent en raison du grand nombre des autres projets, considérés comme prioritaires par le conseil général, et en raison du coût de l'opération. Seule l'assemblée départementale est compétente pour décider du principe, des modalités et du calendrier de réalisation du nouvel ouvrage.

Pont (reconstruction du pont entre Oudon et Champtoceaux).

963. — 10 mai 1973. — M. Meujouan du Gasset expose à M. le ministre de l'intérieur qu'il existe entre la Loire-Atlantique et le Maine-et-Loire un pont détruit par faits de guerre et non encore reconstruit. Ce pont joint les deux communes d'Oudon et Champtoceaux. Dès 1955, le département de la Loire-Atlantique conscient de la nécessité de refaire cet ouvrage avait, par délibération en date du 23 novembre 1955, décidé de faire l'avance d'une partie de la dépense, soit 90.000.000 de francs de l'époque. Somme qui correspon-

daît à la moitié du coût prévu qui était alors de 180.000.000 de francs. Le département de Maine-et-Loire faisant le même effort. Depuis cette date, rien n'a été fait. Il lui demande ce qu'il compte faire pour que le dernier pont détruit pendant les hostilités soit enfin restauré.

Réponse. — A la suite d'une étude approfondie de cette affaire, il apparaît que la reconstruction du pont sur la Loire détruit au cours de la dernière guerre qui relie les communes de Oudon et Champtoceaux sera réalisée dans un très proche avenir. Le financement de la participation de l'Etat à ces travaux sera assuré concurremment par le ministère de l'intérieur, le ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme et le F. I. A. T. Les crédits correspondants seront délégués au préfet de la région Pays de la Loire au début de 1974. Il semble dans ces conditions que le commencement des travaux ne devrait plus tarder.

Communes (travaux de grosses réparations de bâtiments communaux).

3050. — 30 juin 1973. — M. Labarrère appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les nombreuses petites communes qui doivent procéder à des travaux de grosses réparations dans des bâtiments communaux dont certains sont plus que centenaires (mairies, écoles, églises). Ces communes, dont les ressources sont faibles, éprouvent de grandes difficultés pour assurer le financement de ces travaux et doivent recourir à l'emprunt. Des emprunts d'une durée maximale de quinze ans leur sont consentis, ce qui constitue une charge très lourde. En conséquence, il lui demande si les travaux de grosses réparations concernant les mairies, les écoles et les églises ne pourraient figurer dans la liste de ceux au titre desquels les emprunts d'une durée de trente ans sont consentis.

Réponse. — Les travaux de grosses réparations aux bâtiments communaux figurent parmi les rares catégories d'opérations pour lesquelles les caisses d'épargne ou la caisse des dépôts peuvent accorder des prêts, même en l'absence de toute subvention. Il s'agit là, déjà, d'une mesure appréciable, notamment pour les petites communes dont les ressources sont parfois faibles et qui éprouvent des difficultés à assurer, sur ces ressources, le financement de ces travaux. Certes, la durée des prêts susceptibles d'être en l'occurrence accordés ne peut dépasser quinze ans. Mais la caisse des dépôts ne peut accorder des prêts de longue durée en trente ans pour toutes les opérations au financement desquelles elle prête son concours. C'est pour elle un problème de ressources, lui-même lié au volume et à la durée des dépôts dans les caisses d'épargne. Elle réserve donc traditionnellement ses prêts à long terme aux opérations d'équipement prioritaires des collectivités locales, les constructions scolaires et les constructions d'établissements hospitaliers et maisons de retraite entre autres, pour ne citer que deux exemples. Il faut cependant noter que la durée maxima susvisée de quinze ans des prêts pour travaux de grosses réparations aux bâtiments communaux peut être majorée de cinq ans et portée, par conséquent, à vingt ans, dans les conditions prévues par la circulaire du ministère de l'intérieur aux préfets n° 73-66 du 6 février 1973, en faveur des districts, syndicats à vocation multiple et communes fusionnées qui en feraient la demande expresse en déposant leur demande de prêt. Quoi qu'il en soit, le ministère de l'intérieur a saisi le directeur général de la caisse des dépôts et consignations de la question posée en lui demandant de bien vouloir examiner si les travaux de grosses réparations aux bâtiments communaux des petites communes ne pourraient pas faire l'objet de prêts d'une durée plus longue. Il a posé la même question au directeur général de la caisse nationale de crédit agricole, puisque aussi bien les communes rurales peuvent s'adresser également aux caisses de crédit agricole mutuel pour l'obtention de prêts en vue du financement de travaux de grosses réparations aux bâtiments communaux, prêts dont la durée peut aller jusqu'à quinze ou vingt ans suivant la nature de l'opération.

Taxe de séjour (adhérents des associations familiales et mutuelles d'aide aux vacances de Meurthe-et-Moselle : exonération).

3180. — 7 juillet 1973. — M. Gilbert Schwartz expose à M. le ministre de l'intérieur que des associations familiales et mutuelles d'aide aux vacances de Meurthe-et-Moselle ont acheté des immeubles sur la côte méditerranéenne afin de permettre aux retraités, personnes âgées et familles modestes de passer quelques semaines de vacances au bord de la mer. Les adhérents de ces associations paient une cotisation pour rembourser les emprunts effectués et pour pouvoir bénéficier des avantages en tant qu'ayants droit, les propriétés étant achetées collectivement au nom des mutualistes du département. Or, dans certaines localités, les municipalités ont institué

une taxe de séjour qui oblige les retraités qui, du fait de leurs faibles ressources, sont exonérés de l'I. R. P. P., à acquitter la taxe de séjour. S'agissant là d'une anomalie indiscutable qui frappe injustement des personnes âgées qui ont travaillé toute leur vie, et qui ont des revenus bien modestes, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'elles puissent être exonérées de cette taxe.

Réponse. — Aux termes de l'article 217 du code de l'administration communale, la taxe de séjour, qui ne peut être mise en recouvrement que pour les conseils municipaux des stations classées, est établie sur les personnes non domiciliées dans la commune et n'y possédant pas une résidence à raison de laquelle elles sont passibles de la contribution mobilière. L'article 2 du décret n° 53-1268 du 17 décembre 1958 exempte, toutefois, de cette taxe : a) les personnes bénéficiant des dispositions du décret du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance ; b) les mutilés, blessés et malades par suite de faits de guerre ; c) les personnes exclusivement attachées aux malades ; d) les personnes qui, par leur travail ou leur profession, participent au fonctionnement et au développement de la station ; e) les voyageurs et représentants de commerce porteurs de la carte d'identité professionnelle, pendant la durée du séjour qu'ils font dans la station pour les besoins exclusifs de leur profession ; f) les fonctionnaires et agents de l'Etat appelés temporairement dans la station pour l'exercice de leurs fonctions. Par ailleurs, en vertu de l'article 3 de ce même décret du 17 décembre 1958, les enfants de moins de dix ans bénéficient d'une réduction de 50 p. 100 du montant de la taxe ; les enfants de moins de quatre ans en sont totalement exonérés. Enfin, les membres de familles nombreuses bénéficient d'une réduction sur le prix des billets de chemin de fer, profitent d'un même pourcentage de réduction sur le montant de la taxe de séjour qui devrait leur être réclamée. La liste de ces exonérations et atténuations comporte les catégories sociales dignes d'un intérêt particulier ; il paraît difficile de l'allonger si l'on veut conserver à la taxe de séjour une assiette telle qu'elle puisse avoir un rendement appréciable. Les personnes qui fréquentent des établissements appartenant à des associations mutuelles ou familiales peuvent, individuellement, quand elles appartiennent à l'une des catégories que vise ce texte, demander à bénéficier des exonérations et atténuations que le décret du 17 décembre 1958 prévoit.

Sapeurs-pompiers (nature de leurs missions).

3677. — 28 juillet 1973. — **M. Rémy Montagne** demande à **M. le ministre de l'Intérieur** de lui préciser la nature des missions devant être confiées aux sapeurs-pompiers. Leur tâche comporte-t-elle volontairement des interventions éloignées de leur mission générale telles que la résorption des déversements de mazout de faible importance dans les rivières ou l'enlèvement des poissons morts à la suite de ces déversements intempestifs.

Réponse. — Aux termes de l'article 1^{er} du décret n° 53-170 du 7 mars 1953 portant règlement d'administration publique pour l'organisation des corps de sapeurs-pompiers et statut des sapeurs-pompiers communaux : « Les corps de sapeurs-pompiers sont spécialement chargés des secours et de la protection, tant contre les incendies que contre les périls ou accidents de toute nature menaçant la sécurité publique. » Dans le cadre de ces dispositions et de celles de l'article 97 (6^e) du code de l'administration communale, le maire peut donc faire appel aux sapeurs-pompiers dès lors que la sécurité publique est menacée et a fortiori lorsqu'il n'existe aucun autre service compétent. Tel était bien le cas en l'espèce.

Police (construction d'un hôtel de police à Sarcelles).

3752. — 28 juillet 1973. — **M. Canacos** attire l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur sa réponse à la question écrite n° 949 déposée le 10 mai 1973. En effet, cette vague réponse ne donne aucun des renseignements précis qui étaient demandés. En conséquence, il lui demande : 1° la date à laquelle les crédits nécessaires au financement de l'hôtel de police de Sarcelles seront débloqués ; 2° la date à laquelle commenceront les travaux.

Réponse. — La construction de l'hôtel de police de Sarcelles est financée par la Société centrale Immobilière de la caisse des dépôts qui sera maître d'ouvrage pour l'opération en cause. Cette société dispose des crédits nécessaires pour le financement de l'opération. Les travaux seront entrepris dans le courant du quatrième trimestre de 1973, sauf difficultés imprévisibles.

3760. — 28 juillet 1973. — **M. Peretti** demande à **M. le ministre de l'Intérieur** de prendre comme il l'a suggéré à diverses reprises, des dispositions interdisant de fumer, même en voiture, en dehors des agglomérations dans les régions où les risques d'incendie sont

certaines et de réglementer plus strictement encore l'usage des feux par les campeurs. Il pense en effet que, très généralement, l'imprudence des fumeurs et des campeurs est à l'origine des feux qui ravagent le Midi de la France. Il lui rappelle en outre que des mesures très strictes ont été prises depuis longtemps et sont respectées dans divers pays et notamment en Amérique du Nord. Dans le cas où des arrêtés préfectoraux ont été pris, il constate qu'aucune matérialisation n'indique l'interdiction de fumer, et demande, dans ces conditions, le nombre des contraventions qui ont été relevées et les sanctions qui sont intervenues.

Réponse. — La loi n° 66-505 du 12 juillet 1966 a fixé les mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies, et modifié diverses dispositions du code forestier. Les conditions d'application de cette loi ont été fixées par le décret n° 68-621 du 9 juillet 1968 portant règlement d'administration publique. Dans tous les départements où il existe des risques certains de feux de forêts, et particulièrement dans le Midi de la France, des arrêtés préfectoraux ont été pris pour réglementer de façon permanente l'emploi du feu sous toutes ses formes, et assurer la protection des forêts. C'est ainsi que les arrêtés préfectoraux en vigueur dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Var précisent qu'il est défendu à toute personne de fumer du 15 mars au 15 octobre à l'intérieur des bois, forêts, plantations, reboisements, landes et maquis « cette interdiction s'applique également aux piétons circulant sur les voies publiques traversant ces terrains (décret du 9 juillet 1968, art. 9) ; durant la même période, il est interdit de projeter à partir des véhicules de toute nature, notamment des automobiles, des objets en ignition (cigarettes en particulier) sur les voies de circulation et leurs abords, là où elles traversent les zones boisées ou les garrigues ». En revanche, l'interdiction de fumer à l'intérieur des véhicules pouvant être considérée comme une utopie aussi bien qu'une atteinte à la liberté individuelle n'a jamais été envisagée. Toutefois, l'invitation à utiliser les cendriers de bord et à ne rien jeter par les portières est une préoccupation permanente. Afin de prévenir plus complètement les incendies dus aux cigarettes en ignition jetées inconsciemment par les portières des véhicules en circulation, ainsi qu'aux échappements des véhicules ou à l'allumage de réchauds à gaz par les campeurs sur les bas-côtés des routes (pourtant formellement interdit), certains départements ont procédé, au cours de ces dernières années, au débroussaillage et au désherbage chimique des bas-côtés des voies de communication, le département des Bouches-du-Rhône ayant ainsi traité 337 kilomètres le long des routes. De même de nombreux dépôts d'ordures et leurs abords ont été protégés par des pulvérisations de produits ignifugeants. Les arrêtés préfectoraux pris en application de l'article 10 de la loi du 12 juillet 1966 ont d'ores et déjà donné lieu à des avertissements et des procès-verbaux. Il est incontestable que les effectifs d'agents assermentés affectés au contrôle du respect des arrêtés préfectoraux sont insuffisants comparés au nombre des imprudences ou des actions irréflechies pouvant être commises non pas seulement le long des axes routiers, mais sur de grandes superficies boisées. C'est ainsi que, pour l'ensemble des départements méditerranéens, on a totalisé 1.470 avertissements pendant la période comprise entre octobre 1971 et octobre 1972, alors qu'on en a compté 1.695 pendant la même période allant de 1970 à 1971. De même on a relevé 300 procès-verbaux durant la saison dernière alors que 488 avaient été dressés au cours de la saison précédente, ces procès-verbaux se traduisant par des sanctions pécuniaires dont l'importance varie en fonction de la gravité de l'infraction constatée. L'action répressive doit nécessairement être complétée par une action éducative, celle d'une meilleure information du public et d'une prise de conscience généralisée des dangers encourus. Cette tâche a été très sérieusement entreprise depuis quelques années par tous les services publics responsables ; citons les efforts déjà faits et activement poursuivis dans la formation scolaire des jeunes, la projection de films éducatifs, l'installation le long des axes routiers de plus de 2.400 panneaux informatifs à l'usage des touristes.

Sapeurs-pompiers (achats de matériel : aide de l'Etat).

4162. — 25 août 1973. — **M. Maisonnat** rappelle à **M. le ministre de l'Intérieur** que, dans les petites et moyennes communes, les sapeurs-pompiers bénévoles accomplissent un travail considérable, fait de dévouement et d'abnégation, pour assurer la sécurité des personnes et des biens. Ils connaissent généralement à fond la commune, ses possibilités et ses besoins. Il convient que les compagnies soient dotées, qu'elles soient centre de secours principal, centre de première intervention, etc., du matériel approprié permettant des actions rapides et efficaces. Or, elles ne sont aidées financièrement que par la commune ou le conseil général subventionnant par exemple les achats de matériel dont on sait que les prix sont en constante augmentation. S'agissant d'un véritable service national, il serait normal qu'il reçoive de la part de l'Etat les moyens nécessaires pour remplir les tâches qui lui sont imparties. Il lui demande donc s'il n'estime pas nécessaire de prévoir dans son budget les sommes

nécessaires pour aider efficacement, par l'intermédiaire des communes et des services départementaux d'incendie, les corps des sapeurs-pompiers.

Réponse. — L'Etat et, en l'occurrence le service national de la protection civile, participe aux dépenses d'équipement des services départementaux et communaux de secours et de lutte contre l'incendie. Il ne fait aucune discrimination entre les centres principaux de secours ou les corps de première intervention. Ses subventions, qui peuvent varier, pour atteindre parfois le taux de 25 p. 100, sont accordées à des matériels compris dans une liste dite « des soixante articles ». En 1972, il a été réparti, à ce titre, une somme de 8.379.436 francs. Cette année, il est prévu qu'elle sera de l'ordre de 9.250.000 francs.

Communes (personnel : carrière des cadres communaux).

4166. — 25 août 1973. — M. Massot expose à M. le ministre de l'intérieur que de très nombreuses interventions parlementaires concernant la situation des cadres communaux semblent se heurter, de la part des ministères intéressés, à une incompréhension du problème de fond, qui apparaît d'ailleurs n'avoir jamais été abordé sérieusement avec la ferme volonté d'y apporter une solution logique et équitable. Toutes les demandes des cadres communaux portant sur des questions de salaires se voient indubitablement opposer le leitmotiv de l'article 514 du code municipal concernant les fonctionnaires homologues de l'Etat. Outre que l'application faite par l'Etat de cet article 514 est toujours restrictive et à sens unique, car si les agents communaux ne peuvent bénéficier d'indices ou d'avantages supérieurs aux agents de l'Etat, ils sont, par contre, souvent très loin de se voir octroyer les indices et avantages divers accordés à ceux-ci, il apparaît également que l'interprétation qui en est faite est injuste et erronée, car les cadres supérieurs communaux n'ont pas d'homologues parmi les fonctionnaires de l'Etat. Leur état d'agent communal, leurs conditions de travail, les fonctions dont ils sont chargés, la position qu'ils occupent, créent une situation très particulière qui n'a absolument rien de comparable avec une fonction quelconque de l'Etat. En effet, les agents communaux ont pour supérieur hiérarchique direct et unique une personnalité élue, le maire, de qui dépend leur nomination, avancement, licenciement et toute leur vie de travail, et auquel ils sont totalement liés. C'est là une situation que ne connaît aucun fonctionnaire de l'Etat et qui engendre des sujétions d'organisation, de travail, voire de mode de vie, étroitement liées à la volonté de l'élu dont ils dépendent uniquement. Il est demandé au secrétaire général, tenu à un contact direct et constant avec les habitants, d'avoir des connaissances étendues en tous les domaines intéressant la vie de sa commune, et non d'être un agent spécialisé, comme le sont en général ceux auxquels on le compare. De plus, et c'est là, semble-t-il, un cas unique dans le pays, ces agents ne peuvent discuter ou engager des pourparlers, sur le salaire, avec l'employeur direct qui les rétribue; l'employeur, c'est-à-dire les maires, malgré leur volonté maintes fois manifestée, ne peuvent non plus accorder les salaires qu'ils souhaitent à leurs employés. Aucun dialogue n'est ni possible, ni même prévu entre les parties intéressées, ainsi qu'il est de règle générale pour tous les travailleurs français, y compris les fonctionnaires. Les deux parties intéressées ne peuvent qu'émettre un avis sur les propositions qui leur sont formulées par un troisième interlocuteur qui est l'Etat, sans aucune participation effective à l'établissement des propositions. Il est donc incontestable, dans la réalité, que les agents communaux et les cadres supérieurs en particulier, ont une situation totalement différente et sans comparaison ni homologie avec quelque agent de l'Etat que ce soit. Il semble qu'en haut lieu on se soit refusé à tenir compte de cette différence fondamentale qui rend toute comparaison impossible et cette comparaison a considérablement aliéni et découragé les agents dont il s'agit. Il apparaît qu'une hypothétique revalorisation de carrière, que l'on promet toujours mais que l'on ne voit jamais, ne résoudra pas le problème de fond, actuellement basé sur une homologie qui n'existe pas. En conséquence, il lui demande : 1° s'il peut lui faire connaître le point de vue du Gouvernement sur ce problème et s'il entend prescrire une étude et une concertation en vue de définir, dans le sens total du terme, une véritable carrière de cadres supérieurs communaux; 2° dans l'immédiat, s'il peut lui indiquer à quelle date sera effective la revalorisation de carrière annoncée à maintes reprises.

Réponse. — 1° Les ministères intéressés ne sous-estiment pas l'importance du « problème de fond » posé par l'application de l'article 514 du code de l'administration communale. Le ministère de l'intérieur, pour sa part, pense qu'effectivement certains emplois communaux, et notamment celui de secrétaire général de mairie, présentent des caractères spécifiques, mais est contraint d'admettre que la mise en œuvre de l'article 514 impose, pour les raisons et dans les conditions précisées dans la réponse à la question écrite n° 13106 posée le 2 juillet 1973 par M. Emile Didier, sénateur (*Journal officiel*,

Débats Sénat, du 6 septembre 1973, p. 1249), l'établissement de correspondances avec les emplois de l'Etat, même si de telles assimilations peuvent parfois paraître en partie artificielles; 2° les mesures prises en vertu de cet article ne sont pas « restrictives et à sens unique » au détriment des agents communaux. En réalité, une comparaison entre la situation faite à ces agents et celle des fonctionnaires s'avère extrêmement complexe si l'on tient compte non seulement des indices ou des avantages accessoires dont bénéficient les uns et les autres, mais aussi de leur durée de carrière et de leurs débouchés; 3° si les secrétaires généraux de mairie sont soumis à des sujétions particulières inhérentes à leurs fonctions, ils n'en bénéficient pas moins d'un statut qui leur donne toutes garanties en matière disciplinaire, de rémunération, d'avancement, de licenciement et de retraite. En revanche, les fonctionnaires de l'Etat, quant à eux, peuvent, à titre d'exemple, être l'objet de mutations dans l'intérêt du service, dans des régions éloignées de leur domicile d'origine; 4° il ne semble pas y avoir de différence essentielle dans les possibilités de discussion au sujet de la rémunération entre employeurs et agents, si l'on compare les fonctionnaires et le personnel des collectivités locales. Si les fonctionnaires, en effet, sont représentés notamment au sein du conseil supérieur de la fonction publique par les différentes organisations syndicales, il en est de même pour les cadres supérieurs communaux qui sont représentés par ces organisations au sein de la commission nationale paritaire. Il apparaît donc qu'il convient de nuancer quelque peu les affirmations énoncées par la question posée; 5° quoi qu'il en soit, conscient de la nécessité d'aménager la structure et de revaloriser la situation indiciaire des cadres supérieurs communaux qui sont représentés par ces organisations au sein parallèlement à celles des communes, le ministère de l'intérieur a soumis aux autres départements compétents des propositions dont il ne peut encore indiquer à quelle date elles feront l'objet de décisions définitives.

Communes (personnels; bénéfice d'un régime analogue à celui envisagé en faveur des agents de l'Etat).

4343. — 1^{er} septembre 1973. — M. Le Theule rappelle à M. le ministre de l'intérieur qu'en réponse à sa question écrite n° 25728 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, n° 67, du 23 septembre 1972) relative au régime indemnitaire des personnels communaux affectés au traitement de l'information, il précisait que les dispositions concernant la situation de ces agents devaient faire l'objet d'une prochaine publication à l'issue de la réception de l'avis définitif des instances dont la consultation est prévue par la réglementation en vigueur. Plusieurs mois s'étant écoulés depuis cette précision, et compte tenu de l'approbation, en avril 1973, par la commission nationale paritaire du personnel communal des textes soumis à son examen à ce sujet, il lui demande de lui faire connaître quand seront publiées les instructions permettant aux personnels communaux affectés au traitement de l'information de bénéficier du régime analogue à celui envisagé par le décret n° 71-343 du 29 avril 1971 en faveur des agents de l'Etat.

Réponse. — Les textes réglementant la situation des agents communaux affectés au traitement de l'information ont fait l'objet du décret n° 73-780 et de trois arrêtés en date du 23 juillet 1973, publiés au *Journal officiel* du 8 août 1973.

JUSTICE

Sociétés commerciales
(répartition des parts du capital des S. A. R. L.).

2565. — 20 juin 1973. — M. Peretti expose à M. le ministre de la justice que l'article 38, premier alinéa, de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales dispose que la répartition des parts composant le capital des sociétés à responsabilité limitée est mentionnée dans les statuts. Il voudrait savoir si cela entraîne l'obligation, lors de chaque cession de parts, de modifier les statuts en sorte que ceux-ci fassent apparaître à tout moment la répartition actuelle du capital.

Réponse. — La cession des parts sociales d'une société à responsabilité limitée n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités prévues à l'article 1690 du code civil et le dépôt au greffe du tribunal de commerce, en annexe au registre du commerce, de deux expéditions de l'acte de cession s'il a été établi dans la forme notariée, ou de deux originaux s'il est sous scellé privé (art. 20 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et art. 14 et 31 du décret n° 67-238 du 23 mars 1967). Les tiers ont ainsi connaissance des modifications intervenues dans la répartition des parts sociales en consultant les actes et pièces annexés aux derniers

statuts. Sous réserve de l'interprétation souveraine des tribunaux, biens qu'aux termes de l'article 38 de la loi du 24 juillet 1966 la répartition des parts doit être « mentionnée » dans les statuts, la loi ne paraît pas imposer de ce seul chef qu'il soit procédé à une modification des statuts lors de chaque cession de parts. Toutefois, l'article 288 du décret du 23 mars 1967 susvisé ne faisant pas figurer la répartition des parts parmi les mentions qui peuvent être omises dans les statuts mis à jour, la nouvelle répartition des parts devra apparaître dans les statuts dès qu'interviendra une mise à jour.

Education surveillée (rémunération des personnels).

2922. — 28 juin 1973. — M. Gilbert Faure appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur la situation des personnels de l'éducation surveillée. En septembre 1972, l'administration promulgua le nouveau taux des primes applicables à compter du 1^{er} janvier 1973. Or, à ce jour, ces revalorisations pourtant minimales ne sont toujours pas effectives. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre dans l'immédiat pour mettre un terme à cette situation intolérable.

Réponse. — Les personnels de l'éducation surveillée ne sont pas gérés par le ministère de l'éducation nationale, mais relèvent, au ministère de la justice, de la direction de l'éducation surveillée. La loi de finances pour 1973 comporte, en faveur de ces agents, plusieurs mesures indemnitaires applicables à partir du présent exercice. Après le vote des crédits budgétaires, la mise en œuvre de ces indemnités a nécessité l'intervention de plusieurs départements ministériels avant la publication des textes réglementaires. Tous les textes, sauf un, ont été publiés. Le dernier décret, relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires d'enseignement, examiné en conseil des ministres le 30 août dernier et l'arrêté fixant les nouveaux taux de cette indemnité sont en cours de publication au *Journal officiel*. Bien entendu, la date d'effet des nouveaux taux des indemnités est acquise au 1^{er} janvier 1973, et l'honorable parlementaire peut être assuré que le ministère de la justice apporte toute la diligence nécessaire à l'exécution rapide des mesures au fur et à mesure de la publication des textes s'y rapportant.

Copropriété (liste des copropriétaires).

3111. — 1^{er} juillet 1973. — M. Mesmin expose à M. le ministre de la justice que, lorsqu'un des copropriétaires d'un immeuble souhaite obtenir du syndic la liste des noms et adresses des autres membres de la copropriété, il se voit opposer l'obligation pour les syndics de respecter le secret professionnel. Cette pratique présente de sérieux inconvénients. En effet, les assemblées de copropriétaires ne rassemblent souvent le quorum légal que grâce à des pouvoirs signés en blanc et attribués en fait par le syndic lui-même aux rares présents. C'est ainsi que, dans de nombreux cas, les gérants d'immeubles gouvernent les copropriétés grâce à des minorités dociles. A cette situation il existe un remède théorique : l'assistance réciproque aux assemblées annuelles des copropriétaires. Cette solution n'est pas aussi simple à appliquer qu'il y paraît, en particulier lorsque, s'agissant d'immeubles situés dans une ville touristique ou balnéaire, la copropriété comprend deux fractions distinctes : celle qui réunit les habitants permanents de l'immeuble, et celle où se comptent les copropriétaires occupants occasionnels et temporaires, dont le domicile est souvent fort éloigné de leur résidence secondaire. Pour réunir une majorité susceptible de faire prévaloir des points de vue éventuellement différents de ceux de la minorité locale, bénéficiaire des pouvoirs en blanc, il est nécessaire que les copropriétaires dont l'éloignement ne leur permet pas d'assister aux assemblées, puissent se connaître et unissent leurs efforts, au besoin en chargeant l'un d'entre eux d'exposer leur opinion sur les problèmes de gestion de l'immeuble. Il lui demande d'indiquer : 1^o s'il existe une obligation de secret professionnel pour les syndics leur interdisant de communiquer à tout propriétaire, sur simple demande, la liste comportant noms et adresses des autres associés dans la copropriété ; 2^o s'il existe une procédure à engager pour obtenir ce renseignement indispensable pour assurer le jeu de la démocratie sociale dans les copropriétés immobilières.

Réponse. — La liste des noms et adresses des copropriétaires ne semblerait pas revêtir un caractère confidentiel. En effet, toute personne peut avoir connaissance de ces renseignements par la consultation du fichier immobilier. Tout copropriétaire en reçoit communication en émargeant la feuille de présence à l'assemblée générale (art. 14 du décret n^o 67-223 du 17 mars 1967). En outre, un ou plusieurs

membres du conseil syndical peut en recevoir communication et en prendre copie dans les conditions fixées par décret (art. 26, alinéa 4, du décret du 17 mars 1967). Enfin, la personne judiciairement chargée de convoquer l'assemblée générale (art. 47 et 50 du décret du 17 mars 1967) peut également obtenir ces renseignements du syndic, au besoin sur injonction judiciaire.

Entreprises publiques et sociétés anonymes (différence des modes de désignation des présidents directeurs généraux).

3808. — 28 juillet 1973. — M. Kasperoff expose à M. le ministre de la justice que les présidents directeurs généraux des sociétés nationales sont nommés par décret sur présentation de leurs conseils d'administration respectifs, tandis que les présidents directeurs généraux des sociétés anonymes, filiales des sociétés nationales, sont désignés par les conseils d'administration suivant les règles habituelles de droit commun. Il lui demande si cette différence dans les modes de désignation entraîne une différence entre les obligations et responsabilités de ces présidents directeurs généraux, tant vis-à-vis des tiers qu'à l'égard des prescriptions de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés anonymes.

Réponse. — Dès lors que des sociétés dont l'Etat détient tout ou partie du capital sont constituées sous la forme de sociétés anonymes, elles sont soumises aux dispositions de la loi n^o 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. Il peut toutefois dans ces sociétés être dérogé, en vertu de dispositions législatives et réglementaires particulières, à certaines règles du fonctionnement des sociétés anonymes et, par exemple, ainsi que le relève l'honorable parlementaire, aux règles de désignation du président du conseil d'administration. Mais les dérogations relatives au mode de désignation des organes d'administration de ces sociétés ne paraissent pas, sous réserve de l'interprétation souveraine des tribunaux, de voir entraîner une dérogation générale aux règles de fonctionnement des organes sociaux prévues par la loi du 24 juillet 1966, le droit commun restant applicable dans la mesure où il n'y est pas expressément dérogé.

Education surveillée (situation des services départementaux de Seine-Maritime).

3968. — 4 août 1973. — M. Leroy appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur la situation en Seine-Maritime des services départementaux de l'éducation surveillée. Des carences actuelles, il résulte que quarante-cinq places de foyer d'action éducative qui sont disponibles ne peuvent être offertes à des mineurs qui en auraient besoin ; que pour l'action éducative en milieu ouvert, cinq cents cas sont pris en charge par un chef de service qui partage son temps avec la consultation, trois éducateurs titulaires, deux éducatrices contractuelles ; que les services de consultation d'orientation éducative qui ont déposé cent rapports en 1972 fonctionnent avec un chef de service qui partage son temps avec le milieu ouvert, deux assistantes sociales, un psychologue, un psychiatre qui assure environ quatre heures par mois ; que l'équipe de liberté surveillée, composée d'un chef de service, de trois éducateurs, prend en charge sans secrétariat, dans un local exigu, plus de deux cent cinquante mineurs. Il lui demande s'il s'engage à proposer le financement au budget de 1974 de tous les postes nécessaires au fonctionnement des services départementaux d'éducation surveillée en Seine-Maritime, quelles mesures il compte prendre pour assurer, compte tenu de l'expansion démographique, la réalisation de nouvelles consultations, de nouveaux foyers, en premier lieu dans les zones d'urbanisation importante.

Réponse. — La nécessité de poursuivre et d'amplifier le développement des moyens d'action de l'éducation surveillée reste une préoccupation essentielle de la chancellerie ; elle se double d'une volonté d'améliorer qualitativement la prise en charge éducative des jeunes inadaptés qui font l'objet d'une intervention judiciaire. Si les services de la Seine-Maritime comme de nombreux autres services départementaux ne peuvent être encore utilisés au maximum de leur capacité, c'est afin de permettre d'assurer la formation du personnel, et notamment des éducateurs, ce qui requiert actuellement un décal d'environ trois ans à partir du moment où la création d'un emploi budgétaire a été obtenue. Trois cent trente élèves éducateurs et éducateurs stagiaires seront au 1^{er} octobre 1973 en cours de scolarité. Au fur et à mesure de leur titularisation, le personnel des services d'éducation surveillée de la Seine-Maritime sera renforcé de manière à permettre la pleine utilisation des équipements disponibles. Si un progrès important a été accompli depuis 1962, puisque les effectifs de personnel et la capacité de prise en charge de mineurs ont pratiquement triplé en dix ans, un nouvel effort budgétaire devra nécessairement être consenti dans les années

à venir pour permettre à l'éducation surveillée de mettre en service les équipements financés et non encore livrés, et de poursuivre l'expansion rendue nécessaire par l'accroissement continu de l'activité des juridictions pour enfants.

Magistrats (sanctions à l'égard de magistrats de Lille).

3971. — 4 août 1973. — **M. Porelli**, inquiet du climat de répression qui semble régner à la cour de Douai, demande à **M. le ministre de la justice** s'il est exact que quatre magistrats de Lille ont vu leur notation nettement baissée par leur supérieur hiérarchique, ainsi que l'annonce en a été faite le 29 juin 1973 par le syndicat de la magistrature au cours d'une conférence de presse. En cas de réponse affirmative, est-il exact qu'un juge d'instruction s'est vu notifier par son supérieur hiérarchique (premier président) un « avertissement avec inscription au dossier », sous le prétexte d'avoir remis en liberté une inculpée, avant d'avoir eu connaissance de l'avis du parquet et, d'autre part, parce qu'il n'aurait pas fourni les éléments statistiques concernant le fonctionnement de son cabinet durant les trois années écoulées, bien que nul texte ne l'oblige à une telle communication. Si de tels faits venaient à être confirmés officiellement, **M. Porelli** souhaite savoir, compte tenu que les magistrats sanctionnés ont tous des fonctions syndicales, si de telles mesures disciplinaires ne constituent pas une résistance de la part du pouvoir politique à l'action syndicale, qui, peu à peu, s'est organisée dans la magistrature, bien que la légitimité et la légalité du syndicat des magistrats aient été reconnues par le Conseil d'Etat. Il demande à **M. le ministre** s'il peut lui apporter les éclaircissements indispensables sur ces affaires qui lui paraissent susceptibles de porter des coups sévères à la séparation indispensable du pouvoir politique et du pouvoir judiciaire et aux libertés syndicales dont les magistrats doivent jouir au même titre que tous les autres travailleurs.

Réponse. — Les notations annuelles des magistrats, assurées par les premiers présidents des cours d'appel, pour les magistrats du siège, et par les procureurs généraux, pour les magistrats du parquet, sont établies compte tenu du seul comportement professionnel des intéressés, sans que leur éventuelle appartenance à une organisation professionnelle, notamment au syndicat de la magistrature, ou leur activité au sein d'une telle organisation soit prise en considération. A cet égard, les autorités chargées de la notation des magistrats se conforment à la jurisprudence du Conseil d'Etat, selon laquelle l'activité syndicale ne peut, en aucun cas, constituer un élément des appréciations portées sur les agents de l'Etat par les autorités hiérarchiques. Au surplus, les renseignements demandés par l'honorable parlementaire au sujet de certains magistrats de la cour d'appel de Douai ne peuvent, s'agissant de situations particulières, lui être donnés dans une réponse à une question écrite.

Vins (négociants en vins de bordeaux qui se sont livrés à des trafics illicites).

4248. — 1^{er} septembre 1973. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre de la justice** s'il n'estime pas utile de livrer dès maintenant au public les noms des négociants en vins de bordeaux qui se sont livrés à des trafics illicites, de façon à assurer la protection des consommateurs, trompés sur la qualité des produits, qui ont le droit d'être informés les premiers et la défense des milieux viticoles scandalisés par des agissements qui portent atteinte à leur profession tout entière et à la réputation des produits français dans le monde.

Réponse. — Le garde des sceaux a l'honneur de faire connaître à l'honorable parlementaire qu'à la suite de contrôles effectués par le service de la répression des fraudes dans les établissements de négociants en vins de la région bordelaise, une information contre X... a été ouverte le 29 août 1973 au tribunal de grande instance de Bordeaux du chef d'infractions à la loi du 1^{er} août 1905 portant répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles. Les dispositions de l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale et celles de l'article 11 du code de procédure pénale interdisent au garde des sceaux de fournir de plus amples renseignements sur cette affaire.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

*Postes et télécommunications (ministère)
(commandes de matériel téléphonique).*

4119. — 25 août 1973. — **M. Mayoud** demande à **M. le ministre des postes et télécommunications** s'il est exact que son ministère se refuse à confier des commandes de matériel téléphonique à des

sociétés qui ne soient pas françaises. Ne pense-t-il pas — si cette information est exacte — que l'absence de concurrence dans ce domaine est préjudiciable aux intérêts des usagers. Par ailleurs, certaines entreprises françaises ayant alors un monopole de fait, la répercussion sur le coût des investissements des télécommunications serait importante.

Réponse. — L'administration des P.T.T. a pour mission de sa garantir la fourniture des équipements qui lui sont nécessaires, aux meilleures conditions de prix, de délais et de qualité, dans une technique compétitive au plan mondial et s'adaptant au réseau existant, pour en assurer l'extension et le renouvellement. Elle cherche à utiliser l'ensemble du potentiel industriel français d'innovation et de production, pour disposer d'une large source nationale indépendante d'approvisionnement, dans un secteur de pointe en pleine expansion. L'administration des P.T.T. a cependant, depuis plusieurs années déjà, fait appel à l'étranger pour des fournitures de matériel de télécommunications (poteaux, câbles, appareils de mesure). Le résultat des appels d'offre a souvent été favorable aux entreprises françaises. Les informations disponibles permettent d'ailleurs de conclure que les prix français de matériel de télécommunications sont, dans l'ensemble, comparables et bien souvent inférieurs aux prix pratiqués par des industriels étrangers sur les marchés nationaux. Cet état de fait est le résultat de la politique menée par les services des télécommunications sur le plan général de l'industrie et plus particulièrement au niveau des prix. A cet égard, le service central de contrôle des prix, qui a été mis en place dès 1963, en application de l'article 54 de la loi de finances de cette même année, constitue un outil particulièrement efficace, l'établissement des prix se faisant sur la base des résultats d'une enquête comptable avec accès aux documents internes correspondant à des entreprises. Les services des télécommunications réunissent actuellement les éléments nécessaires en vue de lancer de nouvelles consultations internationales. Toutes précautions sont prises dans le but de réduire les aléas en matière de réalisation des marchés et les incertitudes qui pourraient naître des conséquences de la mise en service de nouveaux matériels sur le fonctionnement du réseau.

*Postes et télécommunications (personnel :
concours interne de contrôleur des P.T.T.).*

4200. — 25 août 1973. — **M. Zeiler** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** diverses anomalies concernant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement par la voie interne de contrôleurs des P.T.T. Tout d'abord, ces concours, pourtant réservés aux agents déjà en fonction dans les services des P.T.T., seraient organisés les samedi et dimanche, c'est-à-dire sans respect des jours de repos hebdomadaire. Ensuite, les chances de promotion des agents féminins seraient beaucoup plus réduites que celles de leurs collègues masculins puisque 1.200 places de contrôleurs sont offertes aux agents masculins et 500 seulement aux agents féminins, alors qu'il existe environ 22.000 agents masculins et 30.000 agents féminins. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, à la fois pour que les jours de repos hebdomadaire soient respectés et pour que l'égalité des chances en matière d'avancement se réalise entre hommes et femmes dans les P.T.T.

Réponse. — L'administration des P.T.T. s'efforce d'organiser en semaine ses divers concours de recrutement. Ce n'est qu'en raison de nécessités impérieuses que les candidats sont appelés à composer exceptionnellement le samedi et un dimanche. Tel est le cas du concours interne de contrôleur auquel participe un nombre très élevé de fonctionnaires (12.000 environ dont 4.500 pour la seule région parisienne). L'importance des candidatures enregistrées conduit à retenir la fin de semaine pour éviter de dégrader exagérément les postes de travail, ce qui mettrait le service public en difficulté. En outre, l'administration des P.T.T. ne disposant pas de salles assez vastes pour réunir de tels effectifs de candidats se trouve dans l'obligation de s'adresser à d'autres administrations ou services publics qui ne peuvent offrir les locaux appropriés que le samedi et le dimanche. Quant à la répartition des places respectivement offertes aux candidats ou aux candidates aux concours internes de contrôleur, elle est essentiellement fonction de la nature des postes à pourvoir. Présentement, les besoins les plus importants se situent dans les services qui doivent faire appel à une main-d'œuvre masculine en raison du caractère particulier des tâches à accomplir, notamment dans les services du tri et de l'acheminement du courrier. Cette inégalité dans la répartition des emplois offerts, imposée momentanément par les circonstances, est d'ailleurs appelée à disparaître à terme compte tenu de l'évolution technique des matériels qui permettra de confier la plupart des postes de travail indifféremment aux hommes ou aux femmes.

Téléphone (mauvais fonctionnement dans la région de Grenoble).

4319. — 1^{er} septembre 1973. — M. Maisonnat expose à M. le ministre des postes et télécommunications la situation très difficile des abonnés au téléphone de la région du Trièves-en-Isère (Mens, Clelles, etc), rattachés au central de Monestier-de-Clermont. Pour des communications demandées même à courte distance, telle que Grenoble, il n'est pas rare d'enregistrer des attentes d'une demi-heure à trois quarts d'heure. De plus, les conversations sont souvent subitement coupées et à nouveau une longue attente est imposée pour obtenir le rétablissement de la communication. Cet état de fait dure depuis quelques années. A la suite d'interventions des collectivités locales en 1972, l'administration des télécommunications avait promis que des améliorations seraient apportées en 1973. Il lui demande, en conséquence, quelles dispositions ont été prises pour qu'il soit remédié à cet état de choses préjudiciable à toute une région.

Réponse. — La desserte téléphonique du groupement de Monestier-de-Clermont pose à l'administration des problèmes particulièrement difficiles en raison des conditions climatiques sévères (tempêtes de neige en hiver, orages en été) que connaît cette région. Aussi un des objectifs à atteindre est-il de remplacer les artères aériennes existantes par une infrastructure moins vulnérable aux intempéries. Dans cet ordre de réalisations, un câble souterrain à grande distance a été posé sur le parcours Pont-de-Claix—Monestier—Saint-Maurice-en-Trièves; ce câble est entré en service au début de 1973. Dans le même temps, les moyens d'écoulement du trafic ont été accrus. C'est ainsi que le multiple téléphonique de Monestier a été entièrement remplacé au printemps 1973 par une installation d'une capacité plus que doublée (14 positions d'opératrice au lieu de 6). La capacité des faisceaux de circuits reliant Monestier au réseau téléphonique général a été augmentée, le remplacement des autocommutateurs ruraux et l'extension des circuits ruraux sont programmés et déjà en partie réalisés. Sur le plan de l'exploitation, des difficultés particulières ont été rencontrées au cours de l'été qui vient de s'écouler. La pointe habituelle de trafic estival s'est en effet trouvée aggravée par l'absence imprévue d'agents malades, ainsi que par les violents orages du mois de juillet qui ont perturbé le fonctionnement des circuits locaux. Afin de pallier cette situation dans la mesure du possible, un agent de la brigade de renfort régional a été envoyé à Monestier. Pour l'avenir, le renforcement de l'infrastructure va être poursuivi : c'est ainsi notamment qu'une artère moderne Clelles—Mens, dont la construction va débiter prochainement, entrera en service vraisemblablement au début de 1974.

Postes (réintégration des personnels ayant demandé leur mise en disponibilité).

4374. — 1^{er} septembre 1973. — M. Alain Terrenoire appelle l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur la situation des fonctionnaires de son département qui, titularisés dans leur emploi, ont dû demander leur mise en disponibilité pour suivre leur conjoint à l'occasion d'une mutation de ce dernier, également agent des P.T.T. L'administration accordant cette mise en disponibilité pour une durée de dix ans, sans traitement naturellement, mais aussi sans possibilité d'avancement, bon nombre de personnels concernés se sont fait embaucher en qualité d'auxiliaire et occupent un emploi dans le nouveau lieu de travail de leur conjoint. Ces personnels exécutent en fait un travail de titulaire, pour lequel ils sont d'ailleurs particulièrement qualifiés mais se voient appliquer le traitement et le régime des agents auxiliaires, lequel les prive d'avantages tels que perception de primes, possibilité d'avancement, etc. Il lui demande si, dans les cas évoqués ci-dessus, des dispositions ne pourraient pas être prises pour donner aux intéressés la possibilité de continuer à assurer leurs fonctions en qualité de titulaire, dans le nouveau lieu de travail de leur conjoint, et ce, dans un délai minimum suivant la mutation de celui-ci. Il ajoute que les mesures préconisées sont actuellement appliquées dans les services relevant du ministère de l'économie et des finances.

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 45 de l'ordonnance n° 58-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires, les modalités de réintégration des fonctionnaires en disponibilité ont été déterminées par l'article 29 du décret n° 59-309 du 14 février 1959 qui précise que la réintégration des intéressés est de droit à l'une des trois premières vacances si la durée de la disponibilité n'a pas excédé trois années. Ces dispositions sont bien appliquées dans l'administration des P.T.T. et conduisent à la réintégration sans délai des fonctionnaires qui acceptent un poste disponible quelconque. Quant à ceux qui subordonnent leur reprise de fonctions à une affectation dans une ou

plusieurs résidences, limitant ainsi leurs possibilités de réintégration, ils ne peuvent obtenir satisfaction qu'au moment où un poste vacant peut leur être attribué dans les localités de leur choix. Ils s'exposent donc, de ce fait, à une attente d'autant plus longue que les résidences recherchées sont affectées par des suppressions d'emplois consécutives à la modernisation des installations. Lorsque la situation des effectifs ne permet pas de leur donner satisfaction, ceux qui en font la demande peuvent être recrutés comme auxiliaire. Une priorité d'embauchage est prévue en leur faveur, ainsi que la prise en compte des services antérieurs pour la détermination de l'échelon de salaire dans leur nouvel emploi, mais il n'est pas possible de réintégrer ces personnels en qualité de titulaire sur des emplois qui doivent être supprimés ou attribués à des fonctionnaires à reclasser. Par ailleurs, au cas particulier des femmes fonctionnaires dont le mari est également agent de l'administration, il convient de noter que les conjoints avaient la possibilité d'attendre, dans leur ancienne résidence, la réalisation de leur mutation simultanée pour les résidences de leur choix. Les intéressés, qui n'ont pas voulu bénéficier de cette possibilité, étaient parfaitement au courant de la situation dans laquelle ils se plaçaient. Néanmoins ces personnels, lorsqu'ils en font la demande, peuvent être réaffectés rapidement à Paris ou dans la région parisienne où se situent actuellement les emplois disponibles.

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Polynésie (écoutes téléphoniques des communications privées).

1716. — 25 mai 1973. — M. Sanford demande à M. le ministre chargé des relations avec le Parlement s'il peut : 1° préciser quels sont les textes légaux ou réglementaires qui pourraient justifier le système des écoutes téléphoniques des communications privées en Polynésie française; 2° confirmer ou infirmer que les communications téléphoniques des membres du Parlement représentant la Polynésie française sont susceptibles d'être écoutées, et quel usage est fait, dans ce cas, des fiches d'écoute.

Réponse. — La question de l'existence et de l'utilisation des écoutes téléphoniques a récemment fait l'objet d'un débat au Sénat (19 juin 1973) et à l'Assemblée nationale (22 juin 1973). L'honorable parlementaire trouvera les réponses à ses questions dans les déclarations faites à ce sujet par M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement (reproduites aux *Journaux officiels*, Débat du Sénat du 20 juin 1973, et Débat de l'Assemblée nationale du 23 juin 1973). En effet, il n'existe pas en cette matière de textes législatifs ou réglementaires spéciaux pour la Polynésie, la seule différence étant que le code d'instruction criminelle est resté en vigueur puisque le code de procédure pénale n'est pas encore applicable dans les territoires d'outre-mer.

SANTE PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE

Déportés et internés (allocation de vieillesse).

46. — 11 avril 1973. — M. Durieux expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'un décret n° 66-818 du 3 novembre 1966 a ménagé aux anciens déportés et internés titulaires de la carte de déporté ou interné de la Résistance ou de la carte de déporté ou interné politique le bénéfice de l'allocation vieillesse à partir de soixante ans; d'autre part, un décret n° 66-248 du 31 mars 1966 relatif au régime d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions industrielles et commerciales énonce en son article 16 que le « service de l'allocation peut être ajourné au-delà de soixante-cinq ans ou de soixante ans lorsque l'assuré est reconnu inapte au travail ou est grand invalide, à la condition qu'il continue à cotiser après cet âge à quelque titre que ce soit. En ce cas, le nombre de points de retraite est majoré suivant des coefficients fixés par arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale, après avis de la caisse nationale de compensation ». Il lui soumet le cas d'un commerçant titulaire de la carte de déporté ayant différé jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans la liquidation de son allocation tout en continuant à cotiser jusqu'à cet âge au régime d'assurance vieillesse et lui demande si ce retraité, dont le droit à allocation ouvert dès soixante ans a été ajourné jusqu'à soixante-cinq ans, est en droit de prétendre aux majorations découlées du susdit article 16.

Réponse. — Seules peuvent bénéficier des dispositions prévues à l'article 16 du décret n° 66-248 du 31 mars 1966 relatif au régime d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions industrielles et commerciales, les catégories de personnes expressément visées par ledit article. Il en résulte effectivement une certaine disparité de traitement entre les anciens déportés et inté-

ressés d'une part et les grands invalides de guerre d'autre part, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'une mesure exceptionnelle n'a pu être prise à l'époque où est intervenu le décret du 31 mars 1966, qu'en faveur des assurés qui avaient alors la possibilité de demander la liquidation de leurs droits dès leur soixantième anniversaire. Tel n'était pas le cas des déportés et internés qui n'ont obtenu cette possibilité qu'en vertu du décret n° 66-018 du 3 novembre 1966. Quoi qu'il en soit, une modification des dispositions de l'article 16 du décret du 31 mars 1966 ne peut plus être actuellement envisagée dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire. En effet, le régime d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions industrielles et commerciales est désormais aligné sur le régime général de la sécurité sociale en application de la loi n° 72-554 du 3 juillet 1972. Certes, la réglementation en vigueur au 31 décembre 1972 demeure applicable aux prestations afférentes aux périodes d'activité non salariée antérieures au 1^{er} janvier 1973, mais les seules modifications qu'il est désormais possible de leur apporter ne peuvent consister qu'en des mesures d'adaptation tendant à rapprocher cette réglementation de celle du régime général, lequel ne comporte aucune disposition comparable à celle de l'article 16 du décret du 31 mars 1966.

Allocation aux vieux travailleurs salariés (plafond de la succession).

236. — 12 avril 1973. — M. Odru rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'en application de l'article L. 631 du code de la sécurité sociale, les arrérages servis au titre de l'allocation aux vieux travailleurs salariés sont recouvrés sur la succession de l'allocataire lorsque l'actif net est au moins égal à 40.000 francs (décret n° 69-1022 du 13 novembre 1969). L'application de cette réglementation aboutit souvent à frustrer d'un bien modeste héritage les enfants de la personne décédée. Est-ce le droit à l'héritage dont les plus hautes autorités de ce pays ont tant parlé pendant la dernière campagne électorale. M. Odru qui, avec les parlementaires de son groupe, a toujours défendu le droit à l'héritage fruit du travail et de l'épargne, lui demande quelles mesures il compte prendre pour modifier le décret n° 69-1022 du 13 novembre 1969 et relever de façon substantielle le montant de l'actif de la succession d'un titulaire de l'allocation aux vieux travailleurs salariés à partir duquel les arrérages pourraient être recouverts.

Réponse. — Conformément aux orientations du Plan, les pouvoirs publics accordent une priorité dans le cadre de leur politique sociale, à l'amélioration du sort des personnes âgées et tout particulièrement de celles qui sont les plus démunies de ressources. Ainsi, le minimum global des prestations de vieillesse a été porté successivement à 3.650 francs le 1^{er} janvier 1972, 4.500 francs le 1^{er} octobre suivant et 4.800 francs le 1^{er} juillet 1973, les plafonds de ressources permettant de bénéficier des allocations de vieillesse non contributives ayant été relevés simultanément. Cette politique qui implique un effort financier considérable de l'Etat et du régime général de sécurité sociale sera activement poursuivie. Le Gouvernement souhaite, en outre, réformer la législation relative à l'assurance vieillesse en vue d'améliorer la situation des personnes âgées et de simplifier les règles d'attribution des prestations, afin que celles-ci puissent être servies plus rapidement. Le Premier ministre s'est engagé en ce sens, à doubler en cinq ans les allocations minimales de vieillesse, et une réforme globale des conditions d'attribution des prestations doit accompagner le doublement des allocations afin de garantir à toute personne âgée un minimum de ressources par le jeu de règles simples et uniformes. Des études sont donc menées activement par les départements intéressés et un premier pas dans la voie du doublement des allocations a été franchi le 1^{er} juillet 1973 puisqu'à cette date les allocations de vieillesse ont été relevées de près de 7 p. 100. Dans le cadre des travaux en cours, relatifs notamment à l'amélioration des conditions d'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, l'aménagement du recours sur les débiteurs d'aliments et de la procédure du recouvrement sur succession fait l'objet d'un examen particulièrement approfondi. En ce qui concerne plus précisément la procédure du recouvrement sur succession, il est à noter que les études entreprises tendent non seulement au relèvement du montant de l'actif net successoral donnant lieu à récupération qui est fixé actuellement à 40.000 francs, mais aussi à l'aménagement des modalités actuelles de la procédure de recouvrement. Il serait cependant prématuré d'indiquer les solutions susceptibles en définitive d'être retenues.

Travailleuses familiales (financement de leurs activités).

453. — 26 avril 1973. — M. Houssebroeck expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale le problème des travailleuses familiales qui souhaitent se voir attribuer un financement

légal pour leurs activités. Le rôle éducatif de la travailleuse familiale, désormais reconnu de tous, est essentiel, non seulement dans les familles inadaptées, mais dans toutes les familles où elle intervient et où elle assume les tâches d'éducation incombant à la mère de famille, celle-ci étant temporairement empêchée. Il lui demande s'il n'estime pas devoir procéder à un examen sérieux et rapide de la situation trop longtemps méconnue de toutes ces travailleuses familiales dont l'action sociale constitue une aide précieuse, efficace et humaine pour de très nombreuses familles françaises provisoirement ou définitivement défavorisées dans leur vie de tous les jours.

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale est profondément convaincu de l'importance de l'action des travailleuses familiales auprès des familles en difficultés, action dont l'utilité a d'ailleurs été clairement affirmée à l'occasion de l'évaluation du VI^e Plan. Plusieurs instructions ministérielles énumèrent les différents cas dans lesquels l'intervention d'une travailleuse familiale est souhaitable et une instruction récente insiste sur leur rôle dans le domaine de la protection maternelle et infantile et de l'aide sociale à l'enfance. Toutefois, ainsi que le laisse entendre l'honorable parlementaire, le développement de cette profession est freiné par les problèmes que pose le financement des services rendus par les travailleuses familiales. Il faut noter cependant que des conventions sont assez fréquemment passées entre les départements (direction départementale de l'action sanitaire et sociale et organismes de travailleuses familiales) pour la rétribution d'interventions « à la demande » de l'aide sociale à l'enfance. A cet égard, un groupe de travail a été constitué afin de déterminer les moyens de parvenir à un financement moins précaire de ces services. Les travaux de ce groupe composé de représentants de l'administration des organismes employeurs et d'organisations professionnelles de travailleuses familiales visent à dégager une solution aux problèmes de financement qui reçoivent l'approbation de l'ensemble des professionnelles et des organismes intéressés.

Allocations du fonds national de solidarité (relèvement du plafond successoral).

722. — 3 mai 1973. — M. Cousté attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation des personnes bénéficiaires de l'allocation du fonds national de solidarité. Il s'agit de catégories de personnes âgées de situation modeste mais qui souvent sont propriétaires de leur maison ou de leur appartement. Lors de leur décès, la caisse des dépôts et consignations fait une opposition sur la succession lorsque celle-ci atteint ou dépasse 40.000 francs. Ce chiffre de 40.000 francs fixé par décret n° 69-1622 du 13 novembre 1969, relevant celui de 35.000 francs fixé en 1965, est évidemment beaucoup trop bas compte tenu de l'érosion monétaire depuis 1965. Le Gouvernement ayant entrepris des études depuis de nombreux mois, il lui demande s'il ne pourrait pas faire connaître ses projets actuels de relèvement de l'actif net successoral.

Réponse. — Conformément aux orientations du Plan, les pouvoirs publics accordent une priorité dans le cadre de leur politique sociale, à l'amélioration du sort des personnes âgées et tout particulièrement de celles qui sont les plus démunies de ressources. Ainsi, le minimum global des prestations de vieillesse a été porté successivement à 3.650 francs le 1^{er} janvier 1972, 4.500 francs le 1^{er} octobre suivant et 4.800 francs le 1^{er} juillet 1973, les plafonds de ressources permettant de bénéficier des allocations de vieillesse non contributives ayant été relevés simultanément. Cette politique qui implique un effort financier considérable de l'Etat et du régime général de sécurité sociale sera activement poursuivie. Le Gouvernement souhaite, en outre, réformer la législation relative à l'assurance vieillesse en vue d'améliorer la situation des personnes âgées et de simplifier les règles d'attribution des prestations, afin que celles-ci puissent être servies plus rapidement. Le Premier ministre s'est engagé en ce sens, à doubler en cinq ans les allocations minimales de vieillesse, et une réforme globale des conditions d'attribution des prestations doit accompagner le doublement des allocations afin de garantir à toute personne âgée un minimum de ressources par le jeu des règles simples et uniformes. Des études sont donc menées activement par les départements intéressés et un premier pas dans la voie du doublement des allocations a été franchi le 1^{er} juillet 1973 puisqu'à cette date les allocations de vieillesse ont été relevées de près de 7 p. 100. Dans le cadre des travaux en cours, relatifs notamment à l'amélioration des conditions d'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, l'aménagement du recours sur les débiteurs d'aliments et de la procédure du recouvrement sur succession fait l'objet d'un examen particulièrement approfondi. En ce qui concerne plus précisément la procédure du recouvrement

sur succession, il est à noter que les études ont prises tendent non seulement au relèvement du montant de l'actif net successoral donnant lieu à récupération qui est fixé actuellement à 40.000 francs, mais aussi à l'aménagement des modalités actuelles de la procédure de recouvrement. Il serait cependant prématuré d'indiquer les solutions susceptibles en définitive d'être retenues.

*Assurance invalidité
(pension d'invalidité : cumul avec un salaire).*

728. — 3 mai 1973. — M. Bécam demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il ne semble pas opportun de modifier les dispositions de l'article 61 du décret du 29 décembre 1945 qui stipule que : « La pension doit être suspendue, en tout ou partie, par la caisse primaire d'assurance maladie lorsqu'il est constaté que l'intéressé a joui, sous forme de pension d'invalidité et salaire ou gain cumulés pendant deux trimestres consécutifs, de ressources supérieures au salaire moyen des quatre derniers trimestres civils précédant l'arrêt de travail suivi d'invalidité. Le montant des arrérages de chaque trimestre ultérieur est réduit à concurrence du dépassement constaté au cours du trimestre précédent. » L'invalidé autorisé à reprendre une activité partielle voit sa pension réduite dès que le montant de la pension d'invalidité et de salaires ou gains cumulés dépasse le salaire moyen des quatre derniers trimestres civils précédant l'arrêt de travail suivi d'invalidité. Ces dispositions fort restrictives interviennent présentement à tel invalide de dépasser un niveau de gain pour son travail partiel, sous peine d'une diminution de sa pension d'invalidité, égal au montant du salaire qu'il percevait comme apprenti. Il lui expose que certaines situations demeurent sans issue entre le risque d'invalidité subsistant, la limitation très étroite des gains salariés autorisés, la perte du salaire unique et la difficulté de faire reconnaître le droit aux indemnités journalières correspondantes au travail entrepris en cas de nouvel arrêt de travail. Il lui demande s'il peut annuler toute référence aux années de salariat du très jeune âge, et faire reconnaître pour le moins la référence au salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article L. 318 du code de la sécurité sociale, le service de la pension d'invalidité peut être suspendu en tout ou partie en cas de reprise du travail, en raison du salaire ou du gain de l'intéressé dans les conditions qui sont fixées par l'article 61 du décret du 29 décembre 1945, modifié par le décret du 28 mars 1961. Aux termes de ce texte, lorsqu'il est constaté que l'intéressé a joui, sous forme de pension d'invalidité et de salaire ou gain cumulés pendant deux trimestres consécutifs, de ressources supérieures au salaire moyen des quatre derniers trimestres civils précédant l'arrêt de travail suivi d'invalidité, la pension doit être suspendue en tout ou en partie par la caisse primaire. Le salaire retenu par l'article 61 précité pour procéder à la comparaison des ressources, est le salaire moyen des quatre derniers trimestres civils précédant l'arrêt de travail suivi d'invalidité. Ces dispositions ont pour but d'éviter que le pensionné d'invalidité ne perçoive sous forme de pension et de salaire cumulés des ressources supérieures à celles que lui procurerait son activité normale. En effet, la pension d'invalidité est destinée à compenser la perte de gain subie par le travailleur du fait de son état de santé et son maintien ne se justifie que dans la mesure où cette perte de gain est réelle. Toutefois, ces textes, comme l'indique l'honorable parlementaire, ne tiennent pas compte d'efforts d'adaptation ou de formation professionnelles accomplis par certains assurés. Aussi, tout en maintenant le principe d'une limite plafond au cumul des gains et de la pension d'invalidité, des études sont-elles entreprises pour assouplir éventuellement en faveur des catégories susvisées, la rigueur de l'actuelle réglementation. Ceci a d'ailleurs été déjà réalisé en faveur des apprentis, dont le cas est signalé par l'honorable parlementaire. En effet, le décret n° 61-300 du 31 mars 1963 prévoit que si l'assuré était en apprentissage lors de la survenance du risque, ses ressources sont comparées à la rémunération habituelle d'un ouvrier du même âge et de la même région appartenant à la catégorie professionnelle à laquelle l'assuré aurait normalement accédé à sa sortie d'apprentissage.

Handicapés (ressources des inaptes au travail).

855. — 4 mai 1973. — M. Maujouan du Gasset demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, comme suite aux engagements pris durant la campagne électorale, tenant compte du retard de la France en ce domaine, s'il n'envisage pas de garantir un minimum de ressources, égal à 80 p. 100 du S. M. I. G.

et indexé sur lui, attribué à toutes les personnes de plus de vingt ans qui se trouvent dans l'impossibilité totale de travailler du fait de la maladie prolongée ou de l'invalidité; et qu'un complément différentiel soit assuré, pour porter au niveau du S. M. I. C. les ressources des invalides travaillant à temps partiel.

Réponse. — L'honorable parlementaire a appelé l'attention du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les engagements pris durant la campagne électorale à l'égard du minimum de ressources à garantir notamment aux personnes de plus de vingt ans qui se trouvent dans l'impossibilité totale de travailler du fait de la maladie prolongée ou de l'invalidité. Les préoccupations ainsi évoquées n'ont pas échappé au Gouvernement qui entend poursuivre l'action engagée en faveur des handicapés. Son but est en effet d'assurer progressivement un réel minimum vital à cette population défavorisée et de substituer la notion de solidarité nationale à la notion de solidarité familiale. L'année 1972 a vu un relèvement substantiel des allocations minimales de vieillesse et d'aide sociale, et un nouveau relèvement est intervenu à compter du 1^{er} juillet 1973. Par ailleurs, la loi n° 71-563 du 13 juillet 1971, dérogeant aux principes de l'obligation alimentaire, vise à assurer l'autonomie du handicapé et lui procure un minimum de ressources. Enfin un projet de loi d'orientation prochainement déposé sur le bureau des assemblées parlementaires prévoit un ensemble de prestations susceptibles d'améliorer notamment le sort des handicapés, attribuées indépendamment de l'aide possible des débiteurs d'aliments.

Veuves (accélération de la liquidation de leur pension de réversion).

864. — 4 mai 1973. — M. Boyer expose à M. le ministre la santé publique et de la sécurité sociale la situation difficile dans laquelle se trouve une veuve dont la pension de réversion à laquelle elle a droit n'est pas encore liquidée, alors que son dossier a été déposé il y a plus de deux ans, et lui précisant qu'un tel cas est loin d'être isolé, lui demande s'il n'estime pas que toutes instructions utiles devraient être données à son administration pour que les intéressées soient autorisées à déposer leur dossier un an avant la date à laquelle est prévue leur réversion de pension.

Réponse. — L'instruction des demandes de liquidation des pensions de réversion est une opération complexe qui nécessite certains délais. Ceux-ci s'établissent en moyenne à trois mois; ils sont nécessairement plus longs lorsque le conjoint est décédé avant d'être pensionné et à notamment exercée au cours de son existence des activités de nature différente qui ont motivé son affiliation à plusieurs régimes de sécurité sociale, ce qui donne lieu à des liaisons entre les divers organismes intéressés en vue de l'application des règles de coordination fixées entre ces différents régimes. Il est néanmoins exceptionnel que les délais de liquidation des pensions de vieillesse atteignent le chiffre cité par l'honorable parlementaire. Une enquête pourrait être effectuée sur ce cas particulier si le nom et le numéro d'immatriculation de l'intéressé étaient communiqués. Par ailleurs, les pensions de réversion ne sont attribuées que si le conjoint survivant remplit certaines conditions relatives notamment aux ressources et à la durée du mariage, conditions qui doivent faire l'objet de vérifications de la part de l'organisme liquidateur. Ces mêmes conditions étant appréciées à la date du décès, date à laquelle sont ouverts les droits à pensions de réversion, la préliquidation s'avère impossible. Toutefois, les caisses chargées de la liquidation des avantages de vieillesse du régime général des salariés ont été invitées à diverses reprises, et notamment dans le cadre de l'humanisation des rapports de ces caisses avec le public, à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour réduire le plus possible ces délais. Ces efforts ont porté leurs fruits et l'examen de la situation de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en particulier fait ressortir une amélioration très nette des délais de liquidation depuis un an. Le Gouvernement reste cependant conscient des problèmes rencontrés par les assurés, lors de la liquidation de leur pension. Des études ont été entreprises afin d'accélérer les progrès déjà réalisés et très prochainement une réforme interviendra dans le but de simplifier la procédure de calcul des pensions et notamment d'éviter les liaisons préalables à la liquidation, ce qui raccourcira les délais dans des proportions très importantes.

Handicapés et personnes âgées (amélioration de leur situation).

882. — 5 mai 1973. — M. Villon attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation difficile dans laquelle se trouvent les invalides et handicapés dans notre pays. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer : 1° l'attribution d'un minimum de ressources pour les per-

sonnes âgées et handicapées égal à 80 p. 100 du S. M. I. C. avec indexation sur celui-ci; 2° la réforme complète du régime d'aide sociale par la substitution à la notion d'assistance de celle de solidarité nationale, avec augmentation correspondante du budget de la santé publique; 3° la revalorisation exceptionnelle de 15 p. 100 (indépendamment des revalorisations annuelles) des pensions et retraites de la sécurité sociale pour rattraper le retard pris par rapport à l'évolution des salaires et du S. M. I. C.; 4° la fixation du taux des pensions vieillesse à 1,50 p. 100 par année de versement. Application immédiate de la loi sur la prise en compte des années de versement jusqu'à trente-sept ans et demi; 5° la fixation du taux des pensions de réversion à 75 p. 100. Suppression de l'interdiction du cumul de la pension de réversion avec un avantage vieillesse personnel; 6° l'octroi d'une aide immédiate à toutes les veuves sans ressources suffisantes.

Réponse. — Le Gouvernement est particulièrement attentif aux difficultés que peuvent éprouver les personnes âgées ou invalides, malgré les améliorations apportées régulièrement à leur sort, tout particulièrement ces dernières années; 1° C'est avec la ferme volonté d'améliorer la situation de ces catégories défavorisées que le Premier ministre a pris un double engagement: celui de doubler en cinq ans le minimum global de prestations de vieillesse et simultanément celui de réformer la réglementation en ce domaine afin qu'un minimum de ressources soit garanti à toute personne âgée par le jeu de règles simples et uniformes. Cet engagement sera tenu, les études étant en cours en ce qui concerne les grandes lignes d'une réforme de fond et un premier pas ayant été franchi dans le sens du doublement du minimum, puisque une majoration est intervenue le 1^{er} juillet, ce qui porte ce minimum à 400 francs par mois. L'honorable parlementaire ayant évoqué le taux de 80 p. 100 du S. M. I. C. et l'indexation sur ce salaire minimum, il doit être noté que porter le minimum de vieillesse, dans l'immédiat, à un tel pourcentage du S. M. I. C. impliquerait une charge supplémentaire pour la collectivité nationale de l'ordre de 12 milliards de francs en année pleine, charge qui serait, à l'évidence, insupportable pour les régimes de sécurité sociale et pour le budget de l'Etat. Quant à l'indexation du minimum de vieillesse sur le S. M. I. C., il doit être rappelé que depuis le 1^{er} janvier 1970, date de création du S. M. I. C., ce salaire minimum a été majoré de 59 p. 100 au 1^{er} juillet 1973, alors que le minimum a augmenté de 79 p. 100: les décisions du Gouvernement ont donc été nettement plus favorables aux personnes âgées que ne l'aurait été une indexation sur le S. M. I. C. Il est rappelé enfin que le minimum de ressources garanti aux handicapés est identique à celui qui est accordé aux personnes âgées depuis les décrets du 14 avril 1962, qui ont aligné les montants des allocations de vieillesse ou d'invalidité; les considérations qui précèdent concernent donc aussi bien les handicapés que les personnes âgées; 2° Il est exact que la notion de solidarité nationale devra, dans le domaine des prestations sociales, se substituer tôt ou tard à celle d'assistance, et vrai aussi qu'une réforme de l'aide sociale doit tendre inévitablement à cette fin. Mais l'aide sociale ne peut s'engager dans une telle voie que de manière partielle, son principe fondamental demeurant celui de la solidarité familiale, celle-ci reposant elle-même sur une réciprocité au regard de l'aide fournie par les collectivités publiques, des droits et obligations entre ascendants et descendants. En d'autres termes, il paraît difficilement concevable de porter atteinte, en matière d'aide sociale, aux prescriptions légales du code civil relatives à l'obligation alimentaire. Les enfreindre, fût-ce au nom du principe sans doute légitime de la solidarité nationale, reviendrait à supprimer toute manifestation de la solidarité familiale et à favoriser ceux qui s'y déborent au détriment de ceux qui s'en acquittent. Ce principe de solidarité nationale, loin de devoir être propre à l'aide sociale, s'impose comme fondement à d'autres institutions sociales, existant déjà ou à créer. C'est donc principalement par l'aménagement des dispositions de prévoyance en vigueur et par la mise en œuvre, le cas échéant, de législations nouvelles plutôt, semble-t-il, que par une réforme de l'aide sociale que peut être réalisée utilement cette substitution de la solidarité nationale aux solidarités étroites, locales et familiales, et partant que sont susceptibles d'être plus efficacement garanties les ressources de ceux qui, trop âgés ou infirmes, ne sont plus en mesure de travailler; 3° il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'art. L. 344 du code de la sécurité sociale, les coefficients de revalorisation qui sont appliqués aux pensions et rentes de vieillesse, chaque année, avec effet du 1^{er} avril, sont fixés d'après le rapport du salaire moyen des assurés pour l'année écoulée et l'année considérée. La revalorisation des pensions et rentes de vieillesse suivant ainsi l'évolution du salaire moyen des assurés, une revalorisation exceptionnelle de 15 p. 100 de ces avantages ne paraît pas s'imposer alors qu'ils viennent d'être revalorisés de 10,9 p. 100 au 1^{er} avril dernier. Il est en outre à remarquer que les pensions du vieillesse sont liquidées depuis le 1^{er} janvier 1973 en application des nouvelles modalités de calcul fixées par le décret du 29 décembre 1972 qui prévoit la prise en considération des dix meilleures années d'assurance pour la détermination du salaire moyen de base, et qu'ainsi le montant de ces pensions doit se trou-

ver sensiblement augmenté par l'application de ces nouvelles dispositions; 4° la loi du 31 décembre 1971 portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général des salariés et le décret du 29 janvier 1972 fixant ses modalités d'application ont eu pour but de modifier substantiellement, par la prise en considération des années d'assurance au-delà de la trentième dans la limite de trente-sept ans et demi, les taux de pension applicables aux assurés ayant cotisé durant une longue carrière. C'est ainsi que, lorsque la pension de vieillesse est liquidée au soixantième anniversaire, le taux prévu pour les assurés ayant cotisé durant au moins trente-sept ans et demi (soit 150 trimestres) est de 25 p. 100 du salaire de base (au lieu de 20 p. 100 avant la réforme); ce taux augmente de 5 p. 100 par année postérieure à cet âge, pour atteindre 50 p. 100 du salaire de base (au lieu de 40 p. 100) en cas de liquidation au soixante-cinquième anniversaire, ou entre soixante et soixante-cinq ans au titre de l'incapacité, soit une majoration de 25 p. 100 du montant des pensions de vieillesse, pour les assurés totalisant au moins trente-sept ans et demi d'assurance; si ces assurés attendent l'âge de soixante-six ans et trois mois pour demander la liquidation de leur pension, celle-ci sera ainsi calculée au taux de 56,25 p. 100 ce qui correspond au taux de 1,50 p. 100 par année de versement, demandé par l'honorable parlementaire. Toutefois, une réforme si importante comporte nécessairement des mesures transitoires. En conséquence, pendant la période de 1972 à 1975, les taux applicables au calcul des pensions de vieillesse augmentent en fonction de l'entrée en jouissance de ces pensions; celles-ci dont le montant était calculé en 1972 dans la limite de trente-deux années d'assurance sont liquidées en 1973 compte tenu d'une durée maximum de trente-quatre années pour atteindre trente-six ans en 1974 et trente-sept ans et demi en 1975. Ces dispositions transitoires ont été jugées nécessaires pour atténuer la charge financière de la réforme des pensions de vieillesse; 5° et 6° la situation des veuves n'a pas échappé à l'attention du Gouvernement qui est très soucieux de remédier à leurs difficultés. C'est ainsi que plusieurs réformes récentes telles que la création d'une allocation d'orphelin, l'assouplissement des conditions d'ouverture du droit à pension de réversion, l'assouplissement de la reconnaissance de l'incapacité au travail, ont apporté une amélioration importante à la situation d'un grand nombre de veuves. Certaines, cependant, et en particulier celles âgées de cinquante-cinq ans à soixante-cinq ans, continuaient à connaître de graves difficultés. En effet, bien qu'en raison de leur âge leur réinsertion dans la vie professionnelle soit très aléatoire elles ne pouvaient encore, jusqu'à présent, prétendre à un avantage de vieillesse. C'est pourquoi, plutôt que d'augmenter le montant de la pension de réversion, il a semblé préférable d'en étendre tout d'abord le bénéfice à cette catégorie de veuves particulièrement défavorisées. En conséquence, le décret n° 72-1058 du 11 décembre 1972, applicable depuis le 1^{er} janvier 1973, a abaissé de soixante-cinq à cinquante-cinq ans l'âge d'attribution de la pension de réversion du régime général de la sécurité sociale. Les nouvelles bénéficiaires de pension peuvent obtenir, corrélativement, le remboursement de leurs frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation. Par ailleurs, la situation des conjointes survivantes qui se trouvent privées de pension de réversion du fait qu'elles bénéficient d'une pension de vieillesse personnelle continue de préoccuper le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale et des études sont poursuivies sur les conditions d'attribution des pensions de réversion en vue de nouvelles améliorations de la situation des veuves, compte tenu des possibilités financières des régimes d'assurance vieillesse.

Prestations familiales (prime de déménagement).

1196. — 12 mai 1973. — M. Boscher expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale le cas suivant: une femme ne percevant aucune prestation familiale rencontre des difficultés pour obtenir la prime de déménagement après son relogement d'un local insalubre dans un logement H. L. M. Compte tenu du fait que la perception de prestations familiales est un critère s'appliquant mal à une personne seule, il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable de revoir les conditions d'attribution de la prime de déménagement.

Réponse. — En application de la législation actuelle, et notamment de l'article L. 542 du code de la sécurité sociale, des primes de déménagement sont attribuées aux personnes qui bénéficient de l'allocation de logement instituée en faveur des familles et prévue au livre V du code de la sécurité sociale, lorsque les intéressés s'assurent de meilleures conditions de logement. Par ailleurs, dans certains cas, sous réserve de payer un minimum de loyer et compte tenu de leurs ressources, les personnes qui ne peuvent bénéficier de l'allocation susvisée peuvent percevoir l'allocation de logement instituée par la loi n° 71-582 du 10 juillet 1971. Cette dernière allocation est accordée au titre de leur résidence

principale aux personnes âgées d'au moins soixante-cinq ans ou d'au moins soixante ans en cas d'incapacité au travail, aux personnes atteintes d'une infirmité congénitale ou acquise, âgées de plus de quinze ans, reconnues inaptes au travail et à une rééducation professionnelle, et sous certaines conditions aux personnes âgées de moins de vingt-cinq ans exerçant une activité salariée et qui occupent un logement indépendant du logement de leurs ascendants. Il est prévu à l'article 6 de la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971, complété par l'article 10 du décret n° 72-526 du 29 juin 1972, qu'une prime de déménagement est attribuée par les organismes qui servent l'allocation de logement aux bénéficiaires de cette allocation qui s'assurent des conditions de logement mieux adaptées à leur situation. Toutefois, la prime de déménagement n'est due dans ce cas que si les conditions d'ouverture du droit à l'allocation sont remplies dans les délais prévus par le décret du 29 juin 1972 susvisé et si le nouveau local remplit les conditions exigées par la réglementation. Le nouveau local doit en effet constituer la résidence principale de l'intéressé et répondre aux conditions de salubrité et de peuplement prévues par la loi du 16 juillet 1971 et les textes d'application de cette loi.

Handicapés (politique du Gouvernement à l'égard de l'enfance handicapée).

1279. — 16 mai 1973. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le fait que l'enfance handicapée constitue un problème national que seule une solution nationale pourra résoudre. En effet, la solidarité réelle ne consiste pas à participer à une « opération brioches » cyclique. Cette solidarité doit s'exprimer essentiellement à travers une législation excluant la ségrégation et son corollaire pseudo-humanitaire, la charité. Le développement insuffisant, anarchique, des établissements dont la majeure partie est privée, voire à buts lucratifs, doit laisser la place à des mesures globales et cohérentes permettant de couvrir rationnellement les besoins. C'est ce que permettrait l'existence d'un véritable service public, c'est-à-dire disposant des moyens matériels suffisants, d'un encadrement compétent et d'un statut garantissant les droits des travailleurs, comme ceux des enfants et des adultes qui leur sont confiés. Il lui demande si son gouvernement entend faire face aux responsabilités qui lui incombent en la matière, et comment.

Réponse. — L'honorable parlementaire a appelé l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la nécessité de promouvoir des mesures globales permettant de couvrir rationnellement les besoins en matière d'enfance handicapée. Sans sous-estimer l'importance des problèmes douloureux non encore résolus, il convient de souligner l'ampleur de l'action entreprise depuis quelques années en faveur des plus défavorisés, notamment en ce qui concerne les mineurs. Le Gouvernement a la ferme volonté de développer encore les efforts non négligeables qui ont été réalisés tant sur le plan des établissements et services appropriés que des allocations servies. L'enveloppe accordée aux préfets de la région permet d'assurer un développement cohérent des services en fonction des besoins; les écoles de formation de personnel spécialisé sont en mesure de fournir les cadres compétents dont le statut, régi par des conventions collectives, n'a rien à envier à celui des techniciens possédant un niveau équivalent. Un certain nombre de prestations tendant à assurer aux parents de mineurs handicapés un minimum de ressources susceptibles de compenser les frais supplémentaires imposés par l'état de leur enfant. La loi n° 71-363 du 13 juillet 1971, dérogeant au principe de l'obligation alimentaire, substitue notamment la notion de solidarité nationale à celle de solidarité familiale, allant plus en avant dans cette voie, un projet de loi d'orientation, qui sera déposé prochainement sur le bureau des assemblées parlementaires, prévoira un ensemble de prestations susceptibles d'améliorer notamment le sort des handicapés. Enfin, comme il a été exposé dans la réponse à la question n° 1280, la politique de prévention et de dépistage des handicapés connaît un développement important.

Allocation de salaire unique (femmes seules chargées d'enfants).

1295. — 16 mai 1973. — M. Barrot attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les difficultés de certaines personnes seules chargées d'enfants au regard de la réglementation relative à l'allocation de salaire unique. La femme seule chef de famille doit justifier en effet, pour pouvoir bénéficier de l'allocation de salaire unique, de 1200 heures par mois d'activité salariée si elle n'a qu'un enfant à charge. Or, dans le même temps, cette femme seule chef de famille est obligée

de consacrer du temps à son enfant et donc de réduire son activité professionnelle. Dès lors il existe une certaine contradiction entre les conditions posées à l'attribution de cette allocation et à la volonté de venir en aide par ce secours aux personnes en question. Il lui demande en conséquence s'il n'envisage d'étudier une solution susceptible d'être apportée à la situation des femmes seules ayant un enfant à charge.

Réponse. — Selon les dispositions de l'article L. 533 du code de la sécurité sociale, l'allocation de salaire unique est attribuée aux ménages ou personnes qui ne bénéficient que d'un seul revenu professionnel provenant d'une activité salariée. Cette activité doit correspondre à l'activité professionnelle minimum requise pour percevoir les allocations familiales, c'est-à-dire que le salarié doit établir qu'il a travaillé durant un même mois, dix-huit jours ou cent-vingt heures et que sa rémunération a été égale ou supérieure à la base servant au calcul des prestations familiales, soit actuellement 490 francs. Cette règle est applicable à l'ensemble des allocataires à l'exception toutefois des veuves à qui est garanti de plein droit le maintien du droit aux prestations familiales, y compris éventuellement l'allocation de salaire unique ou l'allocation de la mère au foyer, qui étaient servies à leur conjoint. De même, la femme seule, chef de famille, exerçant une activité salariée réduite, peut bénéficier de l'allocation de salaire unique au titre de son activité professionnelle, si l'une au moins des deux conditions rappelées ci-dessus se trouve remplie et sous réserve, bien entendu, d'un avis favorable du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de résidence. Il faut également noter que l'allocation de salaire unique peut être maintenue aux personnes qui ont été contraintes d'interrompre l'exercice d'une activité salariée à condition qu'elles démontrent qu'au moment où elles ont cessé leur travail, elles se sont trouvées dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle. Le problème signalé par l'honorable parlementaire a donc déjà trouvé sa solution dans certaines situations socialement dignes d'intérêt.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (convention collective des personnels des établissements de lutte antituberculeuse).

1509. — 23 mai 1973. — M. Inchauspé rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que par circulaire du 29 décembre 1972 relative à la prise en compte des conventions collectives dans le calcul des prix de journée, il précisait que l'augmentation des salaires était plafonnée à 9 p. 100 des tarifs moyens de l'exercice 1972. Il lui fait observer que l'avenant n° 3 à la convention collective des établissements de lutte antituberculeuse (du 14 octobre 1970) détermine une nouvelle grille de salaires destinée à harmoniser les tarifs des établissements privés avec ceux des établissements publics. Cette disposition a toutefois pour conséquence une augmentation globale moyenne non hiérarchisée dépassant largement le taux de 9 p. 100. Or, dans la circulaire du 29 décembre 1972, il disait qu'il venait d'apprendre l'existence de la convention collective des établissements de lutte antituberculeuse et qu'il adresserait ultérieurement des indications en ce qui concerne ce texte. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de donner rapidement les indications en cause afin que les établissements concernés puissent régler les salaires de l'exercice 1973 en application des dispositions conventionnelles, ce qui n'est pas possible actuellement.

Réponse. — Les textes de la convention du 14 octobre 1970 et de son avenant n° 3 ont fait l'objet d'une étude aussi attentive qu'approfondie de la part des services du ministère dans la perspective globale d'une harmonisation à terme des rémunérations du secteur public et du secteur privé. Toutes instructions utiles sur cette convention ont été adressées à MM. les préfets par circulaire du 30 juillet 1973.

Hôpitaux (construction de l'hôpital Ouest de Nîmes).

1671. — 25 mai 1973. — M. Jourdan attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation difficile qui découle pour la ville de Nîmes et sa région, de la non-construction de l'hôpital Ouest: 1° l'exiguïté et le surcroisement des locaux de l'actuel hôpital Est (centre hospitalier régional et universitaire) risquent, à court terme, de mettre gravement en cause, la qualité des soins délivrés aux malades; 2° il est, par ailleurs, patent que le département du Gard ne dispose pas de centaines de lits nécessités par un traitement moderne et adapté des maladies mentales ce que permettrait la création d'un nouvel ensemble hospitalier à Nîmes; 3° en troisième lieu, l'avenir de la section de Nîmes de la faculté de médecine de Montpellier est

medacé, si l'on n'offre pas à un nombre d'étudiants qui va croissant, des services d'hospitalisation suffisants et correspondant à l'évolution de la science médicale ; 4° en quatrième lieu, l'édification de l'hôpital Ouest, outre qu'il améliorerait de façon constante l'équipement sanitaire local et régional, permettrait de dégager un nombre d'emplois nouveaux d'autant moins négligeable dans la conjoncture actuelle ; 5° enfin, sur la base de l'inscription du projet au V° Plan, d'importants investissements ont été déjà consentis par le conseil d'administration du C.H.R., notamment pour l'étude et la modification de plusieurs avant-projets. Il demande : a) quelles mesures il compte prendre pour que ce projet prévu dans la liste prioritaire du V° Plan et tombé dans la liste complémentaire du VI° Plan, retrouve sa priorité antérieure ; b) si la ville de Nîmes peut envisager que, dans les meilleurs délais, un financement d'Etat approprié autorise le commencement d'exécution de cet ensemble à vocation sociale, dont l'utilité n'est pas à démontrer.

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale a l'honneur de faire connaître à l'honorable parlementaire que, compte tenu d'une part des priorités à satisfaire et, d'autre part, du volume des crédits affectés aux opérations d'équipement de cette catégorie, le projet du nouvel hôpital de Nîmes-ouest ne pourra malheureusement faire l'objet d'une inscription budgétaire en 1974. En ce qui concerne la construction de services de psychiatrie, il s'agit là d'un investissement de catégorie II qui doit être financé à l'aide de crédits délégués globalement au préfet de la région Languedoc-Roussillon. Il est encore trop tôt pour indiquer si le volume de crédits nécessaires pourra être dégagé sur le prochain budget.

*Allocation supplémentaire du fonds national de solidarité
(relèvement du plafond de l'actif successoral).*

1800. — 30 mai 1973. — M. Ansquer demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il n'envisage pas de porter de 40.000 francs à 100.000 francs le montant retenu pour la récupération sur l'actif successoral des arrérages versés au titre de l'allocation du fonds national de solidarité.

Réponse. — Conformément aux orientations du Plan, les pouvoirs publics accordent une priorité dans le cadre de leur politique sociale, à l'amélioration du sort des personnes âgées et tout particulièrement à celles qui sont les plus démunies de ressources. Ainsi, le minimum global des prestations de vieillesse a été porté successivement à 3.650 francs le 1^{er} janvier 1972, 4.500 francs le 1^{er} octobre suivant et 4.800 francs le 1^{er} juillet 1973, les plafonds de ressources permettant de bénéficier des allocations de vieillesse non contributives ayant été relevés simultanément. Cette politique qui implique un effort financier considérable de l'Etat et du régime général de sécurité sociale sera activement poursuivie. Le Gouvernement souhaite, en outre, réformer la législation relative à l'assurance vieillesse en vue d'améliorer la situation des personnes âgées et de simplifier les règles d'attribution des prestations, afin que celles-ci puissent être servies plus rapidement. Le Premier ministre s'est engagé en ce sens à doubler en cinq ans les allocations minimales de vieillesse, et une réforme globale des conditions d'attribution des prestations doit accompagner le doublement des allocations afin de garantir à toute personne âgée un minimum de ressources par le jeu de règles simples et uniformes. Des études sont donc menées activement par les départements intéressés et un premier pas dans la voie du doublement des allocations a été franchi le 1^{er} juillet 1973 puisque à cette date les allocations de vieillesse ont été relevées de près de 7 p. 100. Dans le cadre des travaux en cours, relatifs notamment à l'amélioration des conditions d'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, l'aménagement du recours sur les débiteurs d'aliments et de la procédure du recouvrement sur succession fait l'objet d'un examen particulièrement approfondi. En ce qui concerne plus précisément la procédure du recouvrement sur succession, il est à noter que les études entreprises tendent non seulement au relèvement du montant de l'actif net successoral donnant lieu à récupération qui est fixé actuellement à 40.000 francs, mais aussi à l'aménagement des modalités actuelles de la procédure de recouvrement. Il serait cependant prématuré d'indiquer les solutions susceptibles en définitive d'être retenues.

*Handicapés (création d'un institut médico-professionnel
à Marseille).*

1974. — 6 juin 1973. — M. Lazzarino expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale la situation suivante : la population des Bouches-du-Rhône est vivement intéressée par la création d'un institut médico-professionnel à Marseille. En effet,

la région économique Bouches-du-Rhône—Corse—Côte d'Azur compte 50.000 enfants handicapés. 75 y naissent chaque jour. Un sur 10 trouve place dans un établissement spécialisé. Devant une telle situation, l'union départementale mutualiste des travailleurs (207.000 familles adhérentes, 600.000 personnes couvertes) décidait, le 8 mai 1971, le principe de l'édification d'un institut médico-professionnel à Frais-Vallon, 13013 Marseille (tranches d'âge : quatorze, dix-huit et vingt ans). Elle a fait appel aux mutualistes et recueilli 800.000 francs nécessaires à l'acquisition d'un terrain qui remplit d'ailleurs, les conditions exigées par son ministère (avis favorable du C.R.E.A.I. et autres organismes compétents). L'inscription au VI° Plan avait été refusée par monsieur le préfet de région. L'U. D. M. T. a recueilli 50.000 signatures réclamant cette inscription, remises à la préfecture par une délégation à laquelle s'étaient joints le S. N. I., l'U. N. A. P. E. I. et « La Chrysalide ». M. le préfet a depuis fait savoir aux responsables de l'U. D. M. T. qu'il demanderait le déblocage des crédits nécessaires. Il lui demande s'il entend assurer : 1° l'inscription au Plan du projet ci-dessus décrit ; 2° le déblocage des crédits nécessaires.

Réponse. — L'honorable parlementaire a appelé l'attention du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur l'édification d'un institut médico-professionnel à Marseille, à Frais-Vallon, par l'union départementale mutualiste des travailleurs. Le dossier programme de cette opération a été déposé le 11 juillet 1972. Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale est conscient de l'importance des besoins à satisfaire dans le domaine de l'enfance inadaptée. Toutefois, les opérations d'équipement intéressant ce domaine étant déconcentrées en application du décret n° 70-1047 du 13 novembre 1970 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements publics ou privés subventionnés, le choix des projets qui seront subventionnés appartient aux autorités régionales et locales, chargées d'étudier ces problèmes et de se prononcer, compte tenu des besoins qui se manifestent, sur les créations envisagées ainsi que sur leur inscription éventuelle au plan d'équipement social. En l'espèce, compte tenu du montant de l'enveloppe régionale dont le volume ne saurait être dépassé et l'antériorité de certains projets, il n'est pas apparu possible aux autorités locales de substituer une opération de caractère récent à d'autres déjà inscrites au Plan et dont la priorité a déjà été reconnue.

*Prestations familiales (jeunes gens exécutant leur service national
dès l'âge de dix-huit ans).*

2244. — 9 juin 1973. — M. Michel Durafour attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur un problème posé par la mise en vigueur des dispositions de l'article 2 de la loi n° 70-596 du 9 juillet 1970 relatives à la date d'incorporation des jeunes gens appelés à effectuer le service national. Du fait que la date limite est fixée à l'âge de vingt et un ans, ou au plus tard au 31 octobre de l'année civile au cours de laquelle ils atteignent cet âge, un certain nombre de jeunes gens utilisent la faculté qui leur est offerte de demander à être appelés dès l'âge de dix-huit ans, c'est-à-dire, en règle générale, dès la fin de leurs études secondaires. Dès lors qu'ils sont incorporés, ils ne sont plus « à la charge effective » de leurs parents et n'ouvrent plus droit au bénéfice des prestations familiales, alors que s'ils avaient poursuivi leurs études avant d'être incorporés les prestations familiales leur auraient été maintenues pendant encore un an ou deux. Les parents de ces jeunes gens se trouvent ainsi pénalisés par rapport à ceux dont les enfants ont terminé leurs études secondaires, un an plus tard, ou ont attendu un an ou deux pour demander leur incorporation. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'adapter la réglementation relative à l'âge limite des enfants ouvrant droit aux prestations familiales à la législation concernant l'âge d'incorporation au service national, afin d'éviter les conséquences regrettables signalées ci-dessus.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire qu'en application des dispositions conjuguées de l'article L. 527 du code de la sécurité sociale et du décret du 11 mars 1964, le service des prestations familiales est maintenu jusqu'à l'âge de dix-huit ans pour les enfants à charge en cours d'apprentissage et jusqu'à vingt ans pour ceux qui poursuivent des études. Ces enfants ne peuvent ouvrir droit au bénéfice des prestations familiales s'ils sont à la charge effective et permanente de leurs parents, c'est-à-dire que ces derniers assument d'une manière générale, le logement, la nourriture, l'habillement et l'éducation de ces enfants. Lorsque ces jeunes gens effectuent le service national, cette condition ne se trouve plus remplie et ils ne peuvent plus ouvrir droit aux prestations familiales même s'ils sont âgés de moins de vingt ans. Néanmoins, la solution préconisée par l'honorable parlementaire fera l'objet d'un examen particulier dans le cadre des études plus générales entreprises dans le domaine des prestations familiales.

Allocation aux handicapés majeurs (retard au paiement).

2312. — 9 juin 1973. — **M. Carpentier** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le cas des handicapés majeurs dont le dossier a été régulièrement déposé mais qui ne peuvent prétendre au règlement de la prestation car les nouvelles dispositions ne sont pas parvenues aux caisses. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir prendre toutes mesures utiles afin de hâter le paiement de cette allocation.

Réponse. — L'honorable parlementaire a appelé l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur le retard apporté au paiement de l'allocation des handicapés adultes. Des mesures ont été prises de nature à permettre une liquidation rapide des dossiers en instance et notamment le recrutement temporaire de personnels techniques ou administratifs. Dans un avenir immédiat, de telles situations d'attente ne devraient plus se reproduire, une simplification notable des procédures de demande et d'attribution des prestations ayant été réalisée par le décret n° 73-248 du 8 mars 1973 et par la loi n° 73-629 du 10 juillet 1973 qui supprime les conditions de ressources exigées pour l'attribution de l'allocation des mineurs handicapés, et d'inaptitude au travail pour les handicapés majeurs dont les dossiers ne sont plus soumis à l'étude de la commission départementale d'orientation des infirmes. Toutes mesures utiles ont été prises pour que les circulaires d'application de ces textes parviennent rapidement aux organismes compétents.

Maisons de retraite (argent de poche).

2534. — 20 juin 1973. — **M. Labarrère** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation des personnes bénéficiaires d'une pension de retraite ou d'une allocation d'aide sociale et qui sont pensionnaires dans une maison de retraite. Il lui fait observer que les intéressés perçoivent, comme argent de poche, une allocation minimale mensuelle de 50 francs, mais que, selon les informations qui lui ont été communiquées, cette allocation serait portée à un taux supérieur dans certaines maisons de retraite. Dans ces conditions, il lui demande si les pensionnaires de certains établissements bénéficient d'une allocation d'argent de poche supérieure à celle attribuée aux pensionnaires d'autres établissements et quelles mesures il compte prendre pour relever le taux de 50 francs qui est actuellement anormalement bas au regard des augmentations considérables du coût de la vie.

Réponse. — L'honorable parlementaire a bien voulu appeler l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur « l'argent de poche » des personnes âgées pensionnaires de maisons de retraite. Il convient, tout d'abord, de rappeler que seules peuvent bénéficier de l'argent de poche les personnes prises en charge par l'aide sociale. En effet, dans ce cas, leurs « ressources, de quelque nature qu'elles soient, à l'exception des prestations familiales... sont affectées au remboursement des frais d'hospitalisation des intéressés dans la limite de 90 p. 100. Toutefois, les modalités de calcul de la somme mensuelle minimum laissée à la disposition du bénéficiaire de l'aide sociale sont déterminées par décret ». Le montant minimum de « l'argent de poche » est fixé, depuis le 1^{er} janvier 1971, à 50 francs par mois, somme supérieure à celle que représenterait la retenue, au profit des personnes âgées, de 10 p. 100 de leurs ressources, lorsque celles-ci sont constituées par les seules allocations vieillesse. Des contacts ont été pris avec les autres départements ministériels intéressés pour examiner la possibilité de porter le montant de l'argent de poche à 75 francs par mois à compter du 1^{er} janvier 1974. Il faut signaler, en outre, que les bureaux d'aide sociale, au titre de l'aide facultative, peuvent majorer cette somme.

Assurance vieillesse (prise en compte des dix meilleures années après 1947 : inconvénients).

2662. — 21 juin 1973. — **M. Besson** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que si le décret n° 72-1229 du 29 décembre 1972 portant réforme du mode de calcul de la pension de vieillesse du régime général apporte des avantages à une majorité de salariés, il lèse un certain nombre de femmes qui ont interrompu puis repris une activité professionnelle dans de moins bonnes conditions de rémunération. Ainsi une veuve âgée de soixante-cinq ans qui a travaillé pendant quinze années avant 1947 pour un salaire élevé, qui a cessé son activité professionnelle pour élever des enfants et n'a repris qu'en 1963, après le décès de

son mari, pour un salaire beaucoup moins rémunérateur, est extrêmement pénalisée. Jusqu'à l'an dernier les dix années de cotisations retenues auraient été celles précédant son 60^e anniversaire, c'est-à-dire cinq ans depuis 1963 et cinq ans avant 1947. Or, par application du décret précité ses dix mauvaises années (1963-1973) sont retenues et aucune des quinze années les plus favorables (avant 1947). Il lui demande si, en conséquence, il ne conviendrait pas de retenir, pour les femmes éprouvées par l'existence et ayant interrompu provisoirement leur activité professionnelle, les dix années les plus avantageuses ou, pour le moins, une possibilité d'option pour le régime antérieur que le décret n° 72-1229 du 29 décembre 1972 se proposait d'amender et non d'aggraver.

Réponse. — Il est exact qu'en application du décret du 29 décembre 1972, il n'est tenu compte, en principe, pour déterminer les dix meilleures années d'assurance à retenir en vue d'établir le salaire annuel moyen servant de base au calcul de la pension de vieillesse, que de la période postérieure au 31 décembre 1947. C'est pour des raisons d'ordre technique et après une étude approfondie de la question menée en liaison avec la caisse nationale d'assurance vieillesse qu'il est apparu nécessaire de limiter à cette période la recherche des dix meilleures années. Ce n'est donc que lorsque l'examen du compte individuel de l'assuré fait apparaître que l'intéressé ne justifie pas, postérieurement au 31 décembre 1947, de dix années d'assurance valables que les trimestres antérieurs sont, à titre exceptionnel, pris en considération. Il est alors tenu compte de ces trimestres dans l'ordre chronologique en remontant à partir du 31 décembre 1947. Il n'apparaît pas possible de déroger à ces dispositions dans les cas, d'ailleurs tout à fait exceptionnels, où le nouveau mode de calcul du salaire annuel de base se révélerait moins favorable à l'assuré que l'ancien. Il y a lieu d'observer d'ailleurs que les inconvénients signalés par l'honorable parlementaire sont provisoires puisque, si l'application du décret du 29 décembre 1972 conduit dans l'immédiat à limiter aux 25 dernières années la période de référence à prendre en considération, celle-ci s'allongera jusqu'à recouvrir, à terme, toute la carrière de l'assuré. La situation des femmes et particulièrement des mères de famille qui ont dû interrompre leur activité professionnelle pour se consacrer à leur foyer a, par ailleurs, retenu toute l'attention du Gouvernement; dans le cas particulier qui fait l'objet de la présente question écrite, il est rappelé que l'intéressé bénéficie, en application de la loi du 31 décembre 1971 améliorant les pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale, d'une majoration de sa durée d'assurance d'une année par enfant élevé pendant au moins 9 ans avant l'âge de seize ans.

Assurance vieillesse (cotisations d'un entrepreneur de travaux publics dont l'entreprise change de forme juridique).

2836. — 27 juin 1973. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le cas d'un entrepreneur de travaux publics qui, par suite du mariage de ses filles avec des techniciens du bâtiment, a créé, à la date du 1^{er} janvier 1973, une société d'exploitation de son fonds de commerce. Il conserve la propriété de ce fonds et s'est réservé la possibilité d'en reprendre l'exploitation personnelle. Pendant la période où cet entrepreneur a exploité lui-même son fonds, il a été soumis au régime de retraite de la loi du 17 janvier 1948 ainsi qu'au régime complémentaire institué par le décret n° 50-60 du 11 janvier 1950. Il a demandé sa radiation de ces deux régimes à partir du 1^{er} janvier 1973. Or, aux termes de l'article 4 de la loi du 28 mai 1955, toute entreprise venant à changer de forme juridique de telle manière que ses dirigeants ne relèvent plus du régime de retraite des entrepreneurs, est tenue de verser pendant cinq ans, sans contrepartie de points ou avantages pour la retraite, une cotisation dite « subséquente » égale à la moyenne de leurs cotisations normales des six dernières années. Mais, par ailleurs, la loi n° 70-13 du 3 janvier 1970 sur la contribution de solidarité des sociétés va normalement s'appliquer à la société anonyme créée par l'entrepreneur en cause. Il lui demande si cette loi n'abroge pas les dispositions contraires des lois antérieures, et notamment l'article 4 de la loi susvisée du 28 mai 1955.

Réponse. — La cotisation dite « subséquente », dont l'honorable parlementaire décrit les bases juridiques et les modalités, est une cotisation personnelle. Elle est due par certains des anciens affiliés au régime complémentaire d'assurance vieillesse des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics. Elle vise à atténuer le grave déséquilibre financier résultant pour ce régime complémentaire de la transformation en sociétés de nombreuses entreprises individuelles du bâtiment et des travaux publics, transformation qui entraîne l'application d'un statut de salarié aux dirigeants de ces entreprises. La contribution sociale de solidarité des sociétés est due au contraire par les sociétés, quelles que soient leurs formes juridiques. Destinée au financement de certains régimes de protection sociale des travail-

leurs non salariés, elle concrétise le principe de solidarité professionnelle entre secteurs en expansion et secteurs en stagnation. Il n'existe aucun rapport entre, d'une part, cette contribution versée par une société en tant que telle, d'autre part, le régime fiscal et les cotisations sociales applicables aux dirigeants de la société en tant que personnes physiques. Il en résulte que la loi n° 70-13 du 3 janvier 1970 instituant la contribution sociale de solidarité des sociétés n'a pas abrogé les dispositions de la loi du 28 mai 1955 (deuxième et troisième alinéa de l'article L. 658 du code de la sécurité sociale) concernant la cotisation dite « subséquente » des anciens affiliés au régime complémentaire d'assurance vieillesse des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics. Ces dispositions ont également été expressément maintenues en vigueur par la loi n° 72-554 du 3 juillet 1972 portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (nouvel article L. 663-19 du code de la sécurité sociale).

Rapatriés (chirurgiens-dentistes : pensions de retraite, rachat de cotisations).

3059. — 30 juin 1973. — M. Aiduy attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation de certains chirurgiens-dentistes rapatriés atteignant l'âge de la retraite actuellement. Après avoir exercé leur profession en Algérie jusqu'en 1962 (date de leur rapatriement en France) sans cotiser à une caisse de retraite de chirurgien-dentiste, étant donné que ce genre d'organisme n'existait pas en Algérie, ils ont continué à exercer leur profession en France en cotisant alors à la caisse de retraite de chirurgien-dentiste. Un chirurgien-dentiste qui atteint soixante-cinq ans en 1973 n'aura donc versé à cet organisme que pendant onze ans et le montant de sa retraite ne sera que de 1.870 francs par an. Pour avoir droit à une retraite décente il devra racheter des points pour un montant de 65.000 francs. Or bien souvent ces rapatriés qui ont abandonné cabinet et clientèle en Algérie sans percevoir d'indemnité n'ont pu s'installer en France que dans des conditions peu avantageuses et de ce fait leur situation financière ne leur permet pas ce rachat de points. Il lui demande si l'Etat ne pourrait pas prendre en charge le rachat de cotisation pour les années précédant leur rapatriement afin d'assurer à ces chirurgiens-dentistes une pension de retraite décente.

Réponse. — Les chirurgiens-dentistes rapatriés d'Algérie comme tous les travailleurs rapatriés des professions non-salariées visées au livre VIII du code de la sécurité sociale, ont pu bénéficier, d'une part, en application de la loi n° 64-1330 du 26 décembre 1964, de validations gratuites dans le régime de l'allocation de vieillesse, lorsqu'ils avaient été affiliés entre 1958 et 1962 aux caisses d'assurance vieillesse des professions non-salariées d'Algérie dont relevait leur profession, en l'occurrence la « Caisse de retraite des professions libérales d'Algérie » et, d'autre part, en application du décret n° 62-1340 du 14 novembre 1962, de validations par rachats, dans le régime de l'allocation et dans le régime de retraite complémentaire, dans les conditions prévues par la loi n° 60-768 du 30 juillet 1960. Les personnes qui n'avaient pas été affiliées aux caisses algériennes d'assurance vieillesse des professions non-salariées et celles qui n'ont pas déposé, dans les délais prévus, leur demande de rachat de cotisations en application du décret précité du 14 novembre 1962, ont pu par la suite prétendre à la validation de leur carrière en Algérie dans le cadre de la loi n° 65-555 du 10 juillet 1965 accordant aux Français exerçant ou ayant exercé, à l'étranger, une profession salariée ou non salariée la faculté d'accès au régime de l'assurance volontaire vieillesse. Conformément aux dispositions des textes pris pour l'application de cette loi, et notamment des arrêtés des 15 juin 1966, 28 août 1968 et 16 décembre 1970, la validation des périodes d'activité postérieures au 31 décembre 1948 est obtenue par le versement d'un rachat au moins égal au produit de la cotisation annuelle applicable par le nombre d'années à valider, le montant de cette cotisation annuelle étant déterminé par la date de la demande de rachat. Ainsi le rachat à effectuer est-il d'autant plus onéreux que la demande a été formulée plus tardivement et qu'elle porte sur un plus grand nombre d'années. A titre d'exemple pour un chirurgien-dentiste ayant formulé sa demande de rachat en 1967, le rachat a été calculé sur la base des cotisations annuelles de 1965, soit : 350 francs pour le régime de l'allocation et 1.820 francs pour la classe la plus élevée au régime complémentaire, alors que si la même demande a été formulée en 1972 le rachat a été calculé sur la base des cotisations annuelles de 1972, soit 650 francs pour le régime de l'allocation et 2.385 francs pour la classe la plus élevée du régime complémentaire. Le cas signalé par l'honorable parlementaire pourrait correspondre à un rachat en classe supérieure portant sur une vingtaine d'années. Toutefois des précisions pourraient être demandées à la caisse de retraite des chirurgiens-dentistes si l'intéressé le souhaite. En ce qui concerne une éventuelle prise en charge par l'Etat des verse-

ments de rachat effectués par des rapatriés, il est rappelé que le décret n° 63-96 du 8 février 1963 modifié avait accordé aux rapatriés une aide au rachat des cotisations d'assurance vieillesse volontaire. Les conditions d'application de cette aide aux rapatriés effectuant actuellement des rachats dans le cadre de la loi n° 65-555 du 10 juillet 1965 relèvent de la compétence de M. le ministre de l'intérieur chargé de l'application du décret précité du 8 février 1963.

Handicapés (élaboration d'un projet de loi).

3311. — 14 juillet 1973. — M. Laborde appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale (action sociale et réadaptation) sur le projet de loi relatif aux handicapés physiques dont le principe a été adopté par le conseil des ministres du 7 février 1973. Il lui demande si les associations de parents et d'amis d'enfants inadaptés, réunies au sein de l'U. N. A. P. E. I., participent bien à l'élaboration de ce projet de loi.

Réponse. — L'honorable parlementaire attire l'attention du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur l'intérêt qui s'attache à ce que les associations de parents et amis d'enfants inadaptés, réunies au sein de l'U. N. A. P. E. I. participent à l'élaboration du projet de loi relatif aux handicapés physiques dont le principe a été adopté par le conseil des ministres du 7 février 1973. Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale fait savoir à l'intervenant que l'U. N. A. P. E. I., au même titre que les autres associations de handicapés a été consultée une première fois en février 1973 sur les principales orientations de la loi et qu'elle le sera à nouveau dès qu'un projet de texte aura été élaboré.

Naissances (contrôle des) : financement des centres d'information familiale.

3359. — 14 juillet 1973. — M. Delorme demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, étant donné l'impérieuse nécessité de diffuser efficacement l'information en matière de contraception et de sexualité quand et comment le Gouvernement compte financer les centres d'information familiale prévus par les décrets d'application de la loi ainsi que la formation, la supervision et la formation permanente des animateurs et conseillers familiaux prévus par ces mêmes décrets (2 décembre 1972 au Journal officiel).

Réponse. — Les mesures suivantes ont été prévues pour aider au fonctionnement des établissements d'information et d'éducation sexuelle : a) Octroi de subventions aux organismes nationaux déclarant des établissements exerçant de telles activités ; b) Etablissement de conventions entre l'Etat et les associations participant à la mise en œuvre de la loi du 28 décembre 1967, en application des dispositions de l'article 5 de la loi n° 73-639 du 11 juillet 1973 portant création d'un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale. Quant aux centres de planification ou d'éducation familiale qui, outre les consultations et interventions en vue de faciliter ou de régulariser les naissances, doivent également exercer des activités d'éducation familiale et d'information sur les méthodes de régulation des naissances, ils pourront s'ils fonctionnent dans les consultations de la protection maternelle et infantile ou s'ils passent convention avec les services départementaux de P. M. I. être pris en charge au titre de la protection maternelle et infantile en ce qui concerne ces activités. Par ailleurs, des crédits de subventions sont prévus pour aider les établissements et centres dans leur action d'information et d'éducation au cours de l'année 1974. La formation des conseillers conjugaux et familiaux est assurée actuellement par les organismes qui ont vocation à créer des établissements d'information, de consultation ou de conseil familial ou des centres de planification ou d'éducation familiale. Un crédit de 50.000 francs était déjà inscrit pour ces formations au budget de 1973, il sera augmenté en 1974. Un financement complémentaire important est actuellement apporté aux divers organismes par les caisses d'allocations familiales. En outre à la fin de l'année 1973 une session d'enseignement de sept semaines est prévue à l'école nationale de la santé publique à Rennes. Elle est destinée aux différents personnels des centres de planification et d'éducation familiale dont les conseillers conjugaux et familiaux, ainsi qu'aux médecins et personnels des services de la protection maternelle et infantile directement intéressés par ces questions.

Orthopédistes-prothésistes (tarif interministériel pour le règlement des prestations sonitaires).

3366. — 14 juillet 1973. — M. Cabanal attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les graves difficultés que connaît actuellement la profession d'orthopédiste-

prothésiste qui résultent des arrêtés en date des 5 janvier 1950 et 24 novembre 1961 relatifs au tarif interministériel pour le règlement des prestations sanitaires, et de l'arrêté du 27 décembre 1969 concernant la composition de la commission interministérielle des prestations sanitaires. Compte tenu du fait qu'un certain nombre d'établissements spécialisés dans la fabrication des matériels livrés aux intéressés ont dû cesser toute activité et en considération de l'intérêt véritable des malades que défavorise la fourniture d'articles de série incapables de s'adapter à chacun des cas particuliers qui se présentent, il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire : 1° d'accorder des révisions convenables du T. I. P. S. qui n'a augmenté que de 44 p. 100 depuis treize ans, soit une moyenne annuelle de 3,38 p. 100 seulement ; 2° de modifier la réglementation en vigueur afin que quatre représentants au moins des organismes syndicaux représentant les professionnels orthopédistes-prothésistes fassent partie, avec voix délibérative, de la commission du T. I. P. S.

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale fait connaître à l'honorable parlementaire que la situation des orthopédistes-prothésistes est bien connue de ses services. Dès 1967, un groupe de travail constitué à l'initiative des départements ministériels concernés et comprenant des représentants de l'administration et de la profession, a été chargé d'une étude approfondie en vue de la refonte complète de la tarification des articles d'appareillage. A la suite des travaux de ce groupe, aux séances duquel les fournisseurs ont assidûment et activement participé, un arrêté interministériel du 23 janvier 1969 a apporté au tarif de ces articles des relèvements très notables, puisque la hausse moyenne correspondante s'établissant à 19 p. 100. De nouveaux arrêtés, en date des 2 juin 1971, 9 août 1972 ont relevé les taux de remboursement et tout récemment un relèvement de 6 p. 100 a été accordé par arrêté du 12 juin 1973. Néanmoins, les difficultés que connaît la profession a conduit la commission interministérielle des prestations sanitaires, à constituer un nouveau groupe de travail chargé d'une révision complète du chapitre du gros appareillage et d'une refonte technique de l'appareillage inférieur. Ce travail mené activement avec la collaboration de la profession, vient d'être terminé ; ses conclusions ont été transmises par mes soins à M. le ministre de l'économie et des finances le 4 juillet dernier. D'autre part, l'arrêté du 30 décembre 1949 (*Journal officiel* du 5 janvier 1950) modifié par les arrêtés des 14 novembre 1961 (*Journal officiel* du 24 novembre 1961) et 16 décembre 1969 (*Journal officiel* du 27 décembre 1969) fixant la composition et les conditions de fonctionnement de la commission interministérielle des prestations sanitaires ne prévoit pas, en son sein, la représentation des différentes professions ; mais la commission peut entendre, à titre consultatif, toutes personnes dont l'audition lui paraît utile ; chaque fois qu'il est jugé nécessaire les représentants des professions sont consultés et invités à faire connaître leur point de vue.

*Assurance vieillesse non-salariés :
décrets d'application de la loi du 3 juillet 1972.*

3461. — 21 juillet 1973. — M. Loo appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la résolution adoptée par la caisse interprofessionnelle artisanale d'assurance vieillesse de Marseille, réunie en bureau le 15 juin 1973. Il lui fait observer que dans cette résolution la caisse a élevé une protestation contre la non-application de la loi du 3 juillet 1972 dont les décrets ne sont pas encore intervenus. La non-application de la loi provoque de graves difficultés dans l'ouverture des droits et le calcul des pensions. Dans ces conditions il lui demande quelles mesures il compte prendre pour publier les décrets au plus tôt.

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale est conscient des inconvénients qui résultent des délais nécessités par la mise au point des textes d'application de la loi n° 72-554 du 3 juillet 1972, concernant les prestations. Les différences de nature existant entre la situation des salariés et celle des non-salariés ont nécessité des études particulièrement délicates et de larges consultations, ces dernières n'ayant d'ailleurs pas été facilitées par l'annulation des élections du conseil d'administration de la caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (Cancava) à la suite d'un recours contentieux. Quatre projets de décrets ont été prévus : le premier, qui vient d'être publié au *Journal officiel* du 25 juillet 1973 (décret n° 73-733 du 23 juillet 1973), concerne les pensions de réversion et permettra aux conjoints survivants des artisans et des commerçants de bénéficier d'une pension de réversion dès l'âge de cinquante-cinq ans avec effet du 1^{er} janvier 1973 si, bien entendu, les conditions prévues dans le régime général des salariés sont remplies. Le second tend à fixer les modalités d'adaptation de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ainsi que de l'allocation aux mères de famille ayant élevé cinq enfants, désormais étendue aux

conjointes de commerçants et d'artisans. Ce projet de décret est actuellement soumis au contreseing des ministres intéressés et doit donc intervenir très prochainement. Enfin, les deux autres textes, qui visent respectivement à étendre aux commerçants et artisans la nouvelle définition de l'inaptitude au travail applicable aux salariés et à fixer l'ensemble des autres dispositions d'adaptation concernant les avantages de vieillesse contributifs, ont été également mis au point et ont été examinés par le conseil d'administration de la caisse de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (Organic). Les observations formulées par cet organisme sont actuellement en cours d'examen et il est désormais permis d'espérer qu'une décision définitive interviendra dans un proche avenir.

*Médecine (enseignement ; internes ; indemnités
pour gardes supplémentaires et non spécialisées
dans les centres hospitaliers universitaires).*

3553. — 21 juillet 1973. — M. Philibert appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation des internes effectuant des gardes dans les services spécialisés des centres hospitaliers non universitaires. Ces internes ne bénéficient pas des dispositions de l'arrêté du 15 mars 1968 fixant le montant des indemnités pour gardes supplémentaires dans les services des centres hospitaliers et universitaires dans lesquels « la nature des soins dispensés nécessite une surveillance médicale continue au chevet des malades ». En l'espèce, il s'avère cependant difficile de différencier la surveillance médicale continue selon qu'elle s'exerce dans un centre hospitalier universitaire ou non, et ce, d'autant plus que les centres hospitaliers non universitaires abritent fréquemment des services de haute technicité exigeant un personnel médical de plus en plus qualifié, compétent et surtout permanent. Or, en l'état actuel des textes, les internes exerçant dans ces établissements ne peuvent prétendre à la rémunération des gardes supplémentaires et spécialisées qu'ils effectuent dans des services visés pour la plupart à l'article 2 de l'arrêté précité. En conséquence, il lui demande s'il ne serait pas possible de clarifier cette situation quant à la rémunération de ces gardes et quant aux questions plus générales de travail des internes des établissements hospitaliers et universitaires.

Réponse. — Les problèmes posés par les gardes médicales des internes n'ont pas échappé à l'attention du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qui a chargé un groupe de les étudier. Ce groupe placé sous la présidence d'un inspecteur général des affaires sociales comprend des représentants de l'administration, des établissements, de la fédération hospitalière de France, des médecins des hôpitaux et des internes s'est réuni à plusieurs reprises afin de les étudier. Les suggestions que vient de présenter ce groupe de travail vont servir de base à l'élaboration d'une réglementation concernant les gardes effectuées par les internes. En ce qui concerne le point particulier de la rémunération de gardes effectuées par les internes en sus de leurs obligations normales de service, un arrêté sera prochainement soumis aux divers départements ministériels concernés.

Assurance-vieillesse (délai de liquidation des pensions).

3579. — 21 juillet 1973. — M. Pierre Bas appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les délais trop importants constatés dans la liquidation des pensions de vieillesse. Il n'est pas rare de voir des demandes non satisfaites après neuf, dix ou douze mois, alors que leur dépôt a été effectué trois mois avant la date d'entrée en œuvre de la pension personnelle ou de réversion. Si les organismes de sécurité sociale doivent disposer d'un délai aussi long pour préparer les dossiers et leur faire donner une suite par le truchement des caisses de vieillesse, il conviendrait alors que le dépôt des demandes soit prévu un an avant la date à laquelle doit intervenir le premier versement. Il lui demande quelles mesures il entend prendre dans ce domaine afin que les ayants droit puissent percevoir les premiers arrérages au plus tard dans les trois mois qui suivent l'ouverture de leurs droits.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que l'insurrection des demandes de liquidation de pensions de vieillesse est une opération complexe qui nécessite certains délais. Ceux-ci s'établissent, en moyenne, à trois mois ; ils sont nécessairement plus longs lorsque l'assuré a exercé, au cours de son existence, des activités de nature différente qui ont motivé son affiliation à plusieurs régimes de sécurité sociale, ce qui donne lieu à des liaisons entre les divers organismes intéressés, en vue de l'application des règles de coordination fixées entre ces différents régimes.

Les caisses chargées de la liquidation des pensions de vieillesse du régime général des salariés ont été invitées à diverses reprises et, notamment, dans le cadre de l'humanisation des rapports de ces caisses avec le public, à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour réduire le plus possible ces délais et, dans les cas où ils sont supérieurs à la moyenne, à procéder à la liquidation provisoire de la pension, en vue de permettre le versement d'acomptes au profit du requérant sans attendre l'achèvement de sa reconstitution de carrière, conformément aux dispositions de l'article 86 du décret du 29 décembre 1945 modifié. Ces efforts ont porté leurs fruits et l'examen de la situation de la caisse nationale d'assurance vieillesse, en particulier, fait ressortir une amélioration très nette des délais de liquidation depuis un an. Le Gouvernement reste cependant conscient des problèmes rencontrés par les assurés lors de la liquidation de leur pension. Des études ont été entreprises afin d'accélérer les progrès déjà réalisés et, très prochainement, une réforme interviendra dans le but de simplifier la procédure de calcul des pensions et, notamment, d'éviter les liaisons préalables à la liquidation, ce qui raccourcira les délais dans des proportions très importantes.

Commerçants et artisans âgés : mesures d'aide en leur faveur.

3796. — 28 juillet 1973. — M. Duffaut expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'une loi a été votée, le 3 juillet 1972, réformant le régime des prestations pour les travailleurs non salariés. Or, cette loi n'est pas applicable en raison de l'absence des décrets portant règlement d'administration publique, ce qui provoque des difficultés à l'occasion de l'ouverture des droits et des calculs de pension. Il est, en conséquence, demandé si ces décrets doivent intervenir prochainement.

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale est conscient des inconvénients qui résultent des délais nécessités par la mise au point des textes d'application de la loi n° 72-554 du 3 juillet 1972, concernant les prestations. Les différences de nature existant entre la situation des salariés et celle des non-salariés, ont nécessité des études particulièrement délicates et de larges consultations, ces dernières n'ayant d'ailleurs pas été facilitées par l'annulation des élections du conseil d'administration de la caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (C. A. N. C. A. V. A.) à la suite d'un recours contentieux. Quatre projets de décrets ont été prévus : le premier, qui vient d'être publié au Journal officiel du 25 juillet 1973 (décret n° 73-733 du 23 juillet 1973), concerne les pensions de réversion et permettra aux conjoints survivants des artisans et des commerçants de bénéficier d'une pension de réversion dès l'âge de 55 ans avec effet du 1^{er} janvier 1973 si, bien entendu, les conditions prévues dans le régime général des salariés sont remplies. Le second tend à fixer les modalités d'adaptation de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, ainsi que de l'allocation aux mères de famille ayant élevé cinq enfants, désormais étendue aux conjointes de commerçants et d'artisans. Ce projet de décret est actuellement soumis au contreseing des ministres intéressés et doit donc intervenir très prochainement. Enfin, les deux autres textes, qui visent respectivement à étendre aux commerçants et artisans la nouvelle définition de l'invalidité au travail applicable aux salariés et à fixer l'ensemble des autres dispositions d'adaptation concernant les avantages de vieillesse contributifs, ont été également mis au point et ont été examinés par le conseil d'administration de la caisse de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (Organic). Les observations formulées par cet organisme sont actuellement en cours d'examen et il est désormais permis d'espérer qu'une décision définitive interviendra dans un proche avenir.

Aide sociale (procédure d'instruction des dossiers).

3850. — 4 août 1973. — M. Morellon appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les délais de versement des indemnités en matière d'aide sociale. De nombreux mois s'écoulent souvent entre la date de la démarche et le versement des premières indemnités attribuées. Une telle situation empêche les indemnités d'aide sociale d'être versées dès que le besoin s'en fait sentir et donc de jouer pleinement leur rôle. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour simplifier et abréger la procédure d'instruction des dossiers d'aide sociale.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire étant identique dans son objet comme dans son libellé à celle par laquelle, le 19 décembre 1972, M. Poirier demandait également que la procédure d'instruction des dossiers d'aide sociale fût simplifiée et

abrégée, le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale ne peut qu'inviter M. Morellon à se reporter à la réponse déjà publiée au Journal officiel du 24 février 1973, Assemblée nationale, n° 8, p. 461, question écrite n° 27829.

Diplôme (d'ergothérapeute).

3917. — 4 août 1973. — M. Duvillard attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les inquiétudes des titulaires du diplôme d'Etat d'ergothérapeute créé par le décret du 6 novembre 1970. Ils subiraient en effet un préjudice grave et injustifié si, dans le dessein de procéder à un regroupement des formations paramédicales et de rééducation psychomotrice, l'on devait, comme cela a, récemment encore, été envisagé, conférer le monopole de l'exercice de rééducation et réadaptation aux masseurs kinésithérapeutes. Il lui demande s'il peut lui donner l'assurance que les mesures actuellement à l'étude comporteront des dispositions de nature à sauvegarder sans équivoque les droits et intérêts légitimes des patients, bien sûr, et des ergothérapeutes diplômés.

Réponse. — L'honorable parlementaire fait part des inquiétudes des titulaires du diplôme d'Etat d'ergothérapeute face à certains projets de texte qui, selon eux, tendraient à conférer le monopole de l'exercice de la rééducation et réadaptation aux masseurs kinésithérapeutes. Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale tient à rassurer l'honorable parlementaire sur le fait que la solution des problèmes évoqués par lui, qui sont complexes parce qu'ils concernent plusieurs catégories de professionnels, est recherchée par le Gouvernement dans une optique qui sauvegarde très évidemment l'intérêt des malades mais également ceux des différentes professions intéressées. Au demeurant la solution de ce délicat problème ne saurait intervenir que par voie législative.

Assurance vieillesse (réouverture de délais de rachat de cotisations pour certains salariés).

3926. — 4 août 1973. — M. Rossi expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que, malgré le nouveau délai de deux ans ouvert par les décrets de décembre 1970, un certain nombre d'assurés sociaux ayant exercé à l'étranger ou intégrés tardivement au régime général n'ont pas pu procéder au rachat de leurs cotisations de vieillesse. Il lui demande s'il envisage pas de relever les intéressés de la forclusion encourue depuis le 1^{er} janvier de cette année, évitant ainsi de rejeter vers des formules d'assistance des personnes qui pourraient relever de mécanismes d'assurance.

Réponse. — En l'état actuel des dispositions des décrets des 11 et 17 décembre 1970 fixant au 31 décembre 1972 la date limite de dépôt des demandes de rachat de cotisations d'assurance vieillesse au titre des lois des 10 juillet 1965 et 13 juillet 1962 relatives, respectivement, aux salariés exerçant ou ayant exercé leur activité à l'étranger et aux assurés appartenant ou ayant appartenu à une catégorie de travailleurs dont l'affiliation au régime général a été rendue obligatoire tardivement, la forclusion ne peut qu'être opposée aux demandes de rachat déposées par les intéressés postérieurement à cette date limite. Toutefois, il n'est pas exclu que ces textes soient ultérieurement modifiés en vue d'accorder, aux salariés visés par les lois précitées, de nouveaux délais pour leur permettre de racheter leurs cotisations d'assurance vieillesse.

Assurance vieillesse (loi n° 71-1133 du 31 décembre 1971 : durée d'assurance prise en compte).

3948. — 4 août 1973. — M. Bardol attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les dispositions de la loi n° 71-1133 du 31 décembre 1971 et du décret n° 72-78 du 28 janvier 1972 modifiant le mode de calcul des pensions de vieillesse de la sécurité sociale avec effet au 1^{er} janvier 1972. Depuis cette date, le taux de la pension est fixé à 50 p. 100 (au lieu de 40 p. 100) du salaire de base revalorisé et la pension entière est calculée pour trente-sept années et demie de cotisations, mais la mesure ne sera applicable totalement qu'à compter du 1^{er} janvier 1975. Les pensions ayant pris ou prenant effet en 1972, 1973, 1974 ne peuvent excéder respectivement 128/150, 136/150, 144/150 de la pension entière, même si la durée d'assurance des demandeurs est largement supérieure à 128, 136 ou 144 trimestres. Il considère qu'il y a dans ce fait une injustice à supprimer et lui demande en conséquence s'il est disposé : 1° à calculer dès maintenant la pension sur la base de cent cinquante trimestres pour les demandeurs, dont la durée d'assurance est égale ou supérieure à ce chiffre ; 2° à faire bénéficier de cette mesure les déjà pensionnés.

Réponse. — C'est en raison des incidences financières très importantes de la loi du 31 décembre 1971, qui permet de prendre en considération dans le calcul des pensions de vieillesse du régime général les années d'assurance au-delà de la trentième, que cette réforme n'a pu prendre immédiatement son plein effet. Il y a lieu de remarquer que, lors de l'élaboration de la loi précitée, il avait été prévu que la période transitoire se prolongerait jusqu'en 1978. Ce délai a pu être ramené à 1975 mais il n'a pas été possible de le raccourcir davantage. Quant aux pensions liquidées avant le 1^{er} janvier 1972, les principes d'intangibilité de la liquidation des pensions et de non-rétroactivité des lois s'opposent à leur révision. Toutefois leur montant a été majoré forfaitairement de 5 p. 100 dans le but de pallier les conséquences du plafonnement à trente ans de la durée maximum d'assurance qui a été appliquée aux intéressés. Cependant, le Gouvernement reste pleinement conscient des difficultés rencontrées par les pensionnés qui ne disposent que de faibles ressources et les études se poursuivent en liaison avec la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en vue d'améliorer leur situation, compte tenu des possibilités financières.

Vétérinaires (médicaments vétérinaires).

4011. — 11 août 1973. — **M. Mesmin** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** s'il ne serait pas opportun de réglementer de façon plus stricte la fabrication, la détention et la vente des produits vétérinaires. En effet, les insuffisances de la réglementation actuelle font que la fabrication et la distribution des médicaments vétérinaires sont parfois le fait de personnes dont la compétence est insuffisante. Des médicaments dont l'usage est strictement réglementé en médecine humaine sont vendus librement aux éleveurs, ce qui entraîne des risques pour la santé des consommateurs de produits agricoles.

Réponse. — Le problème de la réglementation des fabrications et distributions des médicaments vétérinaires, soulevé par l'honorable parlementaire, fait l'objet des préoccupations du ministre chargé de la santé publique. Un projet de loi, à son initiative, signé conjointement par le garde des sceaux, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'agriculture et du développement rural et le ministre du développement industriel et scientifique, avait été déposé lors de la dernière session parlementaire, mais n'avait pu être examiné par la commission nommée à cet effet. En raison du changement de gouvernement, la procédure a du être reprise et le projet de loi a été examiné à nouveau en conseil des ministres pour permettre son dépôt sur le bureau de l'Assemblée.

TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION

Comité d'entreprise (sociétés d'assurance à forme mutuelle).

587. — 26 avril 1973. — **M. Lafay** expose à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** que l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 modifiée en particulier par la loi n° 72-1225 du 29 décembre 1972 prévoit, par son article 3, que dans les sociétés deux membres du comité d'entreprise délégués par celui-ci et appartenant, l'un à la catégorie des cadres et de la maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et des ouvriers, assisteront, avec voix consultative, à toutes les séances du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, selon le cas. Il souhaiterait savoir si ces dispositions sont applicables aux sociétés d'assurance à forme mutuelle régies par le décret du 30 décembre 1938.

1^{re} réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire soulève un problème dont les aspects juridiques et techniques nécessitent une étude conjointe du ministère du travail, de l'emploi et de la population et de différents départements ministériels également concernés. Il y sera donc répondu dès que l'étude entreprise aura permis de dégager la solution qu'il convient d'apporter à cette affaire.

Industrie textile (détérioration de la situation des travailleurs de cette industrie).

2517. — 18 juin 1973. — **M. Millet** attire l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur les négociations qui se sont déroulées le 30 mars dernier pour les textiles naturels. Depuis la fermeture, en juillet 1970, dans notre région, des Etablissements Ventex, qui employaient près de 500 ouvriers, la situation des travailleurs du textile n'a fait que se détériorer. Dans la région Ganges—Le Vigan, on compte encore 451 chômeurs parmi lesquels un certain nombre d'entre eux ne perçoivent que les indemnités de chômage de l'Etat, soit 210 francs par mois, ayant

éprouvé depuis longtemps celles de l'A.S.S.E.D.I.C. Les jeunes ménages quittent la région; les travailleurs en activité subissent des conditions de travail insupportables (cadences, bas salaires, application tardive des accords nationaux). Un accord national signé le 28 septembre 1972 n'a été appliqué que le 19 avril 1973, soit six mois après la signature et la parution de l'arrêté d'extension le rendant obligatoire. Les nouvelles données salariales établies le 30 mars 1973 ne correspondent pas aux revendications des travailleurs de notre région, néanmoins leur application dans les délais les plus brefs seraient déjà une amélioration de leur situation matérielle, en attendant qu'une revalorisation complète de leur traitement puisse être obtenue. Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour que ces nouveaux barèmes salariaux soient appliqués le plus tôt possible; 2° devant le refus des grandes centrales syndicales C.G.T., C.F.D.T. du textile d'avaliser un accord jugé par elles insuffisant, s'il n'entend pas reprendre les négociations en vue de satisfaire leurs justes revendications.

Réponse. — Les services du ministère du travail suivent avec une vigilance particulière la situation de l'emploi dans la région de Ganges—Le Vigan. En effet, l'évolution des techniques de production de la bonneterie, qui constitue le type d'activité le plus répandu dans la région en cause, a entraîné un mouvement de concentration des moyens techniques et financiers, qui s'est traduit au cours des dix dernières années par des transferts et suppressions d'emplois. Des efforts de diversification ont été entrepris par le biais de la reconversion de certaines entreprises d'une part, par l'implantation d'entreprises nouvelles d'autre part. Corrélativement une action est menée dans le domaine de la formation professionnelle; c'est ainsi que les salariés de plusieurs entreprises ont bénéficié, sous le contrôle technique de l'A.F.P.A., de stages d'adaptation professionnelle effectués aux postes de travail, dont une partie du coût a été pris en charge par l'Etat, et qu'une section de formation professionnelle pour adultes fonctionnera prochainement à Ganges, dans le but de former des opératrices sur tissus légers. En ce qui concerne les nouveaux barèmes salariaux, il n'appartient pas au ministre du travail, depuis que la loi du 11 février 1950 a rétabli le principe de libre détermination des salaires par les partenaires sociaux, d'intervenir dans un domaine qui relève de cette libre négociation. Ces barèmes ont fait, à la demande des parties, l'objet d'un arrêté d'extension en date du 25 juillet 1973, publié au Journal officiel du 1^{er} septembre 1973, aucune opposition à cette extension ne s'étant manifestée lors de l'examen de ce dossier à la section spécialisée de la commission supérieure des conventions collectives.

Allocations de chômage (A. S. S. E. D. I. C. : travailleurs sortant d'une période d'invalidité de longue durée).

3149. — 7 juillet 1973. — **M. Madrelle** appelle l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur la situation injuste faite aux travailleurs sortant d'une période d'invalidité de longue durée dont le contrat de travail a été résilié. Ces travailleurs sont hélas trop souvent contraints de s'inscrire comme demandeurs d'emploi avant de retrouver du travail. Or ils ne peuvent prétendre au bénéfice des allocations spéciales aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce (A.S.S.E.D.I.C.) pour le motif de défaut d'activité salariée dans l'industrie et le commerce au cours des douze mois précédant leur inscription comme demandeurs d'emploi. Il lui demande s'il n'estime pas devoir abroger cette mesure afin de rendre justice à ces travailleurs.

Réponse. — Le régime national interprofessionnel d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce a été créé par une convention conclue le 31 décembre 1958 entre les organisations syndicales d'employeurs et de salariés et agréée le 12 mai 1959. Il a un caractère privé et les modifications susceptibles d'être apportées à son fonctionnement doivent être décidées par les organismes gestionnaires institués par la convention précitée. Sous le bénéfice de cette observation, il est précisé que les règles en cette matière résultent de l'article 1^{er} du règlement du régime d'assurance chômage qui prévoit l'existence d'un délai de forclusion. En effet, le travailleur privé d'emploi doit être inscrit comme demandeur d'emploi dans les douze mois qui suivent la rupture de son contrat de travail. Ce délai d'un an peut être allongé, dans la limite de trois ans, du temps durant lequel l'intéressé a bénéficié des indemnités journalières de la sécurité sociale. Mais, selon l'interprétation donnée par la commission paritaire nationale, un tel allongement du délai de forclusion n'est pas possible pour les périodes durant lesquelles l'intéressé perçoit une pension d'invalidité. Il a été considéré, en effet, que si cette pension est une pension de 1^{re} catégorie, elle ne s'oppose pas à la reprise d'une activité et à l'inscription comme demandeur d'emploi, il n'y a donc pas lieu de tenir compte de cette situation. S'il s'agit d'une pension de 2^e catégorie, elle est destinée à

consacrer une inaptitude définitive ou en tout cas de très longue durée à l'issue de laquelle, en cas de consolidation, la situation de chômage éventuelle n'a plus aucun lien avec la rupture du contrat de travail sur laquelle se fonde le droit au bénéfice des allocations de chômage.

Formation professionnelle
(budget de fonctionnement de l'A. F. P. A.).

3541. — 21 juillet 1973. — M. Madrelle expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que le budget de fonctionnement de l'A. F. P. A. présente, pour l'année 1973, un déficit de 12 millions de francs, si l'on se réfère aux dépenses réelles de 1972. Or, le nombre d'établissements est plus élevé et la hausse des prix ne cesse de s'aggraver. Dans ces conditions, la réduction de fait de son budget de fonctionnement équivaut à une décision de freiner l'activité de formation de l'A. F. P. A. à un moment où les besoins nationaux s'avèrent de plus en plus importants dans ce domaine. Ces mesures de récession sont prises à l'encontre du principal établissement à la disposition de l'Etat dans l'action que celui-ci déclare vouloir mener pour la sécurité de l'emploi par la formation permanente des travailleurs de tous âges. Il tient à protester contre un tel choix qui met en difficulté le service public de formation professionnelle des adultes, alors que le secteur conventionné est de fait largement encouragé. Il lui demande s'il n'estime pas avoir tout mettre en œuvre pour qu'un complément financier, sous forme d'un collectif budgétaire, soit accordé dans le courant du second semestre, afin de garantir le fonctionnement normal de l'A. F. P. A. jusqu'à la fin de l'exercice en cours.

Réponse. — Le ministre du travail, de l'emploi et de la population est particulièrement attaché à la poursuite et au développement des activités de l'A. F. P. A., cet organisme constituant un instrument privilégié dans la conduite de la politique active de l'emploi qui est au premier rang des préoccupations du Gouvernement. A cet égard, il convient de rappeler que les crédits de fonctionnement accordés à l'A. F. P. A. au titre du budget voté en 1973 ont marqué une progression de 15,8 p. 100 par rapport aux crédits de l'année précédente, la dotation en crédits d'équipement tendant à permettre par ailleurs la mise en place de 175 sections nouvelles. Il paraît pour le moins excessif de considérer ces mesures comme des mesures de récession. En tout état de cause, le ministère du travail, de l'emploi et de la population ne négligera aucun effort pour que, dans toute la mesure du possible, soient assurés à l'A. F. P. A., dans le cadre d'un collectif budgétaire, les moyens financiers complémentaires qui pourront s'avérer nécessaires au titre de l'exercice en cours.

Formation professionnelle
(budget de fonctionnement de l'A. F. P. A.).

3588. — 21 juillet 1973. — M. Le Maur expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que le budget de fonctionnement de l'A. F. P. A. présente, pour l'année 1973, un déficit de 12 millions de francs, si l'on se réfère aux dépenses de 1972. La réduction de fait de son budget de fonctionnement équivaut à freiner l'activité de formation de l'A. F. P. A. à un moment où les besoins nationaux sont de plus en plus importants dans ce domaine. Cette récession frappe le principal établissement à la disposition de l'Etat dans l'action qu'il déclare vouloir mener pour la sécurité de l'emploi par la formation permanente des travailleurs de tous âges. Une telle situation met en difficulté le service public de formation professionnelle des adultes. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour que soit augmenté le budget de l'A. F. P. A. pour 1974 afin de permettre le fonctionnement normal des centres de formation professionnelle des adultes.

Réponse. — Le ministre du travail, de l'emploi et de la population est particulièrement attaché à la poursuite et au développement des activités de l'A. F. P. A., cet organisme constituant un instrument privilégié dans la conduite de la politique active de l'emploi qui est au premier rang des préoccupations du Gouvernement. A cet égard, il convient de rappeler que les crédits de fonctionnement accordés à l'A. F. P. A. au titre du budget voté pour 1973 ont marqué une progression de 15,8 p. 100 par rapport aux crédits de l'année précédente, la dotation en crédits d'équipement tendant à permettre par ailleurs la mise en place de 175 sections nouvelles. Il paraît pour le moins excessif de considérer ces mesures comme des mesures de récession. En tout état de cause, le ministère du travail, de l'emploi et de la population ne négligera aucun effort pour que, dans toute la mesure possible, soient assurés à l'A. F. P. A., dans le cadre d'un collectif budgétaire, les moyens financiers complémentaires qui pourront s'avérer nécessaires au titre de l'exercice en cours.

Formation professionnelle
(licenciement abusif d'un moniteur au centre de Romilly).

3589. — 21 juillet 1973. — M. Odru expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que son attention a été attirée par le personnel du centre de F. P. A. de Romilly sur le licenciement d'un moniteur électricien, sans que celui-ci ait commis de faute professionnelle. Expriment l'inquiétude du personnel, il lui demande de lui faire connaître les raisons qui ont motivé cette décision et, tout particulièrement, s'il est exact qu'elle ait été prise après que ce travailleur eut exprimé son opinion sur les besoins matériels nécessaires pour exercer dans de bonnes conditions sa mission d'enseignement. Dans l'affirmative, il lui demande, en outre, s'il n'estime pas devoir intervenir pour faire respecter la liberté d'expression ainsi mise en cause et pour que ce travailleur soit réintégré conformément au vœu exprimé par le personnel du centre.

Réponse. — Il résulte de l'enquête effectuée sur les faits signalés par l'honorable parlementaire que, s'il a été effectivement mis fin au contrat de travail d'un moniteur électricien du centre de F. P. A. de Romilly, les opinions que l'intéressé a pu exprimer sur les conditions matérielles dans lesquelles il aurait souhaité exercer sa mission, ou sur tout autre sujet, ne sont nullement à l'origine de cette mesure. Il s'agissait en effet d'un moniteur nouvellement embauché effectuant sa période d'essai. Celle-ci n'ayant pas été concluante et ayant permis de constater que l'intéressé ne possédait pas les qualités requises pour remplir de manière satisfaisante les tâches de formation qui lui auraient été confiées, l'A. F. P. A. s'est vue contrainte de mettre fin à son contrat de travail. Cette mesure est intervenue de façon parfaitement régulière, conformément aux dispositions de l'article 8 du statut régissant le personnel de l'association qui précise que, durant la période d'essai, tout contrat de travail peut être résilié sans indemnité et à la volonté de l'une ou l'autre des parties. Elle ne saurait donc s'analyser comme un licenciement. Si néanmoins l'intéressé entendait en contester la légitimité, il lui appartiendrait de saisir de cette affaire la juridiction compétente.

Emploi (Vosges : fermeture d'usines à Gérardmer et Thaon).

3683. — 28 juillet 1973. — M. Depietri attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur la situation de l'emploi dans le département des Vosges, et plus particulièrement sur la fermeture imminente de deux usines dans les localités de Gérardmer et de Thaon. Dans les deux cas, la situation économique des entreprises concernées ne semble pas justifier ces décisions qui interviennent brutalement, plaçant les travailleurs devant le fait accompli, sans qu'aucune mesure préalable de reclassement, assurant une équivalence de salaire et de classification, n'ait été prise en accord avec les intéressés. Une fois de plus, les problèmes humains, sociaux et économiques de tout un département sont relégués au second plan par les impératifs du profit des sociétés privées. Il est préoccupant de constater que ces fermetures, qui touchent les deux principaux secteurs d'activité industrielle de la région vosgienne, se situent dans un département où le problème de l'emploi se posait déjà avec acuité, compte tenu de l'évolution dans les campagnes et de la prolifération accélérée de nombreux agriculteurs contraints de quitter leurs petites exploitations familiales. Ainsi, sans sous-estimer les graves conséquences de ces fermetures pour la vie des populations concernées, le problème posé dépasse largement le cadre des deux localités. En effet, l'industrie textile qui prédomine dans ce secteur a connu au cours des années passées de nombreuses suppressions d'emploi, sans qu'aucune autre industrie ne soit venue compenser ces pertes, et la suppression de près de 50 p. 100 des emplois restant est envisagée pour les prochaines années. Les travailleurs du papier carton sont, eux aussi, victimes de la même politique. La concentration entraîne des mutations importantes qui se traduisent par un déficit constant du nombre des emplois. C'est également le cas dans l'industrie du bois avec la disparition de nombreuses scieries familiales et la diminution des personnes employées à l'abattage et au transport du bois. De nouvelles fermetures et récessions d'emplois sont envisagées à plus ou moins brève échéance, notamment dans les vallées de la Moselle et de la Moselotte. Faute d'implantations d'industries adaptées, de nombreux jeunes sont contraints, au terme de leurs études, à s'expatrier pour trouver un emploi correspondant à leur spécialité. Il lui demande donc quelles mesures urgentes il compte prendre : 1° pour que soient annulées ou différées les décisions de fermeture et, en tout état de cause, pour permettre de réaliser le reclassement local, avec maintien des avantages acquis, de tous les travailleurs licenciés et l'implantation d'usines de remplacement ; 2° pour mettre en œuvre une véritable politique de l'emploi dans le département des Vosges, en favorisant l'implantation d'industries nouvelles, tout en aidant le développement des industries existantes et pour permettre à cette région de conserver une activité économique diversifiée, y compris l'agriculture montagnarde.

Réponse. — La situation de l'emploi dans les Vosges est caractérisée par l'importance de l'agriculture et la faiblesse du tertiaire qui emploient respectivement 33,9 p. 100 et 14,5 p. 100 des actifs du département. Le secteur secondaire emploie en outre 51,6 p. 100 de la population active. Les salariés occupés dans le commerce et l'industrie étaient le 31 décembre 1972 au nombre de 109.687, 29.000 d'entre eux étant employés dans l'industrie textile. La diminution de la population active agricole notamment, a pu dans une telle structure économique occasionner certaines difficultés en matière d'emploi ; mais l'évolution défavorable des effectifs salariés dans l'industrie et le commerce s'est totalement renversée depuis 1968, puisque les chiffres fournis par l'U. N. E. D. I. C. montrant une progression des effectifs de 5,9 p. 100 en 1969, de 0,5 p. 100 en 1970 et de 1 p. 100 en 1971, dernier chiffre connu. Les pouvoirs publics se sont en effet attachés depuis plusieurs années à faciliter tant les adaptations industrielles que l'implantation d'industries nouvelles et diverses afin d'assurer le plein emploi de la population active vosgienne. Au titre des primes d'adaptation industrielle et de développement régional auxquelles ouvrent droit les implantations et extensions dans les arrondissements d'Epinal et de Saint-Dié, un peu plus de 65 millions de francs ont été accordés de 1969 à 1972 pour des programmes industriels. Sur le total de 125 primes d'adaptations attribuées à la région Lorraine, 58, soit près de la moitié, ont été pour les Vosges. Ces primes ont permis la création de 8.359 emplois dont 6.059 dans l'arrondissement d'Epinal, 2.799 dans l'arrondissement de Saint-Dié. La période de 1968 à 1972 s'est caractérisée en réalité, par une diversification des activités et a été marquée par l'implantation dans le département d'industries nouvelles. Par ailleurs, le centre de formation professionnelle d'Epinal-Gobey a vu ses moyens renforcés. Deux sections nouvelles ont été créées depuis 1970, portant ainsi leur nombre à 18. En 1972, 296 personnes y ont achevé leur formation. Enfin 41 communes du massif vosgien classées en zone de rénovation rurale bénéficient depuis quelques années d'une aide spécifique, destinée à favoriser l'aménagement et le développement de cette zone de montagne. D'un montant de 1,53 millions de francs en 1973, cette dotation annuelle contribue, par l'accroissement des équipements publics de toute nature à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural. Toutes ces mesures visant à maintenir l'équilibre de l'emploi portent leurs fruits. Depuis 1969 les effectifs salariés dans l'industrie et le commerce progressent. Le marché du travail se caractérise actuellement par un excédent des offres d'emploi disponibles sur les demandes. Il est en outre signalé qu'à la fin du mois de juillet 1973 la nombre de chômeurs secourus s'élevait, pour l'ensemble du département, à 435 contre 547 à la fin du mois de juillet 1972. Les perspectives d'avenir sont aussi favorables et la suppression de près de 50 p. 100 des emplois du textile dans les années qui viennent, qu'évoque l'honorable parlementaire, ne repose sur rien de sérieux. Bien au contraire, la profession envisage d'intensifier son recrutement en nombre et en qualité pour assurer le renouvellement naturel de son personnel et répondre aux techniques nouvelles. S'agissant de la situation des entreprises de Gérardmer et de Thaon, il est nécessaire d'apporter les précisions suivantes : 1° la manufacture de Blainville, à Thaon, dans les Vosges, qui occupe actuellement trente salariés, doit fermer ses portes à la fin de l'année 1973 ; ses salariés pourront être reclassés soit au sein des entreprises de textile situées à Igney et Nomexy, localités des environs, soit sur le territoire de la même commune de Thaon dans les ateliers de la S. A. Mussy qui vient d'y installer une usine de transformation du bois. Cette entreprise pourrait employer 170 personnes à la fin 1973, 270 à la fin de 1974 et 300 en 1975 ; 2° la cessation d'exploitation de l'usine du Kertoff des papeteries Henry Boucher et fils, à Gérardmer, est devenue effective le 31 juillet 1973. Sur les 81 personnes concernées 59 ont retrouvé un emploi soit dans d'autres établissements de la société Boucher, soit à la société Le Nappage moderne qui vient de s'installer à Gérardmer. Par ailleurs, le département des activités de la société Henry Boucher et fils à l'usine de Rambervilliers, localité près de Gérardmer, devrait s'accompagner de la création d'un nombre important d'emplois. Ainsi les craintes exprimées par l'honorable parlementaire n'apparaissent pas fondées. Loin de se détériorer la situation de l'emploi dans le département des Vosges est allée en s'améliorant au cours de ces dernières années, grâce à la politique qu'ont menée les pouvoirs publics dans l'implantation d'activités nouvelles assurant ainsi une plus grande diversification des usines et la création de nouveaux emplois.

Comités d'entreprise (regroupement des comités d'établissement de Jœuf et de Homécourt).

3688. — 28 juillet 1973. — M. Gilbert Schwartz rappelle à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population : 1° qu'il a annulé par lettre en date du 3 février 1973 une décision en date du 15 janvier 1973 par laquelle M. le directeur départemental du travail et

de la main-d'œuvre de la Moselle, a regroupé les comités d'établissement de Jœuf et de Homécourt pour qu'ils forment un établissement unique ; 2° qu'en date du 7 juin 1973, M. le directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre déclare que les élections opérées sur la base de cette décision sont nulles de plein droit et qu'il convient dans les meilleurs délais de procéder à de nouvelles élections séparées pour Jœuf et Homécourt ; 3° que la direction des établissements de Jœuf et de Homécourt se refuse à appliquer cette décision. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour faire appliquer sa décision.

Réponse. — La question écrite mettant en cause une entreprise en des termes qui l'identifient, il est répondu par lettre à l'honorable parlementaire.

Formation professionnelle des adultes
(centre de F. P. A. de Nice).

3693. — 28 juillet 1973. — M. Aubert appelle l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur la situation du centre de formation professionnelle des adultes de Nice. A vocation essentiellement bâtiment, ce centre de F. P. A. voit se dégrader son recrutement normal, faute d'information, et risque de devoir fermer progressivement, de ce fait, ses sections du gros œuvre et de second œuvre. Une action, tentée bénévolement par certains moniteurs pour mieux faire connaître l'A. F. P. A. et les nombreux débouchés qu'elle pourrait offrir aux chercheurs d'emplois en leur apprenant un métier, a été paradoxalement entravée. Il lui demande s'il entend prendre toutes mesures afin de donner à nouveau au centre des F. P. A. de Nice toute son utilité et éviter ainsi la menace de fermeture de ses sections essentielles et le licenciement des moniteurs.

Réponse. — Les difficultés de recrutement auxquelles se heurtent les sections du gros œuvre du centre de F. P. A. de Nice ne sont malheureusement pas particulières à ce centre. Elles se rencontrent dans l'ensemble des sections de cette nature et tiennent à la désaffection dont ces métiers font actuellement l'objet de la part des demandeurs d'emploi. Cette situation fait l'objet des préoccupations tant du ministère du travail, de l'emploi et de la population que de l'A. F. P. A. et des professionnels qui siègent dans les instances consultatives fonctionnant auprès de cette association. Un certain nombre d'actions ont été entreprises pour combattre cette crise de recrutement. C'est ainsi qu'un important effort d'information est réalisé qui, par le recours aux supports publicitaires les plus variés (dépliants, affiches, communiqués dans la presse et à l'O. K. T. F., conférences, expositions, etc.), vise à mieux faire connaître l'A. F. P. A. auprès du grand public et, grâce à des actions plus spécifiques orientées vers l'attrait des métiers du bâtiment, à vaincre la désaffection dont souffrent ces métiers. Pour ce qui concerne plus particulièrement le centre de Nice, un certain nombre d'initiatives intéressantes, s'inscrivant dans le contexte général rappelé ci-dessus, ont été prises en vue d'inciter les demandeurs de formation à s'inscrire dans les sections du gros œuvre. Des conférences ont été organisées dans les mairies du département, les maisons de jeunes, les foyers, etc. Un effort tout spécial a été entrepris, d'autre part, auprès des jeunes effectuant un stage de préformation ; c'est ainsi que grâce aux conseils qui leur ont été prodigués tant par les moniteurs que par les psychologues suivant le déroulement de ces sections, sur vingt-six jeunes sortant de préformation le 27 juillet dernier, onze ont demandé à apprendre un métier du gros œuvre et deux ont choisi le carrelage. Grâce à la conjugaison de tous ces efforts la poursuite de l'activité des sections du gros œuvre en fonctionnement au centre de Nice semble actuellement normalement assurée et leur fermeture n'est donc pas envisagée. Quant aux sections du second œuvre de ce même centre, elles ne connaissent aucune difficulté de recrutement, le nombre des candidatures enregistrées en ce qui les concerne étant largement suffisant pour pourvoir la totalité des places disponibles. Tous apaisements peuvent donc être donnés aux craintes exprimées par l'honorable parlementaire à leur sujet. Enfin, l'enquête à laquelle il a été procédé n'a pas permis de trouver trace d'une action de propagande tentée bénévolement par certains moniteurs et qui aurait été découragée par l'administration. De nouvelles investigations ne manqueraient pas, toutefois, d'être entreprises à ce sujet à la lumière des précisions complémentaires que l'honorable parlementaire serait éventuellement en mesure de fournir au ministère du travail, de l'emploi et de la population à propos de cette affaire.

Cadres (recloignement des victimes du chômage).

3674. — 4 août 1973. — M. Berthelot, devant le grave problème social que pose le nombre croissant d'ingénieurs et de cadres victimes du chômage et les difficultés qu'ils rencontrent pour se

reclasser, demande à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** quelles mesures il envisage pour mettre fin à cette angoissante situation, en dotant, entre autres l'association pour l'emploi des cadres de moyens efficaces pour assurer sa mission.

Réponse. — Les problèmes posés par le chômage des cadres et par les difficultés de reclassement de ces personnels n'ont pas échappé aux pouvoirs publics qui ont déjà mis en œuvre un ensemble d'actions majeures dont les effets bénéfiques sont indéniables (cf. réponse à la question écrite n° 650 du 25 avril 1973 déposée par M. Voilquin, député, et publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale du 28 juillet 1973). L'honorable parlementaire suggère que l'A. P. E. C. (Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens) soit dotée par le ministère du travail, de l'emploi et de la population, de moyens efficaces pour assurer sa mission. Il est rappelé que l'A. P. E. C., quoique agréée en qualité de correspondant de l'A. N. P. E., est une association de droit privé constituée dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet 1901 et issue d'une convention en date du 18 novembre 1966 entre le C. N. P. F. et les organisations syndicales C. F. D. T., C. G. C., C. F. T. C., C. G. T. et F. O. De fonctionnement paritaire, elle est financée sur la base d'une contribution fixée par les organisations signataires et due par les entreprises pour chaque salarié inscrit au titre des articles 4 et 4 bis au régime de retraite et de prévoyance des cadres institué par la convention collective nationale du 14 mars 1967. La fixation des moyens d'intervention de l'A. P. E. C. relève donc au premier chef de la compétence des partenaires sociaux. Cependant, le problème de l'emploi des cadres paraît essentiel au ministère du travail, et à l'agence nationale pour l'emploi. C'est pourquoi une mission d'étude de cette question vient d'être confiée à une personnalité qualifiée.

Emploi (entreprise de cartonnage de Paris).

3940. — 4 août 1973. — **M. Villa** expose à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** qu'à la suite du dépôt de bilan d'une entreprise de cartonnage de Paris, cinquante-trois salariés sont menacés de perdre leur emploi, que ces salariés n'ont perçu qu'une partie de l'acompte de juillet et qu'il est à craindre que la paie du mois en cours et les indemnités des congés payés ne leur soit pas versées, ce qui serait dramatique pour de nombreuses familles. Cependant il semblerait que cette entreprise qui rencontre des difficultés de trésorerie pourrait maintenir son activité, ayant des commandes pour deux mois et possédant un stock important de produits semi-finis. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour permettre le maintien en activité de cette entreprise et le plein emploi des travailleurs; pour sauvegarder les droits des salariés (paiement du salaire, indemnités de congés, etc.).

Réponse. — La question posée mettant en cause une entreprise en des termes qui permettent de l'identifier, il sera répondu, par lettre, à l'honorable parlementaire, dès que les éléments d'information indispensables auront été réunis.

Emploi [usine Prévai, à Creully (Calvados)].

3957. — 4 août 1973. — **M. Mexandeau** expose à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** la situation de l'usine Prévai, à Creully (Calvados), spécialisée dans la condensation du lait. D'après les déclarations faites au personnel par la direction de l'usine, 80 des 110 employés seraient licenciés en octobre prochain et, parmi eux, la majorité du personnel féminin. Comme Creully et sa région ne possèdent aucune entreprise susceptible d'accueillir ces travailleurs, les conséquences de cette mesure de licenciement massif s'annoncent très dures pour toute l'activité locale. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage pour maintenir sur place l'emploi à un niveau satisfaisant.

Réponse. — La question posée, mettant en cause une entreprise en des termes qui permettent de l'identifier, il sera répondu, par lettre, à l'honorable parlementaire dès que les éléments d'information indispensables auront été réunis.

Chaussures (crise dans l'industrie de la chaussure dans la région de Romans).

4058. — 11 août 1973. — **M. Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur la gravité de la crise qui se manifeste dans l'industrie de la chaussure dans la région de Romans. La fermeture, acquise ou prévue, de certaines entreprises et les licenciements importants annoncés pour d'autres

mettent en cause l'emploi de centaines de travailleurs et font peser une lourde menace sur l'avenir économique de la région. Le Gouvernement peut agir, dans le domaine économique et, notamment, sur le plan du cuir, pour résoudre cette crise. Mais il doit aussi, et particulièrement, veiller à ce que le patronat n'utilise pas cette situation pour, en violation du droit du travail, procéder à des licenciements refusés par les comités d'entreprise, notamment de ceux de militants syndicaux, alors même qu'ils sont refusés par l'inspection du travail. En conséquence, il lui demande : 1° les mesures que le Gouvernement entend prendre pour résoudre la crise et empêcher la liquidation de l'industrie française de la chaussure ; 2° d'intervenir immédiatement pour que soient assurés aux travailleurs la garantie de l'emploi et le respect de leurs droits individuels et collectifs.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle l'attention sur la crise survenue dans l'industrie de la chaussure, notamment chez certaines entreprises implantées à Romans. Autant que dans la hausse rapide des cours internationaux du cuir, cette situation trouve son origine dans les récentes fluctuations monétaires qui modifient les avantages relatifs de pays qui commercient entre eux dans une économie libre et ouverte. Dans un contexte caractérisé par l'impondérabilité aléas, le Gouvernement veille à la fois à ce que l'économie française poursuive ses progrès en se maintenant compétitive à l'égard de ses partenaires étrangers et que l'équilibre de l'emploi soit préservé tant au plan national que dans chacune de ses régions. A l'encontre des inquiétudes qu'exprime l'honorable parlementaire, la crise de Romans aura, au contraire, permis de faire la preuve que cet équilibre peut être respecté sans mettre en danger une branche importante de l'économie française soit, dans le cas présent, l'industrie de la chaussure. Les conflits qu'avait fait naître au mois de juillet dernier l'annonce d'importants licenciements collectifs dans deux entreprises romaines viennent de trouver une issue satisfaisante pour les personnels en cause. C'est ainsi qu'un protocole d'accord entre le personnel de l'entreprise Salamander et la fédération nationale de la chaussure garantissant le réembauchage de la totalité des salariés avec maintien des avantages acquis vient d'être signé à Romans grâce au concours des pouvoirs publics et l'aide particulièrement active de la fédération nationale de la chaussure. Dans la seconde entreprise, à la suite de nombreuses négociations et interventions des services de l'inspection du travail le nombre des licenciements fixés préalablement par la direction à quatre-vingt quatre a pu être ramené à huit, étant entendu que dix-sept salariés pourront bénéficier de la garantie de ressources à un taux majoré par l'entreprise, et qu'un grand nombre ont, dès l'annonce de licenciements dans l'établissement, cherché avec succès un emploi dans les entreprises de la région. Au total, à la fin du mois d'août, le nombre des travailleurs pour lesquels se posait le problème d'une interruption d'activité s'élevait à huit. L'état du marché du travail à Romans ne saurait rendre préoccupant l'avenir de ces huit travailleurs. En ce qui concerne les travailleurs protégés par le droit du travail que sont les délégués syndicaux, les services de l'inspection du travail sont intervenus à plusieurs reprises afin qu'aucun licenciement ne soit prononcé sans l'accord du comité d'entreprise. Sur les trois délégués syndicaux visés par la décision de licenciement deux ont accepté un emploi à l'extérieur de l'entreprise alors que le troisième était réintégré par la direction avec maintien de son salaire antérieur.

Préretaire (situation des travailleurs immigrés bénéficiaires de cet avantage).

4304. — 1^{er} septembre 1973. — **M. Depietri** expose à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** que de nombreux travailleurs immigrés travaillant dans des entreprises lorraines, en particulier la sidérurgie, ont obtenu à l'âge de soixante ans, pour ceux ayant le nombre d'années suffisantes de travail, la préretraite. Cependant l'obtention de la préretraite est assujettie à une servitude : ne pas quitter le territoire français, du fait qu'ils pourraient, parait-il, être rappelés à reprendre leur occupation dans l'entreprise. Or, compte tenu de la situation économique et sociale difficile que connaît actuellement la Lorraine (fermeture d'installations sidérurgiques et autres entreprises avec d'importantes réductions d'emplois), il ne fait guère de doute que ces personnes, toutes âgées de plus de soixante ans, ne seront jamais rappelés, si l'on ajoute le nombre important de jeunes qui arrivent sur le marché du travail, ce qui pose également d'ailleurs de gros problèmes pour leur trouver un emploi. De nombreux immigrés souhaitent pouvoir soit partir en congé prolongé, soit retourner définitivement dans leur pays d'origine, mais s'ils le font, ils perdent le bénéfice de la préretraite. Il lui demande ce qu'il compte faire afin que ces travailleurs immigrés qui, pendant de longues années, ont servi

le pays par leur dur et dangereux labeur puissent soit partir en congé prolongé, soit retourner définitivement dans leur pays d'origine sans perdre le bénéfice de la préretraite.

Réponse. — Il est exact que la loi n° 63-1240 du 18 décembre 1963 et ses textes d'application qui ont institué l'allocation spéciale du fonds national de l'emploi, fait obligation aux allocataires de résider effectivement en France métropolitaine, compte non tenu de la période normale des congés payés. Cette obligation est fondée non seulement sur le fait que les intéressés, bien qu'ils aient été déclarés non susceptibles d'un reclassement, restent des demandeurs d'emploi potentiels, mais aussi sur la nécessité de permettre un contrôle de leur situation personnelle. Le cumul de l'allocation spéciale du fonds national de l'emploi avec d'autres revenus tirés d'une activité professionnelle, d'une pension de retraite ou de ces deux éléments à la fois est en effet admis, à la condition que ces revenus n'excèdent pas le montant de ladite allocation. Les contrôles en la matière, soit confiés aux directions départementales du travail et de la main-d'œuvre du département où réside l'allocataire; ils ne pourraient être effectués hors de France.

QUESTIONS ECRITES

pour lesquelles les ministres demandent
un délai supplémentaire
pour rassembler les éléments de leur réponse.

(Art. 139, alinéa 3, du règlement.)

Chemins (pensions de retraite: majoration pour enfants).

4120. — 25 août 1973. — M. Mayoud expose à M. le ministre des transports que l'article 15 du règlement de retraite de la S.N.C.F. prévoit que: « seuls peuvent ouvrir droit à une majoration de pension, les enfants légitimes ou naturels, reconnus, nés ou conçus de l'agent, ainsi que les enfants légitimés adoptivement ». Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait nécessaire d'assouplir ce règlement en luisant les enfants nés d'un premier mariage et dont la mère, épouse en secondes noces d'un agent de la S.N.C.F., souhaiterait légitimement qu'ils conservent le nom de leur père. A souligner que l'agent de la S.N.C.F. aura eu les mêmes difficultés pour élever les enfants de son épouse, issus d'un premier lit, que pour élever ses propres enfants.

Transports routiers (réglementation).

4130. — 25 août 1973. — M. Aubert demande à M. le ministre des transports dans quels délais il envisage de faire aboutir la nécessaire réforme de l'organisation des transports routiers en France et de la réglementation anachronique qui les régit.

Gens de mer (statut des syndics).

4133. — 25 août 1973. — M. Pierre Lelong signale à M. le ministre des transports que le projet de décret concernant la modification du statut particulier des syndics des gens de mer, de telle sorte que ce corps puisse faire partie de la catégorie B des fonctionnaires, se trouve toujours en instance à la direction de l'administration générale des gens de mer du secrétariat général de la marine marchande. De plus, les réunions de travail qui avaient été promises aux professionnels, au sujet de cette affaire, n'ont pas eu lieu, sauf une discussion qui s'est tenue le 2 mars 1973 au secrétariat général de la marine marchande à Paris. Il lui signale que, du fait de ces retards, les gens de mer et les gardes maritimes de Bretagne Nord manifestent une émotion certaine. Ils lui demandent s'il entend faire le nécessaire pour que le texte en question soit élaboré le plus rapidement possible. Sa légitimité est indiscutable, compte tenu des tâches de plus en plus complexes qui incombent aux gens de mer, sur le plan administratif notamment, du fait du développement de la navigation de plaisance.

R. A. T. P. (station Louise-Michel: escalier mécanique).

4156. — 25 août 1973. — M. Jans expose à M. le ministre des transports que les utilisateurs de la station de métro Louise-Michel attendent depuis de longues années l'installation d'un escalier mécanique qui atténuerait le désagrément de la montée d'un escalier

abrupt et pourvu de nombreuses marches. Aux différentes questions posées jusqu'ici à la R. A. T. P., celle-ci a répondu que d'autres stations plus fréquentées étaient à équiper avant la station Louise-Michel. Au cours de l'année 1972, les stations Gambetta - Porte de La Villette - Porte de la Chapelle - Gare de l'Est - Georges-V - Convention - Odéon - Alésia - Péreire et Corentin-Céiton ont été équipées d'escalier mécanique (une seule de ces stations est extramuros à Paris). Il lui demande: 1° s'il n'y a pas une discrimination pour les stations desservant la banlieue; 2° si toutes les stations ci-dessus mentionnées sont plus fréquentées que la station Louise-Michel; 3° s'il ne pense pas nécessaire d'ajouter au critère fréquentation, le critère difficulté; 4° s'il peut l'informer de la date prévue pour l'installation de cet escalier mécanique au métro Louise-Michel.

Marine marchande (revendications des retraités).

4193. — 25 août 1973. — M. Sainte-Marie appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des ayants droit et retraités de la marine marchande. Il lui fait observer, en effet, que ce régime particulier a pris un retard considérable par rapport au régime général de la sécurité sociale, de sorte que les pensionnés se trouvent actuellement particulièrement défavorisés par rapport aux autres catégories de retraités. Les problèmes les plus graves se posent aux catégories des maîtres et des subalternes. Dans ces conditions, il lui demande: 1° quelles mesures il compte prendre pour aligner le régime particulier de retraite de la marine marchande sur les dispositions les plus favorables du régime général de la sécurité sociale; 2° quelles mesures il compte prendre pour que les retraités concernés puissent bénéficier de la retraite complémentaire récemment étendue aux retraités du régime général.

Auxiliaire (titularisation des plus anciens).

4226. — 1^{er} septembre 1973. — M. Bécam demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme s'il peut lui préciser ses intentions en ce qui concerne la résorption de l'auxiliaire dans l'ensemble des services. Un plan avait été mis au point en 1968 tendant à la titularisation des plus anciens sur titres, d'autres devant être soumis à des tests, l'examen étant réservé aux plus jeunes. Il aimerait connaître l'état d'avancement de ce plan, attirant son attention sur la diversité des situations et sur le fait que certains personnels se trouvent maintenus dans la position d'auxiliaires depuis plus de vingt ans et souhaite qu'avec réalisme l'épreuve des concours soit épargnée aux plus anciens.

Urbanisme (évolution du marché immobilier dans les régions jouxtant l'Allemagne).

4228. — 1^{er} septembre 1973. — M. Zeller expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme l'évolution du marché immobilier dans les régions frontalières jouxtant l'Allemagne, marché caractérisé par des achats massifs à des prix très élevés de terres et d'immeubles par des acheteurs allemands. D'ores et déjà, ces achats représentent les trois quarts du volume des affaires immobilières traitées dans certaines parties. Il est reconnu que ce phénomène, lié à la dégradation croissante de la valeur du franc par rapport au Deutschmark, accélère de manière parfois énorme une spéculation foncière déjà mal contenue par ailleurs et s'amplifie régulièrement. En particulier, ce mouvement a toutes chances d'atteindre dans quelques mois, pour des raisons évidentes, l'aide couverte par le futur parc naturel régional des Vosges du Nord situé dans le triangle Saverne, Niederbronn, Bitch. Il est aussi sensiblement renforcé par les différences considérables de réglementation en matière d'urbanisation des zones rurales d'intérêt touristique entre les régions limitrophes allemandes et les régions françaises. Il faut, certes, avoir à l'esprit les conséquences politiques à long terme de la poursuite et de l'accélération probable d'un tel phénomène, sans remettre en cause l'objectif souhaitable de la Communauté européenne concernant la libre circulation et la libre implantation des personnes. Mais les conséquences sociales immédiates de cette évolution sont les plus inquiétantes et les plus menaçantes. La hausse générale des prix des terrains vers des niveaux situés très au-delà des possibilités de l'immense majorité de la population locale accroît ses difficultés d'accès à un logement, et en particulier l'accès à la maison individuelle recherchée par cette population. Elle évince les citadins de la région à la recherche d'une résidence secondaire et complique le processus d'accroissement nécessaire de superficie des exploi-

tations agricoles. Enfin, elle risque de rendre financièrement impossible aux nombreuses communes rurales en voie de modernisation la réalisation des équipements collectifs et sociaux souhaités par la population (lotissements, terrains de sport et parcs de jeu, terrains de camping, etc.). Sans être totalement désarmés, l'insuffisance des pouvoirs et des moyens des collectivités locales (communes, départements) pour faire face à la situation est patente. Il lui demande de lui indiquer les mesures qu'il entend prendre au niveau national, et éventuellement communautaire, pour remédier aux conséquences négatives signalées ci-dessus, et en particulier de lui préciser s'il n'envisage pas d'adapter, de compléter ou de renforcer les législations et politiques en vigueur en matière d'urbanisation dans ce type de région en vue de parvenir rapidement à une solution.

Habitat rural

(augmentation des crédits destinés à l'aménagement de gîtes ruraux).

4236. — 1^{er} septembre 1973. — M. Mourot demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme s'il ne lui paraît pas souhaitable d'augmenter le montant des crédits destinés à l'aménagement de gîtes ruraux dans un certain nombre de départements à vocation agricole et touristique et dont l'équipement en matière de loisirs est actuellement insuffisant. Il lui demande également s'il ne pourrait pas envisager une campagne publicitaire ou d'information destinée à mieux faire connaître les avantages dont peuvent bénéficier les propriétaires de bâtiments actuellement inoccupés dans l'éventualité où ils accepteraient d'aménager des gîtes ruraux. Cette initiative, tout en assurant à certains un revenu complémentaire, concourrait à la modernisation de l'habitat rural et serait un facteur de développement d'activité saisonnière dans les zones où la population tend à décroître.

Ponts et chaussées (situation des ouvriers des parcs et ateliers).

4240. — 1^{er} septembre 1973. — M. Abelin attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur un certain nombre de problèmes en suspens concernant la situation des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées. Il s'agit notamment des mesures suivantes : élévation progressive de l'échelonnement d'ancienneté à 27 p. 100 ; paiement d'un rattrapage de 2,10 p. 100 pour la période du 1^{er} juin 1968 au 31 décembre 1971 ; réduction du temps de travail sans que celle-ci entraîne, comme cela s'est produit en 1972, une diminution du salaire mensuel du bâtiment et des travaux publics, à la suite de l'accord du 30 novembre 1972 ; application du nouveau régime maladie défini par le décret du 24 février 1972 avec maintien du mode de calcul antérieur des indemnités journalières ; revalorisation des frais de déplacements et fusion de ces frais en un seul groupe. Il lui demande s'il peut lui préciser ses intentions à l'égard des mesures ainsi souhaitées par les agents des parcs et ateliers des ponts et chaussées.

Expulsions (droit au logement avant expulsion pour les familles de travailleurs habitant les hôtels).

4303. — 1^{er} septembre 1973. — M. Fizbin expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que, depuis quelque temps, et en liaison avec les opérations d'urbanisme qui se réalisent à Paris, les expulsions sans logement de locataires d'hôtel se multiplient. C'est ainsi que dans le cadre de l'opération de rénovation de l'île n° 7 à Paris (19^e), plusieurs centaines de locataires d'hôtel sont menacés. Déjà les locataires de l'hôtel situé 18 bis, rue Lauzin, ont reçu congé du propriétaire qui ainsi pourra vendre libre à la société rénovatrice son immeuble. Or ces hôtels abritent bien souvent des familles de travailleurs avec de nombreux enfants, qui se retrouvent ainsi du jour au lendemain dans une situation dramatique. Il lui demande s'il ne lui semble pas proprement intolérable de laisser une pratique aussi profondément inhumaine se développer dans Paris, et s'il n'envisage pas de prendre les mesures nécessaires afin que pour le moins les locataires d'hôtel bénéficient comme tous les autres locataires du droit au logement préalablement à toute expulsion.

Affaire Lip (journalistes victimes de brutalités).

4316. — 1^{er} septembre 1973. — M. Chambaz attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les brutalités dont ont été victimes trois journalistes dans l'exercice de leur profession, alors qu'ils assuraient le reportage des événements survenus dans la nuit du

15 au 16 août devant l'usine Lip à Besançon. Selon le témoignage de ceux-ci, ils ont été interpellés et gardés à vue sans considération de leur qualité, leurs cartes de presse leur ayant par ailleurs été confisquées. Ils ont en outre été frappés à plusieurs reprises à coup de crosse et de matraque avant d'être relâchés après plusieurs heures de garde à vue. Ces procédés inadmissibles soulèvent les plus vives protestations chez l'ensemble des journalistes et dans la population. Ils constituent une atteinte grave au droit à l'information et au libre exercice de la profession. Rappelant qu'il ne s'agit pas là des premiers incidents de ce genre, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour que l'enquête sur ces agissements aboutisse rapidement et que soient sanctionnés les responsables des sévices qui ont été commis ; 2° pour permettre aux journalistes d'assurer en toutes circonstances leur activité professionnelle dans des conditions garantissant leur sécurité personnelle et le libre exercice du droit à l'information. Considérant enfin que de telles méthodes, qui déshonorent ceux qui les utilisent et par voie de conséquence l'ensemble des forces de l'ordre, suscitant des réactions, au sein même de la police, ne peuvent en aucun cas être justifiées. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de prendre toutes les mesures afin d'empêcher à l'avenir le renouvellement de telles brutalités.

Bois et forêts

(aménagement des massifs boisés du Sud-Est parisien).

4317. — 1^{er} septembre 1973. — M. Kalinsky rappelle à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme la volonté maintes fois exprimée par les élus locaux du Val-de-Marne de sauvegarder l'intégralité des massifs boisés du Sud-Est parisien afin de les mettre à la disposition de la population. Ces bois avaient fait l'objet de projets immobiliers spéculatifs ; des menaces subsistent, confirmées par les dérogations accordées pour différentes parcelles classées en zone protégée au P. D. U. I. n° 54 où ont été accordés des permis de construire. Un projet d'aménagement avait été établi par l'office national des forêts en 1969 qui prévoyait l'aménagement de ces bois en bois-promenades avec une réserve naturelle au milieu du bois Notre-Dame, la zone de loisirs étant adossée aux bois sur des terrains non boisés. Des rumeurs circulent actuellement laissant entendre que des promoteurs privés seraient associés pour la réalisation d'équipements de loisirs à l'intérieur des bois Notre-Dame, ce qui aurait pour conséquence inéluctable de massacrer cet ensemble boisé pour le seul profit de promoteurs privés contre l'intérêt de la population d'une partie importante de la région parisienne. M. le ministre, dans sa réponse à la question n° 1382 posée au Journal officiel le 4 août 1973, parle de la « création d'une zone d'équipements de loisirs comportant l'acquisition et l'ouverture au public du bois Notre-Dame », ce qui semble confirmer les rumeurs actuelles. Il lui demande quelles sont les prévisions pour l'aménagement des massifs boisés du Sud-Est parisien et en particulier : 1° si des garanties peuvent être données pour que l'ensemble des bois Notre-Dame, Grosbois et le bois de la Grange soient du domaine public ; 2° si le projet d'aménagement établi par l'office national des forêts sera intégralement respecté et réalisé ; 3° si les équipements de loisirs seront réalisés uniquement en lisière des bois par les collectivités locales avec une aide importante de l'Etat et du district de la région parisienne, compte tenu de l'intérêt que représente ce projet pour une population qui va bien au-delà de celle du département du Val-de-Marne ; 4° quel est le planning prévu pour les acquisitions, la mise en état des bois et l'aménagement des abords ; 5° si le conseil général du Val-de-Marne sera saisi sans tarder d'un plan complet afin qu'il puisse se prononcer en toute connaissance de cause.

Autoroutes

(rachat par l'Etat de la concession entre Bron et Bourgoin).

4320. — 1^{er} septembre 1973. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur le fait que la section de l'autoroute A 43 reliant Bron à Bourgoin-Jallieu avait été prévue comme autoroute de déchargement à caractère gratuit et inscrite au V^e Plan. Or, selon des informations recueillies dans la presse, les tarifs de péage sont d'ores et déjà précisés pour cette section. Ainsi, dans l'état actuel, cette autoroute serait la seule voie de déchargement de Lyon à caractère payant alors qu'elle est précisément appelée à desservir une région choisie par les pouvoirs publics pour faciliter le développement de l'agglomération lyonnaise. Il lui demande si, pour atteindre le but fixé, il ne lui semble pas opportun de revenir à la notion d'autoroute de déchargement aux moyens de rachat par l'Etat de la concession entre Bron et Bourgoin.

Bâtiment

(concours national pour la réalisation de foyers pour personnes âgées).

4360. — 1^{er} septembre 1973. — M. André Delells expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme les inquiétudes des professionnels du bâtiment et des travaux publics à l'annonce d'un prochain concours national pour la réalisation de foyers pour personnes âgées dans le cadre de la politique des modèles et en vue de la campagne 1974. Ces professionnels (entrepreneurs et architectes) souhaitent que le concours soit fait au plan régional afin de donner leurs chances à ceux d'entre eux qui sont susceptibles d'y participer et notamment les réalisateurs de foyers remarquables dans diverses régions de France. Le recours systématique à la « politique des modèles » sur le plan national risquant d'entraîner la disparition d'emplois nombreux dans la profession du bâtiment et des travaux publics, il lui demande les mesures qu'il compte prendre en vue de permettre à chaque région de présenter des projets tenant compte de son originalité et des conditions climatiques et géographiques.

Etablissements hospitaliers (statut des médecins assistants).

4427. — 8 septembre 1973. — M. Delells rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale les promesses faites depuis 1966 et l'obligation que comportait la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière à propos du statut des médecins assistants hospitaliers à temps partiel qui devait être promulgué dans le délai d'un an à compter de ladite loi. Au moment où la réglementation découlant du décret n° 73-146 du 15 février 1973 leur fait obligation de participer aux gardes et astreintes du personnel médical, les médecins assistants à temps partiel sont toujours dans l'attente de leur statut. Certains assistants arrivant prochainement au terme de leurs quinze ans d'assistantat seront amenés à quitter les services auxquels ils ont consacré une grande partie de leur temps si les problèmes de leur avenir hospitalier et de la pérennisation de leurs fonctions ne sont pas réglés d'ici là. A défaut de statut, d'autres assistants recherchent leur avenir dans le secteur privé. Le statut attendu étant de nature à contribuer au bon fonctionnement des établissements hospitaliers publics, il lui demande les mesures qu'il compte prendre en vue d'une parution rapide de ce texte.

Handicapés (postes budgétaires occupés par des handicapés dans les services du ministère de l'éducation nationale).

4504. — 15 septembre 1973. — M. Glissinger demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut lui faire connaître le total des postes budgétaires (enseignants et personnels administratifs) occupés par des handicapés. Il souhaiterait que ces renseignements soient ventilés en faisant la distinction entre les postes administratifs et les postes d'enseignants, en précisant pour ces derniers les disciplines exercées par ces handicapés, ainsi que les postes d'enseignement par correspondance (par exemple professeurs du centre de télé-enseignement). Il lui demande que ces renseignements lui soient fournis pour les années 1967, 1970 et 1973.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai réglementaire.

(Art. 139, alinéas 2, 3 et 6 du règlement.)

Bois et forêts (déboisements du massif de Grosbois (Val-de-Marne)).

3685. — 28 juillet 1973. — M. Kalinsky rappelle à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural la question écrite n° 530 du 26 avril 1973 à laquelle il ne lui a toujours pas répondu. Cependant, les déboisements dans le massif forestier de Grosbois (Val-de-Marne) entamés au début de l'année 1973 se sont poursuivis en violation de tout texte réglementaire. L'arrêté n° 71-149 portant approbation du numéro 54 a été signé le 30 juin 1971. Celui-ci comportait la protection particulière du domaine de Grosbois et mentionnait : « Cette servitude a essentiellement pour but de maintenir en leur état actuel les ensembles boisés d'une certaine superficie dont la présence est essentielle. Elle a pour conséquence d'interdire toute construction, sauf celle qui s'avèrerait indispen-

sable pour les besoins de l'exploitation ». Par ailleurs, le règlement d'urbanisme précisait : « Tout défrichement ou déboisement y est Interdit ». Le plan d'occupation des sols de la commune de Boissy-Saint-Léger vient d'être publié par arrêté préfectoral en date du 12 juin 1973. Il confirme que les espaces boisés classés (donc le parc du château de Grosbois) sont soumis au décret n° 58-1468 du 31 décembre 1958, et notamment l'article 2, le décret n° 59-1059 du 7 septembre 1959 ainsi que par l'article 19 du code de l'urbanisme et de l'habitation introduit par la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967. Il a néanmoins introduit dans le règlement d'urbanisme du plan d'occupation des sols le paragraphe suivant, en contradiction formelle avec les textes susmentionnés : « Néanmoins, dans le terrain classé TCa l'extension du centre hippique (élevage-entraînement) pourra se faire dans le cadre d'un plan d'ensemble adopté après avis de la municipalité et du comité d'aménagement de la région parisienne (C. A. R. P.) ». Par interprétation extensive de ce texte, M. le préfet du Val-de-Marne vient de m'écrire que : « Le plan d'occupation des sols de Boissy-Saint-Léger élaboré depuis quelques mois vient d'être publié par arrêté du 12 juin 1973. Ce plan tient compte de l'avis donné par le C. A. R. P. en 1962 et permet de délivrer la demande en autorisation de construire 216 boxes à chevaux qui rentre dans le cadre des aménagements ayant reçu l'avis favorable du C. A. R. P. ». Il ressort de tous ces faits que des déboisements considérés à juste titre par de très nombreux Val-de-Marnais comme scandaleux, se font en violation des lois. Les faits prouvent qu'ils ont même eu lieu bien avant que le plan d'occupation des sols ne soit publié. Compte tenu de l'urgence du problème posé depuis trois mois et des raisons de constructions prochaines qui créeraient alors une situation irréversible, il lui demande s'il peut lui indiquer qui a permis ces déboisements et quelles mesures il entend prendre pour s'opposer à tous permis de construire et imposer au propriétaire, la Société d'encouragement du cheval français, le reboisement des zones déboisées dans le massif de Grosbois sous contrôle de l'office national des forêts.

Colombités agricoles (agriculteurs sinistrés des cantons de Langon, Saint-Macaire et Podensac).

3690. — 28 juillet 1973. — M. Pierre Lagorce rappelle à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que, par la question écrite n° 1533 du 23 mai 1973, il avait appelé la bienveillante attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des agriculteurs des cantons de Langon, Saint-Macaire et Podensac, sinistrés de 60 à 100 p. 100 par la tornade accompagnée de grêle qui s'était abattue sur cette région le 2 mai 1973. Il lui avait demandé quelles mesures il pensait pouvoir prendre sur le plan fiscal, pour que les sinistrés soumis au régime du forfait ne soient pas imposés au taux maximum sur les bénéfices de l'année 1972 alors que, d'ores et déjà, ils étaient condamnés à subir de très lourdes pertes sur la récolte 1973. Or, ces mêmes agriculteurs ont été frappés à nouveau, le 28 juin, par une deuxième tornade plus violente encore que la première. Devant l'ampleur considérable des dommages subis par les récoltes (vigne, fruits, cultures maraîchères, céréales, tabac...) et quelquefois même par les bâtiments d'exploitation, il lui demande si, outre l'application immédiate de l'article 675 du code rural, les exonérations d'impôts et de prestations familiales et les attributions spéciales de carburant détaxé, dont devraient pouvoir bénéficier les agriculteurs sinistrés, il ne pourrait prendre en considération les propositions suivantes, seules susceptibles de leur apporter l'aide réelle et efficace dont ils ont le plus urgent besoin : 1° report des annuités tombant en 1974 à la fin de l'encours des différents prêts contractés par les agriculteurs ; 2° échelonnement sur trois années du paiement de l'impôt sur les bénéfices forfaitaires agricoles dus en 1974 ; 3° aide aux investissements pour la reconstitution des vignobles et des vergers en rapport avec l'augmentation des frais de plantation (engrais, fumier, plants, piquets, fil de fer, salaires, charges sociales) ; 4° règlement total et avant le 30 novembre 1973 du montant de l'assurance des tabaculteurs et suppression de la classification pour les tabacs provenant de recépage ; 5° enfin et surtout mise sur pied d'un système d'assurances supportable par les petits et moyens exploitants, financé par l'ensemble de la profession et pour toutes les productions qui remplaceraient le système existant dont se plaignent à juste titre tous les intéressés.

Elevage (aliments du bétail : embargo américain sur les exportations de soja).

3697. — 28 juillet 1973. — M. Godefroy demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural quelles mesures il compte prendre pour sauvegarder les intérêts de l'élevage français, à la

suite de la décision du Gouvernement des Etats-Unis, de mettre l'embarco sur les livraisons de tourteaux et des graines de soja, jusqu'au 2 juillet 1973, puis, à partir de cette date, de réduire à 40 p. 100, des contrats en cours, les livraisons ultérieures, jusqu'à l'arrivée de la nouvelle récolte de novembre. De telles décisions sont susceptibles de créer une situation dramatique, étant donné les approvisionnements actuels de la France en soja.

Alcools (maisons spécialisées dans la mise en bouteille du cognac en dehors de la zone de Cognac).

3778. — 28 juillet 1973. — **M. Sainte-Marie** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur la situation de certains négociants de cognac installés souvent depuis plus d'un siècle en Gironde, et dont l'activité paraît être menacée par un projet de loi dont il est question, rendant la mise en bouteille du cognac obligatoire dans la région délimitée. Depuis leur fondation, un certain nombre de maisons ont traditionnellement procédé au conditionnement de leur cognac dans leurs chals jaune d'or de Bordeaux sous le double contrôle des contributions indirectes et du bureau national du cognac. Elles emploient une main-d'œuvre locale, elles ont recours aux services des industries de la région bordelaise, elles se servent des facilités portuaires de Bordeaux. Un projet de loi rendant la mise en bouteille du cognac obligatoire dans une région délimitée aurait de graves conséquences sur l'activité de ces maisons et sur l'emploi, si une clause n'était pas insérée dans le texte en faveur, par exemple, des négociants qui mettent en bouteille depuis un certain nombre d'années. Il lui demande quelles dispositions il compte proposer en faveur des maisons spécialisées situées en dehors de la zone du cognac, dans le cadre du projet de loi envisagé.

Fromages (crise du marché des fromages à pâte pressée cuite).

3792. — 28 juillet 1973. — **M. Forni** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur la situation du marché des pâtes pressées cuites (emmental, comté, beaufort). Il lui fait observer en effet que, devant le développement de la fabrication de ces pâtes dans l'Ouest, les producteurs de l'Est central subissent une concurrence qui n'a pas été prévue et à laquelle l'organisation actuelle du marché ne permet pas de faire face. En outre, l'Etat a pris en faveur des producteurs des régions de l'Ouest des mesures de soutien, alors que des mesures équivalentes n'ont pas été accordées aux producteurs de la région des Vosges aux Savoies. Le conseil d'administration de la Confédération régionale du gruère, réuni le 5 juin à Bourg-en-Bresse, a estimé que la perte des producteurs de cette région atteindrait 6 centimes au kilogramme de lait par rapport à 1972 et 12 centimes par rapport au nouveau prix indicatif européen, soit pour l'ensemble des producteurs intéressés une somme voisine de 200 millions de nouveaux francs. Aussi, la confédération a demandé : 1° que le Gouvernement français demande à la commission de Bruxelles que le Marché commun intervienne afin de régulariser le marché des pâtes pressées cuites et que la France fasse, le cas échéant, le nécessaire seule, si nos partenaires européens ne sont pas d'accord pour une intervention communautaire ; 2° l'attribution de moyens suffisants au Groupement des exportateurs afin que celui-ci cherche des débouchés à l'extérieur de la Communauté européenne ; 3° l'indemnisation des producteurs de l'Est central qui ont financé les excédents laitiers français en subissant la baisse des cours et l'accroissement du stockage. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction aux producteurs et pour répondre aux inquiétudes dont ils viennent de saisir les parlementaires des régions concernées.

Exploitations agricoles (réglementation des cumuls).

3800. — 28 juillet 1973. — **M. Deniau** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que la réglementation des cumuls ou réunions d'exploitations agricoles prévue par les articles 183-1 et suivants du code rural a pour but d'interdire les cumuls considérés comme abusifs. Les commissions départementales des structures sont chargées de donner un avis au préfet sur les demandes d'autorisation préalable de cumuls. La commission doit examiner les demandes en tenant compte de la nature de l'activité professionnelle du requérant, de sa situation familiale, de la superficie pour laquelle l'autorisation est sollicitée et de la situation des biens qui font l'objet de la demande. En ce qui concerne ce dernier point, il lui demande sur quels textes se base la commission départementale des structures en ce qui concerne

la clause d'éloignement qui doit normalement entraîner un refus de l'autorisation de cumuli demandée. Il souhaiterait également savoir s'il n'estime pas souhaitable de renforcer la réglementation relative aux cumuls qui est souvent tournée par certains artifices juridiques, en particulier lorsque l'achat d'une nouvelle exploitation est fait au nom d'un membre de la famille proche du demandeur. Il lui demande enfin de lui faire connaître le nombre de dérogations accordées par la commission nationale pour des refus de cumuls et de réunions d'exploitations agricoles, décidées par les commissions départementales des structures.

Exploitants agricoles (extension aux D.O.M. des mesures d'action sociale prévues par le code rural).

3812. — 28 juillet 1973. — **M. Rivierez** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural**, d'une part, que les dispositions du code rural sur les assurances maladie, invalidité, maternité des personnes non salariées ont été étendues aux personnes résidant dans les départements d'outre-mer depuis la loi n° 67-558 du 12 juillet 1967 et que depuis le 31 décembre 1969 un décret a déterminé pour la métropole seulement les conditions d'application de l'article 1106-4 du même code sur l'action sociale en faveur des bénéficiaires. Il lui demande : 1° pour quelles raisons les conditions de participation à l'action sociale en faveur des bénéficiaires résidant dans les départements d'outre-mer du fonds prévu à l'article 1106-4 n'ont pas été déterminées jusqu'à ce jour, alors que ces conditions auraient dû, en application de l'article 1106-22, être déjà définies dans le décret du 31 décembre 1969 ; 2° dans quel délai interviendra le règlement d'administration publique prévu à l'article 1106-22 qui doit fixer ces conditions, règlement attendu maintenant depuis six années ; il lui rappelle d'autre part qu'au terme de l'article 1142-14 du code rural les allocations familiales dont bénéficient les exploitants agricoles des départements d'outre-mer sont celles prévues à l'article L. 758 du code de sécurité sociale pour les salariés de ces départements qui, en outre, bénéficient du régime des prestations complémentaires d'action sociale spécialisée. Il lui demande s'il envisage actuellement de prendre ou de proposer les mesures qui permettraient aux exploitants agricoles des départements d'outre-mer de bénéficier, eux-aussi, de ce régime auquel ils peuvent légitimement prétendre du fait de l'identité des allocations familiales établie par l'article 1142-14.

Elevage (cours des bovins : différence entre les cours officiels et les cours réels)

3864. — 28 juillet 1973. — **M. Daillet** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur les différences qui existent entre les cours officiels des prix des bovins abattus, publiés chaque semaine dans la cotation nationale F. R. A. N. C. E. et les cours réels constatés depuis janvier 1973. Si l'on étudie les cours annoncés dans la cotation F. R. A. N. C. E. depuis plusieurs mois, ceux-ci se sont maintenus au niveau des cours pratiqués en janvier 1973. Or, depuis cette date, et notamment au cours des dernières semaines écoulées, il s'est produit une baisse sensible du prix des bovins aussi bien en gros bétail que sur les veaux de boucherie. Cette baisse est très importante par rapport à janvier 1973 et encore plus par rapport aux prix pratiqués en septembre 1972. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à la différence ainsi constatée entre les prix officiels et les prix réels, une telle situation étant très préjudiciable aux producteurs de viande qui connaissent déjà par ailleurs d'importantes difficultés.

Manifestations (rassemblement de cultivateurs à Poitiers le 11 juillet ; action de la police).

3736. — 28 juillet 1973. — **M. Rigout** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la gravité des faits qui se sont déroulés à Poitiers. Le mercredi 11 juillet, les charges de C. R. S. contre les milliers de cultivateurs rassemblés se sont traduites par de nombreux blessés et des dégâts que l'on peut estimer à plus de 300.000 F. Cette situation fait suite à un autre affrontement au cours du mois de juin où les C. R. S. étaient également intervenus violemment contre des milliers de cultivateurs rassemblés au centre d'insémination artificielle de Lavoux. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas que les différentes mesures prises contre le centre d'insémination artificielle ont été ressenties par les 10.000 utilisateurs de ce centre comme des provocations. (C'est ainsi que le conseil municipal de Lavoux et les maires du canton de Saint-Julien-l'Ars ont, à la fois, réprovoqué les méthodes employées à l'égard du centre et les violences des forces de police) ; 2° s'il ne pense pas que la réqui-

silien des films et des photos à l'O. R. T. F. Poitou-Charentes et aux agences des quotidiens Centre-Presse et La Nouvelle République constitue une atteinte au secret professionnel indispensable à la liberté de la presse; 3° s'il ne croit pas que l'inculpation en vertu de la loi anticasseurs de deux responsables agricoles de la Vienne exprimant leur mécontentement légitime peut constituer un procédé dangereux et permettre l'utilisation de toute provocation ou manipulation tendant à abuser l'opinion publique afin de couvrir des actes autoritaires et répressifs portant atteinte aux libertés, au droit d'expression et de manifestation.

Assurance maladie (prise en charge d'un jeune ouvrier de La Monnerie-le-Montel [Puy-de-Dôme] blessé par des cambrioleurs).

3789. — 28 juillet 1973. — **M. Saurede** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation d'un jeune ouvrier de La Monnerie-le-Montel (Puy-de-Dôme), qui a été récemment blessé par des cambrioleurs. Il lui fait observer que l'intéressé, qui rentrait de son travail à 4 h 15 du matin, a aperçu un cambrioleur qui tentait de forcer la porte d'un magasin de chaussures situé à quelques mètres de son domicile. Ce jeune ouvrier a tenté de s'interposer afin que le malfaiteur ne poursuive pas son forfait mais un complice, qui se trouvait dans une voiture, est intervenu. Une bagarre s'en est suivie et ce jeune ouvrier a été blessé par quatre coups de feu. Il a subi deux délicates interventions chirurgicales et une trisémie sera nécessaire pour extraire une balle d'un pœmon. La sécurité sociale, saisie de l'affaire, a interprété strictement les textes et n'a pas accepté de reconnaître que ce jeune ouvrier avait été victime d'un accident du travail dans la catégorie des « accidents de trajet ». L'intéressé se trouve donc pénalisé puisqu'il est victime de son courage. Or, il est incontestable qu'en tentant d'éviter ce cambriolage, ce citoyen a rendu un service à la collectivité tout entière en se substituant aux forces de l'ordre dont les effectifs trop insuffisants ne permettent pas une surveillance nocturne efficace. Il serait donc normal qu'il soit pris en charge par l'Etat, soit par le service de la protection civile, soit par la caisse qui assure la police. Il lui demande, dans ces conditions, s'il lui paraît possible, dans ce cas, que son administration se substitue à la sécurité sociale afin que l'intéressé ne soit pas victime de son dévouement.

Baux de locaux d'habitation (loyers des locaux classés dans la catégorie intermédiaire entre I et II A).

3668. — 28 juillet 1973. — **M. Barrot** expose à **M. le ministre de la justice** qu'à la suite du décret du 30 juin 1967 qui a libéré les locaux des catégories exceptionnelles et I, de nombreuses décisions judiciaires permettent semble-t-il de considérer comme définitive la non-application du texte précité, aussi bien aux locaux classés à tort dans l'une ou l'autre des catégories libérées qu'aux locaux classés dans la catégorie intermédiaire entre I et II A. Par contre la question de la fixation du prix des loyers concernant les locaux classés dans la catégorie intermédiaire entre I et II A a donné lieu à de nombreux jugements ou arrêts parfois contradictoires. C'est ainsi que dans la région parisienne le tribunal de grande instance de Paris s'est prononcé à de nombreuses reprises pour l'application à ces cas particuliers de la majoration prévue pour la catégorie II A. Par contre la cour d'appel a apporté au problème une solution très différente en décidant que le loyer doit être déterminé par la moyenne entre le prix libre fixé par expertise et le prix applicable en catégorie II A. En vue de mettre un terme à une telle situation préjudiciable à tous les intéressés et qui dure depuis plus de cinq ans, il est demandé si le ministre n'estime pas opportun de compléter avec précision par voie réglementaire le décret du 30 juin 1967.

Servitudes (servitude de passage résultant de l'enclavement d'un lot).

3811. — 28 juillet 1973. — **M. Peyrot** expose à **M. le ministre de la justice** la situation suivante : une personne est copropriétaire d'une résidence formée par une propriété et un parc, inclus tous deux antérieurement dans un vaste domaine ayant accès à la voie publique. Lors de la vente de ces biens, le propriétaire du domaine conserva un terrain résiduel qui se trouva alors enclavé et inscrit, dans l'acte de vente notarié, une servitude de passage à travers le lot vendu au bénéfice du terrain résiduel enclavé. L'état d'enclavement était donc né de la division du fonds commun originel, selon l'article 684 du code civil, et, corollairement, la servitude de passage, conventionnelle puisqu'elle est inscrite dans l'acte de vente notarié, était bien née de cet état d'enclavement. Pendant quarante-

huit ans, le fonds dominant, bénéficiaire de la servitude, était resté nu et libre de construction. En 1965, il était désenclavé, aux termes de l'article 682 du code civil, par la réalisation d'une voie publique communale. Or ce terrain a été acquis récemment par un promoteur immobilier qui, bien que le sachant désenclavé, entend user de la servitude dont il dispose pour desservir un lotissement important en cours de réalisation. Il lui demande en conséquence de lui faire connaître, dans la situation qu'il vient de lui exposer, la valeur juridique de l'article 685-1 du code civil lorsqu'il s'agit d'un fonds dominant enclavé par suite de la division d'un domaine commun, c'est-à-dire d'une servitude résultant de cette division et figurant comme telle dans un acte de vente notarié, à partir du moment où ce fonds dominant est désenclavé normalement.

Mines et carrières (conseil général des mines).

3662. — 28 juillet 1973. — Dans le texte du décret n° 56-838 du 16 août 1956 dit code minier, il est fait allusion à un conseil général des mines. **M. Barthe** demande à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** : a) la référence aux textes constituant ledit conseil général des mines ; b) la composition actuelle du conseil général des mines (nom et qualité des personnes le composant, date de leur nomination).

Handicapés

(établissements : institut médico-éducatif Henri-Wallon de Sarcelles).

3746. — 28 juillet 1973. — **M. Canacos** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation de l'institut médico-éducatif Henri-Wallon de Sarcelles. En effet, cet établissement moderne, construit en 1971, accueille cent vingt enfants répartis en huit groupes de quinze élèves. Or, le ministère de l'éducation nationale n'accorde que quatre postes budgétaires d'enseignants spécialisés et n'a toujours pas signé de protocole avec l'I. M. E. Cette situation dramatique met en cause les chances de réadaptation scolaire et sociale des enfants qui y sont accueillis. En conséquence, il lui demande : 1° à quelle date il envisage de signer le protocole avec l'I. M. E. Henri-Wallon ; 2° de doter cet établissement d'au moins huit postes budgétaires d'enseignants spécialisés.

Hôpitaux (personnel : bonifications pour services militaires).

3655. — 28 juillet 1973. — **M. Rossi** signale à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que le statut des personnels hospitaliers semble exclure l'application à ces derniers des dispositions de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 relative à l'amélioration de la situation d'anciens combattants et victimes de guerre. C'est ainsi qu'un jeune homme ayant combattu pendant cinq ans comme engagé dans la légion étrangère en Indochine et devenu agent hospitalier titulaire se voit refuser la prise en compte de ses services et des bonifications rattachées à ceux-ci pour son avancement. Il lui demande si les dispositions de la loi susvisée du 19 juillet 1952 sont applicables au personnel hospitalier et, dans le cas contraire, les raisons qui ont empêché cette application.

Exploitants agricoles (des départements d'outre-mer : extension de l'action sociale prévue par le code rural).

3763. — 28 juillet 1973. — **M. Rivierez** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural**, d'une part, que les dispositions du code rural sur les assurances maladie, invalidité, maternité des personnes non salariées ont été étendues aux personnes résidant dans les départements d'outre-mer depuis la loi n° 67-558 du 12 juillet 1967 et que depuis le 31 décembre 1969 un décret a déterminé pour la métropole seulement les conditions d'application de l'article 1106-4 du même code sur l'action sociale en faveur des bénéficiaires. Il lui demande : 1° pour quelles raisons les conditions de participation à l'action sociale en faveur des bénéficiaires résidant dans les départements d'outre-mer du fonds spécial prévu à l'article 1106-4 n'ont pas été déterminées jusqu'à ce jour, alors que ces conditions auraient dû, en application de l'article 1106-22, être déjà définies dans le décret du 31 décembre 1969 ; 2° dans quel délai interviendra le règlement d'administration publique prévu à l'article 1106-22 qui doit fixer ces conditions, règlement attendu maintenant depuis six années ; il lui rappelle d'autre part qu'au terme de l'article 1142-14 du code rural les allocations familiales dont bénéficient les exploitants agricoles des départements d'outre-mer sont celles prévues à l'article L. 758 du code de sécu-

rité sociale pour les salariés de ces départements qui, en outre, bénéficient du régime des prestations complémentaires d'action sociale spécialisée. Il lui demande s'il envisage actuellement de prendre ou de proposer les mesures qui permettraient aux exploitants agricoles des départements d'outre-mer de bénéficier, eux aussi, de ce régime auquel ils peuvent légitimement prétendre du fait de l'identité des allocations familiales établie par l'article 1142-14.

Santé scolaire (suppression du service de santé scolaire).

3803. — 28 juillet 1973. — **M. Xavier Deniau** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur les difficultés que connaît le service de santé scolaire et plus particulièrement depuis que ce service a été transféré du ministère de l'éducation nationale à celui de la santé publique, en 1964. Ces difficultés tiennent particulièrement au recrutement du personnel. Sans doute, son prédécesseur a-t-il déclaré au début de l'année que les médecins scolaires bénéficieraient de nouveaux statuts, que leur situation serait alignée sur celle des médecins de la protection maternelle et infantile et que les médecins contractuels recevraient une indemnité de sujétion. Il ne semble pas que des décisions aient déjà été prises à cet égard et il n'est pas évident que les mesures envisagées permettront de résoudre ce problème. Il lui demande s'il n'estime pas que des meilleurs résultats pourraient être obtenus par la suppression du service de santé scolaire, le rôle préventif de ce service pouvant être confié aux médecins praticiens. Il semble en effet possible de demander aux enfants scolarisés de présenter chaque année, par exemple à la rentrée scolaire, un certificat médical émanant du médecin de famille. Si une telle solution était retenue, le remboursement des dépenses correspondant à cette visite pourrait être effectué à plein tarif par la sécurité sociale. Il y a lieu de remarquer que de telles visites préventives ne peuvent qu'être favorables à l'équilibre financier de la sécurité sociale, puisqu'elles permettraient sans doute de déceler à temps des débuts d'affections et par là même de réduire les dépenses médicales que celles-ci pourraient mettre à la charge de la sécurité sociale.

Assurance maladie (parasitoses intestinales).

3805. — 28 juillet 1973. — **M. Fontaine** signale à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que dans la pathologie des départements d'outre-mer, les helminthiases, constituent un fléau social contre lequel il importe de mettre en œuvre des moyens de lutte efficace du fait de leur retentissement sur l'état sanitaire de la population. C'est pourquoi il lui demande s'il envisage le classement de ces parasitoses intestinales (ascaridose, oxyurose, tricéphalose, ankylostomose, anguillulose, lambiase et amibiase) en tant que maladies à retentissement social afin que les frais de prévention et de traitement correspondant puissent constituer des dépenses obligatoires classées dans le groupe I des dépenses d'hygiène et d'aide sociale.

Santé (transport des grands brûlés dans la région Nord-Pas-de-Calais).

3831. — 28 juillet 1973. — **M. Doleils** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le problème du traitement des « grands brûlés » dans la région Nord-Pas-de-Calais. Par suite de l'insuffisance de services de soins spécialisés et de l'absence de transport aérien rapide, trois des membres d'une famille de neuf personnes, atteintes gravement à la suite d'un incendie, ont dû être transportés par la route de Boulogne-sur-Mer à Merlebach (Moselle) soit un parcours de 500 km. Il est inconcevable qu'une région aussi importante que le Nord-Pas-de-Calais ne soit pas mieux équipée sur le plan sanitaire. C'est pourquoi, il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin de mettre un terme aux souffrances et aux pertes en vies humaines qu'entraînent de telles lacunes.

Aérodromes (région parisienne : problèmes de sécurité et de nuisances).

3721. — 28 juillet 1973. — **M. Juquin** expose à **M. le ministre des transports** que le développement des transports aériens dans la région parisienne se heurte à des problèmes graves de sécurité et de nuisances. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer la nécessaire croissance de l'aviation civile en même temps que la réduction des nuisances et de la probabilité des accidents. Il lui demande notamment : 1° s'il s'engage à renoncer défi-

nitivement à la construction de la piste n° 6 d'Orly, dont la réalisation étendrait le champ des nuisances à des zones surpeuplées de deux ou trois départements ; 2° s'il ne juge pas utile de programmer une réorganisation de l'espace aérien et des liaisons terrestres fondée sur l'encadrement de la capitale par quatre aéroports géographiquement spécialisés, situés aux quatre points cardinaux, hors des zones d'habitation ; 3° s'il est décidé, dans cette perspective, à prendre, dès aujourd'hui, toutes mesures pour réaliser un aéroport de Paris-Ouest, situé sur la plate-forme d'Evreux et relié à Paris par aérotrain.

Aérodrome (Toussus-le-Noble).

3724. — 28 juillet 1973. — **M. Juquin** demande à **M. le ministre des transports** quelles sont ses intentions à l'égard de l'aérodrome de Toussus-le-Noble.

Aérodromes (avenir du Bourget).

3748. — 28 juillet 1973. — **M. Canacos** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur le devenir de l'aéroport du Bourget après la mise en service de l'aéroport de Roissy. En effet, l'aéroport du Bourget est situé au cœur d'une zone très fortement urbanisée et les riverains souhaitent vivement qu'il n'accueille plus que des petits avions légers afin de limiter au maximum les nuisances. En conséquence, il lui demande ce que prévoient ses services concernant l'avenir de l'aéroport du Bourget.

Français à l'étranger (nationalisation par le Maroc des exploitations agricoles possédées par des Français).

4132. — 25 août 1973. — **M. Médecin** demande à **M. le Premier ministre** quelles mesures le Gouvernement français compte prendre pour obtenir du Gouvernement marocain qu'il indemnise justement les propriétaires français des exploitations agricoles qui viennent d'être nationalisées.

Politique atomique (débat parlementaire).

4150. — 25 août 1973. — **M. Caro** demande à **M. le ministre des armées** s'il entre dans les intentions du Gouvernement de saisir d'urgence le Parlement des aspects fondamentaux de la politique atomique de la France et par conséquent de ses incidences sur la conduite de notre défense nationale et sur notre politique de l'énergie atomique en général. Alors que s'étend dans l'opinion publique la controverse suscitée par les essais nucléaires français, c'est en réalité la politique atomique de notre pays qui est mise en cause tant comme élément de notre défense que de notre diplomatie. En outre, il apparaît de plus en plus évident que notre politique de l'énergie et en particulier celle qui dépend de l'atome n'est pas considérée comme essentielle. Une fois de plus, hormis les déclarations d'auto-justification du Gouvernement, celui-ci ne semble pas se soucier de rechercher auprès du Parlement le débat et les orientations politiques indispensables. Cette attitude qui au bout du compte s'apparenterait fort à du mépris à l'égard de l'institution parlementaire ne ferait que justifier les polémiques, agitations et autres campagnes de débats extra-parlementaires auxquels notre opinion publique finit par être continuellement conviée. Il est donc de la plus haute importance que dès la rentrée parlementaire un grand débat répondant à ces préoccupations puisse s'instaurer et être sanctionné par un vote.

Pétrole (approvisionnement de la France).

4164. — 25 août 1973. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il peut faire connaître les perspectives qui s'offrent en matière d'approvisionnement en produits pétroliers et, en particulier, si des mesures telles que le rationnement de l'essence, la limitation à basse vitesse des véhicules automobiles, etc., pourront être évitées.

Pays en voie de développement (création d'un organisme unique chargé de l'aide au tiers monde).

4167. — 25 août 1973. — **M. Schnebelen** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable que l'ensemble des problèmes concernant l'aide au tiers monde soit placé sous l'autorité d'un organisme unique qui serait directement rattaché à ses services.

Faim (Afrique noire : coordination des mesures d'aide).

4138. — 25 août 1973. — M. Schnebelen attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les conséquences extrêmement graves de la sécheresse qui règne en plusieurs pays de l'Afrique noire et lui demande s'il n'estimé pas qu'il serait désirable de créer un comité interministériel chargé de coordonner toutes les mesures prises pour venir en aide aux populations victimes de la famine afin d'éviter une regrettable dispersion des diverses initiatives publiques et privées.

Français à l'étranger (nationalisation par le Maroc des exploitations agricoles possédées par des Français).

4194. — 25 août 1973. — M. Pierre Bas demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il peut lui faire connaître les positions et les intentions du Gouvernement en ce qui concerne les droits des colons français du Maroc récemment dépossédés, tant sur la récolte que sur les éléments d'exploitation, en ce qui concerne également une indemnisation permettant à ces pionniers d'avoir une vieillesse décente.

Pensions de retraite civiles et militaires (simplification des formalités de liquidation de la pension).

4205. — 25 août 1973. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les fonctionnaires de l'Etat admis à faire valoir leurs droits à la retraite doivent constituer, à la demande de leur administration, un dossier en vue de la liquidation de leurs droits à pension. Parmi les pièces qui leur sont réclamées, les fonctionnaires retraités sont tenus de produire un extrait de leur acte de naissance et un certificat de nationalité française dont les frais de délivrance restent à la charge des intéressés. Il demande s'il peut lui indiquer : 1° les textes réglementaires en vertu desquels ces documents sont exigés ; 2° les raisons valables pour lesquelles la fiche individuelle d'état civil et de nationalité française (établie en application du décret du 26 septembre 1953 modifié par les décrets et arrêtés du 22 mars 1972, publiés au Journal officiel du 23 mars 1972) délivrée gratuitement par les mairies, ne peut compléter les deux documents susvisés réclamés aux fonctionnaires dont il s'agit. Ceux-ci étaient citoyens français lors de leur entrée dans l'administration qu'ils ont servie pendant vingt-cinq, voire trente ans, ce qui n'aurait évidemment pas été possible s'ils avaient été de nationalité étrangère ; 3° quelles instructions il envisage de donner aux différents départements ministériels pour remédier à cette anomalie qui ne se justifie pas et fait un contraste frappant avec la simplification des formalités administratives préconisées par ses services.

Chine (prochain voyage du Président de la République en Chine).

4138. — 25 août 1973. — M. Hamel demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il lui paraît compatible avec les devoirs de sa charge de faire connaître les heureuses suggestions qu'il a certainement faites au Gouvernement pour : 1° intéresser vivement l'opinion française à la portée historique du prochain voyage du chef de l'Etat en Chine ; 2° procurer aux Françaises et Français le maximum d'information par la presse, la radio, la télévision sur le déroulement de ce voyage et les espoirs qu'il peut susciter si le Gouvernement chinois répond à l'espoir du Gouvernement et du peuple français d'une vive intensification de la coopération sino-française pour la prospérité solidaire de nos deux pays ; 3° faire mieux prendre conscience à nos compatriotes de l'importance considérable d'une coopération de plus en plus active de la Chine et de la France pour le maintien de la paix en Europe et le long de la frontière sino-russe.

Français à l'étranger (nationalisation par le Maroc des exploitations agricoles possédées par des Français).

4197. — 25 août 1973. — M. Péronnet demande à M. le ministre des affaires étrangères si le Gouvernement a l'intention d'envisager avec le Gouvernement marocain des négociations en vue d'assurer « une indemnisation rapide, équitable et transférable » — selon les termes de son secrétaire d'Etat — des exploitations agricoles appartenant à des propriétaires français expropriés à la suite des récentes mesures de nationalisation prises au Maroc.

Politique militaire française (déclarations du président de l'Assemblée nationale).

4216. — 25 août 1973. — M. Hamel demande à M. le ministre des affaires étrangères si, dans l'intérêt de la paix en Europe et pour atténuer la portée des déclarations du président de l'Assemblée nationale à son retour de Russie, concernant la force de dissuasion nucléaire de la France, il ne lui est pas apparu opportun de confirmer au Gouvernement de l'U. R. S. S. que les propos du président de l'Assemblée nationale sont absolument contraires aux convictions nationales des trois partis de la majorité qui soutiennent avec fidélité l'action diplomatique et la politique militaire du Président de la République et de son gouvernement.

Mutualité sociale agricole (prêts aux établissements de soins).

4146. — 25 août 1973. — M. Paul Duraffour rappelle à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que, par un arrêté conjoint du 13 mars 1973, son collègue de l'économie et des finances et lui-même ont fait obligation aux caisses de mutualité sociale agricole d'assortir les prêts d'action sanitaire et sociale consentis aux établissements de soins publics et privés d'un intérêt annuel minimal de 5 p. 100. Cette décision a suscité une légitime émotion parmi les membres des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole, qui ne comprennent pas qu'on les oblige à réclamer un intérêt aux hôpitaux et autres établissements de soins, intérêt qui vient grever les frais de journée et, par là même, accroître les charges que doivent supporter les caisses de sécurité sociale. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable, en accord avec son collègue de l'économie et des finances, d'abroger l'arrêté du 13 mars 1963 visé ci-dessus.

Baux ruraux (à long terme : prolongation d'un bail en cours ; ménage de preneurs).

4175. — 25 août 1973. — M. Bizet demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural si un bail rural en cours, d'une durée inférieure à dix-huit ans, peut être prorogé par un acte additif comportant les clauses prévues par la loi n° 70-1298 du 31 décembre 1970, pour porter sa durée à dix-huit ans. Dans la négative il souhaiterait savoir s'il est nécessaire de résilier le bail en cours et d'en conclure un nouveau. Lorsqu'un bail rural a été passé par des preneurs (mari et femme non séparés de biens contractuellement) qui se sont engagés conjointement et solidairement, si la femme remplit seule les conditions d'âge imposées par la loi précitée, il lui demande si le bail de longue durée peut être conclu au profit des deux époux ou de la femme seule.

Lait et produits laitiers (vœu de la chambre d'agriculture de la Manche).

4187. — 25 août 1973. — M. Darinot appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur le vœu adopté le 15 juin 1973 par la chambre départementale de l'agriculture de la Manche. Il lui fait observer que les intéressés signalent que le département de la Manche est opposé à toute péréquation du prix du lait entre les différentes régions de France et s'inquiète de la création d'un office du lait dont le résultat risquerait de réduire l'étendue des débouchés, et porterait ainsi atteinte à la spécialisation laitière ainsi qu'à la rentabilité des investissements. La chambre d'agriculture a donc demandé qu'un organisme interprofessionnel soit constitué, dont l'objet serait d'organiser, grâce à une taxe parafiscale, la publicité relative à la consommation des produits laitiers, et notamment du beurre. Il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à ce vœu.

Accidents du travail (dans l'agriculture : aides bénévoles).

4196. — 25 août 1973. — M. d'Alilères expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que la loi du 25 octobre 1972, transférant à la mutualité sociale agricole les accidents du travail dans l'agriculture, a exclu de son champ d'application la garantie accordée aux aides bénévoles. Or, dans de nombreuses exploitations, petites et moyennes, des membres de la famille de l'exploitant, apportent souvent, notamment pendant les vacances,

une aide bénévole pour les travaux agricoles. Dans l'ancien système, ils étaient garantis par les contrats conclus auprès des compagnies d'assurances qui prenaient simplement comme base le revenu cadastral et le nombre de journées de travail. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'inclure la garantie de ce risque dans le contrat prévu par la mutualité sociale agricole.

Communauté européenne (déclaration du ministre de l'agriculture concernant un membre de la commission).

4198. — 25 août 1973. — **M. Zeller** expose à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** qu'il n'ignore certainement pas que les personnalités désignées par le conseil des ministres (c'est-à-dire y compris par la France) pour siéger à la commission des Communautés européennes ont toutes prêté serment et se sont engagées à faire preuve de l'indépendance la plus totale, tant vis-à-vis de leur pays d'origine que d'éventuels intérêts particuliers. En conséquence, l'affirmation de **M. le ministre**, prétendant que **M. Soames** de nationalité britannique et responsable des relations extérieures de la Communauté au sein de ladite commission, « défend les intérêts de ses industriels sucriers » est une affirmation particulièrement grave, et met en cause le fonctionnement même des institutions de la Communauté. Si elle est fautive ou non vérifiée, indépendamment de son caractère diffamatoire, elle ne pourrait qu'être de nature à compromettre gravement le climat de confiance qui doit exister entre les pays membres de la Communauté et vis-à-vis des institutions chargées de promouvoir la construction européenne, telle que la commission. Il lui demande en conséquence s'il dispose de preuves tangibles fondant une telle affirmation, et si, dans la négative, il ne lui paraît pas indiqué, dans l'intérêt de la France et de la Communauté européenne, de la retirer.

Retraites complémentaires agricoles (années d'activité requises).

4210. — 25 août 1973. — **M. Gion** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur le fait que certains régimes de retraite complémentaire exigent quinze années d'assurance (plus une année de franchise, soit seize années au total), pour l'attribution d'une retraite complémentaire. D'autres caisses, au contraire, les plus nombreuses, valident l'activité dès la première année. Il lui demande quelles initiatives il compte prendre pour mettre un terme à ces différences fortement préjudiciables aux intéressés relevant des régimes dont les règlements sont les plus rigoureux.

« Morts pour la France » (attribution de cette mention aux victimes du devoir en temps de paix).

4176. — 25 août 1973. — **M. Damette** signale à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que de nombreuses familles ressentent douloureusement l'absence de mention particulière accompagnant le décès d'un proche lorsque celui-ci est tombé, victime du devoir en temps de paix. C'est ainsi que rien ne signale le sacrifice des marins de la *Minerve* ou la disparition, au service du pays, des jeunes gens victimes d'accidents mortels au cours de leur service militaire. Il en est de même pour les fonctionnaires et agents des services publics qui, chaque année tombent, en accomplissant, souvent héroïquement, leur devoir. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager, dans des conditions à déterminer, l'attribution de la mention « Mort pour la France » aux catégories de personnes visées ci-dessus ou de prévoir une mention particulière qui, notamment sur les actes d'état civil et sur certains monuments publics, rappellerait le sacrifice consenti au service de la communauté nationale.

Armées (rapports de force militaires en Europe).

4136. — 25 août 1973. — **M. Hamel** demande à **M. le ministre des armées** si son triple devoir de défendre notre politique militaire contre ses détracteurs si haut placés soient-ils, d'informer les Français sur le problème fondamental des rapports de force militaires en Europe, de contribuer à dissiper tout malentendu dans les relations franco-soviétiques dont le peuple français souhaite qu'elles soient franches et exemptes de toute ambiguïté, ne devrait pas le conduire : 1° à rendre public ce que savent les responsables politiques et militaires de notre défense nationale sur le développement de

l'armée, de l'aviation et de la marine soviétique en Europe ; 2° à convaincre ainsi l'opinion publique française de l'absolue nécessité de développer, hélas, notre force de dissuasion nucléaire tant que le Gouvernement soviétique refusera les propositions françaises d'un désarmement réel et contrôlé ; 3° de rappeler plus souvent à notre peuple, généreux et oublieux des tragédies de notre histoire, que son impréparation militaire et les illusions pacifistes de ses anciens dirigeants avant 1914 et 1939 ont coûté aux Français en vingt et un ans, deux millions et demi de morts, dix ans d'occupation, des milliers de milliards de francs de destruction du patrimoine national, deuils et ruines qu'une ferme politique étrangère et une défense nationale efficace auraient permis d'éviter.

Sécurité sociale militaire (remboursement du trop-perçu de cotisations).

4163. — 25 août 1973. — **M. Paul Duraffour** rappelle à **M. le ministre des armées** que, par un arrêté en date du 7 juillet 1972, le Conseil d'Etat a annulé le décret n° 69-11 du 2 janvier 1969 qui avait pour objet de porter à 2,75 p. 100 le taux de la cotisation des assurances sociales dues par les titulaires de pensions alimentaires. Cette annulation a eu pour effet de ramener ladite cotisation au taux de 1,75 p. 100 et aurait dû conduire la caisse nationale militaire de sécurité sociale à rembourser les sommes perçues à tort en application du décret annulé. Toutefois, jusqu'à maintenant, la caisse nationale agissant, semble-t-il, sur instruction des ministères intéressés, n'a pas cru devoir procéder à ces remboursements. Il lui demande quelles instructions il compte donner, en accord avec son collègue de l'économie et des finances, à la caisse nationale pour que celle-ci puisse faire cesser cette injustice qui est d'autant plus vivement ressentie qu'elle touche des retraités âgés et des veuves dont les ressources sont très modestes.

Gendarmes (sévices subis par des journalistes à Besançon).

4192. — 25 août 1973. — **M. Le Foll** s'étonne auprès de **M. le ministre des armées** du communiqué publié par ses soins démentant les témoignages de trois journalistes qui s'étaient élevés contre les sévices qu'ils avaient subi après leur interpellation aux abords de l'usine Lip à Besançon le 15 août dernier. Il avait cru comprendre, en raison des excuses apportées par le préfet du Doubs au directeur de l'agence France Presse que les autorités départementales regrettaient ces excès et par conséquent en reconnaissaient l'existence. Il lui demande donc s'il ne lui paraît pas plus opportun de s'employer à empêcher la répétition de telles méthodes, qui bien que de plus en plus systématiques, continuent de scandaliser l'ensemble de l'opinion, que de faire des déclarations impudentes démenties par des témoignages irrécusables.

Gendarmerie (actes de sauvetage).

4217. — 25 août 1973. — **M. Hamel** demande à **M. le ministre des armées** : 1° s'il ne lui paraît pas opportun de faire savoir, chaque trimestre, par la télévision, la radio et la presse le nombre d'actes de courage réalisés par la gendarmerie pour sauver des vies humaines et les promotions déclinées en faveur des gendarmes ayant accompli, au péril de leur vie, des actions de sauvetage ; 2° combien de morts ont été évités en haute montagne, sur les plages et en mer par les interventions en hélicoptère ou en bateau de sauvetage de la gendarmerie nationale au cours des mois de juillet et août.

Concurrence déloyale (décret d'application de la loi de finances du 2 juillet 1963).

4155. — 25 août 1973. — **M. Foyer** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur la non-application de l'article 2 de la loi de finances rectificative n° 63-628 du 2 juillet 1963 par suite de l'absence de publication du décret en Conseil d'Etat qui devait fixer la procédure permettant, sous menace d'astreinte, de faire cesser à titre provisoire les actes de concurrence déloyale ou illicite avant qu'il ne soit définitivement statué au fond sur l'action en réparation du préjudice subi du fait de ces actes. Il lui demande les raisons pour lesquelles un texte, ayant force de loi et attendu par les diverses associations luttant contre la concurrence déloyale, n'a jamais pu entrer en application, l'existence en droit commun d'une procédure de référé ne semblant pas constituer une raison suffisante.

*Marchands ambulants et forains
(rég. : aide spéciale compensatrice).*

4173. — 25 août 1973. — **M. Ansquer** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les conditions d'admission au bénéfice de l'aide spéciale compensatrice instituée par la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés. Il lui expose en effet que parmi ces conditions l'article II de la loi du 13 juillet 1972, précisé par l'article 9 du décret n° 72-1076 du 1^{er} décembre 1972, prévoit l'obligation de mise en vente du fonds de commerce ou de l'entreprise, cette mise en vente s'opérant par affichage durant trois mois dans un local de la chambre de commerce et d'industrie ou de la chambre des métiers ouvert au public. Or, il apparaît que les commerçants âgés non sédentaires, c'est-à-dire les marchands ambulants ne possédant ni magasin ni atelier mais remplissant par ailleurs toutes les autres conditions pour ouvrir droit à l'aide spéciale compensatrice, se trouvent écartés du bénéfice de celle-ci. Compte tenu du fait que cette catégorie de commerçants est tout aussi éprouvée par la concurrence des grandes surfaces et l'évolution de l'économie moderne que l'ensemble des petits commerçants et artisans, il lui demande s'il n'estime pas devoir leur accorder l'aide spéciale compensatrice lorsque toutes les autres conditions d'âge, de ressources, de durée d'activité professionnelle, d'affiliation à une caisse d'assurance vieillesse, d'immatriculation au registre du commerce, etc., sont remplies. Les commerçants qui ne possèdent pas de magasin susceptible de dépréciation, car ils n'ont pas les ressources suffisantes destinées à l'achat d'un fonds de commerce, figurent parmi les plus défavorisés et paraissent devoir figurer parmi les bénéficiaires d'une mesure dont la vocation est essentiellement de venir en aide à tous les commerçants âgés et sans ressources.

Patente. (réforme; grève de cet impôt).

4185. — 25 août 1973. — **M. Gilbert Faure** rappelle à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que l'article 9 de la loi de finances rectificative de décembre 1970 prévoyait que « avant le 1^{er} janvier 1972, le Gouvernement déposera un projet de loi portant remplacement de la patente ». Or, il semblerait que le problème de la patente ne pourrait être discuté qu'à propos du budget de 1975. De ce fait, artisans et commerçants font actuellement la grève de cet impôt tandis que les services du ministère des finances durcissent leurs positions. En conséquence, les agents du Trésor, d'un côté, les artisans et commerçants de l'autre, se trouvent dans une situation intenable. Afin d'éviter qu'elle ne débouche sur des actes regrettables, il lui demande quelles mesures pourraient être prises d'urgence pour provoquer l'apaisement nécessaire.

4123. — 25 août 1973. — **M. Joanne** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les receveurs auxiliaires des impôts ont droit à un congé annuel de même durée que ceux accordés aux fonctionnaires de l'Etat soit vingt-neuf jours ouvrables, sous réserve pour les intéressés de se faire remplacer par un fondé de pouvoir qui assure la gestion de la recette auxiliaire et la vente des produits du monopole. Il appelle son attention sur les difficultés rencontrées par les intéressés pour trouver des remplaçants et lui demande s'il n'estime pas qu'il serait normal qu'ils puissent fermer leurs comptoirs de vente et leurs recettes auxiliaires à tour de rôle et suivant un ordre établi d'un commun accord chaque année entre eux et les directeurs départementaux des services fiscaux. Une telle mesure serait d'autant plus justifiée que très souvent les postes de receveurs ruralistes sont attribués à des anciens combattants bénéficiaires d'emplois réservés.

Finances publiques (mauvaise utilisation des fonds publics).

4128. — 25 août 1973. — **M. Billoux** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la mauvaise utilisation des fonds publics, qui inquiète gravement les contribuables, est avant tout une des conséquences de l'ensemble de la politique gouvernementale favorisant les grandes puissances financières et industrielles au détriment de l'intérêt national; les parlementaires communistes ont eu l'occasion de relever divers scandales sur lesquels, d'ailleurs, toute la lumière est loin d'être faite. Ces jours derniers, monsieur le ministre de l'économie et des finances a été contraint de reprocher à ses collègues du Gouvernement l'existence de graves irrégularités mais l'opinion publique ne comprendrait pas qu'il en reste là. Dans ces conditions, il lui demande en quoi consistent précisément

les irrégularités dont le montant atteint une dimension que le ministre de l'économie et des finances juge inquiétante et quels sont les personnes, sociétés ou organismes qui s'y trouvent impliqués.

Enregistrement (mention de sincérité du prix).

4131. — 25 août 1973. — **M. Pierre Bas** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 43-IV de la loi du 29 décembre 1971 a heureusement supprimé l'obligation prévue à l'article 850 du code général des impôts d'écrire à la main la mention de sincérité du prix qui doit figurer dans certains actes ou déclarations. Il lui demande si une mesure analogue pourrait être prise en ce qui concerne l'affirmation de sincérité prévue à l'article 802 du même code. A défaut de supprimer cette affirmation, qui ne figure pas dans les déclarations de revenus, l'inscription de celle-ci à la machine à écrire ou par tout autre moyen constituerait une simplification et éviterait une perte de temps inutile.

*Baux ruraux à long terme
(exonération des droits de première transmission).*

4152. — 25 août 1973. — **M. Deg...** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si, dans le cadre de l'exonération prévue à l'article 2 (deuxième alinéa) de la loi du 31 décembre 1970 relative au bail à long terme, il est permis de penser que l'état des lieux, bien que dressé régulièrement par un expert dans les trois mois de l'entrée en jouissance, mais déposé au rang des minutes du notaire après le délai de trois mois du jour de l'entrée en jouissance, est de nature à faire perdre aux ayants droit ou au donataire le bénéfice de l'exonération, pour le seul motif que l'état des lieux n'avait pas acquis date certaine dans les trois mois de l'entrée en jouissance, rendant ainsi inopposable à l'administration la date réelle de l'état des lieux.

*Commerçants et artisans
(déclaration récapitulative des taxes sur le chiffre d'affaires).*

4154. — 25 août 1973. — **M. Boudet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le régime simplifié d'imposition a été institué afin de faciliter les obligations comptables des commerçants et artisans dont le chiffre d'affaires est inférieur à certaines limites. Il existe cependant un frein à une adoption plus large de ce régime par les contribuables. Il consiste dans l'obligation d'établir, d'après les bases de l'année civile, la déclaration récapitulative des taxes sur le chiffre d'affaires (modèle CA 12). Cette contrainte gêne les commerçants qui, pour des raisons de commodité ou de meilleure gestion de leur entreprise, établissent leur bilan en cours d'année. Elle les oblige à calculer deux fois la récapitulatif de leur chiffre d'affaires : au moment de leur bilan, pour établir la charge réelle de l'exercice; au 31 décembre, pour l'établissement de la déclaration CA 12. Cette contrainte gêne également les agents de l'administration qui ont des difficultés à raccorder les imprimés simplifiés établis lors de la clôture de l'exercice avec la déclaration modèle CA 12. Il lui demande s'il serait possible, dans ces conditions, d'autoriser les contribuables au réel simplifié qui arrêtent leur bilan en cours d'année à établir leur déclaration CA 12 d'après les mêmes bases et avec la même périodicité que leur exercice comptable.

Informatique (accord B. N. P.-Honeywell Bull : politique française).

4159. — 25 août 1973. — **M. Dalbers** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'accord intervenu entre la filiale de la B. N. P., Natio-Informatique, et la filiale H. B. S. (Compagnie des services informatiques Honeywell Bull) de la Société Honeywell Bull. Etant donné les problèmes connus lors de la fusion Segos et Crédit lyonnais, des restructurations de Paribas et Sema, Crédit agricole et Sincro entre autres, il lui demande : 1° cet accord aboutira-t-il à une aide déguisée de l'Etat, par B. N. P. interposée, à Honeywell Bull, une remise en cause du plan calcul et une réorganisation de l'informatique. Dans ce cas, quelles en seront les conséquences sur l'emploi, si d'autres fusions ou accords se poursuivent; 2° agit-il d'une campagne systématique de dénationalisation des services publics bancaires qui revient à retirer peu à peu tous les services informatiques de la banque et même d'autres administrations (l'essentiel du personnel informatique étant contractuel) pour en faire des sociétés juridiquement autonomes, mais dont le personnel ne bénéficie pas des avantages sociaux.

Baux commerciaux (crédits de T. V. A. sur les réparations effectuées par le locataire).

4169. — 25 août 1973. — M. Cressard expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas suivant: M. A a donné en location un immeuble nu, à usage industriel, moyennant un loyer annuel, hors T. V. A. de 10.000 francs. Il a opté pour le paiement de la T. V. A. sur les loyers perçus. Au cours de l'année 1972 il a encaissé un loyer de (hors T. V. A. 10.000 + T. V. A. 2.000) 12.000 francs. Au cours de cette même année il a payé des réparations pour un montant (hors T. V. A. 5.000 + T. V. A. 1.000) de 6.000 francs. Il a acquitté la T. V. A. sur les loyers perçus (à 20 p. 100 sur 10.000 = 2.000, crédit 1.000) pour un montant de 1.000 francs. En sorte que le revenu net avant déduction de l'impôt foncier et des abattements a été de: 12.000 — (6.000 + 1.000) = 5.000 francs. M. B a loué lui-même une propriété nue à usage industriel, moyennant un loyer annuel de 5.000 francs avec obligation pour le locataire de lui rembourser le montant des réparations effectuées. Il a opté pour le paiement de la T. V. A. sur les loyers perçus. Au cours de l'année 1972 il a payé des réparations pour un montant (hors T. V. A. 5.000 + T. V. A. 1.000) de 6.000 francs. Au cours de cette même année il a encaissé de son locataire:

Loyer :	
— Hors T. V. A.	5.000 F
— T. V. A.	1.000
	6.000
Remboursement de réparations :	
— Hors T. V. A.	5.000
— T. V. A.	1.000
	6.000
	12.000 F

Il a acquitté la T. V. A. sur les sommes hors taxe reçues de son locataire: (20 p. 100 sur 10.000 = 2.000 — crédit 1.000 = 1.000). En sorte que le revenu net, avant déduction de l'impôt foncier et des abattements a été de: 12.000 — (6.000 + 1.000) = 5.000 francs. Au regard de l'impôt sur le revenu des personnes physiques MM. A et B sont donc sur un pied absolu d'égalité. Dans un cas comme dans l'autre le Trésor a perçu en définitive 2.000 francs de T. V. A. Les locataires de A et de B ont exactement déboursé la même somme soit chacun 12.000 francs contre remise d'une facture de 12.000 francs avec décompte au pied de la T. V. A. étant de 2.000 francs. Il semble résulter d'une réponse ministérielle antérieure que le locataire de A bénéficie d'un crédit de T. V. A. de 2.000 francs, tandis que le locataire de B ne bénéficie que d'un crédit d'impôt de 1.000 francs. La somme remboursée au propriétaire au titre des réparations ne lui procurant aucun crédit de T. V. A., bien qu'il s'agisse juridiquement d'une charge augmentative de loyer qui sous le régime des droits d'enregistrement serait considérée, à tous égards, comme un loyer complémentaire. Il lui demande s'il n'y a pas là une interprétation qui choque le bon sens et l'équité.

*Fonds d'action conjoncturelle
(déblocage de crédits: équipements collectifs).*

4171. — 25 août 1973. — M. Ansquer demande à M. le ministre de l'économie et des finances si, compte tenu de la nécessité unanimement reconnue d'accélérer la réalisation des équipements collectifs, il n'est pas souhaitable de déblocquer les crédits du fonds d'action conjoncturelle.

Employés de maison (cotisations patronales pour la retraite complémentaire: déduction de l'impôt sur le revenu).

4172. — 25 août 1973. — M. Ansquer attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'arrêté du 15 mars 1973 qui a agréé les dispositions de l'accord collectif du 22 novembre 1972 dit Convention nationale de retraite complémentaire par répartition pour les employés de maison. La cotisation versée au titre des salaires et charges sociales d'employés de maison, représente une charge nouvelle et assez lourde pour les employeurs qui appartiennent à tous les milieux sociaux. En effet, certains d'entre eux font appel aux employés de maison, parce qu'ils sont âgés ou malades. Il lui demande si le montant de ces charges ne pourrait pas être déductible du revenu imposable des employeurs.

Finances locales (T. V. A.: activités industrielles et commerciales exploitées en régie).

4177. — 25 août 1973. — M. Radius rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que dans la réponse à la question écrite n° 12277 (*Journal officiel*, Débat A. N. du 27 février 1973) il disait que M. le Premier ministre avait annoncé le 27 janvier dernier que le Gouvernement ferait discuter durant la prochaine session parlementaire un texte permettant aux collectivités locales de placer sous le régime de la T. V. A. leurs activités industrielles et commerciales exploitées en régie (régie des eaux, abattoirs, marchés d'intérêt national, etc.). Il ne semble pas que le projet en cause ait été déposé. C'est pourquoi il lui demande s'il peut préciser les intentions du Gouvernement en ce qui concerne le dépôt et la discussion de ce texte.

Fiscalité immobilière (plus-value de cession de terrains à bâtir: réduction des bases d'imposition dans le cas de cession à une société d'économie mixte).

4180. — 25 août 1973. — M. Cressard rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 dispose dans son article III-3, III-1 que les bases de l'imposition pour les plus-values sur terrains à bâtir sont diminuées de dix points en cas de cession à l'Etat, aux collectivités publiques, aux collectivités locales, et, après accord des collectivités locales et avis du service des domaines, à des organismes d'habitation à loyer modéré et leurs unions, et à des organismes dont la liste sera établie par décret. Par une lettre du 31 mars 1964, M. le ministre de la construction a indiqué que les sociétés d'économie mixte visées à l'article 78-1 du décret du 18 mai 1959 seraient comprises dans la liste qui établirait le décret à intervenir. Deux réponses de M. le ministre de l'économie et des finances à une question écrite de M. Auguste Pinton, sénateur (*Journal officiel*, Débat parlementaire, Sénat du 9 août 1967) et, à une question écrite de M. de La Malène, député (*Journal officiel*, Débat parlementaire, Assemblée nationale du 9 novembre 1967) ont confirmé cette décision. Le décret n'étant pas encore intervenu, il lui demande si des instructions ne pourraient pas être données au service des impôts pour que d'ores et déjà les cessions à titre onéreux de terrains aux sociétés d'économie mixte dont les statuts sont conformes aux clauses types annexées au décret n° 60-553 du 1^{er} juin 1960, et dont la majeure partie du capital est détenue par les collectivités publiques soient admises à bénéficier de la réduction de dix points sur les pourcentages des plus-values imposables.

Patente (réforme; grève de cet impôt).

4186. — 25 août 1973. — M. Gilbert Faure rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 9 de la loi de finances rectificative de décembre 1970 prévoyait que « avant le 1^{er} janvier 1972, le Gouvernement déposera un projet de loi portant remplacement de la patente ». Or, il semblerait que le problème de la patente ne pourrait être discuté qu'à propos du budget de 1975. De ce fait, artisans et commerçants font actuellement la grève de cet impôt tandis que les services du ministère des finances durcissent leurs positions. En conséquence, les agents du Trésor, d'un côté, les artisans et commerçants de l'autre, se trouvent dans une situation intenable. Afin d'éviter qu'elle ne débouche sur des actes regrettables, il lui demande quelles mesures pourraient être prises d'urgence pour provoquer l'apaisement nécessaire.

Impôt sur le revenu (non-imposition des allocations de garde d'enfant versées par des entreprises privées).

4189. — 25 août 1973. — M. Saint-Paul indique à M. le ministre de l'économie et des finances que l'allocation de garde d'enfant versée à certaines femmes fonctionnaires et à certains agents de l'Etat non titulaires ainsi qu'aux agents hospitaliers n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu en vertu de l'article 81 (1^{er}) du code général des impôts. En revanche, les allocations de même nature, versées par certaines entreprises privées, ne bénéficient pas de l'exonération précitée. Ce double régime d'imposition, selon l'origine (fonds publics ou fonds privés) est choquant et apparaît particulièrement injuste s'agissant d'allocations qui répondent dans les deux cas au même objet. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre, notamment à l'occasion de la prochaine loi de finances, pour que les allocations de garde d'enfant versées par certaines entreprises privées ne soient pas soumises à l'impôt sur le revenu.

Saisie (respect de la portion insaisissable du salaire).

4204. — 25 août 1973. — **M. Aubert** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'article 14 (alinéa III) de la loi n° 72-1121 du 20 décembre 1972 portant loi de finances pour 1973 : « les blocages de comptes courants, de dépôt ou d'avance, ne peuvent avoir pour effet de faire obstacle à l'application des dispositions du code du travail relatives à la portion insaisissable ou incessible du salaire. Nonobstant toute opposition, les salariés dont la rémunération est réglée par versement à un compte courant de dépôt ou d'avance pourront effectuer mensuellement des retraits de ce compte dans la limite de la portion insaisissable ou incessible du salaire, telle que celle-ci est fixée par le code du travail. Un décret fixera les conditions d'application du présent paragraphe. Or il apparaît que, nonobstant les dispositions de l'article 14, alinéa III précité, des organismes nationalisés continuent à former opposition sur la totalité des fonds déposés à un compte courant ou d'avance, bien qu'il leur ait été apporté la preuve que ces fonds proviennent de salaires. Pour mettre fin à de semblables errements, qui ont pour effet de priver de tous moyens d'existence des familles de salariés, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le décret fixant les conditions d'application soit publié d'urgence, et prévoit, en particulier, que les retenues faites après le 20 décembre 1972 au-delà de la quotité saisissable, qui a déjà pu être prélevée par l'employeur sur opposition régulièrement formée entre ses mains, soient immédiatement remises à la disposition des intéressés.

Police (majoration des pensions de retraite des inspecteurs d'échelon exceptionnel).

4206. — 25 août 1973. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, dans le cadre de la réforme de la catégorie « B », les étapes du reclassement en indices majorés des inspecteurs d'échelon exceptionnel de la police nationale (indice brut 535), ont prévu une majoration de 4 points, faisant passer leur indice net de 424 à 428 à compter du 1^{er} juillet 1973. Par ailleurs une augmentation de 1,50 p. 100 est intervenue au 1^{er} juin 1973 sur les rémunérations des fonctionnaires en activité, applicable, par voie de conséquence, aux pensions des retraités. Il demande si, en ce qui concerne les fonctionnaires retraités appartenant à la catégorie susvisée, l'échéance du 6 octobre 1973 comprendra ces deux augmentations. Celles-ci n'ont pas été payées aux intéressés à l'échéance du 6 juillet 1973, les intercalaires portant révision de leur pension à ce titre n'ayant pas été adressées par le service compétent de son département aux trésoriers-payeurs généraux destinataires, chargés de les faire remettre aux intéressés par les comptables payeurs (percepteurs ou receveurs des P. T. T.).

Testaments (droit d'enregistrement de testaments-partages).

4211. — 25 août 1973. — **M. Ribadeau Dumas** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la réponse à la question écrite n° 1485 (*Journal officiel*, Débats, A. N., du 21 juillet 1973 p. 3015) est en contradiction avec les indications données à la suite de deux questions orales posées l'une par **M. André Beauguilte** (*Journal officiel*, Débats, A. N., du 29 novembre 1969, p. 4448 et 4449) et l'autre par **M. Marcel Martin** (*Journal officiel*, Débats, Sénat, du 10 juin 1970, p. 654 à 658). En réalité de très nombreux partages sont enregistrés au droit fixe de 50 francs. Ce sont tous ceux qui résultent d'un testament par lequel le testateur a divisé sa succession entre des bénéficiaires qui ne sont pas ses descendants directs. Un testament n'est enregistré au droit proportionnel que s'il a été fait par un père ou une mère de famille pour répartir ses biens entre enfants. L'administration prend alors prétexte des dispositions de l'article 1075 du code civil pour dire que ce testament n'est pas un testament ordinaire, mais un testament-partage et elle lui applique un régime fiscal particulièrement rigoureux. Cette façon de procéder est injuste et antisociale. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer un testament fait par un père en faveur de chacun de ses enfants et en testament fait par une personne sans postérité en faveur de chacun de ses ascendants. On constate que ces deux actes ont exactement la même nature juridique et produisent les mêmes effets (partage de la succession du testateur entre des héritiers réservataires). Les explications fournies pour tenter de justifier une disparité de traitement contraire à la plus élémentaire équité n'ont donc aucune valeur. Il lui demande si, compte tenu de ces observations, il envisage de prendre des mesures afin que les enfants légitimes n'aient plus à payer un droit d'enregistrement beaucoup plus onéreux que celui versé par les ascendants, les héritiers collatéraux ou de simples légataires.

Enseignants (maîtres auxiliaires).

4122. — 25 août 1973. — **M. Mayoud** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quelles mesures il compte prendre en faveur des maîtres auxiliaires, puisque sur 8.800 enseignants répondant aux conditions requises pour être titularisés, 3.000 postes budgétaires seulement auraient été créés. Pour le seul département du Rhône 580 enseignants se trouvent dans cette situation instable.

Ramassage scolaire (réduction du coût).

4184. — 25 août 1973. — **M. Carpentier** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les circuits de transports scolaires sont mis en adjudication tous les ans par les directions départementales de l'équipement lorsqu'ils sont créés ou modifiés. Il lui a été donné de constater que les appels à la concurrence étaient bien souvent factices : par exemple les résultats communiqués par la commune de Donges (Loire-Atlantique), organisatrice de transports scolaires, prouvent que les entrepreneurs se sont concertés avant le dépôt des soumissions car, en fait, il y a une offre par circuit. Cette attitude des transporteurs leur permet de pratiquer des tarifs prohibitifs ; la commune de Donges, qui a reconduit en 1973 les circuits de 1971, a remarqué pour deux circuits une augmentation du prix journalier de 82 p. 100 en 1973 par rapport à 1971 et pour les deux autres circuits, de 58 p. 100. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses et pour réduire le coût de ces transports qui grèvent de plus en plus non seulement le budget des familles mais aussi celui des collectivités locales et de l'Etat.

Examens (épreuves du brevet de technicien supérieur option « Comptabilité », à la Réunion).

4213. — 25 août 1973. — **M. Fontaine** signale à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'en violation de l'arrêté de son ministère en date du 21 janvier 1969, dans le cadre de l'examen du brevet de technicien supérieur, option « Comptabilité », à la Réunion, l'oral d'économie d'entreprise de la première série et l'oral de la deuxième série qui comporte trois matières de droit et une matière d'économie générale, ont été transformés en écrits. Le motif invoqué est le manque de professeurs qualifiés susceptibles de faire passer ces genres d'épreuves. Or, il se trouve que pour animer les sections de B. T. S. la Réunion dispose de professeurs certifiés de sciences et techniques économiques, voire des agrégatifs et qu'au surplus, professent sur place des professeurs agrégés de droit et sciences économiques. Il en résulte que l'explication fournie pour tenter de justifier cette anomalie n'a aucun fondement. De plus, à aucun moment de l'année scolaire les élèves n'ont été prévenus de cette modification. A l'évidence, cette situation cause un préjudice certain aux candidats de la Réunion. C'est pourquoi, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour pallier le handicap subi et lui suggère d'autoriser une deuxième session qui se déroulerait dans les conditions normales.

O. R. T. F. (publicité clandestine).

4219. — 25 août 1973. — **M. Hamel** demande à **M. le ministre de l'information** : 1° s'il a fait procéder à une enquête sur la publicité réalisée par la deuxième chaîne de l'O. R. T. F. en faveur d'une marque de couturier apparue très nettement et à plusieurs reprises, au milieu de la semaine dernière, sur les vêtements d'un champion de boxe français, lors d'une émission consacrée à son entraînement en vue du championnat du monde le mois prochain ; 2° si cette publicité a été payée par le propriétaire de la marque, et combien ; 3° si des sanctions ont été prises, et lesquelles au cas où cette publicité aurait été clandestine et non rémunérée ; 4° si un compte rendu des activités de la commission de contrôle de la publicité clandestine au cours des mois de juillet et août peut être publié ; si non, pourquoi.

Cultes

(distribution de textes à caractère politique dans les églises).

4124. — 25 août 1973. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il a été fait application au cours de ces dernières années de la loi du 9 décembre 1905 et notamment des dispositions de l'article 35, « si un écrit distribué publiquement dans

les lieux où s'exerce le culte... tend à soulever... une partie des citoyens contre les autres, le ministre du culte qui s'en sera rendu coupable sera puni... En effet, il a été constaté que des revues et journaux apparemment anodins présentent des articles et des textes à caractère politique et sont vendus ou distribués gratuitement dans les églises.

Police

(Rhône : renforcement des moyens pour lutter contre le banditisme).

4135. — 25 août 1973. — M. Hamel demande à M. le ministre de l'intérieur si la fréquence des actes de banditisme, attaques à main armée, plasticage de perception, cambriolages et vols de voiture dans le département du Rhône ne devrait pas l'inciter à venir lui-même dans la région lyonnaise pour : 1° rendre hommage au courage des policiers et gendarmes, décorer et promouvoir ceux d'entre eux ayant accompli des actions au péril de leur vie ; 2° prendre sur place la mesure de l'insuffisance des effectifs, et des moyens de la police du Rhône, afin qu'il y soit remédié très rapidement ; 3° se rendre compte de l'irritation profonde et justifiée de la population devant la recrudescence du banditisme et la mansuétude d'un trop grand nombre de décisions judiciaires, constatation que le ministre de l'intérieur pourrait utilement porter à la connaissance du ministre de la justice afin que les atteintes à la sécurité des citoyens soient désormais sanctionnées par des peines d'une sévérité exemplaire.

Attentats aux mœurs (piscine sur la Seine).

4142. — 25 août 1973. — M. Hamel demande à M. le ministre de l'intérieur s'il ne lui paraît pas attentatoire à la dignité du Parlement et à la réputation morale et esthétique de la femme française que des photographies de femmes quasi nues puissent être prises d'une piscine installée sur la Seine, en plein Paris, à quelques dizaines de mètres du Palais-Bourbon, photographies assez habilement prises pour laisser croire aux millions de lecteurs d'un hebdomadaire à grand tirage que ce spectacle affligeant de sourires intelligents, de poitrines plates et de corps vulgaires est donné dans les jardins de l'Assemblée nationale. Pour atteindre à la moralité publique, à l'esthétique et au Parlement, la concession du domaine public ne devrait-elle pas être retirée à cette piscine si elle continuait d'accepter ces exhibitions dans la capitale, à cent mètres de l'Assemblée nationale, et de les laisser photographier.

Police (règles de remplacement pendant les congés).

4207. — 25 août 1973. — M. Pierre Bas demande à M. le ministre de l'intérieur si un sous-brigadier d'un corps urbain détaché dans une antenne des renseignements généraux (c'est-à-dire dans un service autre que celui de la sécurité publique dont il relève normalement) peut remplacer l'officier de police chef de service pendant la durée de son congé annuel.

Compagnies républicaines de sécurité (actes de sauvetage).

4220. — 25 août 1973. — M. Hamel demande à M. le ministre de l'intérieur : 1° s'il peut lui préciser combien de vies humaines ont été sauvées au cours de l'été par les interventions des C.R.S. et de la police de la route : a) après des accidents de la route ; b) par des sauvetages en mer ; c) dans la lutte contre des incendies ; 2° s'il ne lui paraît pas opportun de publier, chaque trimestre, un communiqué faisant savoir à l'opinion publique le nombre d'actes de sauvetage accomplis par les C.R.S.

Construction

(modification du plan de masse d'un groupe d'immeubles).

4179. — 25 août 1973. — M. Tomasini demande à M. le ministre de la justice si, lors de la construction d'un groupe de huit immeubles en cours de réalisation et alors que deux immeubles sont achevés et vendus par appartements, le promoteur a la possibilité de modifier le plan de masse en portant de huit à dix immeubles l'ensemble de la construction et de se réserver le droit de modifier les implantations, la consistance et le nombre des immeubles, et ce, jusqu'à l'achèvement complet du programme, le règlement de copropriété devant être à chaque fois modifié. Il souhaite savoir en d'autres termes si la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 ne s'applique qu'à un immeuble bâti ou groupe d'immeubles bâti, tous les immeubles étant achevés, ou si la modification du plan de masse ne peut être obtenue que par décision de l'assemblée générale statuant à la majorité prévue à l'article 26 de la loi précitée, toute clause contraire étant réputée non écrite.

Mariage (mineurs ayant reconnu un enfant).

4209. — 25 août 1973. — M. Charles Bignon attire l'attention de M. le ministre de la justice sur la situation des mineurs, qui, ayant reconnu un enfant, ne peuvent se marier du fait de l'opposition de leurs parents. Il lui semble que la législation actuelle est encore marquée sur ce point d'anciens principes battus en brèche par la loi du 3 janvier 1972 sur la filiation. Il lui demande donc s'il n'a pas l'intention soit par un texte spécial, soit dans le texte qui abaissera l'âge de la majorité, de prévoir que la dispense de consentement pourra être obtenue au moins par voie judiciaire, bien entendu si le mariage a lieu entre les deux parents de l'enfant.

Détenition (libérations conditionnelles).

4218. — 25 août 1973. — M. Hamel demande à M. le ministre de la justice : 1° quels enseignements comporte à son avis la constatation que les deux bandits ayant le 17 août dernier à Brest tué un policier, pris en otage une femme de 71 ans et attaqué une banque, avaient été libérés par anticipation, l'un treize ans et l'autre six ans avant l'achèvement des peines de réclusion criminelle auxquelles ils avaient été condamnés en 1961 et 1964 ; 2° quelles dispositions il compte prendre à l'avenir pour que des libérations conditionnelles, inconsiderément accordées, ne conduisent pas à de nouveaux crimes et à des assassinats qui n'auraient pas lieu si les condamnés de droit commun demeuraient en prison jusqu'à l'achèvement complet de leur peine.

Pollution (poids lourds).

4125. — 25 août 1973. — M. Icart attire l'attention de M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement sur l'insuffisance du seul contrôle a posteriori par sanctions, en ce qui concerne l'émission très nocive des gaz d'échappement des poids lourds due au défaut de réglage de leurs moteurs diesel. En effet, d'une part, ce contrôle par des équipes spécialisées reste marginal et, d'autre part, il s'agit d'infractions particulièrement difficiles à verbaliser. Or la limitation de vitesse imposée aux véhicules automobiles de tourisme accroît considérablement les inconvénients des nuisances provoquées par le défaut de réglage des moteurs. Il lui demande instamment s'il ne paraît pas indispensable, à l'occasion des visites techniques annuelles obligatoires récemment rendues applicables à l'ensemble des poids lourds excédant 3,5 tonnes en charge, de porter une attention plus poussée sur le réglage des moteurs.

Autoroutes (terre-plein central : plantations en matière plastique).

4160. — 25 août 1973. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement sur les dispositions prises par les concessionnaires de l'autoroute Orange-Narbonne qui ont eu la malencontreuse idée, soi-disant à titre d'expérience, de faire poser sur le terre-plein central et sur une portion de l'autoroute, des plantations en matière plastique. Le prix de revient serait supérieur à celui des arbres naturels. Devant l'ineptie et le coût élevé d'une telle solution, il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour contraindre les exploitants à annuler cette expérience et à aménager les autoroutes avec des plantations naturelles.

Veuves civiles (situation difficile).

4118. — 25 août 1973. — M. Mayoud attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation difficile des veuves civiles. Dans les trois quart des cas, les veuves ne peuvent en effet compter que sur une protection insuffisante. C'est le cas notamment des veuves qui ne peuvent prétendre à une retraite de réversion et qui se retrouvent au décès du chef de famille sans situation, avec des enfants en bas âge à élever. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour aider ces personnes dont la situation est souvent dramatique.

Aide sociale (frais d'étude de dossier).

4121. — 25 août 1973. — M. Mayoud expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les élus locaux trouvent anormal qu'il soit demandé la somme de 500 francs, préalablement

à l'étude d'un dossier d'aide sociale. Il lui demande si ces élus locaux peuvent espérer la suppression de cette pratique qui obère un peu plus les finances locales déjà insuffisantes.

*Produits d'hygiène et de beauté
(expérimentation sur les enfants des orphelinats).*

4127. — 25 août 1973. — M. Billoux expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que contrairement à sa circulaire du 9 mai 1973 aux préfets et directions de l'action sanitaire et sociale, relative à des expériences de produits cosmétiques effectuées sur des enfants, une notice d'un dentifrice, vendu exclusivement en pharmacie, marque qu'il a fait l'objet d'une expérimentation sur de jeunes sujets vivant en orphelinat, les enfants, leurs moniteurs et les expérimentateurs ayant ignoré jusqu'à la fin la formule des pâtes utilisées; manquant souvent d'argent de poche, ce qui est le cas dans un foyer des Bouches-du-Rhône, pour leurs menus besoins (sortes, friandises, etc.), les enfants dans les orphelinats peuvent être un terrain propice à de telles expérimentations. Dans ces conditions il lui demande quelles mesures il entend prendre pour: 1° que le pécule en argent soit une recommandation dans les établissements pour enfants et une obligation lorsque ce pécule est inscrit au budget de l'établissement; 2° que les instructions de la circulaire du 9 mai 1973 s'étendent également aux produits pharmaceutiques, produits de beauté et d'hygiène, dentifrices, etc., afin qu'aucune expérimentation ne puisse être effectuée dans les établissements pour enfants; 3° pour ces deux points que le contrôle de l'action sanitaire et sociale s'effectue non seulement auprès de la direction des établissements mais aussi particulièrement auprès du personnel et des enfants.

Maisons de retraite (clinique Saint-Roch).

4129. — 25 août 1973. — M. Marcel Houël demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale quelles dispositions il entend prendre pour que soient recherchés et sanctionnés les véritables responsables du scandale de la clinique Saint-Roch, dans l'agglomération lyonnaise, où des vieillards ont vécu dans les pires conditions de nourriture, d'hygiène et de soins.

*Assurance maladie
(coordination des régimes: affiliation des retraités).*

4137. — 25 août 1973. — M. Hamel expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale les difficultés parfois considérables résultant de l'application aux retraités ayant eu une carrière mixte (tantôt salariée, tantôt non salariée ou inversement) de la loi du 12 juillet 1966 instituant l'assurance maladie au profit des non-salariés des professions non agricoles. Il appelle notamment son attention sur le cas parfois dramatique de retraités terminant leur carrière au sein du régime général de la sécurité sociale à qui on refuse brusquement les prestations maladies en nature dudit régime et que l'on rattache de plano au régime maladie des « non-salariés », sous prétexte que la partie de carrière la plus longue s'est déroulée au sein du régime des « non-salariés ». Il lui demande, dans le cadre des avantages acquis (cf. à titre d'exemple la circulaire n° 38 SS du 13 mai 1971 qui conserve les avantages des « ayants droit »), si le critère de la partie de la carrière la plus longue ne pourrait pas être purement et simplement abandonné et être remplacé — en attendant l'harmonisation si souhaitable de tous les régimes « maladie » — par le critère de la dernière activité, c'est-à-dire de l'activité exercée à la veille de la retraite.

*Assurance vieillesse
(loi du 31 juillet 1971: suppression d'un avantage acquis).*

4141. — 25 août 1973. — M. Hamel expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale le cas d'une épouse d'assuré social, âgée de soixante-cinq ans, entièrement à charge de son conjoint et qui va ouvrir droit de ce chef à la majoration légale annuelle. Il attire son attention sur le fait que cette épouse, elle-même salariée pendant quatre ans et demi, a demandé le remboursement des cotisations correspondantes, mais que la caisse régionale de sécurité sociale s'y oppose. Ceci en prélevant que l'ex-salariée ayant eu trois enfants, le compte de cotisations devient supérieur à cinq ans et qu'en conséquence, elle doit recevoir une rente personnelle déductible de la majoration légale annuelle pour le conjoint à charge. Il constate que dans ce cas particulier, la loi n° 71-1132 du 31 juillet

1971 qui avait pour but d'améliorer le régime de sécurité sociale, supprime en fait un avantage prévu par la législation antérieure. Il lui demande s'il ne serait pas normal que l'article 9 de ladite loi ne reçoive application qu'autant qu'il bénéficie à l'intéressée et ne lui supprime pas un avantage acquis.

*Incompatibilités parlementaires
(médecin chef de service d'un centre hospitalier).*

4149. — 25 août 1973. — M. Abadie demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale si un médecin, nommé par arrêté préfectoral, chef de service à temps partiel dans un centre hospitalier peut conserver son poste malgré l'exercice d'un mandat parlementaire.

*Allocation supplémentaire du fonds national de solidarité
(plafond de ressources).*

4158. — 25 août 1973. — M. Lemoine expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le décret du 18 juillet dernier a prévu que le plafond des ressources annuelles ouvrant droit à l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité est fixé à 6.100 francs pour une personne seule et à 9.600 francs pour un ménage. S'agissant d'un ménage, cette somme correspond exactement au total des allocations auxquelles il peut prétendre. Or, les vieux exploitants perçoivent en outre la retraite complémentaire établie sur la base des points obtenus à partir des cotisations versées, soit environ mille francs par an minimum. Ainsi selon le décret précité le montant de l'allocation supplémentaire sera réduit d'une somme équivalente à la retraite complémentaire, ce qui revient à rendre sans intérêt ni effet, les versements effectués à ce dernier titre. Il lui demande s'il entend relever le montant du plafond des ressources ouvrant droit à l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité à 7.000 francs pour une personne seule et 12.000 francs pour un ménage.

Sang (dons: propagande à l'O. R. T. F.).

4161. — 25 août 1973. — M. Rieubon expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'il lui paraît regrettable que l'O. R. T. F. ne fasse pas des émissions régulières de propagande en faveur du don du sang. Nul ne conteste en France le rôle et l'importance de l'action des donneurs de sang bénévoles qui ont permis de sauver d'innombrables vies humaines. Il serait souhaitable que l'activité des associations de donneurs de sang bénévoles soit appuyée auprès du public par des flashes à l'O. R. T. F. Il lui demande donc s'il n'envisage pas, dans les plus courts délais, l'organisation d'une telle propagande à l'O. R. T. F., qui rendrait ainsi les plus grands services pour la sauvegarde des vies humaines.

Vieillesse (suppression du remboursement par les enfants de l'allocation du fonds national de solidarité; réduction des tarifs E. D. F.-G. D. F.).

4178. — 25 août 1973. — M. Ribadeau Dumas attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la répugnance qu'éprouvent, malgré l'extrême modicité de leurs ressources, bien des personnes âgées à réclamer la bénéfice du fonds de solidarité, en raison de la nécessité de remboursement qu'impose à leurs enfants l'obligation alimentaire. Il lui demande s'il n'estime pas urgent de mettre à l'étude la suppression de cette obligation alimentaire quand les revenus des enfants n'atteignent pas un niveau élevé. De même, il demande s'il ne serait pas possible d'obtenir d'E. D. F.-G. D. F. pour les personnes âgées, une réduction de tarifs égale à celle qui leur est consentie par la S. N. C. F.

Commerçants et artisans âgés (aide sur fonds sociaux: publication des instructions d'application).

4181. — 25 août 1973. — M. Sénès expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'à la suite de la publication de la législation instituant une aide sur fonds sociaux au bénéfice des commerçants âgés, les organismes chargés du paiement de ces aides informent leurs ressortissants que les instructions nécessaires à l'étude des demandes n'ayant pas encore été publiées, ils ne sauraient s'attendre à avoir un résultat rapide à leurs

demandes. Il lui demande s'il envisage de publier bientôt les instructions nécessaires à l'étude des demandes d'aides sur fonds sociaux, ainsi que la date approximative à laquelle ces textes paraîtront.

*Pensions de retraite civiles et militaires
(anciens fonctionnaires du Maroc et de Tunisie).*

4188. — 25 août 1973. — M. Labarrère appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des retraités ressortissants des caisses locales du Maroc et de Tunisie. Il lui fait observer que les intéressés bénéficiaient jusqu'à l'indépendance d'un statut identique aux retraités métropolitains. Mais ce statut plus favorable ne leur a pas été maintenu. Aussi, ils demandent que les dispositions du code des pensions leur soient intégralement appliquées. Dans ces conditions, il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à cette requête.

Assurance vieillesse (carnet de reconstitution de carrière).

4191. — 25 août 1973. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale les difficultés particulières que rencontrent notamment les femmes seules qui veulent, après leur veuvage ou leur divorce, procéder à une reconstitution de carrière en vue de faire valoir leurs droits à un avantage vieillesse à titre personnel ou de réversion. Il lui suggère que soit étudiée la création d'un carnet de reconstitution de carrière qui appartiendrait en propre au salarié. Ce carnet, qui aurait une contenance permettant son utilisation dans tous les régimes de protection sociale, serait ouvert par la caisse lors du premier emploi. Tenu à jour par les indications afférentes à la désignation de l'employeur, à la date d'embauche, à l'emploi tenu, au taux de salaire perçu, à la date de la cessation d'activité dans l'entreprise, ce document ne serait pas mis en possession des employeurs et, seul, l'organisme de sécurité sociale en aurait connaissance. Parallèlement à ce carnet, une fiche portant les mêmes renseignements pourrait être transmise d'une caisse à une autre, et suivrait de ce fait le salarié au cours de sa vie professionnelle. Au moment où le travailleur, et plus encore sa veuve, aura besoin de fournir des renseignements sur des activités passées, le carnet devrait réduire dans de notables proportions les difficultés rencontrées très souvent à ce propos. Il lui demande de lui faire connaître la suite qui peut être réservée à la suggestion présentée.

Travailleuses familiales (financement).

4199. — 25 août 1973. — M. Zeller expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le seul financement existant pour l'intervention des travailleuses familiales est celui, facultatif, assuré par les fonds d'action sanitaire et sociale des caisses primaires d'assurance maladie et des caisses d'allocations familiales. Cette situation lui paraît regrettable, étant donné l'importance des services rendus par les travailleuses familiales et les économies qu'elles permettent de réaliser notamment dans les domaines de l'hospitalisation, du placement des enfants. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas d'instaurer un financement légal des services rendus par les travailleuses familiales, financement qui seul permettrait d'assurer un fonctionnement régulier et le développement de ce service de plus en plus indispensable aux familles.

*Assurances sociales (gestion financière désastreuse
de l'U. G. M. des Alpes-Maritimes).*

4214. — 25 août 1973. — M. Robert Fabre appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation créée par la désastreuse gestion financière de l'U. G. M. des Alpes-Maritimes. Les poursuites judiciaires engagées et la nomination d'un administrateur provisoire mettent les victimes (mutualistes, fournisseurs) dans une situation difficile du fait du blocage des fonds et des prestations. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° dans l'immédiat, pour assurer les versements, en particulier aux retraités de la fédération des travailleurs indépendants, dont la situation est très modeste ; 2° dans l'avenir, pour faire effectuer les vérifications comptables qui empêcheraient le renouvellement de tels scandales.

Transports routiers (contrôles excessifs).

4208. — 25 août 1973. — M. Charles Bignon attire l'attention de M. le ministre des transports sur les problèmes posés par les contrôles très nombreux dont font l'objet les conducteurs routiers, patrons et salariés. La législation qui enserme les transports publics devient de plus en plus complexe et le nombre de justifications, de certificats divers est toujours accru. Il est fréquent dans le Nord de la France qu'un camion soit arrêté trois ou quatre fois par des services de police, en quelques heures, et tous ces contrôles sont générateurs de mécontentements, de retards et de frais qui sont non négligeables pour les artisans. Il lui demande donc si le moment ne serait pas venu de cesser de considérer les chauffeurs comme des délinquants en puissance, et, au contraire, de faire porter le maximum de l'effort des services de police sur l'éducation qui est nécessaire pour que ces travailleurs prennent une conscience accrue des responsabilités qui pèsent sur eux, du fait de l'importance du trafic routier.

*Transports routiers
(représentants-démonstrateurs de machines à travailler le bois).*

4212. — 25 août 1973. — M. Lucien Richard demande à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population : 1° si les dispositions des arrêtés ministériels des 1^{er} juillet 1961 et 23 novembre 1961 instaurant l'obligation du livret individuel de contrôle ou de toute autre pièce en tenant lieu (horaire de travail par exemple), s'appliquent aux agents technico-commerciaux, représentants-démonstrateurs et animateurs de vente de sociétés commercialisant dans toute la France des machines à travailler le bois. Ceux-ci effectuent la prospection avec des véhicules automobiles à l'intérieur desquels sont fixées les machines destinées uniquement à la présentation et à la démonstration à des heures très variables, ne correspondant habituellement pas à l'horaire de travail normal ; 2° dans l'affirmative, si l'une des dérogations auxquelles se réfère l'article 3 de l'arrêté susvisé du 23 novembre 1961 (qui prévoit des mesures d'assouplissement à titre exceptionnel, eu égard à la nature de certains transports et dans les cas dûment justifiés par les nécessités d'exploitation), peut être accordée aux dites sociétés en faveur de leurs agents qui effectuent les tournées dont il s'agit, d'exposition et de démonstration des machines, à l'exclusion de tout transport de marchandises destinées à la livraison de la clientèle.

**LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu
dans le déloi supplémentaire d'un mois
suivant le premier rappel.**

(Art. 139, alinéas 4 et 6, du règlement.)

*Viande (baisse des cours à la production :
suppression de la clause de pénurie).*

2330. — 13 juin 1973. — M. Pierre Joxe, considérant que depuis plusieurs semaines les cours des viandes de boucherie, à la production, marquent une baisse sensible, qui n'est d'ailleurs nullement répercutée à la consommation, bien que, après avoir d'abord atteint les taurillons, elle s'étende aujourd'hui à toutes les catégories (veaux, bœufs, vaches de réforme) et s'accroît rapidement, demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural s'il ne pense pas utile d'obtenir la suppression immédiate de la « clause de pénurie » qui, en favorisant exagérément les importations, est la cause principale des difficultés actuellement rencontrées par de nombreux producteurs de viande.

*Travailleurs étrangers (bénéfice de la réduction S. N. C. F.
pour familles nombreuses).*

2347. — 13 juin 1973. — M. Offroy rappelle à M. le ministre des transports qu'au cours d'une déclaration devant l'Assemblée nationale le 13 avril dernier, M. le Premier ministre disait que les enfants des travailleurs immigrés bénéficieraient dès la rentrée de 1973 du droit aux bourses et qu'ils se verraient également attribuer « s'ils

sont accompagnés de leurs familles, toutes les réductions prévues pour les familles nombreuses ». Il lui demande si, en application de cette déclaration, des mesures doivent être prises afin de faire bénéficier les intéressés de la réduction accordée par la Société nationale des chemins de fer français aux familles nombreuses.

Construction (règles générales applicables : transformations d'hôtels et d'immeubles anciens).

2359. — 13 juin 1973. — M. Jans expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que le décret n° 69-596 du 14 juin 1969 fixant les règles générales de construction des bâtiments d'habitation semble présenter une lacune en ce qui concerne la transformation d'hôtels en locaux d'habitation et aussi la transformation d'immeubles anciens. En effet, lorsque un promoteur décide de transformer soit un hôtel, soit un immeuble ancien, il ne semble pas tenu de respecter les normes fixées à l'article 2 du décret susmentionné; on en arrive ainsi à la mise sur le marché de studios de 7 mètres carrés et de 14 mètres cubes, ce qui ne correspond pas à la moitié des exigences retenues par ce décret pour une seule personne. L'article 1^{er} prévoit que « le décret est applicable dans toutes les communes à la construction des bâtiments d'habitation nouveaux ainsi qu'aux surélévations de bâtiments anciens et aux additions de tels bâtiments ». Il lui demande s'il pense ajouter à cette énumération: « ... aux transformations d'hôtels et d'immeubles anciens ».

Médecine (construction de l'école de médecine de Nice).

2366. — 13 juin 1973. — M. Robert Fabre appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation de l'U. Z. R. médecine de Nice, qui manque des moyens élémentaires permettant d'assurer une formation médicale aux étudiants de la cinquième ville de France. Il lui demande quel est l'état d'avancement du projet de construction de l'école de médecine, du bloc hospitalier, etc., étudié dès 1961 et agréé par les services du ministère dès 1965, et souhaite que tout soit mis en œuvre pour une réalisation rapide de cet ensemble.

Routes (route nationale 4 Paris—Strasbourg : mise à quatre voies).

2391. — 14 juin 1973. — M. Bernard appelle l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur l'urgence, nécessité d'accorder l'aménagement et la mise à quatre voies de la route nationale 4 entre Paris et Strasbourg, en particulier dans la traversée du département de la Meuse. En effet, cet axe routier très fréquenté, et, en particulier par les poids lourds, est d'une importance vitale pour l'expansion du Nord-Est de la France et les liaisons avec Paris et l'Allemagne. Il est, sur une très grande partie de son cours, inadapté et dangereux, comme en témoignent les nombreux accidents qu'on y enregistre. Par ailleurs, vu son importance pour le Sud de la métropole lorraine, il serait inconcevable que sa modernisation ne soit pas achevée parallèlement à la mise en service de l'autoroute A 4 Paris—Metz et de son prolongement sur Strasbourg (A 34), c'est-à-dire en 1976. En effet, on ne peut accepter le déséquilibre qui en résulterait pour la région. De plus, le retard pris par un axe public sur une autoroute à péage, quel qu'en soit l'intérêt, serait mal accueilli par la population. Cela d'autant plus qu'au moment où l'autoroute est financée par diverses banques dont le Crédit lyonnais, établissement nationalisé, 500.000 francs de crédits d'équipement routier sont bloqués au F. A. C. (lettre du 10 avril 1973 à M. le sénateur Martin) dans le but de freiner l'inflation. Il lui demande quelles dispositions le Gouvernement compte prendre pour accélérer, conformément à certaines promesses faites par le ministre de l'économie et des finances, l'aménagement et la mise à quatre voies de la route nationale 4 entre Paris et Strasbourg, en particulier dans la traversée du département de la Meuse.

Assurance invalidité (conjointes d'exploitants agricoles).

2406. — 14 juin 1973. — M. Doussat demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural quelles mesures pourraient être prises pour faire disparaître ce qui semble une anomalie en ce qui concerne la situation des conjointes d'exploitants agricoles au regard de la législation des prestations maladie. En effet l'attribution de la pension d'invalidité n'est pas accordée aux femmes d'exploitants au même titre qu'aux aides familiaux qui

peuvent en bénéficier, alors que la femme participe bien souvent à la marche de l'exploitation familiale. Cette situation devient très difficile quand il s'agit de veuves d'exploitants cessant leur activité après le décès du mari pour cause de maladie, et n'ayant pas atteint l'âge pour bénéficier des avantages vieillesse, alors qu'une veuve de salarié peut bénéficier de la pension d'invalidité.

Vacances (étalement).

2415. — 15 juin 1973. — M. Péronnet demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme s'il peut faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour favoriser l'étalement des vacances.

Exploitants agricoles (veuves: mesures en leur faveur).

2432. — 15 juin 1973. — M. Alduy attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur la situation très pénible dans laquelle se trouvent les veuves d'exploitants agricoles du fait de la disparition du chef de l'exploitation. L'agriculture dans les Pyrénées-Orientales repose sur l'exploitation familiale et lorsque la veuve, généralement mal préparée à la gestion d'une entreprise, se retrouve à la tête de l'exploitation, elle rencontre de nombreuses difficultés. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures afin que les veuves d'exploitants agricoles familiaux aient la possibilité soit de se retirer si elles se sentent incompétentes, soit de continuer de façon à transmettre une exploitation viable à leurs enfants et lui suggère à cet effet: 1° de revaloriser le point retraite; 2° d'exonérer de la cotisation assurance maladie les veuves d'exploitants agricoles âgées de cinquante à soixante ans qui laissent l'exploitation et qui ne peuvent toucher l'indemnité viagère de départ pendant ce laps de temps; 3° de diminuer de moitié pour les veuves d'exploitants les cotisations assurance maladie; 4° de donner la possibilité à la veuve chef exploitant de demander, dès le décès de son mari et lorsque son état le nécessite, la pension d'invalidité comme le prévoit le régime des salariés sans être dans l'obligation d'exploiter elle-même son entreprise pendant un an.

Formation professionnelle (rémunération des stagiaires).

2447. — 15 juin 1973. — M. Frey attire l'attention de M. le Premier ministre sur la mise en application du deuxième alinéa de l'article 30 de la loi du 17 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente. Ce texte prévoit que le montant des indemnités des travailleurs qui suivent un stage de promotion professionnelle est fixé chaque année compte tenu de l'évolution du plafond des cotisations de sécurité sociale. Cette disposition ne fait que reprendre l'article 13 de la loi du 31 décembre 1968 relative à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle. Aux termes du décret n° 68-1185 du 30 décembre 1968, le plafond des cotisations de sécurité sociale est fixé annuellement par décret avec effet, à compter du premier jour de l'année qui suit la date de sa publication, c'est-à-dire en fait au 1^{er} janvier de chaque année. Or, en 1969 le décret fixant les montants et les taux de rémunération et indemnités des stagiaires de la formation professionnelle a été pris en date du 14 juin. En 1971, le même décret n'est intervenu que le 10 décembre et, pour 1972 et 1973, le texte correspondant n'a toujours pas été publié à ce jour. Par ailleurs, la rémunération d'un stagiaire suivant un stage de promotion professionnelle conduisant à un niveau de qualification I ou II représentait en 1969: 9,19 p. 100 du plafond des cotisations de sécurité sociale et 70 p. 100 seulement en 1973. Il lui demande: 1° quand seront fixés, pour les années 1972 et 1973, les montants et les taux de rémunération et indemnités des stagiaires de la formation professionnelle; 2° si les prochains textes fixant les montants et les taux de rémunération et indemnités des stagiaires se traduiront par un retour aux premiers rapports fixés entre le montant du plafond des cotisations de sécurité sociale et les montants des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle ou si ces rapports continueront de traduire la dégradation observée depuis lors.

Sports d'hiver (exploitation touristique du Massif central).

2485. — 16 juin 1973. — M. Moreillon expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que, s'il est souhaitable d'aménager un certain nombre de stations de sports d'hiver de prestige, il est non moins urgent

de compléter cet équipement par l'aménagement de collectivités de haute montagne présentant des conditions favorables à une exploitation touristique se faisant au bénéfice de la population locale. Une telle politique intéresse au premier chef la région du Massif central. Il lui demande quelles mesures il a prises et celles qu'il envisage de prendre pour parvenir à un tel but, dont la finalité première est de remplacer l'activité dominante ancienne de l'agriculture et de l'élevage par l'activité touristique, l'élevage constituant dès lors une activité complémentaire.

Exploitants agricoles (primes d'installation : octroi à un G. A. E. C. constitué entre père et fils).

2943. — 16 juin 1973. — M. Simon expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que la prime d'installation de 25.000 F peut être attribuée dans le cadre d'un G. A. E. C. entre un père et ses deux fils. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable d'étendre cette prime au G. A. E. C. constitué entre un père et un seul fils.

Transports routiers (chauffeur : suspension du permis de conduire).

2519. — 16 juin 1973. — M. Duroméa demande à M. le ministre de l'intérieur de quelle façon doit être réglé le cas d'un conducteur poids lourd et transport en commun, employé en qualité de titulaire par une administration, dont les permis de conduire sont suspendus à la suite d'une infraction au code de la route commise soit à l'occasion de son service, soit en dehors de celui-ci.

Fruits et légumes

(suppression des « bons de remis » exigés des producteurs-vendeurs).

2589. — 20 juin 1973. — M. Maujôan du Gasset expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le « bon de remis » prévu par la loi du 23 décembre 1972 a pour but de faciliter les contrôles de la production et du commerce de fruits et légumes. Or, d'une part, ces contrôles existent déjà pour les producteurs-vendeurs par l'intermédiaire du Marché d'intérêt national de Nantes (bon d'entrée remis par le producteur à son arrivée au marché; bon de livraison qui suit la marchandise vendue). Et, d'autre part, l'obligation d'avoir à établir un tel document après chaque vente risque d'entraîner des complications administratives. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisagerait pas de dispenser du « bon de remis » les producteurs-vendeurs travaillant par l'intermédiaire du M. I. N. de Nantes; cela, d'autant plus que les marchés de détail sont dispensés de tout contrôle similaire.

Travaux agricoles (statut des entrepreneurs).

2612. — 21 juin 1973. — M. Bizet demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural s'il envisage d'accorder un statut professionnel aux entrepreneurs de travaux agricoles qui manipulent et utilisent de plus en plus de produits dangereux d'un emploi délicat nécessitant des compétences certaines.

Equipements collectifs (5^e circonscription de Saône-et-Loire).

2625. — 21 juin 1973. — M. Pierre Joxe demande à M. le Premier ministre s'il compte tenir les promesses faites à son prédécesseur, le docteur Bernard Tremau, ancien député U. D. R., qui dans une lettre du 18 janvier 1973, diffusée à plusieurs centaines d'exemplaires dans les cent sept communes de la 5^e circonscription de Saône-et-Loire, déclarait aux électeurs : « Je suis heureux de vous faire connaître les dernières mesures prises par le Gouvernement et pour lesquelles j'étais intervenu à plusieurs reprises : la prise en charge totale du transport scolaire par l'Etat; la prise en charge totale des C. E. S. et C. E. G. par l'Etat. Enfin, les travaux d'adduction d'eau et d'électricité seront terminés dans les cinq années qui viennent. »

Droit international

(violation : intervention de la police sud-africaine en France).

2630. — 21 juin 1973. — M. Forni demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle attitude il entend adopter au regard de l'intervention de la police sud-africaine (B. O. S. S.) ayant opéré en France dans le cadre d'une procédure engagée à l'encontre de

MM. Alexandre Monbaris, Tloï Théphilus Cholo, Gardiner Sandi Sijaka, Justice Mpanza, Pétrus Arom Imtembu et John William Hosey. Il lui demande, devant cette violation inadmissible du droit international, si le Gouvernement français va prendre une position non ambiguë et susceptible d'éviter que de tels faits ne se reproduisent.

Autoroute (desservant Mâcon : traversée de l'agglomération).

2641. — 21 juin 1973. — M. Pierre Joxe demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme : 1° s'il est exact que le tracé prévu pour l'autoroute qui doit desservir Mâcon doit couper au travers de l'agglomération, amenant ainsi les poids lourds et camions-citernes à traverser un centre urbain et, dans l'affirmative, s'il peut expliquer comment ce projet s'accorde avec les intentions énoncées dans la réponse à une récente question d'actualité sur la circulation des poids lourds et des camions-citernes dans les centres urbains, réponse où le ministre évoquait la nécessité de contourner les agglomérations (*Journal officiel* du 3 mai 1973); 2° s'il a été jugé utile de prendre en considération les nuisances qu'apportera aux riverains la pose d'un viaduc de 150 à 200 mètres qui franchira le rond-point de Neustadt et du Val-d'Or au ras des toitures d'un lotissement récent; 3° s'il juge admissible de faire passer une voie de cette importance à proximité immédiate d'un hôpital.

Gîtes ruraux (insuffisance des crédits publics).

2658. — 21 juin 1973. — M. Besson attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur les graves insuffisances des crédits publics destinés à l'aménagement ou à la construction de gîtes ruraux. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de développer ce type de réalisations qui représente souvent une activité complémentaire pour l'agriculture en des régions où cette dernière connaît les plus grandes difficultés et où d'autres formes de tourisme sont peu répandues (campagne et montagne « hors stations » notamment), et s'il n'y aurait pas dans cette action, en accroissant les moyens mis à la disposition du ministre de l'agriculture, une possibilité de concrétiser l'orientation sociale des initiatives touristiques encouragées par l'Etat, orientation à laquelle il déclarait récemment vouloir donner la priorité.

Logement (cité d'urgence de Viry-Châtillon, Essonne).

2690. — 22 juin 1973. — M. Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur les conditions de vie très difficiles des locataires de la cité d'urgence qui dépend de la Société Orly-Parc, à Viry-Châtillon (Essonne). Cette cité de cent logements a été construite il y a près de vingt ans, en principe pour assurer, à titre provisoire, le transit de certains locaux; les maisons sont édifiées en parpaing brut, avec toitures en fibro-ciment; le sol est de ciment brut, sans vide sanitaire sous les bâtiments. Aucune réparation n'ayant été effectuée par le propriétaire, la vie n'est encore possible dans ces logements dépourvus de tout confort qu'en raison des efforts personnels consentis, à grands frais, par les habitants eux-mêmes. Les eaux stagnent autour des maisons et les travaux d'assainissement et de nettoyage font défaut. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour contraindre la société propriétaire à assumer ses responsabilités, afin de permettre à ces familles de travailleurs particulièrement exploités de vivre dans des conditions dignes d'un pays civilisé.

Automobiles (freins à disques pour poids lourds : opérations de concentration).

2696. — 22 juin 1973. — M. Juquin appelle l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur les menaces qui hypothèquent l'avenir de l'entreprise Messier-Auto Industrie, située à Champlan (Essonne). La direction de cette usine, qui se consacre essentiellement à l'étude et au montage de freins à disques pour les poids lourds, vient d'annoncer le licenciement de vingt-sept salariés, parmi lesquels se trouvent six délégués du personnel. Tout indique que cette mesure dépend d'une stratégie d'ensemble du groupe Messier. Devant les difficultés que connaît l'industrie aéronautique, à laquelle l'activité principale du groupe se rattache, Messier pourrait être tenté d'abandonner au prix le plus élevé possible certaines de ses

études ou fabrications du secteur automobile. Il semble vouloir s'associer dans ce but à la Société Luchaire, elle-même liée aux Sociétés Citroën et Berliet : cette concentration aboutirait à un monopole dans le domaine des freins à disques pour poids lourds. Or, au même moment, il est possible qu'un accord passé entre Berliet et la société étrangère Volvo comporte l'abandon à cette dernière du marché français des freins à disques, lequel offre des perspectives de développement importantes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour s'opposer à des opérations qui aboutiraient à organiser la pénétration d'un groupe étranger dans un secteur de pointe, en détruisant ou en aliénant le potentiel industriel français dans ce secteur et en causant ainsi les difficultés les plus graves à un nombre important de travailleurs hautement qualifiés.

Aviculture (difficultés financières.)

2698. — 22 juin 1973. — M. Boyer expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que de nombreux petits aviculteurs se trouvent dans une situation financière difficile qui résulte du fait que durant plus de la moitié de l'année ils sont contraints de céder leur production à un prix inférieur au coût de revient. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire pour aider efficacement les intéressés : 1° de leur accorder des prêts de longue durée à taux réduit ; 2° d'obliger les fabricants d'aliments pour l'aviculture à indiquer avec précision la composition de leurs produits afin d'éviter qu'une baisse de la qualité de ceux-ci n'entraîne automatiquement une augmentation du volume de ces aliments pour obtenir un rendement égal.

Vin (article 3 de la loi du 4 juillet 1931).

2707. — 22 juin 1973. — M. Ducray demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural si les dispositions de l'article 3 de la loi du 4 juillet 1931, reprises dans l'article 50 du code du vin, sont toujours en vigueur.

Chambres d'agriculture (délibérations de l'assemblée permanente).

2715. — 22 juin 1973. — M. Henri Michel indique à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural qu'il a dû être saisi des deux délibérations adoptées par l'assemblée permanente des chambres d'agriculture le 24 janvier 1973 et relatives l'une à l'expropriation et l'autre à l'action des chambres d'agriculture dans l'aménagement du territoire. Ces délibérations comportant des suggestions très pertinentes, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre aux souhaits exprimés par l'A. P. C. A.

Hôpitaux (centre hospitalier régional de Nice : location de la clinique Sainte-Croix).

2731. — 23 juin 1973. — M. Barel souligne à l'intention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale les questions soulevées à la suite de l'information concernant la location pour cinq ans de la clinique Sainte-Croix au C. H. R. de Nice et l'émotion suscitée dans la population des quartiers voisins par cette information. Il lui demande s'il entend rendre public le projet de convention déterminant les modalités de cette location, notamment en ce qui concerne la garantie de l'emploi pour les personnels et le maintien des avantages acquis. Il demande si on peut assurer la population de ces quartiers du maintien de l'activité actuelle de la clinique en dehors de toute autre affectation une fois louée au C. H. R. de Nice. Il demande si des dispositions particulières sont envisagées pour les praticiens qui vont être privés brusquement d'un moyen de travail.

Plan (région Lorraine : respect des objectifs fixés).

2747. — 23 juin 1973. — M. Bernard expose à M. le Premier ministre que dans son bulletin hebdomadaire *Informations Lorraines*, n° 337 du 15 juin 1973, le comité régional de Lorraine rappelle que la population de Lorraine représente 4,6 p. 100 du total national et que l'objectif faible du VI^e Plan représentait pour la Lorraine 4,3 p. 100 des crédits d'Etat. Or les réalisations imputées sur ces mêmes crédits représentent respectivement : 4 p. 100 (1971), 3,5 p. 100 (1972), 3,1 p. 100 (1973). Par ailleurs, la C. O. D. E. R. de Lorraine

a, lors de sa dernière réunion du 16 juin 1973, examiné le taux de réalisation du VI^e Plan après trois ans et constaté, en déplorant vivement cet état de choses, qu'en France 1970 la Lorraine a reçu 20 p. 100 par an de moins sur le VI^e Plan que la moyenne annuelle du V^e Plan — qui ne fut pas un bon Plan pour cette région. Ces insuffisances d'autorisations de programme touchent en particulier les moyens de communication, d'éducation et davantage encore les équipements sociaux, les secteurs hors métropole. Il lui demande quelles mesures il compte prendre et quels moyens il compte dégager afin de faire respecter les objectifs fixés pour la région Lorraine qui a à faire face par ailleurs à des difficultés économiques inquiétantes pour son avenir.

Aérodromes (Roissy-en-France : dénomination).

3394. — 14 juillet 1973. — M. René Ribière attire l'attention de M. le Premier ministre sur l'ouverture prochaine de l'aéroport international dit Aéroport de Roissy-en-France. Il lui demande s'il ne lui apparaîtrait pas opportun, dans un délai rapide, et en tous cas avant la mise en service des installations, de donner à cette réalisation française exceptionnelle, une dénomination propre à frapper l'imagination des foules. Tout le monde s'accorde pour reconnaître que le général de Gaulle est, parmi tous les hommes d'Etat français, celui qui a le plus profondément marqué le xx^e siècle de son empreinte. Ainsi, vient-il tout naturellement à l'esprit de donner son nom à l'aéroport de Roissy-en-France, afin de perpétuer dans l'esprit des Français, et aussi des autres, le souvenir d'une période glorieuse de notre histoire.

Rapatriés (cessation de paiement des primes à la construction).

3255. — 14 juillet 1973. — M. Labbé expose à M. le ministre des affaires étrangères qu'un rapatrié a cessé de percevoir en janvier 1963, alors qu'il était encore en résidence à Alger, les primes à la construction qui lui avaient été attribuées par décision du préfet d'Alger du 10 février 1956 et qui auraient dû lui être mandatées par les services du ministère algérien de la reconstruction et de l'habitat. L'agence des biens et intérêts des rapatriés, à laquelle l'intéressé s'était adressé, lui a répondu en 1967 que le versement de ces primes ou bonifications est une obligation découlant de l'article 18 de la déclaration de principe relative à la coopération économique et financière (accords d'Evian), lequel stipule que « l'Algérie assume les obligations et bénéficie des droits contractés en son nom ou celui des établissements publics algériens par les autorités françaises compétentes ». L'agence ajoutait que, contrairement à ses engagements, l'administration algérienne a interrompu le paiement des bonifications forfaitaires d'intérêts aux bénéficiaires ayant définitivement quitté le territoire algérien et que le Gouvernement français avait donc été conduit à rechercher une solution à ce problème par voie de négociations qui n'ont pas encore pu aboutir. Il convient de préciser que, même les bénéficiaires qui n'avaient pas quitté le territoire algérien se sont vu refuser le paiement des bonifications forfaitaires d'intérêts. Il lui demande si les négociations auxquelles fait allusion cette réponse de l'agence des biens et intérêts des rapatriés ont abouti. Dans le cas contraire, il lui demande s'il n'a pas l'intention de saisir le ministre de l'économie et des finances de cette affaire, afin, qu'à défaut de paiement par l'Etat algérien, le paiement de ces bonifications soit assuré par l'Etat français.

Santé scolaire (infirmières des établissements d'enseignement dépendant du ministère de l'agriculture : création de postes).

3307. — 14 juillet 1973. — M. Alduy expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural qu'une circulaire du 13 janvier 1973 EER/ENS n° 2492, schématise dans le temps le service hebdomadaire des infirmières affectées dans les établissements d'enseignement dépendant du ministère de l'agriculture. Le nombre des infirmières O. E. étant insuffisant, il lui demande que le nombre de créations de poste soit au moins proportionnel au nombre d'établissements existants.

Construction (permis de construire : ensemble pavillonnaire des Bruyères à Sucy-en-Brie).

3276. — 14 juillet 1973. — M. Kalinsky demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme dans quelles conditions ont pu être accordés les permis de construire aux Bruyères, à Sucy-en-Brie (94), pour un ensemble

pavillonnaire représentant 2.000 habitants sans que certaines infrastructures indispensables n'aient été prévues. Il en est ainsi en ce qui concerne l'alimentation en eau, desservie par la Société Lyonnaise des eaux, qui ne répond pas aux besoins, aux heures de grande consommation. Il lui demande si la municipalité de Sucy avait signalé cette insuffisance prévisible lors de l'examen des dossiers de permis de construire et dans quels délais il va être remédié à cette situation, à laquelle il conviendrait de mettre fin sans tarder.

Z. A. C. (propriété Vilmorin, à Massy).

3282. — 14 juillet 1973. — M. Juquin demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme ce qu'il compte faire pour autoriser dans les plus brefs délais la création d'une Z. A. C. sur les terrains provenant de la propriété Vilmorin, à Massy (Essonne). Cette Z. A. C. devrait comporter essentiellement la réalisation de bureaux, qui permettraient d'offrir plusieurs milliers d'emplois nouveaux aux habitantes et habitants de Massy et des villes environnantes. Cela constituerait un progrès vers le nécessaire rapprochement de l'habitat et de l'emploi dans cette partie du département. Les habitants s'étonnent de constater que l'arrêté de création de Z. A. C., demandé par le conseil municipal et par le conseiller général, ait été continuellement ajourné depuis deux ans et que le ministère ait orienté la construction de bureaux préférentiellement vers les « villes nouvelles » d'Evry et de Cergy-Pontoise.

Urbanisme (projet d'extension de la résidence des stagiaires étrangers à Massy).

3287. — 14 juillet 1973. — M. Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur les conséquences qu'aurait une extension de la résidence des stagiaires étrangers située à Massy (Essonne). La population massisoise éprouve une vive inquiétude : en effet, si ce projet était réalisé, le coefficient d'occupation du sol s'élèverait, selon les services municipaux, 1,65, chiffre très supérieur au coefficient de 1 retenu pour le grand ensemble de Massy, lequel apparaît déjà, à l'expérience, comme excessivement dense. Un sursis à statuer sur le permis de construire ayant été prononcé, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire en sorte que le projet d'extension soit définitivement abandonné et que le terrain encore disponible soit utilisé, conformément aux dispositions du permis de construire original, pour des parkings et des espaces verts.

Construction (maisons individuelles : encouragement à leur développement).

3370. — 14 juillet 1973. — M. Belcour se félicite de la décision prise le 21 mars dernier par M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme de prévenir la réalisation des formes d'urbanisation dites « Grands ensembles » et de lutter contre la ségrégation sociale par l'habitat. Il est en effet souhaitable d'abandonner ce type de construction peu conforme aux aspirations des habitants et sans justifications économiques sérieuses. Jusqu'à présent des centaines de milliers de logements individuels ont été construits à partir de modèles types homologués. La construction de ces maisons a été aidée par l'Etat qui a procuré aux candidats constructeurs des informations, des conseils, des crédits et leur a versé des primes à la construction. De nombreuses familles souhaitent aujourd'hui comme hier se loger en procédant de la même façon. Pour cela il est indispensable que les candidats qui le souhaitent puissent disposer d'une documentation relative aux projets types homologués, documentation mise à leur disposition par les services du ministère de l'équipement. Il lui demande si telles sont bien ses intentions et si, compte tenu du nouveau développement de la construction de maisons individuelles, il envisage de faire homologuer de nouveaux types de maisons.

Anciens combattants (frais de transfert d'un pensionné de guerre décédé des suites de ses infirmités).

3273. — 14 juillet 1973. — M. Odru rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que, en vertu des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité, les frais de transfert d'un pensionné de guerre décédé des suites de ses infirmités contractées en service peuvent être pris en charge par l'Etat

dès lors que ce pensionné est décédé dans un hôpital civil ou militaire, à l'exclusion de tout autre lieu. Cette condition étant remplie, la direction Interdépartementale des anciens combattants prend en charge le transfert de l'hôpital au cimetière dépendant du domicile avant l'hospitalisation, le remboursement se limitant au minimum des frais prévus par la législation en vigueur. Il lui demande s'il ne compte pas étendre le bénéfice de la gratuité à tous les anciens combattants décédés des suites des maladies ou blessures contractées en service quel que soit le lieu du décès et s'il ne compte pas également améliorer la qualité des fournitures funéraires remboursées.

Prisonniers de guerre (retraite à soixante ans pour une durée de captivité de cinquante-quatre mois).

3354. — 14 juillet 1973. — M. Lebon attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la loi que vient d'adopter à l'unanimité l'Assemblée nationale et qui prévoit que la pension de retraite des anciens prisonniers de guerre pourra être accordée à soixante ans pour une durée de captivité de cinquante-quatre mois. Il lui demande quelle sera la situation des anciens prisonniers remplissant les conditions de captivité mais qui ont déjà actuellement soixante-trois ou soixante-quatre ans et pour ceux qui ont déjà dépassé soixante-cinq ans. Il lui demande si ces prisonniers de guerre auront droit à un rappel de pension.

Résistants (Français habitant les pays d'A.F.N. en 1940 et ayant lutté contre le régime de Vichy).

3427. — 14 juillet 1973. — M. Léon Feix fait part à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre de la situation anormale dans laquelle se trouvent un certain nombre de Français habitant dans les pays d'Afrique du Nord en 1940 et les années suivantes. Ces hommes et ces femmes ont lutté contre le régime de Vichy. Ils ont participé à la préparation du débarquement allié en Afrique du Nord. Certains d'entre eux ont été condamnés à de lourdes peines. Or, ils ne sont toujours pas reconnus comme résistants et n'ont pas été admis au bénéfice des indemnités allemandes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à une telle anomalie.

Etrangers (transférés de force en Afrique du Nord entre 1939 et 1943 dans des compagnies de travailleurs ou des prisons).

3428. — 14 juillet 1973. — M. Léon Feix insiste auprès de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation que connaissent plusieurs milliers d'étrangers, parmi lesquels de nombreux républicains espagnols, transférés de force en Afrique du Nord, entre 1939 et 1943, dans des compagnies de travailleurs ou encore dans des prisons et des camps de représailles. Il lui demande s'il peut : 1° faire prendre en charge par la sécurité sociale les cotisations de ces hommes pour la période qu'ils ont passée en Afrique du Nord ; c'est à un acte de justice, à la fois en raison des travaux d'utilité publique qu'ils ont effectués et en raison de la part qu'ils ont prise dans la lutte pour la libération de la France ; 2° leur faire reconnaître le droit aux indemnités allemandes.

Déportés et internés (Français transférés dans les prisons et camps d'Afrique du Nord de 1940 à 1944, députés communistes détenus au bagne de Maison-Carrée).

3429. — 14 juillet 1973. — M. Léon Feix rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre la demande d'entretien qu'il lui a adressée le 11 septembre 1972, au nom de l'amicale des résistants, déportés, emprisonnés et internés politiques en Afrique du Nord (1940-1944), demande qui n'a reçu, à ce jour, aucune suite. Il lui indique que l'entretien sollicité visait à démontrer le caractère périmé des textes évoqués par son prédécesseur et des explications que ce dernier a fournies par lettre du 12 avril 1972. Prétendre que « l'Algérie était la France » pour refuser la qualité de déporté aux patriotes français expatriés en Algérie de 1940 à 1944, c'est nier une réalité devenue historique, en même temps qu'ignorer les conditions spécifiques de séjour des détenus, tant sur le plan matériel que moral, dans un pays éloigné du leur de plus de 1.000 kilomètres. Indiquer que les personnes transférées en Algérie ont été arrêtées avant le 16 juin 1940 est une contre-vérité flagrante pour la majorité des intéressés. Se référer, en 1973,

pour contester la qualité de résistants, aux textes de septembre et novembre 1939 se rapportant à la « dissolution des organisations communistes » ou aux mesures à prendre « contre les individus dangereux pour la défense nationale » procède d'un état d'esprit depuis longtemps dépassé, comme le démontrent des arrêts du tribunal administratif de Paris et du Conseil d'Etat, état d'esprit devenu inadmissible. Dans ces conditions et compte tenu des réalités, il lui demande : 1° quelles mesures il entend prendre pour accorder enfin la qualité de déporté politique aux quelques centaines de patriotes français encore vivants qui furent transférés comme otages dans les prisons et les camps d'Afrique du Nord, de 1940 à 1944 ; 2° S'il n'estime pas urgent de faire bénéficier de cette mesure les députés communistes français qui, restés fidèles au mandat reçu de leurs électeurs, furent condamnés et transférés au bagne de Maison-Carrée, et qui, par un ridicule artifice de procédure, se trouvent démunis du moindre titre de résistance, y compris de la carte d'interné politique accordée aux autres détenus français en Algérie.

Terres militaires (extension du camp du Larzac).

3382. — 14 juillet 1973. — **M. Raymond Forni** demande à **M. le ministre des armées** quelles conclusions il entend donner à l'opposition de la population du Larzac et à la réprobation de l'opinion publique à toute extension de ce camp militaire, le rapport Tournier, chargé de mission auprès du préfet de l'Aveyron, ayant reconnu les nombreuses contradictions internes du projet d'extension, constaté qu'il comportait plus d'inconvénients que d'avantages du point de vue régional et était inutile du point de vue strictement militaire, le recours formé auprès du tribunal de Toulouse par les paysans du Larzac ayant, d'autre part, démontré les nombreuses irrégularités de la procédure d'expropriation engagée par le ministère des armées.

Boulangers (liberté laissée pour l'installation de dépôts de pain).

3358. — 14 juillet 1973. — **M. Barberot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation dans laquelle se trouvent les boulangers fabriquant le pain en face de la liberté laissée pour l'installation de dépôts de pain. Ceux-ci se multiplient sans toujours apporter le service nécessaire au consommateur mais concurrencent dangereusement les commerçants et artisans qui ont pour métier d'élaborer et de vendre le pain. De plus, cette profession a créé des organismes corporatifs en vue d'aider ceux qui cessent leur activité dont l'existence peut être mise en cause. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour pallier cette situation afin que soient rétablies les commissions départementales qui statuaient sur l'ouverture des dépôts de pain et sur les créations de boulangeries.

Fonctionnaires (en service dans les départements d'outre-mer : congé administratif).

3368. — 14 juillet 1973. — **M. Fontaine** signale à **M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer** que sa réponse parue au *Journal officiel* du 9 juin 1973 à sa question écrite n° 194 du 12 avril 1973, concernant le congé administratif des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer, n'est pas de nature à lui donner satisfaction. En effet, c'est dans sa séance du 28 mars 1968 que le conseil général de la Réunion a été appelé à donner son avis sur le projet de décret portant règlement d'administration publique pour la fixation du régime des congés et des voyages de congé des magistrats et des fonctionnaires civils de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer et que c'est depuis cette date que l'assemblée départementale a proposé un certain nombre d'amendements au texte gouvernemental. Il s'étonne dans ces conditions qu'après plus de cinq ans, l'étude entreprise n'ait pas encore abouti à des conclusions satisfaisantes pour les parties concernées. Il lui demande en conséquence s'il envisage de conclure enfin rapidement cette affaire.

Industrie chimique (implantation à Wingles de l'unité de chlorure de polyvinyle).

3331. — 14 juillet 1973. — **M. Lucas** demande à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** s'il est en mesure de confirmer l'implantation à Wingles (Pas-de-Calais) de l'unité de chlorure de polyvinyle prévue par la direction de C. D. F. Chimie, dans le cadre de la remise en route du réacteur d'ammoniac de

l'usine de Mazingarbe. Il insiste pour que le choix de l'implantation de cette unité à Wingles ne soit pas remis en cause. Il rappelle que lors de sa venue dans le Pas-de-Calais, début mars 1972, le Premier ministre de l'époque avait présenté l'installation d'une unité de polyvinyle comme une mesure importante décidée par le Gouvernement, pour amorcer le développement d'une chimie organique préfaçant l'utilisation d'un « steam-cracking » dans la région du Nord.

Pétrole (organisation rationnelle de la vente des produits pétroliers).

3426. — 14 juillet 1973. — **M. Bolo** appelle l'attention de **M. le ministre du développement industriel et scientifique** sur le problème de la commercialisation des produits pétroliers, et spécialement des combustibles liquides, face aux besoins accrus qui sont attendus dans les années à venir et à l'insuffisance des disponibilités qui risque d'en découler. Or, actuellement cette commercialisation se caractérise par une absence de coordination, entraînant discrimination de prix, ventes à perte et entente. Elle est également menacée par la politique expansionniste des grandes surfaces et des systèmes coopératifs de consommation. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas nécessaire de promouvoir une concertation entre les pouvoirs publics, les sociétés pétrolières et la représentation syndicale des négociants en combustibles pour arrêter les mesures propres à assainir les conditions dans lesquelles s'exerce la vente de ces produits et mettre sur pied une organisation rationnelle tenant compte des intérêts de l'industrie pétrolière, des consommateurs et du secteur de commercialisation intermédiaire.

Équipement et logement (ouvriers des parcs et ateliers : revendication).

3261. — 14 juillet 1973. — **M. Houël** attire une nouvelle fois l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des ouvriers des parcs et ateliers de l'équipement. Leurs revendications sont les suivantes : 1° l'application du nouveau régime maladie institué par décret du 24 janvier 1972, mais en conservant le calcul actuel des indemnités journalières ; 2° les frais de déplacement que perçoivent les O. P. A. en remboursement des sommes engagées n'ont pas été revalorisés depuis 1971. Une mesure appliquée à compter du 1^{er} mars 1973 les a augmentés de 5 p. 100 seulement. De plus ces frais sont divisés en trois groupes selon les grades ; il y aurait lieu de les fusionner en un seul. A ce jour rien n'étant réglé. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour qu'une rapide solution soit apportée à ce problème.

Industrie sidérurgique (hausse des prix des produits).

3325. — 14 juillet 1973. — **M. Barrot** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur certaines informations relatives aux augmentations subies par les produits sidérurgiques et, en particulier, par la tôle, et spécialement la tôle fine, tôle à froid (auto-frigidaire...). D'après ces informations une première hausse de 5,5 p. 100 a eu lieu en juin 1972, une seconde hausse de 4,8 p. 100 s'est produite en octobre 1972, suivie d'une troisième hausse d'environ 9 p. 100 en mars 1973. Il en résulte entre 1972 et 1973 une hausse en forge d'environ 20 p. 100 soit une hausse au commerce de 30 p. 100. Au moment où l'on demande à toutes les collectivités nationales, et notamment aux petites et moyennes entreprises de métallurgie, de faire un effort en vue de contrôler les prix, il serait regrettable que les secteurs de base de notre économie ne respectent pas cet effort national et mettent ainsi en difficulté les entreprises qui, en aval, procèdent à la transformation des métaux. Il lui demande s'il peut fournir toutes précisions quant à l'exactitude des informations auxquelles il est fait allusion ci-dessus.

Publicité foncière (acquisition de jardins potagers séparés de la maison d'habitation).

3377. — 14 juillet 1973. — **M. Plet** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les acquisitions d'immeubles à usage d'habitation bénéficient des allègements fiscaux édictés par l'article 1372 du code général des impôts (art. 710, 1^{er} et 3^e alinéa nouveau) dans la mesure où les acquéreurs s'engagent à utiliser ces immeubles à usage exclusif d'habitation pendant un délai minimum de trois ans à compter du jour de l'acte. L'article 11 de la loi du

22 décembre 1966 a étendu l'application de ces dispositions aux terrains ou locaux à usage de garage à la condition que l'acquéreur prenne l'engagement de ne pas utiliser les terrains ou locaux à une exploitation commerciale ou professionnelle pendant ladite durée de trois ans. Il n'est plus exigé que ces dépendances soient à une proximité immédiate du local d'habitation et leur éloignement n'exerce aucune influence sur les droits exigibles. Par contre, s'il s'agit d'une parcelle de terre à usage de jardin ouvrier, le bénéfice des allègements fiscaux n'est pas accordé, lorsque la parcelle de terre n'est pas contiguë au local à usage d'habitation. Or, il est arrivé très souvent que le jardin potager se trouve séparé de l'immeuble d'habitation par des cours ou servitudes de passage ou même qu'il soit nécessaire d'emprunter la voie publique pour s'y rendre. En ce cas, l'acquéreur qui, en règle générale, est de condition modeste, doit supporter le droit de mutation à plein tarif sur la partie du prix d'acquisition s'appliquant au jardin potager. Cette situation paraît illogique et même contraire à la justice sociale. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'étendre le bénéfice des allègements fiscaux aux acquisitions de jardins potagers séparés, alors même, surtout, que l'immeuble d'habitation et le jardin potager sont dans la grande majorité des cas vendus par le même propriétaire et que les deux acquisitions sont réalisées par le même acte.

Rapatriés (agriculteurs contraints d'abandonner leurs récoltes entre le 1^{er} juillet 1962 et le 1^{er} janvier 1963).

3400 — 14 juillet 1973. — **M. Baudis** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à une iniquité flagrante résultant du fait que les agriculteurs rapatriés d'Algérie, spoliés des récoltes 1961-1962, sont moins bien traités que les spoliés de 1962-1963. S'agissant plus précisément des agriculteurs qui ont été contraints d'abandonner, par des mesures d'autogestion et de nationalisation, leurs récoltes, entre le 1^{er} juillet 1962, date de l'indépendance, ce qui les a privés des dispositions prévues par l'assemblée algérienne, et le 1^{er} janvier 1963, ce qui les a écartés du bénéfice des frais cultureux prévus au titre de la campagne 1962-1963, il lui précise qu'il suffirait de donner des consignes complémentaires à celles de l'instruction ministérielle n° 01/ADBIR du 5 juillet 1963, précisant que : « le bénéfice des remboursements des frais cultureux au titre de la campagne 1961-1962 est accordé aux agriculteurs mis arbitrairement et contre leur gré dans l'impossibilité de ramasser leurs récoltes après le 3 juillet 1962 ».

Collectivités locales (travaux sur des réseaux d'eau potable : récupération de la T. V. A.).

3412. — 14 juillet 1973. — **M. Coulais** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 261-6 (3°) du code général des impôts prévoit que les opérations réalisées par les régies des services publics autres que les régies de transport sont exonérées de la taxe à la valeur ajoutée et que cette disposition s'applique, en particulier, aux régies de distribution d'eau. Il lui expose qu'en vertu de cet article les régies publiques de distribution d'eau peuvent récupérer la T. V. A. sur les travaux d'adduction d'eau qu'elles ont effectués, ce que les collectivités locales ne peuvent pas faire lorsqu'elles réalisent elles-mêmes les travaux. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas nécessaire et équitable de permettre aux collectivités locales de récupérer la T. V. A. lorsqu'elles font des travaux sur des réseaux d'eau potable afin de leur donner les mêmes avantages fiscaux qu'aux régies.

Etablissements scolaires (Les Andelys : installation de certaines classes ou ateliers du C. E. S. dans les locaux vacants des écoles primaires).

3245. — 14 juillet 1973. — **M. Tomasini** exprime à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, dans le canton des Andelys, l'insuffisance des effectifs des enfants scolarisables va conduire à devoir fermer plusieurs écoles primaires alors qu'à l'inverse et faute de place dans le C. E. S. des bâtiments préfabriqués devront être construits pour absorber l'excédent des élèves. L'obligation de la scolarité jusqu'à l'âge de seize ans a en effet amené la création, dans les C. E. S., de classes de transition ou pratiques et d'ateliers fréquentés par des élèves dont beaucoup subissent la prolongation des études. Les maîtres chargés de ces classes ont souvent des difficultés pour exercer leurs fonctions en raison du manque de place et de moyens. Une solution pourrait intervenir qui consisterait à faire fonctionner les classes pratiques et

de transition, comme les ateliers, dans les locaux rendus vacants des écoles primaires en voie de désaffectation. Le transport des élèves serait effectué par les cars de ramassage desservant les communes dont les écoles primaires sont appelées à être fermées et les municipalités pourraient être chargées de l'organisation de la cantine pour le repas de midi. Cette solution, qui évite les frais de construction de classes annexes de C. E. S., présente par ailleurs les avantages suivants : 1° elle permet l'utilisation des locaux des écoles primaires, souvent en très bon état, et pour lesquels de gros efforts financiers ont été consentis par les communes ; 2° elle n'oblige pas à des frais supplémentaires de transport car le car de ramassage dessert déjà les communes considérées ; 3° elle apporte l'espace et le grand air aux élèves des classes transplantées en même temps qu'elle fait disposer le C. E. S. de plus de calme et d'espace pour ses classes normales. Un inconvénient peut toutefois être relevé, celui de ne plus réunir dans le même établissement la direction du C. E. S. et les enseignants chargés des classes détachées, mais cette situation existe déjà aux Andelys entre le C. E. S. et son annexe. Il lui demande en conséquence s'il peut lui faire connaître son point de vue concernant la suggestion qui vient de lui être exposée.

Enseignants (élèves des centres de formation de professeurs techniques adjoints de lycée technique : revalorisation indiciaire).

3264. — 14 juillet 1973. — **M. Maurice Andrieux** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il est exact que lors de la réunion du conseil supérieur de la fonction publique du 21 juin 1973 aucune fiche indiciaire ne concernait les élèves des centres de formation de professeurs techniques adjoints de lycée technique (actuellement à l'indice nouveau 205) au titre des « retombées » de la catégorie B sur la catégorie A, alors que d'autres personnels, à parité indiciaire avec les élèves professeurs techniques adjoints (indice 205) : élèves professeurs des centres de formation de professeurs techniques adjoints de lycée agricole ; élèves professeurs des centres de formation de professeurs d'enseignement général de collège bénéficiaient très légitimement d'une fiche leur apportant une revalorisation indiciaire de 23 points. Il lui demande quelle mesure il entend mettre en œuvre, très rapidement, pour réparer cet oubli.

Constructions scolaires (C. E. S. dans le Pas-de-Calais).

3330. — 14 juillet 1973. — **M. Lucas** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il peut lui communiquer le nombre de C. E. S. qui seront créés en 1974 et 1975 dans le département du Pas-de-Calais et dans quelles localités ces C. E. S. seront implantés.

Enseignants (maîtres auxiliaires).

3365. — 14 juillet 1973. — **M. Chandernagor** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il n'estime pas nécessaire : 1° de prolonger et d'étendre le plan de titularisation de 1968 des maîtres auxiliaires pour une durée limitée ; 2° de prendre des mesures pour permettre l'entrée des maîtres auxiliaires aux centres de formation des maîtres ; 3° de porter le nombre de postes mis au concours du C. A. P. E. S. à un niveau tel que les enseignants puissent être recrutés comme titulaires en proportion des besoins.

Langues vivantes (enseignement bilingue précoce dans les Bouches-du-Rhône).

3431. — 14 juillet 1973. — **M. Lazzarino** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** la situation suivante : depuis 1969, se déroule, dans les Bouches-du-Rhône et à Marseille, une expérience d'enseignement précoce de l'anglais et de l'allemand. Pour l'anglais, les municipalités concernées ont bien voulu, jusqu'ici, répondre aux besoins, en payant les assistantes. Elles ne pourront plus y faire face pour l'année scolaire 1973-1974. Par ailleurs, la circulaire ministérielle du 11 mai 1973 (*Journal officiel* du 17 mai 1973) fait que l'inspection académique ne permettra plus l'utilisation d'une ou de deux suppléantes, accordée jusqu'alors, tandis que l'expérience en cours ne pourra plus bénéficier des quelques postes budgétaires accordés sur le plan départemental. Pour l'allemand, les accords culturels existant entre la France et la R. F. A. font que les institutrices allemandes viennent enseigner au niveau de la maternelle, aux frais de leur « land » d'origine. Par contre, ce sont encore les municipalités qui ont été mises à contribution en ce qui concerne les classes primaires. Tous les spécialistes s'accordent à

penser que cette expérience est concluante. Le maintien de la circulaire précitée obligerait pourtant à l'arrêter, car il serait inutile d'initier les enfants au niveau de l'école maternelle si ce travail ne pouvait être poursuivi au-delà. La solution réside non seulement dans le développement du bilinguisme à la maternelle, mais dans son prolongement jusqu'au cours moyen 2, et dans quelques C. E. S. bilingues. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, en vue de créer les dix-huit postes budgétaires pour l'anglais et les sept postes budgétaires pour l'allemand, nécessaires à la poursuite de l'enseignement bilingue précoce dans les Bouches-du-Rhône.

*Sang (don du sang :
Propagande gratuite sur les chaînes de l'O.R.T.F.).*

3291. — 14 juillet 1973. — **M. Neuwirth** demande à **M. le ministre de l'information** s'il n'estimerait pas normal que l'O.R.T.F. puisse assurer, à titre gracieux, les émissions de propagande nationale en faveur du Don du sang bénévole. En effet, actuellement, les associations de donneurs de sang bénévoles, réunies au sein d'une fédération nationale, se voient imposer de passer à travers la régie française de publicité et payer des sommes exorbitantes, alors qu'elles tentent d'amener le plus grand nombre possible de volontaires à participer au Don du sang bénévole, dans le souci de servir la population tout entière. Il lui demande si une telle campagne ne peut pas être considérée comme une des grandes causes nationales et pouvoir bénéficier ainsi de l'accès gratuit sur les chaînes de l'O.R.T.F.

Sécurité routière (ceintures de sécurité : efficacité).

3363. — 14 juillet 1973. — **M. Maujouan du Gasset** demande à **M. le ministre de l'intérieur**, maintenant que l'utilisation de la ceinture de sécurité est obligatoire depuis quelques semaines, s'il est possible, en égard à cette expérience, de tirer dès maintenant des conclusions sur la valabilité de ce dispositif.

Pollution (rivière la Gartempe).

3234. — 14 juillet 1973. — **M. Longueue** rappelle à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** la question écrite n° 25860 du 2 septembre 1972 par laquelle il attirait son attention sur les pollutions relativement fréquentes subies par la rivière la Gartempe en aval de Bessines (Haute-Vienne) du fait d'accidents survenant dans les installations industrielles destinées au traitement du minerai d'uranium. Il lui expose que, lundi 2 juillet 1973, un nouvel accident vient de se produire et qu'à la suite d'infiltrations dans un bassin de décantation de la Société industrielle des minerais de l'Ouest, située dans cette localité, une masse polluante s'est déversée dans la Gartempe, entraînant l'interruption du pompage à la station du Pont-de-Beissat et menaçant de priver d'eau les habitants d'une trentaine de communes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue de prévenir les graves inconvénients, voire les dangers de tous ordres résultant de la répétition de tels accidents et s'il ne convient pas notamment de prendre les dispositions nécessaires afin que l'eau de la Gartempe destinée à la population soit prélevée en amont de Bessines et non en aval, comme cela se fait actuellement.

*Pollution
(immersion de déchets radioactifs par le navire Topaz).*

3240. — 14 juillet 1973. — **M. Chevènement** demande à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** s'il peut lui indiquer : 1° sa position en ce qui concerne l'immersion de déchets radioactifs d'origine britannique, hollandaise et belge, par le navire poubelle *Topaz* ; 2° quelles interventions il compte effectuer auprès des gouvernements britannique, hollandais et belge, pour que d'autres modes d'élimination soient choisis.

*Chasse (gardes-chasse fédéraux :
rattachement à l'office national de la chasse).*

3269. — 14 juillet 1973. — **M. Pranchère** expose à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** que les parties prenantes au problème du rattachement de la garderie-chasse à l'office national de la chasse professent des opinions contradictoires quant aux sentiments des gardes fédéraux, principaux intéressés.

D'une part, il est fait état, pour ne pas envisager ce rattachement de la probabilité d'une opposition majoritaire des gardes fédéraux. D'autre part, ce point de vue est fermement contesté par les représentants du mouvement en faveur de leur rattachement à l'O. N. C. L'intérêt d'éclairer la question est évident pour la solution à donner. C'est pourquoi il lui demande s'il n'entend pas procéder à une consultation démocratique par l'organisation d'un référendum à bulletin secret ouvert à tous les gardes-chasse fédéraux de France comportant une question unique dont l'énoncé pourrait être : « Etes-vous favorable à votre rattachement administratif auprès de l'office national de la chasse. » La réponse se faisant par Oui ou par Non.

*Ordures ménagères
(dépôt de Mainchon à la sortie Nord de Tulle).*

3270. — 14 juillet 1973. — **M. Pranchère** signale à **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** le spectacle affligeant qu'offre aux usagers de la R.N. 89 la présence du dépôt d'ordures de Mainchon à la sortie Nord de Tulle (Corrèze). Depuis des années ont été signalées les conséquences néfastes du maintien en activité de ce dépôt ; dangers pour la circulation, pollution d'eau se déversant dans le ruisseau la Montane sur laquelle se trouve une station de pompage de la ville de Tulle, dégradation du site sur une route importante pour le tourisme en Corrèze, etc. En conséquence, il lui demande quels moyens il entend mettre en œuvre pour apporter rapidement une solution à ce que l'on appelle l'« affaire » de Mainchon.

*Mines et carrières (carrières de sables, graviers
et de matériaux de construction autour de Toulon).*

3333. — 14 juillet 1973. — **M. Giovannini** attire l'attention de **M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement** sur les conditions dans lesquelles se pratique l'exploitation des carrières de sables, graviers et matériaux de construction dans les secteurs Nord et Nord-Ouest de Toulon dans le Var et touchant aux communes du Revest, Sainte-Anne-d'Evenos, Le Beausset, Ollioules. Le mode d'exploitation de ces carrières ne semble pas conforme aux règlements en vigueur, d'où il résulte une intolérable détérioration de sites et de paysages, une importante pollution par les poussières répandues ainsi que de graves dégâts produits sur la végétation. En conséquence, il demande quelles mesures ont été prises ou sont prévues pour supprimer les nuisances consécutives à l'exploitation des carrières, en particulier pour éviter la propagation des poussières nuisibles aux habitants, aux animaux et à la végétation.

Travailleuses familiales (développement de ce service).

3236. — 14 juillet 1973. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que la profession de travailleuse familiale est une profession sociale. La travailleuse familiale accomplit à domicile les activités ménagères et familiales ; exerçant une action d'ordre social, et, selon le cas, éducatif ou psychologique. En plus de leurs interventions ordinaires (maladie de la mère, surmenage, maternité...) elles interviennent de façon spécifique : familles inadaptées, personnes âgées, familles transplantées. Depuis 1948, il y a en France environ 5.000 travailleuses familiales, alors qu'il en faudrait au moins 30.000. Et le prix de revient de la journée augmente considérablement chaque année. Il lui demande, à un moment où il est question de reconsidérer le rôle éminent de la famille, s'il n'envisagerait pas d'aider davantage ce service de travailleurs sociaux.

*Assurance maladie (versement des indemnités journalières
au-delà du sixième mois).*

3254. — 14 juillet 1973. — **M. Gissingier** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** la situation d'un ancien militaire retraité en 1960, titulaire d'une pension de retraite du code des pensions civiles et militaires de retraite pour cause d'invalidité. L'intéressé a repris immédiatement une activité civile qu'il a interrompue en novembre 1970 en raison de la perte de son emploi. Il n'a retrouvé un nouvel emploi qu'en avril 1971 et a cessé son activité pour maladie pour une raison indépendante de celle qui lui avait valu sa retraite d'invalidité militaire. Après s'être adressé à sa caisse d'assurance maladie il lui fut indiqué qu'il ne remplissait pas les conditions d'attribution des prestations en espèces au-delà de six mois. En effet, lorsque l'arrêt de travail se prolonge au-delà du sixième mois, sans interruption, l'assuré social pour avoir

droit aux indemnités journalières après le sixième mois d'incapacité de travail doit avoir été immatriculé depuis douze mois au moins au premier jour du mois au cours duquel est survenue l'interruption du travail. Il doit en outre justifier qu'il a travaillé ou s'est trouvé dans une situation assimilée à l'exercice d'une activité salariée pendant au moins 800 heures au cours : soit des quatre trimestres civils précédant la date de l'arrêt du travail, dont au moins 200 heures au cours du premier de ces quatre trimestres civils ; soit des douze mois de date à date précédant la date de l'interruption du travail dont au moins 200 heures au cours des trois premiers de ces douze mois. Or l'intéressé, ni au cours du premier des quatre trimestres civils ni au cours des trois premiers des douze mois, ne réunit 200 heures de travail salarié ou assimilé. Il convient de préciser que durant son interruption d'activité il a demandé à être affilié à l'assurance volontaire mais que sa demande fut refusée, motif pris qu'il était retraité pour invalidité en tant que militaire. Il est également nécessaire d'ajouter que depuis 1960 il a continué à cotiser sans interruption à la caisse militaire de sécurité sociale. Le refus d'octroi des prestations en espèces et en nature ne lui permet pas en outre de bénéficier de la rééducation professionnelle à laquelle il pourrait normalement prétendre du fait de sa nouvelle invalidité. Cette situation est incontestablement anormale, c'est pourquoi il lui demande quelles dispositions peuvent être envisagées en faveur d'un assuré se trouvant dans une situation telle que celle qu'il vient de lui exposer.

Médecins et chirurgiens-dentistes (retraites complémentaires des praticiens conseils).

3257. — 14 juillet 1973. — M. Peyret attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le problème de la coordination des régimes de retraite complémentaire pour les médecins ou dentistes ayant primitivement exercé leur profession d'une manière libérale. En effet, jusqu'à présent, le statut de ces praticiens fixe l'âge de la retraite à soixante-cinq ans avec des coefficients d'ajournement avec bonification de 8 p. 100 par an entre soixante et soixante-cinq ans dans le calcul de leur retraite. Cet avantage est motivé, d'une part, parce que leurs études sont longues, d'autre part, parce qu'on leur réclame cinq années de clientèle libre préalablement à leur entrée à la sécurité sociale. Or il est actuellement envisagé de supprimer le coefficient d'ajournement de 8 p. 100 par an et de fixer la retraite à soixante ans. Il lui demande donc quelle est la position du Gouvernement sur ce projet, étant donné que cette atteinte aux droits acquis risque de raréfier encore le recrutement des praticiens conseils. En définitive, il souhaite savoir si la solution ne réside pas dans la modification de l'article 12 bis du décret n° 58-436 du 14 avril 1958, modifié par le décret n° 61-1253 du 28 décembre 1961, qui fait obstacle à toute coordination entre les régimes d'assurance vieillesse complémentaire des praticiens conseils.

Handicapés (recensement des besoins de l'enfance handicapée et inadaptée).

3286. — 14 juillet 1973. — M. Juquin expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale la nécessité de procéder à un recensement scientifique des besoins quantitatifs et qualitatifs en matière d'éducation et de soins pour les inadaptés et handicapés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour que des indications précises figurent à ce sujet dans le prochain questionnaire du recensement démographique national et pour que soient entreprises en même temps des actions permettant de réduire au maximum la marge d'erreurs en particulier par la formation des enquêteurs, par l'utilisation des grands moyens d'information, en vue d'éliminer les tabous qui empêchent de nombreuses familles de répondre, et par l'information des médecins et des enseignants ; 2° pour entreprendre des enquêtes approfondies sur deux ou trois secteurs de 100.000 habitants avec la participation de tous les organismes, associations et spécialistes intéressés ; 3° pour mettre en commun et comparer de façon aussi rigoureuse que possible les données recueillies par le recensement, les enquêtes approfondies et les diverses institutions intéressées telles que l'éducation nationale, la santé publique, les associations de parents ; 4° pour proposer au centre national de la recherche scientifique d'engager une étude pluridisciplinaire sur programme, au sujet des aspects psychologiques, sociaux, médicaux et pédagogiques de l'inadaptation.

Hôpitaux (La Ferté-Bernard : nomination d'un chirurgien ; construction d'un nouvel hôpital).

3329. — 14 juillet 1973. — M. Millet attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le fait que, depuis mars 1967, le service chirurgical de l'hôpital de La Ferté-Bernard existe officiellement avec 75 lits mais ne fonctionne

pas faute de praticien. Actuellement le service de chirurgie et ses équipements sont utilisés pour la médecine générale. Le bloc opératoire est fermé. Les malades nécessitant une intervention, qu'elle soit bénigne ou d'extrême urgence, sont dirigés par des ambulances privées vers les hôpitaux et cliniques du Mans (à 44 km), de Mamers (à 31 km) et de Nogent-le-Rotrou (à 24 km). Le fait que le service de chirurgie soit « en sommeil » compromet en outre la survie et l'extension de l'ensemble des activités actuelles fonctionnant dans le cadre d'équipements sanitaires notablement insuffisants. Un nouvel hôpital, répondant aux besoins d'une population supérieure à 10.000 habitants, avait été projeté et inscrit sur une liste supplémentaire du V^e Plan. Ce projet ne se trouve plus retenu par la carte hospitalière de la Sarthe établie pour le VI^e Plan. Soucieux de l'intérêt des populations concernées, il lui demande quelles mesures il envisage : 1° pour la nomination d'un chirurgien à l'hôpital de La Ferté-Bernard ; 2° pour la construction d'un nouvel hôpital correspondant aux besoins de la population, qui permettrait la mise en place d'une équipe chirurgicale dans le cadre d'équipements adaptés.

Enfance (personnel des services sociaux et des établissements éducatifs spécialisés de protection de l'enfance : prix de journée).

3352. — 14 juillet 1973. — M. André Laurent expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le personnel des services sociaux et des établissements éducatifs spécialisés de protection de l'enfance exerce des actions éducatives : A.E.M.O., services de suite, clubs de prévention et tutelles aux prestations sociales. Il est appelé à intervenir auprès des familles ou des jeunes dont les problèmes n'ont pu être résolus dans le cadre des structures dites normales. La section de travail est très étendue et les familles géographiquement dispersées. Il est relevé une moyenne annuelle de 10.000 km par travailleur. Dans ces conditions, l'utilisation d'une voiture est indispensable et le travailleur doit fournir la sienne comme « outil de travail » et l'indemnité kilométrique allouée ne couvre qu'une faible partie de la dépense réelle engagée. Dans le département du Nord, les besoins en matière de protection de l'enfance sont très importants : 5.000 mineurs sont pris en charge annuellement par les services sociaux et d'établissements d'éducation spécialisée et les prix de journée ne sont que de 1,08 et de 1,52, c'est-à-dire qu'ils sont nettement inférieurs à ceux accordés à des associations du même type. Il lui demande quelle décision il compte prendre pour remédier à ces inégalités.

Travailleuses familiales (prise en charge financière par l'Etat).

3407. — 14 juillet 1973. — M. Gau expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le financement par les fonds d'action sanitaire et sociale des caisses d'assurance maladie et d'allocations familiales des services rendus par les travailleuses familiales ne peut assurer un fonctionnement normal d'une institution dont l'utilité et la nécessité sont pourtant établies. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer la prise en charge financière de ces services par l'Etat et pour garantir aux travailleuses familiales la sécurité et les conditions d'emploi auxquelles elles sont en droit de prétendre.

Médecins

(phtisiologues à temps partiel des sanatoriums ou dispensaires)

3416. — 14 juillet 1973. — M. Ribadeau Dumas rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les médecins phtisiologues à temps partiel des sanatoriums ou des dispensaires publics et privés (ayant passé ou non le concours de médecins phtisiologues des services publics) ont rendus, pendant des années, des services importants aux hôpitaux ou aux dispensaires, dans des conditions de semi gratuité. Il demande s'il ne serait pas possible de les faire bénéficier du décret du 11 mars 1970, en les intégrant dans des services des hôpitaux de deuxième catégorie, comme médecins à temps partiel, au même titre que les médecins des dispensaires ou des sanatoriums publics à temps complet.

Allocation aux vieux travailleurs salariés et allocation du fonds national de solidarité (suppression de leur recouvrement sur la succession de l'allocation).

3424. — 14 juillet 1973. — M. Julla rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que M. le Premier ministre a récemment déclaré qu'avant la fin de 4^e législature le montant du minimum vieillesse serait doublé et que la référence à l'obliga-

tion alimentaire qui décourage trop les vieillards à demander l'aide de la collectivité serait abrogée. Il a précisé que l'ensemble des mesures concernant les personnes âgées ferait l'objet d'une loi-cadre qui sera une véritable Charte du troisième âge, celle-ci devant amplifier ce qui a été entrepris pour améliorer les conditions de vie des personnes âgées. Dans cette optique il appelle son attention sur le problème que pose le recouvrement des arrérages d'allocation aux vieux travailleurs salariés et d'allocation supplémentaire fonds national de solidarité sur l'actif net de la succession de l'allocataire lorsque cet actif est au moins égal à un chiffre limite fixé actuellement à 40.000 francs. En réponse à une question écrite (n° 27374) M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales disait (*Journal officiel*, Débats A. N., du 10 mars 1973, p. 540) que ce problème était préoccupant et qu'il continuait de faire l'objet d'études tendant à rendre l'application des dispositions relatives à ce recouvrement plus équitables en prévoyant non seulement le relèvement du montant de l'actif net donnant lieu à récupération mais aussi une réforme des principes et des modalités du recouvrement sur succession. En réalité il apparaît indispensable de supprimer cette notion même de récupération sur l'actif successoral car il constitue un obstacle devant lequel reculent de très nombreuses personnes âgées qui ne possèdent pourtant que des biens d'une valeur limitée, généralement constitués par une maison qu'elles souhaitent transmettre à leurs enfants après leur décès. Il lui demande si les études dont faisait état la réponse précitée vont dans le sens de la suggestion qu'il vient de lui exposer.

Transports urbains (retraités de la caisse autonome mutuelle de retraite).

3262. — 14 juillet 1973. — M. Duron attire l'attention de M. le ministre des transports sur le préjudice subi par les retraités des transports urbains, relevant de la caisse autonome mutuelle de retraite, du fait du décalage incontestable salaires-pensions que l'on peut constater pour les années comprises entre 1960-1967. Il a été indiqué à un de ses collègues parlementaires le mode de calcul du coefficient annuel de revalorisation, qui correspond à l'augmentation du salaire moyen d'activité dans le secteur professionnel en cause. Il n'en reste pas moins que le préjudice subi par les retraités entre 1960 et 1967 peut être évalué à 7,5 p. 100 du montant des pensions servies aux intéressés. Les organisations syndicales concernées n'ayant pu obtenir, pendant deux ans, la communication des éléments qui auraient pu leur permettre d'apprécier la situation, n'ont pu introduire une requête en temps utile contestant les arrêtés. Il lui demande s'il n'envisage pas de revoir cette situation afin que les retraités des employés des transports urbains ne continuent pas à subir ce préjudice important.

Transports urbains (à Saint-Priest [Rhône]).

3335. — 14 juillet 1973. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation particulièrement critique existant à Saint-Priest (Rhône) en matière de transports en commun. Cette commune, partie intégrante de la communauté urbaine de Lyon (Courly) dont l'une des compétences est l'organisation des services de transports publics, est desservie par une société privée, exploitant une seule ligne dans des conditions scandaleuses. Les cars, en mauvais état, sont aux heures de pointe surchargés (parfois 110 à 120 personnes « entassées » dans une voiture au mépris de leur sécurité), les horaires, mal aménagés (après 20 h 05 les habitants de Saint-Priest ne peuvent se rendre à Lyon et ne peuvent en revenir après 20 h 35) ne sont même pas respectés, etc. Cette situation gêne considérablement les travailleurs et les étudiants de cette commune contraints de se rendre chaque jour à Lyon et qui estiment, tout justement, que leur ville doit être, au même titre que les autres communes de la banlieue lyonnaise faisant partie de la Courly, desservie par les T. C. L. d'autant qu'ils paient des impôts pour un service non rendu. En conséquence, il lui demande s'il peut intervenir auprès des autorités compétentes du département du Rhône, notamment le préfet du Rhône, président du syndicat du réseau des T. C. L. et de M. le président de la Courly, saisis antérieurement de ce problème, afin que soient rapidement prises les mesures pour améliorer les conditions de transport de la population de Saint-Priest et éviter ainsi l'isolement de cette ville.

Accidents du travail, assurance maladie et invalidité (indemnités journalières : suspension en cas de contrôle médical.)

3275. — 14 juillet 1973 — M. Odru attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation difficile faite aux travailleurs malades ou accidentés du travail

percevant des indemnités et qui, par suite d'une décision de la sécurité sociale, doivent subir un contrôle médical. Les indemnités sont coupées à partir de la date à laquelle le principe du contrôle a été décidé. La convocation pour la visite médicale n'intervient que plusieurs mois après, laissant ainsi les intéressés démunis de ressource. Les situations sont les mêmes lors du passage des indemnités journalières aux pensions d'invalidité et même lors de la liquidation des retraites. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, en accord avec M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, pour en finir avec de telles pratiques dont trop de personnes sont victimes.

Apprentissage (contrats d'apprentissage en confection : Nord.)

3294. — 14 juillet 1973. — M. Durieux rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale qu'aux termes de la loi n° 71-576 du 16 juillet 1971, les contrats d'apprentissage ne peuvent avoir l'agrément des directions départementales du travail et de la main-d'œuvre qu'après avoir reçu le visa du centre de formation d'apprentis. Il lui précise à ce sujet que dans certains départements — celui du Nord en particulier — il n'existe pas de C. F. A. en confection, de sorte qu'aucun contrat d'apprentissage ne peut être conclu entre les fabricants de chemiserie et les jeunes filles désireuses d'apprendre un métier relevant de la confection. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de prendre d'urgence toutes mesures utiles pour ne défavoriser ni les jeunes filles désireuses de faire un tel apprentissage, ni les fabricants du Nord de la France qui ont subi la concurrence des manufacturiers installés dans des régions où existent de tels C. F. A.

Allocation de salaire unique (plafond de salaire du second conjoint).

3527. — 21 juillet 1973. — M. Moreillon expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que l'allocation de salaire unique est versée à une famille lorsque le revenu de l'un des conjoints n'excède pas 141 francs ou 211,50 francs selon que cette famille se compose de deux enfants ou de trois enfants ou plus. Le nombre d'heures de travail que permet cette disposition diminue à chaque augmentation du S. M. I. C. et la valeur des salaires d'appoint est de plus en plus faible. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas préférable de remplacer les chiffres sus-visés par un pourcentage du salaire minimum mensuel.

Plan (conséquences de l'inflation sur les objectifs du VI^e Plan).

3537. — 21 juillet 1973. — M. Cousté demande à M. le Premier ministre s'il est en mesure de faire savoir si et dans quelles proportions les phénomènes inflationnistes influent sur les objectifs du VI^e Plan, notamment en ce qui concerne l'équilibre des échanges extérieurs, et, par ailleurs, les secteurs prioritaires en ce qui concerne leur balance commerciale: constructions mécaniques, chimie, électronique et informatique, industrie alimentaire. M. le Premier ministre pourrait-il préciser si les objectifs concernant les équipements publics, notamment à cause des financements, seront atteints ou devront être corrigés.

Etablissements scolaires (C. E. S. qui seront nationalisés en 1974).

3556. — 21 juillet 1973. M. Canacos attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la réponse de M. le ministre de l'éducation nationale à la question écrite n° 828 déposée le 4 mai 1973. Il semble en effet anormal qu'à la date du 22 juin 1973 les modalités présidant au choix des C. E. S. qui seront nationalisés en 1974 ne soient pas encore arrêtées. En conséquence, il lui demande à quelle date ces modalités seront déterminées et s'il envisage de les rendre publiques.

Finances locales (aide de l'Etat aux communes de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle en raison des fermetures de puits et d'usines).

3559. — 21 juillet 1973. — M. Depietri expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que de nombreuses communes des départements de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle ont perdu des ressources fiscales du fait des fermetures de puits de mines de fer depuis 1963 et d'entreprises sidérurgiques depuis 1966. Or, le comité Interminis-

tériel d'aménagement du territoire du 21 décembre 1971 a prévu d'aider les communes qui, du fait de la fermeture d'entreprises industrielles, verraient leurs ressources fiscales diminuer. Mais il semble que seules les communes, perdant des ressources après le 1^{er} janvier 1972, peuvent bénéficier de l'aide financière de l'Etat. Il rappelle que la convention Etat-Sidérurgie de juillet 1966, appelée « Plan professionnel » et signée par les patrons de la sidérurgie et le Gouvernement, prévoyait la réduction de 15.000 emplois dans la sidérurgie et la fermeture d'« usines vétustes », ceci au cours du V^e Plan; ce programme a été appliqué. Ne pas tenir compte des pertes de ressources subies par ces communes avant le 1^{er} janvier 1972, c'est sanctionner des collectivités locales qui n'ont aucune responsabilité dans l'application du « Plan professionnel », d'autant que ces collectivités locales ont investi des sommes importantes pour des équipements nécessaires dus à l'expansion industrielle des années précédant les fermetures de mines et de sidérurgies; ces conseils municipaux ont dû augmenter très sérieusement leur imposition locale pour faire face aux pertes de ressources. Aussi, il lui demande ce qu'il compte faire afin que ces communes puissent bénéficier également de l'aide de l'Etat au même titre que les communes intéressées par la décision du comité interministériel du 21 décembre 1971.

*Ouvriers agricoles
(Alsace-Lorraine : accidents du travail).*

3560. — 21 juillet 1973. — M. Deplettr expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que les travailleurs agricoles des départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle ne sont pas régis par la loi n° 72-965 du 25 octobre 1972 en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles. Or, les travailleurs agricoles de ces trois départements souhaiteraient que leur soient étendues les dispositions de cette loi. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'étendre aux trois départements la loi n° 72-965 du 25 octobre 1972 en conformité avec les dispositions de la loi du 30 octobre 1946 et rattacher la gestion des caisses d'assurances accidents agricoles à la mutualité sociale agricole.

*Boulangers
(Alsace Lorraine : ouverture le dimanche).*

3563. — 21 juillet 1973. — M. Deplettr expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que le code local des professions et en particulier la loi du 26 juillet 1900 interdisent l'ouverture des boulangeries les dimanches et jours fériés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Or, cette loi ayant trois quarts de siècle d'existence devient actuellement un non-sens, du fait des changements des conditions de travail dans les entreprises, de l'expansion du tourisme, ainsi que des passages toujours plus nombreux de touristes étrangers traversant ces départements. Contrairement aux autres départements français, on ne peut donc trouver du pain frais le dimanche. Des dérogations ont été demandées au préfet de la région lorraine, préfet de la Moselle, par de nombreux boulangers de la Moselle, dérogations obtenues mais annulées par le tribunal administratif de Strasbourg qui s'en est tenu à la loi locale. Chaque année, du 1^{er} avril au 30 octobre, des commerces d'alimentation, des pâtisseries et des fleuristes sont autorisés à ouvrir le dimanche matin. Aussi, compte tenu que cette loi locale devient une entrave économique et touristique, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de permettre l'ouverture des boulangeries qui le désirent, tout en maintenant l'obligation de fermer ces boulangeries un jour par semaine.

Impôts locaux (statistiques).

3595. — 21 juillet 1973. — M. Combrisson expose à M. le ministre de l'intérieur que des informations divergentes, voire contradictoires, ont été données jusqu'à ce jour concernant la réforme des finances locales et la suppression de la patente, par messieurs les ministres de l'économie et des finances et de l'intérieur. Par ailleurs, la documentation relative à ces questions étant encore insuffisante, il lui demande de bien vouloir faire élaborer pour communication les statistiques suivantes : 1° décomposition du principal fictif départemental pour 1972 et pour tous les départements métropolitains en : principal fictif de patente, principal fictif de mobilière, principal fictif de foncier bâti, principal fictif de foncier non bâti ; 2° nombre de centimes additionnels votés en 1972 par chaque conseil général ; 3° décomposition identique du principal fictif 1972 de toutes les communes de plus de 10.000 habitants ; 4° nombre de centimes additionnels votés en 1972 par chacune de ces communes.

*Catastrophes (plateau d'Assy :
responsabilités ; indemnisation des familles des victimes).*

3611. — 21 juillet 1973. — M. Michel Durafour demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale les mesures qui ont été prises pour indemniser les familles des victimes de la catastrophe du plateau d'Assy. Il lui demande également s'il peut lui faire connaître les résultats de l'enquête effectuée à la suite de cette catastrophe et éventuellement les sanctions prises à l'encontre des responsables que cette enquête aurait révélés.

Travailleuses familiales (développement de cette profession).

3613. — 21 juillet 1973. — M. Hausherr attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les fonctions sociales importantes que remplissent les travailleuses familiales qui permettent notamment la continuité de la vie familiale. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour développer et encourager cette profession.

Retraite complémentaire (validation des services accomplis par les Alsaciens-Lorrains dans les territoires annexés par l'Allemagne).

3665. — 21 juillet 1973. — M. Kedinger rappelle à M. le Premier ministre (fonction publique) que, seuls, peuvent être validés à l'ircante les services rémunérés sur des crédits budgétaires français. Il lui demande quelles dispositions sont envisagées afin de permettre également la validation des services accomplis par les Lorrains et les Alsaciens dans les territoires annexés par l'Allemagne de 1940 à 1945.

Fonctionnaires (élèves des instituts régionaux d'administration).

3631. — 21 juillet 1973. — M. Albert Bignon appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique) sur la situation des élèves des instituts régionaux d'administration sous le double aspect de l'alignement de leur carrière sur celle des agents issus des concours ministériels et de l'amélioration de leur situation financière en cours de scolarité. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable, afin de garder sa pleine valeur à ce mode de recrutement et de permettre de traduire dans les faits les dispositions envisagées par la législation sur la formation professionnelle et la promotion sociale, de prévoir à l'égard des élèves des I. R. A. la mise en œuvre des mesures suivantes : 1° alignement de l'indice d'élève sur les indices accordés aux stagiaires issus des concours ministériels et donnant accès aux corps de catégorie A sur la base de deux années d'études supérieures ; 2° attribution d'un indice de titularisation identique pour tous les élèves, sur la base des indices accordés aux corps de l'Etat de catégorie A recrutés par concours interministériels ; 3° revalorisation de l'indemnité de formation, représentative des frais professionnels largement encourus ; 4° institution d'une procédure permettant le remboursement effectif à tous les élèves de leurs frais de changement de résidence.

Conciergerie de Paris (commentaire des guides).

3573. — 21 juillet 1973. — M. Leroy attire l'attention de M. le ministre des affaires culturelles sur le commentaire qui est inillé aux visiteurs de la Conciergerie à Paris. L'identité, pour l'essentiel, du commentaire présenté par les différents guides atteste que son contenu n'est pas dû à l'initiative et à la responsabilité de chacun des fonctionnaires qui le prononcent. Ce commentaire, d'une rare indigence, présente notamment les caractéristiques suivantes : 1° il est dénué de toute référence sérieuse à l'histoire de la construction et aux particularités architecturales dont certaines sont pourtant remarquables ; 2° des événements extrêmement importants qui se sont déroulés à la Conciergerie ou qui la concernent sont passés sous silence ; rien n'est dit de l'histoire de la Conciergerie sous la Commune et pendant la semaine sanglante ; rien n'est dit de l'utilisation, sous l'occupation hitlérienne, du dépôt et de la Conciergerie comme lieu de détention et de torture des patriotes ; 3° mais surtout, le commentaire est concentré sur la période révolutionnaire. Le moins qu'on puisse dire, c'est que, sans aucune nuance, la Révolution française, fondement de la République, y est présentée comme un monstrueux bain de sang, les émigrés et les ennemis de la Révolution comme d'innocentes victimes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour élever la qualité, établir la vérité de ce commentaire.

Traité et conventions

(accord franco-algérien : créances algériennes au titre des impôts).

3614. — 21 juillet 1973. — M. Lafay appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation des rapatriés qui ont été déclarés redevables d'impôts du chef de biens immobiliers nationalisés par les autorités algériennes. Il a été accordé aux intéressés de surseoir au paiement de ces impôts sous réserve de constitution auprès de l'Etat algérien de cautions que certaines banques ont données moyennant la mise en dépôt de titres dans leurs caisses. Bien qu'il soit maintenant établi que les impositions en cause ne sont pas fondées, les banques se refusent à restituer ces titres à leurs possesseurs, exigeant pour ce faire la production de la mainlevée des cautions qu'elles ont données en garantie, mainlevée à laquelle les autorités algériennes ne donnent aucune suite. Or, il semble qu'un accord soit intervenu, le 22 décembre 1966, aux termes duquel les gouvernements français et algérien s'interdisaient toute revendication au titre des créances algériennes relatives aux impôts, taxes et redevances afférentes à l'année 1962 et aux exercices antérieurs. Toutefois, cette convention n'a jamais fait l'objet d'une publication officielle. Une telle formalité serait pourtant, en la circonstance, des plus opportunes car l'accord en question vaudrait alors mainlevée pour les banques qui conservent en dépôt les titres susindiqués. Il lui demande s'il compte mettre en œuvre dans un proche avenir la procédure que requiert cette publication.

Elevage

(aliments : fourniture de soja américain ; production de protéines).

3526. — 21 juillet 1973. — M. Gosnat alerte M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur la grave menace que constitue l'embargo américain sur le soja pour les productions animales bretonnes. Celles-ci constituent l'activité essentielle de milliers de cultivateurs et d'ouvriers, elles conditionnent l'existence de nombreuses petites et moyennes entreprises. Déjà les désordres monétaires internationaux, les importations inopportunes décidées par le Gouvernement ont provoqué la chute des cours des bovins à la production, sans aucun bénéfice pour les consommateurs, les prix au détail ne cessant d'augmenter. L'embargo décidé par le Gouvernement des Etats-Unis met en péril toutes les productions animales qui reposent sur l'utilisation d'aliment de bétail à base de protéines. Cette situation, si elle se prolongeait, conduirait à la ruine des milliers de cultivateurs ; elle provoquerait un grave ralentissement de l'industrie agro-alimentaire, entraînant le chômage parmi les personnels. A terme elle entraînerait une pénurie de viande. Dès maintenant elle conduit au renchérissement des aliments de bétail, ce qui ne manquera pas de provoquer une hausse des coûts des viandes à la consommation. La décision du Gouvernement américain qui intervient en violation des accords économiques existants ne saurait donc être admise. En conséquence il lui demande s'il n'entend pas agir : 1° pour que les Etats-Unis honorent les engagements qu'ils ont pris en matière de fourniture de soja ; 2° pour qu'interviennent des mesures immédiates permettant d'accélérer la production d'aliments de bétail à base de protéines, telles qu'elles ont été déterminées par les organisations agricoles (augmentation de la prime de dénaturation de la poudre de lait, intervention auprès de tous les pays détenteurs de sources de protéines, arrêt immédiat des exportations de protéines françaises) ; 3° pour l'élaboration sans retard d'un vaste programme permettant la production de protéines dans notre pays à la mesure des besoins de l'agriculture.

Autoroutes (tracé au Sud de Rouen ; expropriations).

3445. — 21 juillet 1973. — M. Leroy appelle l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur la situation d'un grand nombre d'habitants de Sotteville-lès-Rouen dont le logement se trouve situé sur le tracé du projet d'autoroute Sud 2 à la sortie de Rouen. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° qu'il soit tenu compte des projets de tracés qui permettront de réduire le nombre des habitations à démolir, projets dits « S.N.C.F. », et « autoroute sur les berges de la Seine » ; 2° que le choix définitif du tracé soit décidé le plus rapidement possible afin que les personnes concernées puissent prendre toutes dispositions nécessaires ; 3° que les indemnités à verser à celles et à ceux qui pourraient être expropriés pour la réalisation de cet équipement soient calculées sur la base de la valeur reconstruisible de leurs habitations pour réduire autant que possible le préjudice subi.

Aménagement du territoire
(pôle industriel d'Ennery à 10 km au Nord de Metz).

3469. — 21 juillet 1973. — M. Kedingger demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme, s'il peut lui faire connaître à quel stade se situe actuellement la réalisation du pôle industriel d'Ennery à 10 km au Nord de Metz et quelles sont les prévisions de financement qui ont été étudiées à cet effet.

Routes

(Rocade La Baule—Le Pouliguen : traversée des marais salants).

3592. — 21 juillet 1973. — M. Ruffe attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur les graves conséquences que présente pour l'activité des paludiers de la presqu'île guérandaise le projet de rocade La Baule—Le Pouliguen. En ce qui concerne la première tranche des travaux, le tracé qui aboutit à la gare du Pouliguen touche directement 25 exploitations vers la commune de Sallé. Par sa seule implantation, la rocade détruirait ainsi plus de 600 œuillets (partie rectangulaire des salines où l'on ramasse le sel). Mais en réalité, c'est tout le secteur alimenté en eau par l'étier du Pouliguen qui se trouve menacé, soit 60 autres exploitations. De plus, le cahier des charges ne prévoit pas d'accès pour les riverains, ce qui rendra impossible l'exploitation éventuelle de nouvelles salines. Enfin ce projet s'inscrivant dans celui de l'axe autoroutier Nantes—Le Croisic, de nouvelles exploitations risquent d'être touchées au cours de phases ultérieures. Conscient de la nécessité d'une nouvelle voie, il lui demande s'il n'estime pas néanmoins nécessaire de préserver les moyens de travail et d'existence de plusieurs centaines de personnes et s'il n'envisage pas de revoir le tracé de la rocade, en accord avec les paludiers concernés, de façon à ce que celui-ci ne traverse pas les marais salants en activité.

Baux de locaux d'habitation (maintien dans les lieux
des familles qui ont des arriérés de loyers).

3596. — 21 juillet 1973. — M. Marchais attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur la situation de nombreuses familles aux revenus modestes qui ont des retards de loyers dans des organismes publics ou semi-publics. Du fait du prix élevé des loyers et de la part qu'il représente dans le budget familial, bien souvent à la suite d'un événement grave survenu dans la famille (maladie, accident, décès, chômage) des retards de loyer se sont accumulés. De plus, très souvent celles-ci demeurent dans des ensembles où il n'y a pas d'emplois à proximité, où les transports sont nettement insuffisants et les équipements sociaux indispensables à la famille inexistant, ce qui contraint les mères de famille à abandonner le travail qu'elles faisaient précédemment, ce qui entraîne un déséquilibre considérable du budget familial. Ces locataires ne peuvent donc être considérés comme de mauvais payeurs. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° reconnaître le maintien dans les lieux à ces familles ; 2° et faire attribuer par l'intermédiaire du secrétariat d'Etat auprès du ministre de la santé publique, chargé de l'action sociale et de la réadaptation, une aide supplémentaire aux familles victimes de la maladie, d'accident, d'un décès, pour pallier les arriérés de loyer et les aider à surmonter cette période difficile.

Parking (construction obligatoire d'un parking par logement
dans les grands ensembles).

3638. — 21 juillet 1973. — M. Jacques Legendre expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que la loi qui fait obligation de prévoir pour chaque logement neuf construit en grand ensemble une place de parking aboutit parfois à des situations choquantes quand elle contraint par exemple des personnes âgées, locales aux ressources très modestes, à payer la location d'une place de parking qu'elles n'utilisent jamais faute de voiture. Il lui demande si une disposition peut être envisagée pour tenir compte de ces situations.

Alsaciens-Lorrains (évacués pour fuir l'annexion de fait).

3437. — 21 juillet 1973. — M. François Benard expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que l'arrêté ministériel du 7 juin 1973 instituant le titre de « patriote réfractaire à l'annexion de fait » en faveur de « tout Français des départements

du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle expulsé par les autorités allemandes ou qui, réfugié dans un département de l'intérieur, s'est refusé à rejoindre son domicile durant la guerre 1939-1945, ne fait pas mention des Alsaciens et Mosellans évadés pour fuir l'annexion de fait. Or cette dernière catégorie, plus encore que les deux autres, mériterait cette qualification, qui ne saurait d'ailleurs faire obstacle à la reconnaissance de la qualité de réfractaire au sens de la loi du 22 août 1950 aux évadés qui auraient en outre été réfractaires à l'incorporation de force ou au S. T. O.

Déportés et internés (interné politique au camp de Pithiviers).

3548. — 21 juillet 1973. — M. Juquin signale à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre le cas d'un habitant de Savigny-sur-Orge (Essonne). Cet ancien combattant de la première guerre mondiale s'est engagé dans la Résistance dès 1940. Il a été interné au camp de Pithiviers de septembre 1942 à décembre 1943. Dès sa sortie du camp, il a repris sa place au combat. Il a pris part à la libération de la ville de Savigny en participant à l'attaque d'un dépôt d'armes et de munitions, opération au cours de laquelle un militaire allemand fut fait prisonnier. Or, classé comme interné politique, ce patriote est considéré comme une simple victime civile et ne bénéficie pas des avantages attachés à la qualité d'interné ou déporté de la Résistance. Considérant qu'il existe de nombreux cas analogues et compte tenu du fait que les internés politiques ont enduré pour la libération de la France des souffrances comparables à celles de leurs autres camarades de résistance, il lui demande s'il ne juge pas indispensable de reviser la législation de telle sorte qu'il n'y ait plus aucune discrimination entre les déportés et internés, quel qu'ait été le motif de leur incarcération.

Armement

(techniciens de la surveillance industrielle de l'armement).

3639. — 21 juillet 1973. — M. Jacques Legendre expose à M. le ministre des armées qu'une nette différence de salaire existe, à niveau égal, entre les techniciens des différentes armes de la surveillance industrielle de l'armement (Siar). Il lui demande si un projet de régularisation est à l'étude, quelle serait son incidence et dans quel délai il serait susceptible d'entrer en vigueur.

Voirie (frais de déneigement : utilisation de fuel-oil domestique par les tracteurs Diesel).

3454. — 21 juillet 1973. — M. Simon attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les frais importants que représente, pour le département et les communes, le déneigement de leurs différents voiries. Il lui demande dans quelles conditions les tracteurs Diesel, uniquement utilisés pour le déneigement, peuvent fonctionner au fuel-oil domestique.

Etat-civil (suppression des frais administratifs relatif à la délivrance des actes).

3485. — 21 juillet 1973. — M. Coulais expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les frais administratifs et les frais de correspondance entraînés par l'acquiescement des timbres fiscaux de 1,50 franc apposés sur les extraits d'actes d'état civil ou à l'occasion des légalisations de signatures sont plus élevés que le montant des timbres fiscaux. Il lui demande, en conséquence, s'il ne serait pas plus normal de supprimer ces timbres fiscaux en évitant ainsi des frais et des correspondances aux communes, assimilant ainsi cette question aux créances de l'Etat ou des communes d'un montant inférieur à 5 francs qui ne sont plus mises en recouvrement, les frais dépassant le montant recouvré.

Communes (reclassement des secrétaires généraux de mairie).

3490. — 21 juillet 1973. — M. Julien Schwartz demande à M. le ministre de l'économie et des finances quelles sont les raisons qui bloquent le reclassement indiciaire des secrétaires généraux de mairie. Il lui rappelle que lors de la discussion du projet de loi du 13 juillet 1972 portant réforme de la carrière communale, le Gouvernement s'était engagé à régler ce problème dès la parution de la loi. Il lui fait remarquer que le refus de reclasser ce personnel communal de valeur se traduit par un net déclasserement des secrétaires généraux vis-à-vis de leurs homologues de l'Etat ou des carrières parapubliques ou privées et que leur traitement ne se trouve plus en rapport avec les services astreignants et sans cesse croissants qu'ils assument dans leur ville. Il lui demande donc de bien vouloir prendre cette légitime revendication en considération

et de la traduire dans les faits dans les meilleurs délais compte tenu que la promulgation de la loi est intervenue depuis plusieurs mois déjà et que tous les fonctionnaires du cadre B (enseignants, hospitaliers, etc.) ont bénéficié d'un reclassement indiciaire sauf les fonctionnaires municipaux.

Impôts locaux (revision foncière des propriétés bâties : délai de consultation des cahiers auxiliaires d'évaluation).

3509. — 21 juillet 1973. — M. Odru rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que les contribuables auront dix jours, dans les communes rurales de 100 habitants comme dans les grandes concentrations urbaines, pour consulter les cahiers auxiliaires d'évaluation des propriétés bâties, avant l'application de la « réforme » de la fiscalité locale. Il lui demande comment, dans un aussi bref délai, une telle consultation sera possible et efficace et s'il ne pense pas devoir augmenter ce délai de façon importante pour permettre aux contribuables de défendre leurs légitimes intérêts.

Impôts locaux (revision foncière des propriétés bâties : délai de revision des valeurs locatives).

3510. — 21 juillet 1973. — M. Odru attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les conséquences de l'instruction reçue par le personnel de ses services chargé de la revision foncière des propriétés bâties, actuellement en cours. Au terme de cette instruction les études doivent être terminées trois mois après le renvoi par le centre régional d'informatique des déclarations prises en compte par celui-ci. Compte tenu de la multiplicité et de la complexité des rapprochements à effectuer, ce bref délai ne permettra pas, dans les départements à fortes concentrations urbaines notamment, de déterminer les valeurs locatives, bases de l'imposition, avec toute la rigueur nécessaire. En seront victimes les contribuables et les collectivités locales et départementales qui savent déjà quel surcroît de charges la « réforme », même appliquée sans erreur de toutes natures, leur imposera dès sa mise en application. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ses services puissent travailler avec toute la précision nécessaire à la mise au point d'une « réforme » dont les contribuables savent qu'en tout état de cause elle ne permet pas la justice fiscale.

T. V. A. (appareils distributeurs automatiques de gâteaux et de sandwiches).

3551. — 21 juillet 1973. — M. Destremau, se référant à la réponse ministérielle (*Journal officiel*, A. N. du 7 juin 1972, p. 2315) à la question écrite posée sous le numéro 20030, attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation dans laquelle se trouve, au point de vue fiscal, un boulanger-pâtisseries qui exploite, d'une part, une boulangerie-pâtisseries et, d'autre part, des appareils distributeurs automatiques de gâteaux et de sandwiches. Ces denrées alimentaires vendues en boutique sont assujetties à la T. V. A. au taux de 7 p. 100 depuis le mois de janvier 1973, ces mêmes produits finis vendus à des prix inférieurs de 20 p. 100 dans les appareils devant, semble-t-il, être assujettis à la T. V. A. au taux de 17,60 p. 100. Il lui souligne que les prix pratiqués dans les distributeurs, taxés a priori à 17,60 p. 100 sont inférieurs à ceux pratiqués en boutique parce que les comités d'entreprises ou autres directions légales en fixent généralement les limites. Il lui précise que ces appareils installés dans les facultés, hôpitaux, caisses de retraite, usines, etc., font partie intégrante du plan social national, les collectivités dont il s'agit ne devant pas être assimilées à des restaurants traditionnels mais être rattachées à la notion de cantine. Eu égard au caractère social et aux prix de vente pratiqués défiant toute concurrence, il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable d'appliquer le taux propre aux denrées concernées.

La Réunion (agents commissionnés de l'organisme dit « Chemins de fer et port de la Réunion »).

3502. — 21 juillet 1973. — M. Fontaine demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il ne lui apparaît pas juste et équitable de proposer au Parlement un projet de loi visant à modifier les dispositions de l'article 1^{er} de la loi n° 59-1473 du 28 décembre 1959 relative à la situation de certains personnels en service dans le département de la Réunion, afin de faire bénéficier tous les agents commissionnés de l'ancien organisme dit Chemins de fer et port de la Réunion des avantages prévus par ce texte législatif, alors qu'en l'état actuel des droits seuls tirent bénéfice de cette loi les agents ayant accompli des services au port de La Pointe-des-Galets.

Médicaments (inconvenients du blocage des prix des anciennes spécialités pharmaceutiques).

3615. — 21 juillet 1973. — **M. Bernard Lafay** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que des centaines de spécialités pharmaceutiques vont, au cours des prochains mois ou années, disparaître progressivement du marché. Elles sont en effet devenues commercialement inexploitablees parce que leurs prix, bloqués depuis 1952, se situent à un niveau souvent dérisoire et, en tout cas, très inférieur à celui autorisé par l'actuel « cadre des prix ». Ces produits seront automatiquement remplacés sur les ordonnances médicales par des spécialités plus récentes à action identique, mais vendues à des prix normaux, donc nettement plus élevés. Le blocage des prix à un niveau aussi bas a également comme conséquence la fermeture de nombreux marchés d'exportation car il empêche les laboratoires de maintenir un effort de promotion comparable à celui des concurrents, d'autant plus que les pays importateurs prennent comme référence les prix du pays d'origine. Il est à noter que les petits et moyens laboratoires représentent 60 p. 100 du nombre total des médicaments commercialisés et 70 p. 100 du nombre des entreprises pharmaceutiques existant en France, mais seulement 20 p. 100 du chiffre total d'affaires de la profession. Ces entreprises souhaiteraient donc que des mesures de normalisation d'ordre général soient rapidement adoptées en faveur des produits pharmaceutiques vendus à moins de 5 francs au public. De telles dispositions leur permettraient d'atteindre le seuil de rentabilité et d'éviter la fermeture avec son cortège habituel de licenciements ou la cession à des groupes souvent étrangers. Certes des dérogations individuelles à ce blocage des prix sont théoriquement possibles, mais leur intervention est pratiquement irréalisable en raison de la longueur des délais que requièrent les procédures de l'espèce. En soumettant ces observations au ministre de l'économie et des finances, il lui demande s'il entend les prendre en considération et donner à ses services les instructions nécessaires pour que les assouplissements qu'exige, dans les conditions qui viennent d'être évoquées, la réglementation des prix soient réalisés dans les meilleurs délais possibles.

Calamités agricoles (agriculteurs sinistrés des cantons de Langon, Saint-Macaire et Podensac (Gironde)).

3622. — 21 juillet 1973. — **M. Pierre Lagorce** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que par la question écrite n° 1533 du 23 mai 1973 il avait appelé sa bienveillante attention sur la situation des agriculteurs des cantons de Langon, Saint-Macaire et Podensac, sinistrés de 60 à 100 p. 100 par la tornade accompagnée de grêle qui s'était abattue sur cette région le 2 mai 1973. Il lui avait demandé quelles mesures il pensait pouvoir prendre sur le plan fiscal, pour que les sinistrés soumis au régime du forfait ne soient pas imposés au taux maximum sur les bénéfices de l'année 1972 alors que, d'ores et déjà, ils étaient condamnés à subir de très lourdes pertes sur la récolte 1973. Or, ces mêmes agriculteurs ont été frappés à nouveau, le 28 juin, par une deuxième tornade plus violente encore que la première. Devant l'ampleur considérable des dommages subis par les récoltes (vigne, fruits, cultures maraîchères, céréales, tabac...) et quelques fois même les bâtiments d'exploitation, il lui demande si, outre l'application immédiate de l'article 675 du code rural, les exonérations d'impôts et de prestations familiales et les attributions spéciales de carburant détaxé, dont devraient pouvoir bénéficier les agriculteurs sinistrés, il ne pourrait prendre en considération les propositions suivantes, seules susceptibles de leur apporter l'aide réelle et efficace dont ils ont le plus urgent besoin : 1° report des annuités tombant en 1974 à la fin de l'encours des différents prêts contractés par les agriculteurs ; 2° échelonnement sur trois années du paiement de l'impôt sur les bénéfices forfaitaires agricoles dus en 1974 ; 3° aide aux investissements pour la reconstruction des vignobles et des vergers en rapport avec l'augmentation des frais de plantation (engrais, fumier, plants, piquets, fil de fer, salaires, charges sociales) ; 4° règlement total et avant le 30 novembre 1973 du montant de l'assurance des tabaculteurs et suppression de la classification pour les tabacs provenant de recépage ; 5° enfin et surtout mise sur pied d'un système d'assurance supportable par les petits et moyens exploitants, financé par l'ensemble de la profession et pour toutes les productions qui remplaceraient le système existant dont se plaignent à juste titre tous les intéressés.

Education nationale (délégués départementaux : impôt sur le revenu).

3626. — 21 juillet 1973. — **M. de la Malère** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si les délégués départementaux de l'éducation nationale ont le droit de déduire de leurs revenus des personnes physiques les frais de documentation et charges résultant de leur mission de fonctionnaires bénévoles d'un département ministériel.

Monnaie (mise en circulation des pièces de 10 francs).

3629. — 21 juillet 1973. — **M. Ansquer** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, lors de la mise en circulation des pièces de 10 francs en argent, le Gouvernement avait décidé que celles-ci seraient distribuées aux retraités et pensionnés lors du règlement de leurs avantages. Si la première année, cette décision a bien été appliquée, depuis lors il en est tout différemment, au point que ces pièces ont disparu des guichets distributeurs. Il lui demande s'il peut indiquer : 1° le nombre de pièces de 10 francs mis en circulation pour les années 1971 et 1972 ; 2° à quel niveau administratif la distribution s'arrête ; 3° quelle mesure entend prendre le Gouvernement pour supprimer le marché parallèle et rétablir le circuit primitif.

Bourses et allocations d'études (prime d'équipement pour les élèves de l'enseignement technique privé).

3453. — 21 juillet 1973. — **M. Simon** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si une prime d'équipement de 200 francs sera versée dès septembre 1973 aux familles des élèves boursiers de première année, des écoles techniques privées sous contrat d'association.

Etablissements scolaires (personnels de surveillance : C.E.G. et sections II et III des C.E.S.).

3457. — 21 juillet 1973. — **M. Simon** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que dans une lettre adressée le 15 septembre au secrétaire général du S.N.I., il précisait que « pour la surveillance, nulle discrimination ne serait faite à l'encontre des C.E.G. et des sections II et III des C.E.S. ». Il lui souligne que dans l'académie de Clermont-Ferrand, pour les seuls C.E.G., le déficit en postes de surveillants, calculé en fonction des normes ministérielles, atteint environ deux cents emplois, et lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier aux très sérieuses difficultés créées par cette situation.

Constructions universitaires (centre-relais de Metz-Nord).

3468. — 21 juillet 1973. — **M. Kédinger** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, dans sa réponse à la question écrite n° 426 (*Journal officiel* du 6 juin 1973), **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme**, précisait que le centre-relais de Metz-Nord, dont l'implantation a été décidée, avait vocation pour accueillir diverses activités et, notamment, divers éléments de l'université. Il lui demande à quel stade se situe cette possibilité et si un programme a été réalisé concernant l'installation de centres universitaires.

Langues régionales (organisation de leur enseignement dans le premier cycle du second degré).

3494. — 21 juillet 1973. — **M. Le Pensec** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'une circulaire du 7 septembre 1971 permet l'organisation de cours de langue régionale dans le second cycle et l'insertion des heures de cours, dans les services des professeurs ou, à défaut, et à titre transitoire, leur rétribution au tarif des heures supplémentaires. Cette mesure n'a pas été étendue au premier cycle et c'est seulement grâce au dévouement des maîtres qu'un enseignement des langues régionales peut y être donné. En conséquence il lui demande quelle disposition il entend prendre pour appliquer dans le premier cycle les dispositions retenues depuis 1971 dans le second cycle en matière d'enseignement des langues régionales.

Transports et fournitures scolaires.

3501. — 21 juillet 1973. — **M. Bégault** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, dans sa déclaration devant l'Assemblée nationale, le 5 juin dernier, il a confirmé l'intention du Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour arriver progressivement, et dans un délai de cinq ans, à la gratuité des transports scolaires ainsi qu'à celle des livres et fournitures scolaires. Il a indiqué, à cet égard, que serait insérée dans le budget de 1974, une disposition tendant à instituer en premier lieu pour la classe de sixième la gratuité des livres et fournitures. Il attire, d'autre part, son attention sur l'effort financier important consenti par les communes qui décident de se réunir en vue de créer « une unité pédagogique » susceptible de permettre le regroupement des

élèves de trois écoles primaires, de manière à avoir un seul cours dans chacune des écoles des trois communes intéressées. Il lui demande si, en vue d'inciter les communes à réaliser de tels regroupements, qui ont pour effet d'augmenter l'efficacité des moyens et de permettre le meilleur emploi du personnel de l'éducation nationale, il ne pense pas qu'il conviendrait d'accorder en priorité la gratuité des fournitures et des transports aux élèves des écoles ainsi regroupées dans une unité pédagogique.

Instituteurs (pénurie dans les Bouches-du-Rhône).

3507. — 21 juillet 1973. — **M. Garcin** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation scolaire du premier degré dans le département des Bouches-du-Rhône. A ce jour, 504 institutrices ou instituteurs remplaçants remplissent ou rempliront au cours de l'année scolaire 1973-1974, les conditions de temps et de diplômes pour recevoir une délégation de stagiaire. A ce nombre s'ajoutent encore 217 institutrices ou instituteurs à nommer à la rentrée (normaliens, instructeurs, ayant été admis au B.S., intégrés, etc.), soit un total de 721 postes budgétaires nécessaires. Or, l'inspection académique ne dispose actuellement que de 256 postes, soit un déficit de 465 postes budgétaires. Dans le même temps, 33 classes supplémentaires fonctionnent et 300 ouvertures seront nécessaires à la prochaine rentrée scolaire. La création de ces 333 classes en postes budgétaires laisserait encore un déficit de 132 postes pouvant être résorbé en transformant 132 postes de remplaçants en postes de titulaires remplaçants. Il lui demande s'il envisage cette solution et dans la négative quelles seraient les solutions proposées pour normaliser la situation du personnel enseignant des Bouches-du-Rhône.

Instituteurs (insuffisance des effectifs dans les Bouches-du-Rhône).

3518. — 21 juillet 1973. — **M. Cermolacce** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** la gravité de la situation dans l'enseignement élémentaire, pré-élémentaire et spécialisé, dans les Bouches-du-Rhône, telle qu'elle ressort d'une récente démarche du syndicat national des instituteurs. Le nombre de postes non pourvus dans ces trois catégories d'enseignement s'élève à 256 y compris 37 postes bloqués jusqu'à la rentrée, dans l'attente de la création des C. P. P. N. et C. P. A. Le total des personnels titulaires et stagiaires restant à nommer s'élève à 273 le déficit en poste est donc de 17. En réalité il sera impossible de donner un poste de stagiaire en 1973-1974 aux remplaçants titulaires d'un C. A. P. complet, remplissant les conditions d'ancienneté entre le 1^{er} octobre 1973 et le 1^{er} septembre 1974, au nombre de 385 et aux remplaçants titulaires du C. A. P. écrit (au nombre de 15 enfin aux remplaçants non titulaires du C. A. P. au nombre de 48. Il lui précise que 362 remplaçants, remplissant les conditions d'ancienneté, titulaires du C. A. P. complet sont stagiarisables au 1^{er} octobre 1973. Compte tenu du déficit existant au 18 juin 1973, soit 17 postes, le nombre de postes à créer est de 465. Si l'on tient compte des classes supplémentaires existantes et des ouvertures prévisionnelles pour septembre 1973, 33 + 300, il lui paraît absolument nécessaire que soient reconnues toutes les classes supplémentaires et créés 132 postes de titulaires remplaçants, soit 333 + 132 = 465 postes minimum. En sus de la reconnaissance des classes supplémentaires et des créations nouvelles nécessaires qui constituent une solution minimum, il paraît également nécessaire que les classes de transition hors structures soient réimplantées et que les postes de classes de transition ou pratiques bloquées, soient débloquées à la prochaine rentrée. A l'égard d'une telle situation préoccupante à juste titre pour assurer la situation des jeunes institutrices et instituteurs et pour permettre de recevoir normalement les élèves, il lui demande s'il entend donner suite à la demande du S. N. I. des Bouches-du-Rhône pour la stagiarisation de centaines de remplaçants, remplissant les conditions définies par la loi du 8 mai 1951, portant statut des instituteurs remplaçants.

Instituteurs (organisation de sorties scolaires : financement par l'Etat ; prise en charge des accidents du travail).

3521. — 21 juillet 1973. — **M. Juquin** indique à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'à la suite d'un accident survenu au cours d'un voyage scolaire organisé par une institutrice, les services du ministère ont refusé de reconnaître le caractère professionnel de cet accident sous prétexte que la coopérative scolaire assurait le financement de cette sortie, dont l'intérêt éducatif n'est pas contesté. Etant donné que dans de nombreuses circulaires émanant des services ministériels on incite les enseignants à multiplier les visites et sorties scolaires et l'on vante les mérites des coopératives scolaires il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1^o pour permettre le financement par l'Etat de ces sorties scolaires ; 2^o pour assurer la prise en charge des accidents du travail dont peuvent être victimes les enseignants au cours de ces sorties.

Enseignants (P. E. G. C. : revendications).

3577. — 21 juillet 1973. — **M. Marlo Bénard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les revendications présentées par les P. E. G. C. Il aimerait connaître sa position sur leurs demandes relatives : 1^o à une revalorisation indiciaire de 50 points ; 2^o à la résorption de l'auxiliaariat qui atteint 25 p. 100 des postes dans la filière II, et 50 p. 100 dans la filière III ; 3^o à la création d'un professorat unique des collèges où seraient intégrés tous les maîtres titulaires des classes de transition et pratiques, munis du C. A. E. T. ou du C. A. E. P. ; 4^o à l'amélioration de leurs conditions de travail.

Elèves (exclusion des lycées).

3597. — 21 juillet 1973. — **M. Maurice Andrieux** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il est exact que des élèves de lycées auraient été exclus des établissements à l'occasion de la fin de l'année scolaire sans comparution devant un conseil de discipline. Il aimerait savoir sur quelle réglementation se fonde une telle pratique et connaître le nombre des élèves qui auraient été de ce fait renvoyés de leur établissement à l'issue de la classe de seconde, à l'issue de la classe de première, ainsi que le nombre des élèves de terminale qui en cas d'échec au baccalauréat ne seraient pas autorisés à redoubler dans leur établissement. Ces renseignements sont demandés département par département.

Enseignants (de sciences naturelles, mathématiques : contrat provisoire et contrat définitif).

3617. — 21 juillet 1973. — **M. Couderc** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale**, si un professeur licencié de sciences naturelles, titulaire d'un contrat provisoire en qualité de professeur d'enseignement général, pour les classes de sixième à troisième du cycle I, mentionnant explicitement comme matières enseignées : sciences naturelles, mathématiques, peut se voir refuser lors de la transformation de son contrat provisoire en contrat définitif, l'enseignement des mathématiques alors qu'il a subi une inspection portant sur cette dernière matière avec la mention « avis favorable à un contrat définitif ». Dans l'affirmative, il souhaiterait connaître sur quelles données, sont fondées les inspections pédagogiques.

O. R. T. F. (gratuité des émissions d'information sur les dons du sang).

3607. — 21 juillet 1973. — **M. Michel Durafour** expose à **M. le ministre de l'information** que certaines émissions de propagande présentant un caractère d'utilité publique — telles que les émissions organisées par les centres de transfusion sanguine et les associations de donneurs de sang bénévoles pour inciter le plus grand nombre possible de volontaires de participer au don du sang dans le souci de servir la population tout entière — sont assimilées par l'O. R. T. F. à de la publicité commerciale. En conséquence, les organismes sans but lucratif qui désirent assurer une émission de ce genre doivent passer obligatoirement par la Régie française de publicité et engager des dépenses relativement importantes pour acheter le temps d'antenne à l'O. R. T. F. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait de faire en sorte que les émissions d'information sur le don du sang et la transfusion sanguine à l'O. R. T. F. bénéficient de la gratuité et s'il n'a pas l'intention de prendre toutes décisions utiles pour qu'il en soit ainsi.

Police (corps de complément de la police nationale dans le Territoire français des Afars et des Issas).

3480. — 21 juillet 1973. — **M. Omar-Farah-Iltreh** signale à **M. le ministre de l'intérieur** qu'une cinquantaine d'agents du corps du complément de la police nationale recrutés selon les critères établis par la direction générale de la police nationale (concours, aptitude physique, permis de conduire) constituent un corps de complément de la police nationale en Territoire des Afars et des Issas. Cette formule évite le détachement (très onéreux) d'inspecteurs et d'enquêteurs du cadre métropolitain. Il lui paraît souhaitable que de même que certains fonctionnaires (qui relèvent de la catégorie D au regard de la fonction publique tels que les agents spéciaux de la préfecture de police) ont été intégrés dans le corps des enquêteurs de la police nationale, alors même qu'ils ne présentaient pas les mêmes garanties que les agents servant la police nationale du Terri-

toire français des Afars et des Issas. Ceux-ci devraient pouvoir être intégrés en qualité d'enquêteurs à la faveur de la constitution initiale de ce corps. Ils auraient vocation à servir uniquement dans le Territoire français des Afars et des Issas. Il s'agit réellement de policiers dont certains servent l'administration depuis de nombreuses années.

Police (insuffisance des effectifs en province).

3606. — 21 juillet 1973. — M. Lebon demande à M. le ministre de l'Intérieur quand il fera cesser ce scandale permanent qui consiste en ce que les villes de province sont obligées de se plaindre constamment à juste titre de l'insuffisance des effectifs de police, au détriment de la sécurité de leurs habitants alors que devant les bâtiments publics de la capitale sont agglutinées des grappes d'agents qui ont l'air de s'ennuyer à longueur de journée.

Construction (plan d'eau de Viry-Châtillon [Essonne]).

3570. — 21 juillet 1973. — M. Juquin appelle l'attention de M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement sur les opérations immobilières à caractère spéculatif qui se développent autour du plan d'eau de Viry-Châtillon (Essonne). Il s'agit en particulier de la construction de 116 logements en copropriété par la S.A. la Madeleine et de la réalisation du groupe d'immeubles de grand standing Trimaran par la Société Sepimo-la-Hénin. Les réalisations comportent l'édification d'immeubles élevés dont l'un atteint quatorze étages au-dessus du rez-de-chaussée. Elles englobent aussi la réalisation de parkings en surface. Cet ensemble d'opérations aboutit à la fois à une importante destruction d'espaces verts, à une défiguration du paysage et à une densification de l'occupation du sol. Il lui demande s'il n'entend pas user de tous ses pouvoirs pour interrompre ces opérations immobilières et sauver ce qui peut encore l'être à Viry-Châtillon.

Santé publique (utilisation du « Lindane » dans les campagnes de démolition).

3593. — 21 juillet 1973. — M. Ruffe attire l'attention de M. le ministre de la protection de la nature et de l'environnement, sur les dangers que présente l'utilisation du « Lindane » dans les campagnes de démolition. Ce produit est actuellement utilisé depuis le 15 juin dans la région de La Baulle à raison de deux projections mensuelles effectuées par hélicoptère par une entreprise privée agissant pour le compte de la municipalité. Or les études effectuées sur le « Lindane » en ont démontré la nocivité tant pour l'homme au-delà d'une certaine dose, que pour les poissons et crustacés qui y sont extrêmement sensibles. Employé dans l'agriculture, les fruits et légumes ne peuvent être récoltés pendant une période de quinze jours après la projection. Les animaux ne peuvent paître pendant cette même période. L'utilisation de ce produit risque, en outre, de porter préjudice aux paludiers en altérant la qualité de leur sel. De plus l'utilisation du « Lindane » est d'autant moins justifiée qu'il existe des méthodes modernes, déjà utilisées avec succès dans d'autres régions marécageuses, qui consistent non pas à détruire les moustiques mais leurs larves au moyen d'un produit non toxique. Il lui demande donc s'il n'envisage pas de prendre des mesures pour interdire l'utilisation du « Lindane » et de donner les moyens aux communes d'utiliser un procédé, certes plus onéreux, mais sans danger pour la population et l'agriculture.

Handicapés (enfants dont le handicap est inférieur à 80 p. 100 : mesures d'aide).

3500. — 21 juillet 1973. — M. Bégault expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que toutes les mesures prises en faveur des mineurs handicapés concernent ceux qui sont atteints d'une infirmité entraînant une incapacité permanente d'au moins 80 p. 100. Or, certains enfants ayant un taux d'incapacité inférieur à 80 p. 100, sont dans un état qui justifie des mesures particulières d'éducation pour assurer leur développement physique et mental et qui, par conséquent, entraîne des frais supérieurs à ceux qui seraient engagés pour un enfant non handicapé. Il lui demande si, dans le programme prévu en faveur des handicapés, il ne pourrait être envisagé d'inclure certaines formes d'aide destinées aux mineurs ayant un taux d'incapacité inférieur à 80 p. 100 et dont l'état nécessite cependant une éducation particulière.

Assurance-maladie (exonération du ticket modérateur ; complexité de la procédure de demande).

3512. — 21 juillet 1973. — M. Odru expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les formalités actuelles pour obtenir l'exonération du ticket modérateur sont très complexes pour les assurés sociaux, spécialement pour les malades relevant de l'article 293, c'est-à-dire handicapés du fait de leur état de santé et souvent âgés. En effet, à l'échéance d'une notification antérieure d'exonération il incombe désormais à l'intéressé de faire une nouvelle demande, contrairement à la pratique ancienne prévoyant la tenue d'un échéancier dans les contrôles médicaux. Par ailleurs, l'absence de notification soit en cas de refus, soit en cas d'accord ne découlant pas d'une demande de l'assuré, rend la situation difficile à comprendre pour l'assuré. Il lui demande quelles mesures administratives plus simples et plus normales il compte prendre en faveur des assurés sociaux bénéficiant ou demandant à bénéficier de l'exonération du ticket modérateur.

Hôpitaux psychiatriques (statut ; tutelle).

3533. — 21 juillet 1973. — M. Barrot demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale au sujet de l'application de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ; 1° si tous les hôpitaux psychiatriques visés à l'article 25 de ladite loi ont été érigés dans l'année qui a suivi la promulgation de la loi en établissement public ou rattachés à un établissement public existant ; 2° dans la négative quels étaient en fin 1972 les hôpitaux pour lesquels le décret prévu n'avait été promulgué et pour chacun d'eux quels étaient le ou les motifs de ce retard contraire au vœu du législateur ; 3° si les dispositions du paragraphe III de l'article 25 prévoyant que les délibérations des commissions administratives des établissements hospitaliers relatives à la fixation des effectifs du personnel médical sont soumises à l'approbation du ministre de la santé publique sont toujours applicables, nonobstant les dispositions de la réforme hospitalière ; 4° dans la négative pourquoi ses services n'en ont pas informé les préfets ; 5° si dans l'application de la réforme aux établissements issus de l'ancien département de la Seine, il est exact que ses services se fondent sur « l'esprit » de loi du 31 décembre 1970 refusent d'en faire assurer la lulle normale par le préfet de Paris, y compris la tutelle du prix de journée ; 6° dans le cas d'une réponse affirmative à cette cinquième question pour les hôpitaux psychiatriques de Paris situés dans les départements de la couronne, il lui demande quels sont les passages des débats parlementaires ou de la loi qui permettent à ses services de soumettre ainsi les responsables de l'administration de ces hôpitaux à une telle discrimination.

Allocation de logement (simplification des dossiers et des conditions d'attribution).

3548. — 21 juillet 1973. — M. Spénale appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les difficultés que suscite la mise en œuvre de l'allocation logement instituée par la loi du 16 juillet 1971 pour remplacer l'allocation loyer. Deux ans après le vote de la loi, un an après le décret d'application du 29 juin 1972, le système est loin d'être en place et au moins deux catégories d'inconvénients apparaissent déjà clairement : 1° un excès de formalisme en ce qui concerne la constitution des dossiers : pièces trop nombreuses, questionnaire trop lourd qui font que la plupart des personnes âgées concernées par cette allocation ne peuvent établir leur dossier sans l'assistance de tiers ; 2° un mode de calcul compliqué, découlant d'une série de conditions restrictives, qui font que les intéressés, dans la plupart des cas, ne comprennent pas comment leur allocation logement est établie et qui ont parfois la désagréable surprise de constater que l'allocation logement leur apporte moins que l'ancienne allocation loyer. Sans doute l'allocation logement apporte-t-elle, dans l'ensemble, un progrès, puisqu'elle peut être attribuée à un plus grand nombre de personnes âgées et qu'elle améliore, le plus souvent, l'aide attribuée aux requérants. Cependant, les deux inconvénients mentionnés restent sérieux et détruisent aux yeux de beaucoup l'intérêt de la réforme, particulièrement pour ceux qui voient leurs droits diminuer (ainsi qu'ils n'ont pas d'enfants capables de les aider) pendant que d'autres qui n'étaient pas bénéficiaires de l'ancien système (parce qu'ils avaient de tels enfants) peuvent maintenant percevoir et parfois plus qu'eux. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour améliorer sur ces deux points le régime de l'allocation logement, c'est-à-dire, d'une part, pour diminuer le formalisme des dossiers et simplifier les conditions trop restrictives d'attribution — d'autre part, instaurer une clause de sécurité afin que les anciens bénéficiaires de l'allocation loyer ne puissent en aucun cas voir leurs modestes prestations diminuer alors qu'ils restent, en fait, les plus démunis.

Assurance-maladie (travailleurs frontaliers).

3574. — 21 juillet 1973. — M. Biary expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'un artisan s'est installé dans une commune frontalière avec atelier et siège d'entreprise en France, mais a son habitation en Belgique (à quelques centaines de mètres). Il est régulièrement immatriculé au répertoire des artisans en France, et paye ses taxes et impôts. Cependant, il ne peut se faire prendre en charge par l'assurance maladie des non-salariés, rendue obligatoire par la loi du 12 juillet 1966, du fait de l'article 2 du décret du 19 mars 1963, pris en application et rendant ainsi inapplicable ladite loi. Il lui demande comment il peut être remédié à une telle anomalie.

Travaux agricoles (entrepreneurs : bénéfice de l'aide aux commerçants et artisans âgés).

3604. — 21 juillet 1973. — M. d'Aillières demande à M. le ministre du commerce et de l'artisanat si un entrepreneur de travaux agricoles, qui atteint l'âge de la retraite et ne peut vendre son fonds de commerce, peut prétendre bénéficier de l'aide spéciale compensatrice prévue pour les artisans et commerçants, et, dans l'affirmative, à quel organisme il doit s'adresser.

Handicapés (octroi d'avances sur pension en cas de grève des personnels de la sécurité sociale).

3623. — 21 juillet 1973. — M. Haesebroeck appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le vœu adopté par la délégation du Nord de l'association des paralysés de France. Il lui fait observer que les intéressés ont souligné les graves inconvénients qui ont résulté pour leurs mandants de la grève prolongée de la sécurité sociale. Ils ont exprimé le souhait que désormais et en cas de retour de nouveaux arrêts de travail, des avances sur pension leur soient automatiquement accordées dans les perceptions, sur simple présentation de leur titre de pensionné. Compte tenu des faibles ressources dont disposent les intéressés, il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à cette intéressante suggestion.

Médecins (psychiatres hospitaliers : statut).

3628. — 21 juillet 1973. — M. Ansquer appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation du service de santé mentale français. Il lui expose que les praticiens intéressés attendent depuis plusieurs années la réorganisation envisagée, laquelle passe par l'application des dispositions du nouveau statut des psychiatres hospitaliers, voté par le Parlement depuis cinq ans et la mise effective à la disposition de cette forme de médecine des moyens nécessaires, tant en personnels médicaux et paramédicaux qu'en installations de soins. Les psychiatres hospitaliers s'interrogent sur les retards apportés dans la promulgation des textes, retards qui ont pour conséquence : 1° de n'avoir pu encore permettre le reclassement définitif de ces praticiens dans un statut professionnel qui n'a rien d'exceptionnel puisqu'il est celui de l'hospitalisation générale (2^e catégorie, premier groupe); 2° d'amener les candidats éventuels à renoncer à la carrière publique pour laquelle on les avait amenés à concourir, et ce en raison du rythme particulièrement lent des postes à pourvoir; 3° de ne pas reconnaître, aux psychiatres hospitaliers, qui ont de tout temps assuré la formation de la plus grande partie des futurs psychiatres d'exercice public comme d'exercice privé, leurs responsabilités d'enseignement à ce titre et de ne pas les rémunérer en conséquence. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire passer dans les faits les dispositions envisagées et donner ainsi à un secteur essentiel de la santé publique d'un pays moderne les moyens nécessaires pour faire face à ses lourdes tâches.

Assurance vieillesse (carnet de reconstitution de carrière).

3630. — 21 juillet 1973. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale les difficultés particulières que rencontrent notamment les femmes seules qui veulent, après leur veuvage ou leur divorce, procéder à une reconstitution de carrière en vue de faire valoir leurs droits à un avantage vieillesse à titre personnel ou de réversion. Il lui suggère que soit étudiée la création d'un carnet de reconstitution de carrière qui apparten-

rait en propre au salarié. Ce carnet, qui aurait une contenance permettant son utilisation dans tous les régimes de protection sociale, serait ouvert par la caisse lors du premier emploi. Tenu à jour par les indications afférentes à la désignation de l'employeur, à la date d'embauche, à l'emploi tenu, au taux de salaire perçu, à la date de la cessation d'activité dans l'entreprise, ce document ne serait pas mis en possession des employeurs et, seul, l'organisme de sécurité sociale en aurait connaissance. Parallèlement à ce carnet, une fiche portant les mêmes renseignements pourrait être transmise d'une caisse à une autre, et suivrait de ce fait le salarié au cours de sa vie professionnelle. Au moment où le travailleur, ou plus encore sa veuve, aura besoin de fournir des renseignements sur des activités passées, le carnet devrait réduire dans de notables proportions les difficultés rencontrées très souvent à ce propos. Il lui demande s'il peut lui faire connaître la suite qui peut être réservée à la suggestion présentée.

Allocation de salaire unique (application de la réforme du 3 janvier 1972).

3632. — 21 juillet 1973. — M. Charles Bignon rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'il a bien voulu répondre au *Journal officiel* du 28 juin 1973 à la question du 13 avril 1972 concernant l'application de la réforme du 3 janvier 1972. Il souligne que cette réponse établit que 700.000 allocataires ont perdu l'allocation de salaire unique au lieu des 400.000 prévus par les travaux préparatoires. C'est une différence de 75 p. 100 qui enlève beaucoup de valeur à de tels travaux. En ce cas, il lui renouvelle sa demande pour que soient chiffrés : 1° l'économie qui résulte pour le régime des allocations familiales de la suppression des versements; 2° les charges supplémentaires du fait des versements supplémentaires. Il lui demande enfin s'il peut affecter les 300.000 versements supprimés, non seulement aux catégories de ménages de un ou deux enfants ayant un demi-second salaire, mais aussi supprimer la condition d'âge pour les enfants, car il insiste encore sur le fait que le législateur n'a jamais voulu que cette condition d'âge existe, et qu'elle a été introduite par voie réglementaire et sans déclaration préalable au Parlement lors des débats.

Allocation de logement (simplification et amélioration du fonctionnement).

3633. — 21 juillet 1973. — M. Charles Bignon rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'en dépit de la déclaration de ses prédécesseurs, le mécanisme de l'allocation de logement, accessoire des allocations familiales, est toujours aussi complexe. Les familles sont inondées de questionnaires et reçoivent avec des retards considérables les allocations qui leur sont dues; cependant, les organismes de crédit réclament avec rigueur les versements correspondant à l'accession à la propriété, et les offices propriétaires les loyers. De plus, chaque année, il faut une mise à jour des ressources qui oblige à des formalités interminables pour la caisse et pour les allocataires. Enfin, tout retard entraîne la suppression de l'allocation, alors que la famille est déjà dans les plus grandes difficultés pour payer ses charges de logement. Il lui demande si, comme cela avait été annoncé à l'Assemblée nationale à diverses reprises, le Gouvernement va se décider enfin à faire en sorte que l'allocation de logement ne soit plus « une aventure et une jungle », qui décourage ceux qui la demandent. Il souligne enfin que le régime d'allocations familiales connaît des excédents suffisamment importants pour que l'allocation de logement puisse être payée à ceux qui y ont droit, au lieu d'être refusée pour raison de complexité.

Assurance maladie maternité (commerçants et artisans : dispense de paiement de cotisation en cas de cessation d'activité professionnelle).

3643. — 21 juillet 1973. — M. Jean Favre expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que l'article 8 du décret n° 73-76 du 22 janvier 1973, pris pour l'application de la loi n° 72-554 du 3 juillet 1972 précise que les assurés qui ont cessé d'exercer leur activité professionnelle durant au moins un trimestre civil sont dispensés du paiement de la cotisation provisionnelle correspondante s'ils apportent la preuve qu'ils se sont trouvés dans l'impossibilité de poursuivre leur activité pour un motif indépendant de leur volonté et étranger à la nature même de la profession exercée, notamment pour raison de santé ou en cas d'appel ou de rappel sous les drapeaux ou de sinistre. L'application stricte de cette réglementation oblige les services des caisses à refuser toute exonération à un artisan qui, pour cause de maladie notamment,

est contraint de suspendre son activité professionnelle, par exemple du 20 février 1973 au 20 mai 1973, soit durant trois mois étalés sur deux trimestres civils, alors que l'artisan malade du 1^{er} janvier 1973 au 31 mars 1973 pourra obtenir une dispense de cotisation au titre du premier trimestre 1973, période correspondant exactement à un trimestre civil. Auparavant, les règles étaient plus souples. Il lui demande si l'on peut espérer avoir une modification de la rédaction de l'article 8 du décret susvisé.

Aérodromes (accident du Boeing 707 près d'Orly : réalisation d'un aéroport loin des zones urbanisées).

3446. — 21 juillet 1973. — A la suite de l'accident du Boeing 707 de la compagnie brésilienne Varig, survenu le 11 juillet 1973, à quelques kilomètres de l'aéroport d'Orly, compte tenu de la profonde émotion que ce grave accident a provoquée parmi les centaines de milliers d'habitants des communes riveraines de l'aéroport et des localités survolées à l'atterrissage ou au décollage des avions, compte tenu du développement continu du trafic aérien et du fait que de tels accidents posent de graves problèmes, M. Kallinsky demande à M. le ministre des transports s'il ne lui semble pas urgent de répondre favorablement aux revendications des populations riveraines de limiter tout développement de l'aéroport d'Orly et de décider sans plus tarder de réaliser un aéroport éloigné de toutes zones urbanisées et relié à Paris par des voies express.

Cheminots et traminois (Marseille : revalorisation des pensions des retraités et des veuves).

3520. — 21 juillet 1973. — M. Cermolacce signale à M. le ministre des transports la vive protestation des retraités et veuves de retraités de la Régie autonome des transports de Marseille contre la fin de non-recevoir opposée par son prédécesseur à la demande de révision des coefficients annuels de revalorisation de leurs pensions pour les années antérieures à 1967. A l'argument juridique mis en avant pour justifier ce refus — expiration des délais de réclamation — il oppose celui des intéressés qui font observer qu'antérieurement à 1967 leurs représentants à la C. A. M. R. n'avaient pu obtenir, malgré leurs demandes instantes, la communication desdits coefficients pour les années de 1958 à 1966. Il fait observer que ces prédécesseurs sont en fait responsables de l'absence d'information des retraités et veuves pour la période considérée et que ce n'est qu'après 1967 qu'ils ont pu vérifier la valeur de ces coefficients, déterminés par des arrêtés interministériels. Soulignant le fait que sa réponse ne conteste pas le préjudice subi par ces retraités et veuves, préjudice évalué à 7,5 p. 100 du montant de la pension depuis 1958, il lui demande s'il entend réexaminer ce problème afin que les retraités et veuves des réseaux affiliés à la C. A. M. R. des chemins de fer secondaires et des tramways perçoivent les sommes dont ils ont injustement été privés.

Emploi (canton de Saint-Privat, Corrèze).

3516. — 21 juillet 1973. — M. Pranchère attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur les licenciements qui viennent d'intervenir à la suite de la fermeture d'une entreprise industrielle à Bassignac-le-Haut, canton de Saint-Privat (Corrèze). Il lui demande quelles mesures il pense prendre en vue d'aider au reclassement des ouvriers licenciés, notamment par la création d'emplois nouveaux, ce qui paraît possible par une utilisation plus grande des moyens de l'industrie de l'alimentation installée dans ce canton.

Formation professionnelle (agrandissement du centre de F. P. A. de Bordeaux-Caudéran).

3539. — 21 juillet 1973. — M. Madrelle appelle l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur la nécessité d'agrandir le centre de F. P. A. de Bordeaux-Caudéran. A cet effet, la décision avait été prise d'acheter un terrain de 3.000 mètres carrés jouxtant ledit centre. C'est ainsi qu'en avril 1972 l'entente sur le prix du terrain se fit entre l'administration des domaines et le propriétaire. Le plan de masse succinct d'implantation fut fourni par la direction de l'équipement et la commission départementale des opérations immobilières et d'architecture donna son accord pour l'achat du terrain. La direction régionale du travail fit alors bloquer 200.000 F sur les crédits régionaux ; l'affaire était pratiquement conclue. Cependant, l'engagement des dépenses n'était toujours pas signé. Le retard de cette signature était dû, selon la direction régionale du travail et de l'emploi, à de simples longueurs administratives. L'année 1972 vint à son terme sans que le terrain soit acheté. En 1973 tous les fonds disponibles régionaux, y compris le reliquat de 1972, furent répartis au profit d'autres actions. Il lui demande de lui indiquer : 1° où et comment se sont « volatilisés » les 200.000 F réservés au centre de Bordeaux-Caudéran ; 2° s'il ne pense pas devoir tout mettre en œuvre pour réaliser au plus tôt l'agrandissement du centre F. P. A. de Bordeaux-Caudéran afin d'accueillir en priorité les mères de familles, les jeunes qui sortent des classes pratiques, des classes de perfectionnement et les immigrés.

Droits syndicaux (décharges de service dans les établissements d'enseignement).

3605. — 21 juillet 1973. — M. Henri Michel appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le faible nombre d'heures de décharge de service accordé aux représentants syndicaux dans les établissements d'enseignement public. Une simple transposition à l'éducation nationale des décharges habituellement accordées dans les autres secteurs privés ou publics de l'économie équivaldrait à : trois heures hebdomadaires pour les sections syndicales des C.E.S. ; de quatre à dix heures pour les lycées ; de dix-huit à dix heures pour les sections départementales ; de trente à quarante heures pour les sections académiques. La réalité est toute autre puisqu'il n'existe aucune heure au niveau des établissements et vingt-six heures seulement pour l'ensemble des cinq sections départementales et de la section académique de Grenoble. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les instructions du 14 septembre 1970 soient mieux respectées à l'avenir et pour que la répartition des postes de décharges se fasse de façon plus satisfaisante.

Femmes (femmes seules à la recherche d'un emploi : octroi d'une allocation).

3635. — 21 juillet 1973. — M. Chaumont rappelle à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population qu'en réponse à une question orale, il a déclaré au Sénat le 15 mai dernier que le régime d'aide publique institué en faveur des travailleurs salariés privés d'emploi devait être aménagé afin de laisser aux veuves le temps de chercher et d'obtenir un emploi. Un décret actuellement en préparation, permettrait notamment, par analogie avec les mesures prises en faveur de certaines catégories de jeunes demandeurs d'emploi, d'accorder une allocation temporaire aux veuves, responsables de famille, à la recherche d'un emploi. Il lui demande s'il n'estime pas comme relevant de la simple équité que les dispositions prévues au bénéfice des veuves soient également appliquées aux femmes abandonnées se trouvant dans une situation similaire.